

صلى الله عليه وسلم

ANCIEN MINISTRE
DU GOUVERNEMENT WILSON
Lord Chalfont
démissionne
du parti travailliste
LIBRE PAGE 19

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1 F
Algerie, 1 DA ; Maroc, 1 dir ; Tunisie, 100 m.
Australie, 1 DM ; Belgique, 1 scd ; Brésil,
2 R ; Canada, 60 c. cts ; Danemark, 2.50 kr.
Espagne, 18 pes. ; Grande-Bretagne, 16 p. ; Grèce,
15 dr. ; Iran, 45 rls ; Italie, 250 l. ; Japon, 125 ¥.
Luxembourg, 4 R ; Norvège, 2.50 kr. ; Pays-Bas,
0.75 fl. ; Portugal, 10 esc. ; Suède, 1.75 kr. ; Suisse,
0.50 fr. ; U.S.A., 75 cts ; Yougoslavie, 5 R. dir.
Tant des abonnements page 23
5, RUE DES ITALIENS
75007 PARIS - CEDEX 13
C.C.P. 4001-25 Paris
Tél. Paris 65 57 78
Tél. 770-91-29

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Les succès de M. Arafat

M. Yasser Arafat a toutes les raisons d'être satisfait. Les points qu'il a marqués ces dernières semaines sont désormais du président de l'Organisation de libération de la Palestine (O.L.P.) l'interlocuteur valable de toute négociation sur le fond du conflit israélo-arabe.

Déjà, en novembre dernier, l'Assemblée du monde arabe représentée au sommet d'Alger avait reconnu l'O.L.P. comme le « seul représentant légitime du peuple palestinien », et les chefs des États musulmans, réunis à Lahore en février, ont entériné cette formule.

L'Union soviétique a suivi le courant au printemps d'abord en acceptant l'ouverture d'un bureau de l'O.L.P. à Moscou, ensuite en accueillant M. Yasser Arafat à titre officiel. La France a franchi un pas dans le même sens. M. Sauvageat, ministre des Affaires étrangères, a annoncé mardi devant l'Assemblée générale des Nations unies, de proclamer que Paris sentait dans les aspirations légitimes du peuple palestinien.

L'Assemblée générale a pris l'engagement de reconnaître le droit du peuple palestinien à l'autodétermination, et de reconnaître la création d'un État indépendant.

Si l'O.L.P. est invité à déléguer une délégation pour présenter le dossier devant l'Organisation internationale — mesure tenue pour probable — la reconnaissance palestinienne recevra une consécration éclatante sur le plan mondial. Les succès des organisations de libération paraissent d'ores et déjà acquis.

Enfin, M. Yasser Arafat vient de remporter une victoire politique de taille. A l'issue d'une réunion tripartite qui s'est tenue au Caire, réunion qui a regroupé les mandataires de l'O.L.P., de l'Égypte et de la Syrie, un communiqué, publié le samedi 21 septembre, reconnaît à la « centrale » des Fatah le privilège de représenter « exclusivement » tous les Palestiniens vivant à l'intérieur ou à l'extérieur des territoires occupés. Cette prise de position rend caduque, en la contredisant, la déclaration du président égyptien émise le 15 juillet, dans laquelle le président égyptien reconnaît au souverain jordanien le droit de parler au nom des Palestiniens installés sur les deux rives du Jourdain.

Le communiqué tripartite va encore plus loin : il affirme que tout territoire récupéré par un éventuel accord de dégelage en Cisjordanie devrait être remis à l'O.L.P. et non au royaume hachémite. Du coup, le roi Hussein, indigné par la reconnaissance égyptienne, a annoncé que jusqu'à ce qu'un « sommet » arabe qui doit se tenir le 26 octobre, à Rabat, il s'abstiendrait de participer à toute concertation ou négociation internationale sur le conflit israélo-arabe.

Cette nouvelle évolution complique singulièrement la tâche de M. Kissinger, qui a l'intention de reprendre, au début du mois prochain, sa mission de médiation. La conférence de Genève est sérieusement compromise. Elle ne peut se tenir sans la Jordanie. Israël refuserait de s'y rendre si on devait lui imposer la participation des représentants de l'O.L.P. Il en irait de même pour l'Égypte s'il était question de débattre d'un nouveau dégelage militaire dans le Sinaï sans qu'une mesure analogue soit envisagée sur le front syrien, ce à quoi Jérusalem se refuse.

Pour le moment, tout pousse donc au pessimisme. La complexité et la surcharge explosive de la conjoncture au Proche-Orient, les impératifs de la politique intérieure aux États-Unis, paraissent en effet interdire au « magicien » de la diplomatie américaine des initiatives audacieuses qui auraient pu ouvrir de nouvelles perspectives à un règlement.

Les élections sénatoriales confirment les évolutions constatées lors des scrutins de mars 1973 et mai 1974

Il faudra attendre la rentrée parlementaire du 2 octobre et la constitution définitive des groupes du Sénat pour apprécier exactement la portée du renouvellement triennal de la Haute Assemblée. Il n'en est pas moins certain que la consultation de dimanche 22 septembre ne s'est pas seulement soldée par l'élection de quarante-neuf nouveaux sénateurs (parmi lesquels M. Poudougon, secrétaire d'État à la Fonction publique, qui était avant d'entrer au gouvernement) et de six anciens ministres (MM. Billères, Bordeneuve, Chocoy, Marcellet, Pélissier, Schimmenti), mais a également confirmé dans une certaine mesure les évolutions qu'avaient révélées les élections législatives de mars 1973 et l'élection présidentielle de mai 1974.

Le renouvellement triennal du Sénat, qui, inégalement, dimanche 22 septembre trente départements de la métropole, un département d'outre-mer (la Réunion) et deux territoires d'outre-mer (la Nouvelle-Calédonie et le Territoire des Afars et des Issas), s'est soldé par des changements non négligeables au sein de la Haute Assemblée. Vingt-huit « sortants » ne s'étaient pas représentés, et quinze autres ayant été battus au premier ou au second tour de scrutin, le tiers des quatre-vingt-huit sièges à pourvoir a été pris en six à de nouveaux élus. Dans les trente et un départements, où soixante-troize sièges étaient attribués selon le système du scrutin majoritaire à deux tours (on voit à la représentation proportionnelle pour les neuf sièges du Nord et les six sièges du Pas-de-Calais), trente-trois résultats ont été acquis dès le premier tour et quarante sièges ont donné lieu à ballottage.

Le renouvellement s'est doublé d'un rajustement relatif mais certain. Les nouveaux — moins de cinquante ans — ne sont qu'une douzaine, mais il convient de souligner que, parmi les sénateurs de plus de soixante-cinq ans, six ne sollicitaient pas le renouvellement de leur mandat (MM. Daru et Guillemin, P.R., Berthoin et Duflot, Gauche démocratique; Lambert et Pelleray, indépendants), et trois ont été battus (MM. Beaumont, républicain indépendant; Martial Brousse, indépendant paysan d'action sociale, et de Félice, Gauche démocratique).

AU JOUR LE JOUR

Suspicion légitime

A l'instant où l'Espagne semble vouloir demander à la France de l'aider à obtenir un visa pour l'Europe, il est étrange de la voir réclamer un passeport aux Français.

Il est vrai que, pour une certaine Espagne, les Français ont toujours été plus ou moins suspects. Il n'a bien des années, un préfet des études mettait en garde les futurs petits prêtres basques du séminaire de San Sebastian auxquels il n'appartenait (il y a de ces miracles !) de joindre une conférence sur la sociologie de la littérature : « Écoutez ce monsieur puisque Monseigneur est d'accord. Mais vous savez ce que sont ces Français... »

Nous avons notre suspect, nous aussi, depuis bientôt quarante ans, de l'autre côté des Pyrénées.

ROBERT ESCARPIT.

GRASSET L'Irrégulière

ou mon itinéraire Chanel



EDMONDE CHARLES-ROUX

Une vie prodigieuse, une enquête fascinante, un livre brûlant et passionnant.



De nombreuses voix s'élèvent pour critiquer la passivité du pouvoir en matière d'inflation et de commerce extérieur

Le gouvernement en fait-il trop ou pas assez dans la lutte contre l'inflation et le déficit du commerce extérieur ? Tandis qu'industriels et commerçants se plaignent de l'alourdissement de la fiscalité et du contrôle des prix et du crédit, des personnalités aussi diverses que MM. Delors, Robert ou Bergeron et de nombreux éditeurs estiment le moment venu de « dire la vérité aux Français » sur la gravité de la crise (voir page 9).

Le plan de redressement de M. Fourcade a-t-il des chances de réussir ? La hausse de l'indice des prix d'août par rapport à juillet serait de 0,8 à 0,9 % contre 1,3 % le mois précédent.

Y a-t-il lieu de renforcer le dispositif gouvernemental de contrôle ? On ignore la réaction des pouvoirs publics à la suggestion qui leur a été faite de ramener en décembre de 13 % à 12 % l'augmentation annuelle des crédits à l'économie. M. Fourcade, pour sa part, préférerait attendre les indices de novembre ou de décembre.

Les perspectives sont, de toute façon, peu favorables en ce qui concerne la balance commerciale, grevée par l'enchérissement du pétrole, sujet dont M. Giscard d'Estaing a l'occasion de discuter puisqu'il présidera ce 23 septembre une réunion consacrée à un examen général des problèmes énergétiques.

Parler vrai

Par ANDRÉ FONTAINE

Dans le livre, plein de tendresse pour son héros, qu'il vient de consacrer aux Cent Jours de Giscard (1), Alfred Fabre-Luce note la fine que « l'heure du charme est en train de passer ». Tous les sondages le confirment. C'était inévitable : il n'est pas d'arme qui s'émousse si vite. « Il est relativement facile de séduire l'électeur, et plus encore l'électrice, lorsque l'on a de l'assurance, le regard moqueur et, dans le sourire, bientôt quinquagénaire, le flegme d'un enfant heureux, les traits se relâchent, la forme la plus brillante ne saurait tenir lieu de fond. Or malheureusement, pour le moment, c'est le fond qui manque le plus. »

(1) Alfred Fabre-Luce : Les Cent Jours de Giscard. Ed. Robert Laffont. 1 vol., 276 pages.

(Lire la suite page 8.)

Le grand refus

Du Cantal à l'Ardèche, des Pyrénées au Jura, la « France marginale », qui suscite les curiosités des journalistes de l'étranger pour être globalement décrite. Et pourtant ! Tous racontent la même chose : les restrictions et la « vie pauvre » sont à l'ordre du jour, la colère paysanne vient rappeler que la « terre » n'est pas un paradis pour tout le monde. Enfin, les vacances viennent de prouver que les Français ne s'en vont pas tous à la mer. A-t-on le droit de s'en aller — pour de bon ? Et pour quoi faire ?

I. — Un « soldat » de l'an 01

On monte « sur les prés », il est juste assez tôt pour regarder les arbutus de l'été, pour sur les bords d'un lac ou d'un bon. Jean-Pierre s'est appuyé à une clôture d'unus et roule sa première cigarette du matin. Cette grande carrosse de vingt-cinq ans en bien de travail, est échelonné sur une rampe d'une « gâchette » additionnelle paisiblement des curiosités d'état civil : une Roue de sciences économiques « presque finie », un papa industriel, une femme diplômée de psychologie et, maintenant, des mains toutes couvertes de calli et de boutons d'eczéma. Profession : ouvrier agricole sur un gros domaine limousin, « soldat » à 1200 francs par mois. Mais logé-déjà. Quand même. Sa femme — comme lui — a laissé choir, en 1968, les « behavies » de la face de lettres pour s'occuper d'une basse-cour et de ses enfants. Changer la vie ? Ils ont déjà changé la leur en six ans. Ce n'est pas si mal. Quand on achève une grande tournée en zigzag à travers la « France des marginaux » — foisonnante, échevelée, farfelue — cette halte matinale du côté de Limoges paraît providentielle. Assis sur ce chemin qui domine un tout petit bout du « monde paysan », à côté d'un grand garçon pas bavard, voilà qu'on respire mieux. Tout ce qui, vu de loin, devenait aussi barbant qu'une

théorie toute faite de la société. Voilà ma vie, mon boulot, mes bruits. Je ne changerai plus. C'est décidé et c'est tout. »

Tant mieux pour le lacisme. Il tombe à pic pour corriger ces assomantes réunions d'amis où, depuis quelque temps, le « retour à la terre » nourrit beaucoup plus de bavardages pointus que de résolutions ; ces dîners citadins qui démontrent inévitablement au deuxième whisky sur des « ras le bol » convenus et conformes à l'esprit du temps. « Je vais-tout-plaquer-mon-vieux ! Alerte ! Les parloires ont envahi cette révolution dispensée comme un chendient qui cacheraient les vraies graines. Pas facile d'y voir clair. »

(Lire la suite page 16.)

(1) En 1972, le journal *Actuel* avait consacré un questionnaire précis et détaillé à quelques dizaines de théoriciens d'extrême gauche sur le thème : « Votre vie quotidienne est-elle aussi révolutionnaire que vos discours ? » Les réponses publiées montraient que cette curiosité était... méchante.

PETER BROOK MONTE « TIMON D'ATHÈNES »

Shakespeare auteur anonyme

On a vu sur la scène du Théâtre Sarah-Bernhardt - Théâtre des Nations un tournoiment impitoyable de violence, de cris, de cruauté : « Titus Andronicus ». Quelques années plus tard, on a vu des hommes et des femmes vêtus de cuir, traverser l'espace vide du plateau, le vide amer de la solitude et de la folie : « Le Roi Lear ». Plus tard encore, au Théâtre de la Ville, on a vu, entre les parois blanches d'une boîte de jeu, se jouer la célébration de la vie, de l'amour et celle du théâtre : « La Songe d'une nuit d'été ». Le 15 octobre, pour le Festival d'automne, aux Bouffes du Nord, dans le délabrement sophistiqué d'un théâtre émergent d'un long sommeil, on verra « Timon d'Athènes » dans la mise en scène de Peter Brook.

Peter Brook-Shakespeare, les deux noms sont accolés. A cause de ces spectacles qui, chacun, ont provoqué un choc durable, et parce que Brook, quel que soit son travail, s'en rapporte au modèle élisabéthain. Avec un groupe de comédiens du Centre international de recherche théâtrale, il est allé en Afrique, dans les villages, pour apprendre comment on peut communiquer hors du langage, hors de l'appui des décors et des éclairages, dans la joie partagée de la représentation.

Propos recueillis par COLETTE GODARD.
(Lire la suite page 25.)

Le cyclone du Honduras a fait des milliers de morts

Des milliers de morts, des dizaines de milliers de familles sinistrées. La presque totalité des récoltes détruites, le réseau routier gravement endommagé. Tels sont les premiers effets connus des inondations qui ont accompagné, à la fin de la semaine dernière, le passage du cyclone tropical « Fifi » sur plusieurs États de l'Amérique centrale. Pour le Honduras, de loin le plus touché, il s'agit d'un véritable désastre, mais le Guatemala, le Nicaragua, le Costa-Rica, le Salvador et le sud du Mexique ont également souffert.

Des avions de l'armée de l'air américaine, venus des bases de Panama, ont établi un pont aérien. Le Croix-Rouge a lancé à Genève un appel à la solidarité internationale.

De notre correspondant

Mexico. — Le cyclone « Fifi » n'a laissé que mort et désolation en Amérique centrale. Selon des informations encore officieuses parvenues au Mexique, au moins huit mille personnes auraient trouvé la mort au seul Honduras, le pays le plus touché par la catastrophe.

C'est le nord du pays qui a été le plus sérieusement atteint. En particulier, les deux villes de Choloma et de Puerto-Trujillo ont été à peu près entièrement détruites. Les dégâts seraient également graves dans trois îles de la mer des Caraïbes. Les cultures sur lesquelles est fondée la richesse — il est vrai très modeste — du pays, en particulier la banane, sont perdues.

60 % des richesses du pays sont détruites

Les rizières, les champs de canne à sucre, les plantations potagères, ont également été submergées par les eaux. Selon le ministre de l'économie du Honduras, 60 % des richesses du pays seraient détruites. Indiquons que le produit national brut du Honduras était, en 1972, un peu inférieur à 4 milliards de francs.

Un porte-parole de la présidence du Honduras nous a indiqué par téléphone depuis Tegucigalpa, la capitale du pays, que des « brigades médicales », composées de civils et de militaires, ont été envoyées sur les lieux afin de porter secours aux blessés, mais surtout de prendre des mesures pour prévenir les risques d'épidémie.

Les communications commencent à être partiellement rétablies avec San-Pedro-Azula, principale ville industrielle du pays, et avec le port de La Ceiba. Un pont aérien fonctionne désormais, qui permet d'apporter vivres et médicaments aux populations sinistrées de cette zone. Ce sont le Guatemala, le Nicaragua et le Panama qui ont, d'ailleurs, fourni l'essentiel de ces produits.

JOSE CARREÑO.
(Lire la suite page 12.)

LES RÉSULTATS

Les commentaires de la presse

LE FIGARO: stabilité et soutien.

« Le scrutin d'hier, encore qu'il faille attendre l'ajustement des nouveaux élus aux différents groupes, ne semble pas de nature à bouleverser les « pointages » faits par le gouvernement. Le centre de gravité politique de la Haute Assemblée ne s'est pas déplacé. Et, si y a eu, comme toujours, ce que l'on appelle des surprises, elles ne tiennent pas, politiquement, à conséquence. »

« Au total, l'assise parlementaire du gouvernement, forte de l'Assemblée nationale, demeure au Sénat, n'est pas entamée. »

« C'est un point qui a son importance. Ne fût-ce qu'en raison du climat d'incertitude qui, désormais, pèse sur le pays. Et qui, de toute évidence, appelle une mise au clair de la part du pouvoir et une adhésion réfléchie de la part des Français. »

« La stabilité parlementaire est une arme pour l'action, mais le soutien de l'opinion reste la condition du succès. »

LE QUOTIDIEN DE PARIS: la sondeur autant que la couleur.

« A souligner: la réélection de M. Gregory dans les Pyrénées-Orientales. Celui-ci, issu du groupe socialiste du Sénat, avait été désigné par le parti socialiste, qui lui reprochait de s'opposer à l'union avec le P.C. Ce succès illustre sans doute la philosophie de ces élections: elles ne provoquent guère de bouleversements politiques, tiennent peu compte des maîtres d'ordre des états-majors parisiens et confirment l'implantation de notables dont, souvent, on se soucie moins de la couleur que de la renommée. »

L'AURORA: très léger glissement à gauche.

« Les partis, qu'ils soient majoritairement en progression ou

en régression, posent, je ne dirai pas peu — mais beaucoup moins qu'en d'autres confrontations — dans un choix qui a d'autres critères. »

« Le parti socialiste en a fait hier l'expérience: tel sénateur bruyant exclu par lui, parce qu'il ne se pliait pas aux principes de l'union de la gauche, l'a emporté sans difficulté et grâce à son électoral traditionnel. »

« On n'en fera pas une affaire nationale. »

« Plus que le léger, très léger glissement enregistré à gauche — quatre ou cinq sièges — ne devrait préoccuper outre mesure le gouvernement. »

« Il a des motifs d'inquiétude plus pressants. »

« (...) La marque essentielle, frappante, de ce renouvellement demeure l'élection de « jeunes » sénateurs de tous bords. »

« Car si l'arrivée au Palais du Luxembourg d'anciens ministres en remontrera pas inaperçue, le renouvellement qu'il vient de subir devrait renforcer bien plus encore sa volonté d'assurer pleinement son rôle. »

« Un rôle que la Constitution lui confie et que le pouvoir — jusqu'ici — lui a plutôt mesuré. »

(DOMINIQUE PADO.)

L'HUMANITÉ: le P.C. gagne deux sièges.

« Le parti communiste français a gagné deux sièges dans ces élections. L'un dans le Nord et l'autre dans l'Est. Ses deux sénateurs ont soigneusement été réélus. Il y aura donc maintenant vingt élus au groupe communiste du Sénat. »

« On constate en règle générale que les candidats qui portaient l'étiquette giscardienne (R.I.) n'ont pas, sauf exception, obtenu de grands succès. Et certains centristes qui avaient fait alliance avec eux contre des U.D.R. ou apparentés ont échoué. »

PUY-DE-DOME (3)

Sortants: MM. André Barroux, P.S., suppléant de Michel Champeboux, décédé en 1971; Abel Gauthier, P.S.; Gabriel Montpied, F.S. (n.s.p.).

Inscrits, 1 426; votants, 1 416

Suffrages exprimés: 1 407

P.S.: M. Roger Quilliot, maire de Clermont-Ferrand, 794 voix. ELU

M. André Barroux, sén. sort., maire de Ceyrat, 747 voix. REELU

M. Claude Bégin, maire de Brassac-les-Mines, 706 voix. ELU

MAJOR. NOUV.: MM. Claude Wolff, rép. ind., maire de Chamalières, 770; Jacques Paquet, maire de Pionsat, 557; Alfred Piquet, rad., 552.

P.C.: MM. Jean Alix, maire de Pont-du-Château, 100; Armand Bissacat, maire de Saint-Sulpice, 101; Maurice Grangier, maire de Blanzat, 99.

Le parti socialiste conserve les trois sièges du département et, ce qui apparaît comme particulièrement remarquable, ce résultat a été acquis, comme en septembre 1968, dès le premier tour. Pourrait la liste d'union socialiste et républicaine avoir perdu sa « locomotive » en la personne de Gabriel Montpied, qui siégeait au Sénat depuis mai 1962.

La liste « majorité nouvelle », qui espérait être portée par le « courant présidentiel », comptait entrer au siège et avait été soigneusement dosée. Elle comprenait, en effet, un radical, M. Piquet, le successeur de M. Giscard d'Estaing à la mairie de Chamalières, M. Wolff, et, enfin, M. Paquet, ancien chef de cabinet de M. Pompidou, puis de M. Giscard, devenu Veuil au ministère de la Santé. M. Paquet avait, en septembre 1973, réussi à s'implanter dans une tradition socialiste à Pionsat.

La compétition entre socialistes et républicains indépendants lors des élections cantonales avait d'ailleurs tourné à l'avantage des amis de M. Giscard d'Estaing, qui avaient occupé un siège, alors que les socialistes en concédaient deux. Cette progression n'aura pas été suffisante pour que les républicains indépendants accèdent au Sénat, et leur échec est d'autant plus lourd de conséquences qu'il permet aux socialistes de poursuivre la relance de leurs cadres locaux.

(M. Gilbert Béla est né le 22 octobre 1927 à Clermont-Ferrand. Professeur de dessin au C.E.T. de Brassac-les-Mines, il est maire de cette commune et conseiller général du canton de Jumeaux.)

(M. Roger Quilliot est né le 18 juin 1925 à Hermaville (Pas-de-Calais). Docteur en lettres, il est directeur de conférences à la faculté de Clermont-Ferrand. Héritier politique de M. Gabriel Montpied, socialiste à l'origine, comme maître de Clermont-Ferrand le 9 avril 1973, et comme conseiller général du canton de Clermont-Ferrand le 30 septembre 1973, devenant ainsi le leader du parti socialiste dans le département, il est membre du conseil régional d'Auvergne et occupe les fonctions de secrétaire général adjoint de l'Association des maires de grandes villes de France. M. Quilliot avait fait partie du « contre-gouvernement » de M. François Mitterrand en 1967 et y était chargé des questions de l'éducation nationale. Il est un des meilleurs commentateurs de l'œuvre d'Albert Camus, auquel il a consacré un essai, et également l'auteur d'une Histoire de la S.F.I.O. sous la IV^e République.)

1965: Inscr., 1 371; vot., 1 365; suffr. expr., 1 359. — S.F.I.O.: MM. Montpied, 785; REELU, Gauthier, 736; ELU — Ind. et pays: MM. Laroche, 230; Chamusca, 281; Revault, 238. — Rad. et centre gauche: MM. Galliard, 236; Marfais, 221; Laroux, 207; P.C.: MM. Pondina, 80; Clatet, 74; Azam, 70.

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES (3)

Sortants: MM. Emmanuel Lartigue, U.D.R., suppléant de M. Jean-Louis Tineaud, nommé membre du gouvernement en 1969; n.s.p.; Guy Petit, rép. ind.; Henri Sibor, U.n. cent., suppléant de Jean Erre-car, décédé en 1971.

PREMIER TOUR

Inscrits, 1 383; votants, 1 357

Suffrages exprimés, 1 349

ISOLES: MM. Pierre Sallenave, rép. ind., anc. dép., 575 voix; Michel Labeguerie, cent. dém., anc. dép., 491; Guy Petit, rép. ind., anc. sén., m. de Biarritz, 425; Frana Dubosco, U.D.R., 411; Jean-Louis Tineaud, rép. ind., anc. sén., anc. min., 408; Mox Fauchay, 131; Richard Gabry, 120.

P.S.: MM. Henri Prat, 542; André Fabre, 301; Jean Geneze, 294.

P.C.: MM. Jean Abadie, 49; André Cassien, 34; Jean Ducos, 32.

DEUXIEME TOUR

Vot., 1 360; suffr. expr., 1 310

MAJORITE PRESIDENTIELLE: M. Pierre Sallenave, rép. ind., 834. ELU

M. Michel Labeguerie, cent. dém., 815

M. Guy Petit, rép. ind., 733

P.S.: MM. Henri Prat, 567; André Fabre, 348; Jean Geneze, 325.

Pour le premier tour, les candidats de la majorité étaient trop nombreux pour pouvoir former une liste et s'étaient donc présentés isolément. Les trois candidats arrivés en tête à l'issue du premier scrutin constituaient alors une liste d'union, qui a finalement entériné les trois sièges. Si M. Lartigue (qui avait remplacé M. Tineaud lorsque celui-ci était devenu, en 1969, secrétaire d'Etat aux relations avec le Parlement, dans le gouvernement Chaban-Desmas) et Sibor (qui avait remplacé M. Erre-car, décédé en 1971, par M. Paquet, le troisième sénateur sortant, M. Petit, a été menacé par un candidat socialiste, M. Prat, qui pouvait compter sur les voix de ses

amis, sérieusement implantés à Pau, où il déclinent à présent, outre la municipalité, trois des quatre cantons.

Le scrutin constitue, d'autre part, un net échec pour M. Tineaud, qui non seulement n'a pas retrouvé son siège au Palais du Luxembourg, mais qui, de plus, a été distancé lors du premier tour.

(M. Michel Labeguerie est né le 4 mars 1921, à Usteria (Pyrénées-Atlantiques). Médecin, il a été député de la troisième circonscription du département (Maudéon) de 1962 à 1967. Conseiller général d'Espelette, maire de Cambo-les-Bains, il préside une association de défense de la lanette et de la culture basques: « Euzkizaleen Elkartea ».)

(M. Pierre Sallenave est né le 20 novembre 1920, à Pau. Fils de Louis Sallenave, ancien maire de Pau, il est élu conseiller général et député dans cette ville (première circonscription) et siège à l'Assemblée nationale de 1958 à 1967, puis de 1968 à 1973. En 1967, puis lors des dernières élections législatives, il s'est présenté devant M. Labeguerie, maire socialiste de Pau.)

1965: Inscr., 1 314; vot., 1 304; suffr. expr., 1 292. — S.F.I.O.: M. Labeguerie, 723; REELU; Erre-car, M.R.P., 723; REELU; Petit, anc. min., 723; REELU; — Centre, anc. dép., anc. sén., ind., 470; P.S.: S.F.I.O., 335; Narbaitz, 410; 184; 300; M. Martin, 36; Cluchague, 34.

HAUTES-PYRÉNÉES (2)

Sortants: MM. Pierre Bourda, Gauche dém., P.I.S.; P. I. S.; Mailhe, Gauche dém., suppléant de Paul Baratin, décédé en 1966.

PREMIER TOUR

Inscrits, 806; votants, 794

Suffrages exprimés, 793

RAD. de G.: M. Hubert Peyon, prés. cons. gén., 434 voix. ELU

M. René Billères, anc. dép., anc. min., anc. prés. du parti radical, 371.

MAJ. PRES.: MM. Pierre Bieulier, C.D.F., 336; Etienne Achille-Fould, C.D.F., 308.

P.C.: MM. Yvan Soupiès, 87; Raymond Peyres, anc. min. de Tarbes, 84.

DEUXIEME TOUR

Vot., 799; suffr. expr., 792

RAD. de G.: M. René Billères, 427. ELU

MAJ. PRES. M. Pierre Bieulier, 365 voix.

Les deux sénateurs sortants, M. Pierre Bourda et Pierre Mailhe, qui ne se représentaient pas, n'avaient pas obtenu l'investiture du Mouvement des radicaux de gauche. Les délégués au congrès fédéral de leur parti, qui était présidé par M. René Billères, ont décidé de ne pas donner de mandat à M. Bourda, n'acceptant pas d'avoir un suppléant socialiste ce que les deux candidats, M. Bieulier et M. Soupiès, ont refusé. Ils ont, en conséquence, bénéficié de l'investiture de l'union de la gauche socialiste et démocrate (U.S.D.), qui regroupe les radicaux de gauche et le P.S.

Si l'élection des deux nouveaux sénateurs ne constitue pas, en principe, un changement dans la représentation politique du département, elle traduit toutefois un renforcement de l'influence de la gauche, puisque les nouveaux élus sont des porte-parole plus convaincus de la politique unitaire adoptée par les radicaux de gauche.

(M. René Billères, né le 28 août 1910, à Ger-près-Lourdes (Hautes-Pyrénées), a représenté le département à l'Assemblée nationale de 1946 à 1973. Il se s'est pas représenté lors des élections législatives de mars 1973. Au cours de sa carrière politique, il a notamment été secrétaire d'Etat à la présidence du conseil dans le cabinet Mendès France, en 1954-1955, ministre de l'éducation nationale dans les cabinets Guy Mollet, Bourges-Maunoury et Félix Gaillard, de 1956 à 1958. Il a présidé le parti radical de 1965 à 1968.)

(M. Hubert Peyon, cinquante et un ans, pharmacien à Tarbes, est conseiller général d'Orst depuis 1955. Il est devenu président du conseil général en 1967, après le décès du sénateur Paul Baratin.)

1965: Inscr., 775. Premier tour: vot., 772; suffr. expr., 743. — Liste de la Gauche dém.: MM. Baratin, anc. dép., 465; REELU; Bourda, anc. sén., 274. — Isolés: M. Bieulier, 153; Etienne Achille-Fould, 123; Charrier, U.R., 67; Despeyrou, pays, 67. — P.C.: MM. Peyres, 36; Lebrun, 20.

Deuxième tour: vot., 774; suffr. expr., 748. — M. Bourda, 335; ELU; Bieulier, 246; Boyrie, 175.

PYRÉNÉES-ORIENTALES (2)

Sortants: MM. Léon-Jean Grégoire, Gauche dém., Gaston Pama, Gauche dém. (rad. de g.).

Inscrits, 738; votants, 755

Suffrages exprimés, 746

UN REP. SOC.: M. Léon-Jean Grégoire, sén. sort., prés. cons. gén., soc., 558 voix. REELU

M. Gaston Pama, Gauche dém. (rad. de g.), 558 voix. REELU

M. d'Argence, 531 voix. REELU

ISOLES: M. Pierre Dourès, P.S., 126.

P.C.: MM. Narcisse Planas, 123; Joseph Albert, cons. gén., 102.

La décision de la fédération départementale du parti socialiste (confinée à Paris par le bureau exécutif) de retirer, au profit de M. Dourès, son investiture à M. Grégoire, n'a pas porté grand préjudice à ce dernier, qui ne perd que 8 % des suffrages par rapport à 1968. M. Pama est, lui aussi, facilement réélu et ne perd que 4 % des voix par rapport à 1965. M. Dourès ne dénonce que de peu ses élites du programme commun.

et notamment M. Planas, communiste, pour lequel ont sans doute voté quelques grands électeurs socialistes.

1965: Inscr., 686; vot., 683; suffr. expr., 671. — Union rep. et soc.: MM. Grégoire, S.F.I.O., 554 voix; REELU; Pama, gauche dém., 504; REELU; — P.O.: M. d'Argence, 531; S.F.I.O., 70.

REUNION (2)

Sortants: MM. Alfred Dumitier, rep. ind. (n.s.p.); Georges Repliquet, U.D.R.

PREMIER TOUR

Inscrits, 632; votants, 617

Suffrages exprimés, 604

ISOLES: MM. Pierre Lagourgue, Rép. ind., prés. cons. gén., 297 voix; Georges Repliquet, U.D.R., sén. sort., 232 voix; Louis Virapoulle, Maj., 249 voix; Gaston Bédier, Maj., 143 voix; Gaston Hoareau, P.S., 81 voix; Brany Payet, P.C. réunionnais, 87 voix.

DEUXIEME TOUR

ISOLES: MM. Marcel Repliquet, U.D.R., sén. sort., 305. REELU

Louis Virapoulle, Maj., 300. ELU

Pierre Lagourgue, Rép. ind., 294.

Il n'a pas suffi à M. Pierre Lagourgue, président du conseil général, d'avoir été l'un des principaux animateurs de la campagne présidentielle de M. Giscard d'Estaing à la Réunion pour entrer au Sénat. La source réunit qui oppose le président du conseil général à l'U.D.R. et en particulier à M. Michel Debret, député de l'île (qui était présent à Saint-Denis, dimanche) est à l'origine de cet échec.

Le comité de coordination des partis favorables à l'indépendance a donné sa version de cet échec. Dans une déclaration publiée à Paris dimanche soir, et où il dénonce la fraude électorale, ce comité affirme: « M. Lagourgue n'a pas été élu au premier tour parce qu'il n'a pas obtenu la majorité absolue. Le résultat du premier tour a été annoncé après deux heures et quarante-cinq minutes de délibérations et de contesta-

TERRITOIRE FRANÇAIS DES AFRS ET DES ISSAS (1)

Sortant: M. Mamadou Barkat-Gouras, U.D.R.

Inscrits, 41; votants, 41

Suffrages exprimés, 41

ISOLES: M. Mamadou Barkat-Gouras, U.D.R., sén. sort., 41. REELU

1965: Inscr., 32; vot., 32; suffr. expr., 31. M. Barkat-Gouras, U.N.R., 21 voix. ELU; M. Mohamed Kamil, sén. sort., U.N.R., 10.

NOUVELLE-CALÉDONIE (1)

Sortant: M. Henri Lafleur, Rép. ind.

Inscrits, 255; votants, 254

Suffrages exprimés, 252

ISOLES: MM. Henri Lafleur, sén. sort., rép. ind., 89; Maurice Lenormand, div. 8-84; René Elmin, U.D.R., 81; Yann-Claude Uregel, div. 8-14; Guy François, div. 8-4.

DEUXIEME TOUR

Vot., 254; suffr. expr., 249

ISOLES: M. Henri Lafleur, 155 voix. REELU

M. Maurice Lenormand, 114.

1965: Inscr., 80; vot., 79; suffr. expr., 79. — MM. Lafleur, ind., 46 voix; REELU; Ohien, anc. sén., gauche dém., 33.

البريد

سنة ١٩٧٤

RÉSULTATS
des élections sénatoriales

DES ÉLECTIONS SÉNATORIALES

Les élections confirment les évolutions constatées lors des scrutins de mars 1973 et mai 1974

(Suite de la première page.)
Le ministre d'Etat a souligné : « La classification présente quelques difficultés dans une assemblée dont tous les membres n'adhèrent pas à une formation politique nationale. Une comparaison ne pourra véritablement être faite que dans quelques jours, lorsque seront constitués les groupes du Sénat. »

Pas de « statu quo »

Il n'en reste pas moins que les quelques quarante et un mille « grands électeurs » du 22 septembre (députés, conseillers généraux, délégués des conseils municipaux) ne se sont pas véritablement prononcés pour le statu quo absolu.

Dans le secteur de la gauche, où l'on voit clair, puisque les équilibres sont restés les mêmes, la statistique du ministère de l'Intérieur fait apparaître un gain de deux sièges pour le P.C. (qui double son nombre effectif en enlevant un siège dans le Nord et un dans la Nièvre) et de deux sièges pour le P.S. (Haute-Loire et Nièvre), le siège perdu, selon la Place Beauvau par les radicaux de gauche étant compensé par celui qui gagnent les « divers gauche ».

En dépit des frictions qui se sont produites entre communistes et socialistes dans l'ère, entre socialistes et radicaux de gauche dans le Lot-et-Garonne et les Landes, entre membres du parti socialiste dans les Pyrénées-Orientales (où M. Grégory est aisément réélu malgré l'hostilité des dirigeants locaux et nationaux du P.S.), la gauche considérée dans son ensemble peut se tenir pour satisfaite et l'on comprend les appréciations de M. Duclos (« Mes vœux sont comblés, nous ne pouvions espérer mieux »), comme celle de M. Estier (« La gauche engraisse des gains tout à fait significatifs »).

Abstraction faite des succès déjà signalés, le P.S. progresse en voix dans des départements où sa poussée s'était amorcée en mars 1973 et confirmée en mai 1974 (Maine-et-Loire, Mayenne, Morbihan, Moselle, Puy-de-Dôme), et recule dans le Nord, le Pas-de-Calais.

Le P.C.F. obtient de bons résultats dans les Landes, le Lot, la Nièvre, le Pas-de-Calais. La gauche démocratique connaît des déceptions dans l'Aisne, le Loiret, la Haute-Marne, la Nièvre, mais se maintient bien dans le Jura, la Loire-Atlantique, le Lot, le Lot-et-Garonne, les Hautes-Pyrénées et les Pyrénées-Orientales. Dans quatorze des trente départements métropolitains concernés (Jura, Landes, Lot, Lot-et-Garonne, Lozère, Manche, Marne, Mayenne, Moselle, Oise, Pas-de-Calais, Puy-de-Dôme, Hautes-Pyrénées, Pyrénées-Orientales), la stabilité politique est totale, même si plusieurs sièges changent de titulaire, mais il y en a beaucoup d'autres où des mutations plus ou moins importantes concernent les formations qui composent la « nouvelle majorité présidentielle ».

L'U.D.R. en perte de vitesse

En affirmant que l'U.D.R. « garde toute son importance même dans un scrutin au second degré qui lui est traditionnellement peu favorable », M. Sanguinetti, secrétaire

général de l'U.D.R., force la note s'il est vrai que les échecs de MM. Collette dans le Pas-de-Calais et Bouché en Moselle confirment le recul des gaullistes dans les régions où ils étaient installés depuis bien des années. Ce sont des déboires que ne saurait compenser le succès dans le Nord de M. Maurice Schumann, ancien ministre des affaires étrangères, leader de l'Union des démocrates V^e République, très proche parent de l'U.D.R.

Les « républicains indépendants » (ce vocable n'a pas la même signification au Sénat qu'à l'Assemblée nationale) obtiennent un succès attendu dans le Morbihan avec l'élection au premier tour de M. Marcelin, ancien ministre de l'Intérieur, mais ils n'en sont pas moins défaits de quatre sièges par le ministère de l'Intérieur, leurs échecs ou succès étant localisés dans le Lot-et-Garonne, la Loire-Atlantique, le Maine-et-Loire, la Meurthe-et-Moselle, la Moselle.

Les réformateurs et autres centristes de majorité connaissent des succès, notamment dans l'Aisne (avec l'élection de M. Perrin, deux pour partie à la bienveillance du

P.C.), la Loire, la Loire-Atlantique, le Maine-et-Loire, la Haute-Marne, la Meurthe-et-Moselle, la Moselle. L'Orne et peuvent ainsi se consoler de l'échec de M. Diligent dans le Nord. Respectivement crédités par M. Poniatowski de gains de quatre et de deux sièges, réformateurs et C.D.P. sont les mieux lotis au sein de la « nouvelle majorité présidentielle ».

On ne pourra se faire une idée exacte, répétons-le, que lorsque les groupes du Sénat seront définitivement constitués, mais il semble dès maintenant qu'il faille nuancer quelque peu les propos de MM. Duclos et Estier, qui, soulignant respectivement que les scrutins « sénatoriaux » ne donnent par nature qu'un « reflet déformé du suffrage universel », « un reflet très déformé de la réalité politique française ». Qu'il s'agisse de l'évolution de l'opposition de gauche ou des mutations au sein de la majorité, la consultation du 22 septembre a confirmé, ne fût-ce que partiellement, dans la ligne des changements qu'étaient révélés les élections législatives de mars 1973 et l'élection présidentielle de mars 1974.

RAYMOND BARRILLON.

LES RÉACTIONS DANS LES MILIEUX POLITIQUES

● LA MAJORITÉ

M. PONIATOWSKI : des variations limitées.

M. Michel Poniatowski, ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur : « La constatation majeure qui peut être faite à l'issue de la consultation est la grande stabilité du corps électoral sénatorial. » Les résultats obtenus traduisent des variations limitées. « La physiologie politique du Sénat ne sera pas affectée par le renouvellement intervenu. » S'agissant d'élection politique, la tentation est grande de faire des comparaisons, d'établir des bilans de pertes et de gains pour chacune des formations politiques. Or cette classification présente quelques difficultés dans une Assemblée où tous les membres n'adhèrent pas à une formation politique nationale. Toute statistique, dans ces conditions, comporte inévitablement une part d'incertitude et peut donc donner à contester. Une comparaison ne pourra véritablement être faite que dans quelques jours, lorsque seront constitués les groupes du Sénat et que les élections sénatoriales seront effectivement intervenues. »

M. SANGUINETTI : l'U.D.R. garde toute son importance.

M. Alexandre Sanguinetti, secrétaire général de l'U.D.R. : « L'U.D.R. reste, à part entière, dans la majorité : sur huit sénateurs sortants ayant maintenu leur candidature jusqu'au second tour, huit sont réélus. En outre, sur les trois sénateurs sortants qui ne se représentaient pas, l'un d'entre eux, M. Liot, dans le Nord, est remplacé par un nouveau sénateur U.D.R., M. Maurice Schumann, brillamment élu, les deux autres par de nouveaux sénateurs de la majorité. Partout où, conformément aux directives de leurs instances, les formations de la majorité ont été solidaires de l'U.D.R., la majorité l'a emporté. Dans les quelques cas isolés où des concurrents locaux ont cherché à isoler l'U.D.R., c'était le cas dans le Nord, le Maine-et-Loire et la Réunion. — L'U.D.R. garde toutes positions et, dans le Nord, c'est un centriste qui est battu au profit d'un communiste. » La leçon me paraît claire : l'U.D.R. garde toute son importance, même dans un scrutin au second degré qui lui est traditionnellement peu favorable. La

tionnellement peu favorable. La où nos alliés locaux se refusent à admettre (cette leçon), c'est au plus grand profit de la coalition socialo-communiste. »

M. CHINAUD (rép. ind.) : rajournissement et stabilité.

M. Roger Chinaud, secrétaire général des républicains indépendants : « Ce scrutin fait la preuve d'une grande stabilité politique. J'en tire deux leçons, sur le fond et sur la forme. Sur le fond, il faut reconnaître que la majorité présidentielle améliore ses positions. Sur la forme, le mouvement de rajournissement des membres du Sénat, amorcé il y a trois ans, se trouve confirmé. »

M. André Fosset, secrétaire général délégué du Centre démocratique : « Si l'on exclut le département du Nord, tous les sénateurs ont été réélus. Les sénateurs qui ne se sont pas représentés ont été remplacés par d'autres qui incarnent le même courant centriste. »

LE PARTI RADICAL : nécessité du pouvoir régional.

Le parti radical, dont le président est M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, a publié une déclaration dans laquelle nous extrayons les passages suivants : « 1) Le choix des grands électeurs a confirmé la tendance au renouvellement et au rajournissement de la représentation parlementaire, tendance qui s'était déjà exprimée lors des élections législatives. » 2) Là où l'U.D.R. recule, c'est au profit des candidats du changement, réformateurs et démocrates. » 3) Le désir de réformes et de renouveau manifesté (...) ne peut se réaliser que par l'instauration d'un véritable pouvoir régional. (...) » 4) Le Parlement ainsi complété doit maintenant remplir son rôle qui est essentiel pour le redressement du pays. (...) Le résultat des sénatoriales constitue un encouragement pour une politique de réformes hardies. »

Le parti radical-socialiste se réjouit de l'échec de M. André Diligent, « militant réformateur de la première heure qui a servi avec un courage exceptionnel son mandat politique ». »

M. SERVAN-SCHREIBER : un encouragement aux réformes.

M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, président du parti radical : « Dimanche soir, en Lorraine, les candidats du changement, les candidats réformateurs, sont arrivés en tête aux sénatoriales. En particulier en Meurthe-et-Moselle, c'est le renouveau complet depuis la libération. Etant donnée la sensibilité particulière de ces départements, on peut considérer qu'il s'agit d'un signe d'une valeur nationale. Le gouvernement doit y trouver un encouragement pour une politique de réformes hardies, à un autre rythme que ces derniers mois. »

● L'OPPOSITION

M. ESTIER (P.S.) : des gains significatifs pour la gauche.

M. Claude Estier, membre du secrétariat du parti socialiste : « Les élections sénatoriales, qui ne sont qu'un reflet très déformé de la réalité politique française, ne provoquent jamais de grands mouvements d'opinion. Il en est encore ainsi cette fois-ci. Cependant, compte tenu du fait que la composition du corps électoral sénatorial découle essentiellement des élections municipales de 1971, c'est-à-dire avant le congrès d'Épinay, avant la signature du programme commun et avant la progression générale de 1973 et 1974, la gauche enregistre des gains tout à fait significatifs. Le parti socialiste, en particulier, qui avait douze sénateurs, enregistre quinze sièges en gagnant un dans la Nièvre et un dans la Haute-Loire. Malgré l'embaras manifesté par le ministre de l'Intérieur en présentant les résultats, c'est bien la majorité présidentielle qui subit un recul au cours de cette consultation. »

M. JACQUES DUCLOS (P.C.F.) : nos vœux sont comblés.

M. Jacques Duclos, président du groupe communiste du Sénat, ancien candidat à la présidence de la République : « Bien que ce scrutin soit un reflet déformé du suffrage universel, nos vœux sont comblés avec l'élection de M. Paul Jargot (Nièvre) et Gérard Eilers (Nord), et la réélection de M. Hector Viron (Nord) et Léonard Letocart (Pas-de-Calais). Nous ne pouvions espérer mieux. »

LE PRIX D'UN FRANÇAIS (SUITE)

Dans notre société de compétition, qu'est-ce que la réussite ? Qui réussit ?

Etes-vous parmi les sous-payés ou parmi les sur-évalués ? Quelles sont vos chances d'évolution ? Ce changement dont on parle tant vous atteindra-t-il un jour ?

Cette semaine le Nouvel Observateur poursuit la publication de sa grande enquête : Le prix d'un Français. Informaticiens, économistes et enquêteurs ont constitué pour vous le premier livre blanc du système social français.

Après avoir constaté la distance sociale, ils analysent ses composantes et l'expliquent. Ils ont établi scientifiquement une carte des métiers qui vous apprendra la vérité sur votre prix à vous, sur votre position sociale.

LE NOUVEL observateur

Cette semaine un numéro à ne pas manquer.

De novembre à juin préparations parallèles à la Fac.
SC PO-ENA
entrée en 1^{re} et 2^e a. Encadrement en cours d'AP. concours ENA
DROIT-SC ECO
(1^{re} et 2^e année). Encadrement dans les principales matières par groupe de quinze et par centre
C.E.P.E.S.
Groupement libre de professeurs
57, r. Ch.-Laffitte, Neuilly (92)
722-94-94

صوتك في الامم

POLITIQUE

M. LÉO HAMON
PRÉCONISE
UN VASTE RASSEMBLEMENT
POPULAIRE

M. Léo Hamon, ancien secrétaire d'Etat, ancien vice-président du Mouvement pour le socialisme par la participation (MSP), a été interviewé par le Nouvel Observateur dans une interview publiée lundi 23 septembre par le Nouvel Observateur que sa place est désormais « avec la gauche, afin de faire avec elle et au-delà de ses limites actuelles un vaste rassemblement populaire français ».

Il explique notamment : « Le comportement des républicains indépendants n'est que celui de « conservateurs éclairés » qui font, parfois avec talent, des réformes ponctuelles et qui s'en remettent au mouvement spontané de la société pour réaliser d'elle-même des changements plus profonds. Au demeurant, un rassemblement n'est pas une politique. Il n'y a pas de pouvoir réel de grandes réformes, comment pourrait-il les faire, n'ayant pas l'appui des forces populaires organisées ? »

A propos du P.C., il précise : « C'est en invoquant la nécessité de l'opposition aux communistes qu'on fait croire qu'ils ne sont pas communistes. Or, les communistes représentent un peu plus du cinquième de l'électorat français, dont plus de la moitié ont accepté l'alliance avec eux. Et puis il ne faut pas rêver : on ne séparera pas les socialistes des communistes et on ne séparera pas les socialistes de la gauche. (...) Je ne suis pas de ceux qui préfèrent attraper une insolation plutôt que d'emprunter un trait de camel à l'ennemi, mais que les communistes ont choisi. »

Avant les assises nationales
du socialisme

« L'HUMANITÉ »
CRITIQUE M. ROCARD

L'Humanité du 23 septembre reproche à M. Michel Rocard, membre du bureau national du P.S.U., une tribune libre publiée dans le Nouvel Observateur de cette semaine. Le quotidien communiste note :

« Le programme commun de la gauche semble, pour lui aussi, nul et non avenu. Il n'existe plus qu'à l'écarter de l'agenda dans le long article qu'il consacre aux perspectives de la gauche. Un fantôme dont on ne retrouve même plus les traces. Même plus le nom : soigneusement gommé. (...) »

« Notons que les projets de Michel Rocard, comme ceux de Robert Chapuis, tendent non pas à élargir le rassemblement déjà existant, mais à le rétrécir et font en sorte que ce rassemblement ne soit que celui des « forces de gauche » : « Etant entendu que les masses d'aujourd'hui sont dans leur grande majorité réformatrices et qu'il faut pourtant faire assez vite pour que l'engagement d'une expérience socialiste en France conserve un sens. (...) »

« Le gauchissement » qu'on nous offre aboutit donc non à consolider la gauche mais à l'affaiblir. C'est à ce double titre que les thèses de Michel Rocard nous paraissent inquiétantes et, à vrai dire, peu conformes aux intérêts de la gauche. »

Le 23 septembre, le 23 septembre avait déjà critiqué des déclarations de M. Chapuis, secrétaire national du P.S.U. (« Le Monde » du 19 septembre).

Les fédéralistes européens proposent
la mise en place d'un comité de « sages »

M. Max Richard, délégué général du mouvement fédéraliste français la Fédération, a présenté ce lundi 23 septembre, au cours d'une conférence de presse, un schéma de relance de la construction de l'Europe politique. L'archevêque Otto de Habsbourg, président international de l'Union pan-européenne (dont la section française est présidée par M. Triboulet, ancien ministre, U.D.R.), qui assiste à la réunion, a ensuite participé à un déjeuner auquel devait assister M. Leprince-Ringuet, président du Mouvement européen.

Cette rencontre marque un rapprochement entre deux des principales organisations qui militent en faveur d'une construction européenne, alors que leurs conceptions avaient souvent divergé dans le passé, la branche française du mouvement pan-européen étant de tendance gauchiste et donc hostile à la supranationalité.

Le rapprochement s'est trouvé facilité par le fait que le schéma proposé par la Fédération évite de relancer les querelles « doctrinales ». Il préconise, en effet, que « dans un premier temps », sur propositions (séparées ou, si possible, conjointes) de la Commission et du conseil des ministres de la Communauté économique européenne, le collège des chefs d'Etat et de gouvernement (« sommets ») désignent officiellement un « groupe de sages » ; ceux-ci seraient en nombre inférieur à celui des Etats membres, afin de ne pas risquer de « représenter » leur pays.

Le groupe de « sages » aurait une double mission :

— Faire des propositions concrètes en matière de coopération politique dans le cadre communautaire actuel ;

— En liaison avec tous les organes de la Communauté, mettre sur pied un secrétariat politique intermédiaire dans un délai de dix-huit mois au plus. Ce secrétariat, dirigé par une ou plusieurs personnalités politiques, aurait pour objet essentiel de veiller à l'exécution des décisions des « sommets » en matière de politique étrangère, militaire et monétaire.

Dans un second temps, et après

une période probatoire qui ne devrait pas excéder un an, un groupe de travail serait constitué par les « sages » et les présidents du conseil des ministres de la Communauté européenne, du Parlement européen, de la Cour européenne de justice et du Conseil économique et social européen.

Dans un délai préalable fixé (douze à dix-huit mois) et après consultation d'experts, de personnalités et d'organismes qualifiés, de mouvements européens, etc., ce groupe de travail élaborerait un projet de pacte fédéral qui serait soumis au collège des chefs d'Etat et de gouvernement, et qui devrait comporter, entre autres, un exécutif européen, un Sénat fédéral, une assemblée élue au suffrage direct et des conseils consultatifs.

Une fois accepté par un « sommet » spécialement réuni à cet effet, ce pacte fédéral ferait l'objet d'un traité international.

Mme EDWIGE PRUDHOMME
RÉELUE A LA PRÉSIDENCE DE
LA FRANC-MACONNERIE FÉMININE

Mme Edwige Prudhomme a été réélue grande maîtresse de la Grande Loge féminine de France au terme du congrès annuel de Tobédec, dont le thème était, cette année : « Le rôle de la femme dans la société ». Elle a été réélue à l'unanimité.

La Grande Loge féminine de France, qui a son siège à Paris, 7, rue Saulnier, a arrêté au cours de ce congrès les grandes lignes du colloque qu'elle se propose d'organiser en 1975 à l'occasion de l'année internationale de la femme.

M. Jacques Chirac a rendu visite, samedi après-midi 21 septembre, à Mme Georges Pompidou dans sa propriété de Gajarc (Lot). Le veuve de l'ancien président de la République avait reçu récemment les visites de MM. Robert et Maurice Druon.

VOUS N'AVEZ PAS DOUZE MOIS DE VACANCES...

alors pourquoi vous ruiner à l'achat d'une résidence secondaire qui dort coûte, consomme et se dégrade 11 mois par an ?

Pourquoi devenir propriétaire d'un appartement à la mer ou à la montagne pour n'en profiter que quelques semaines par an, alors que CLUBHOTEL vous propose une solution économique et intelligente.

Chaque année, à la même période, vous trouvez votre appartement équipé, nettoyé. Le régisseur et le personnel d'entretien vous accueillent. Vous n'avez plus qu'à défaire vos valises.

Vous payez une fois pour toutes un prix d'achat très modique, et chaque année, seules les charges correspondant à votre période de jouissance sont à régler, c'est-à-dire environ 150 F par semaine pour 4 personnes, qui couvrent tous les frais, chauffage, électricité, assurances, entretien, gérance, impôts, etc. Dans un studio CLUBHOTEL on est vraiment chez soi.

Rien à voir avec la vie d'hôtel ou la location meublée. Vous êtes chez vous dans une résidence privée, chaque studio est complètement aménagé pour quatre personnes, confortablement meublé, et comprend un séjour, un coin repas, et une partie séparée chambre d'enfants ou d'amis, une cuisine entièrement équipée avec réfrigérateur, plaque chauffante électrique, batterie de cuisine, vaisselle, une salle d'eau, etc. Une grande terrasse pour les baignades de soleil. Pas de surprise avec les inventaires. Vous avez la sécurité de la qualité CLUBHOTEL. Dans les meilleures stations françaises à la mer comme à la montagne, les CLUBHOTELS sont toujours les mieux placés. Plus de 15.000 propriétaires sont la garantie du succès de la formule. Vous ne courez aucun risque. Vous êtes libre de disposer de votre droit de jouissance à votre convenance. Si une année vous ne pouvez venir, vous pouvez louer ou prêter votre studio. Enfin, à tout moment, vous pouvez revendre vos droits.

Tous les immeubles sont vendus à prix fermes et définitifs soit achetés, soit avec les garanties financières prévues par la loi. Enfin, malgré la modicité de votre acquisition, vous pouvez régler celle-ci en 36 mensualités sans même vous en apercevoir. Résultat, au lieu d'investir 100.000 à 150.000 F, vous pourrez en dépenser 10 fois moins, assurer les vacances de vos enfants pour votre vie et la leur. Les prix varient suivant les périodes et les stations. A Méribel une semaine à vie en janvier ne coûte que 6.890 F, à Courchevel 1.650-Moriond 9.000 F, à Tignes en février 9.600 F, sur la Côte, vous devenez propriétaire de votre semaine à vie en mai à Saint-Tropez pour 4.000 F. Tous les immeubles CLUBHOTEL sont vendus à prix fermes et définitifs.

Pour de plus amples informations, demandez-nous une documentation complète en nous retournant le bon ci-dessous, ou venez nous voir dans nos bureaux CLUBHOTEL, 26, rue de la Pépinière, Paris-8^e, tél. 387-69-15.

14 PROGRAMMES DANS LES MEILLEURES STATIONS FRANÇAISES

Exemples de prix pour un studio de 4 personnes pour une semaine à vie :

COURCHEVEL 1650 - MORIOND	1 semaine à vie en janvier	9.000 F
TIGNES	1 semaine à vie en février	9.600 F
MERIBEL MOTTARET	1 semaine à vie en janvier	6.890 F
LA CLUSAZ	1 semaine à vie en janvier	6.750 F
VAL THORENS	1 semaine à vie en juin	2.075 F
SAINT-TROPEZ	1 semaine à vie en mai	4.000 F
CANNES	1 semaine à vie en octobre	1.925 F

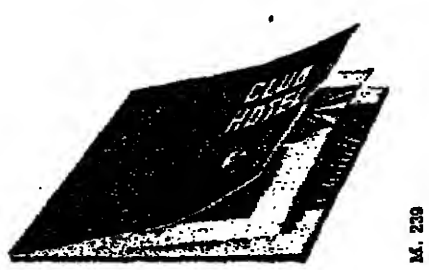
A découper et à adresser à CLUBHOTEL
26, rue de la Pépinière. — PARIS (8^e)
Tél. : 387-69-15

Je désire recevoir sans engagement une documentation CLUBHOTEL.

Nom :

Adresse :

Téléphone :



COLLECTIONNEUR ESPAGNOL

ACHÈTE TABLEAUX ESPAGNOLS XIX^e ET XX^e siècles

H. Anglada-Cameras, Agramon, Arteta, Baroja, Beltrand-Masera, Benedito, G. Baccarasa, J. Benlloch, Aureliano de Berneta, G. Bilbao, R. Canal, Cardona, Casanova y Esparach, R. Casas, Pencho-Cosello, J. Cusachs, V. Cutanda, U. Chaca, Chicarro, Domingo-Marquez, Domingo Muñoz, Roberto-Domingo, Forán, Ferrandiz, B. Galofra, J. Gallego, Garcia y Rodriguez, Garcia Ramos, Gessa, F. Gimeno, Guadalupe Solana, C. Haas, Jimenez-Aranda, Leon y Escosura, Lizcano, Luna y Novicio, E. Lucas, Villanar, G. Perez Villanar, R. Madrazo, F. Madrazo, Martí y Aleña, Marcellino de Unceta, Martines-Abades, S. Martinez-Cubells, E. Martinez-Cubells, Mas y Fonddevila, Meltré, J. Mir, F. Miralles, Mongrelli, Modillas, Moreno-Carbeno, Muñoz, Degraín, J. Morillo, J. Navarro, Nicolas-Cortada, L. Nogués, E. Ocon, Benjamín-Palencia, Palmaroli, Piazzi, C. Pla, F. Prandilla, Dario de Regodon, J. Romero de Torres, A. Reyna, Riancho, M. Rico, Rodriguez-Aceña, S. Rumbol, C. Saenz, P. Salinas, E. Sala, Sanchez-Barbudo, Sanchez-Perrier, J. Maria-Sert, E. Simonet, J. Sorolla, M. Uppell, Valdeira, Ramon de Zubizarra, Valentin de Zubizarra, J. Zuloaga, Zabaleta, Irujo.

Tél. : HOTEL DE CASTIGLIONE, 40, P. Saint-Honoré
Paris (8^e)
265-01-50 - 265-77-80
Payé au plus haut prix

SAUVEZ VOS CHEVEUX...

Si vous vous alarmez parce que vos cheveux tombent au brossage ou se cassent, si vous vous inquiétez parce qu'ils sont trop gras, trop secs ou cassants, parce que vous n'arrivez pas à vous débarrasser de vos pellicules, vous avez raison. Ces manifestations sont les signes habituels d'une mauvaise défense de votre cuir chevelu. Celui-ci, agacé constamment par la pollution atmosphérique ou une hygiène inadéquate, réagit par une régénération naturelle du cheveu.

Cependant, ce déséquilibre permanent finit par empêcher cette défense et cela se traduit par les signes qui vous inquiètent. Cette déperdition n'est pas inévitable, il existe en effet, un institut spécialisé dans la correction de ces troubles. A l'INSTITUT CAPILAIRE, après une étude minutieuse de votre cuir chevelu, nous vous dirons objectivement si nous pouvons enrayer la perte de vos cheveux.

Des applications appropriées vous seront proposées afin de corriger et éliminer les désordres locaux pour obtenir une repousse de cheveux durs.

Si votre problème ne relève pas de la compétence de l'INSTITUT CAPILAIRE, nous vous le dirons car nous avons l'habitude d'obtenir des résultats positifs.

ou retrouvez-les

BRIDGE CAP n'est ni un produit, ni une implantation : BRIDGE CAP est une méthode réalisée à la main sur mesure, adaptée à vos cheveux, d'une façon parfaite et invisible. Vous pouvez dormir, nager, vous laver les cheveux sans crainte : ni le vent, ni la pluie ne pourront vous gêner. Nous n'avons pas sacrifié au bon marché, mais nous avons préféré vous assurer la qualité jusqu'à la perfection. (resserage toutes marques : nous consulter.)

**INSTITUT CAPILAIRE
BRIDGE CAP**

75008 - PARIS 16^e Champs-Élysées
1 rue Lord Byron • tél. 1.225 59-49

AIX-EN-PROVENCE - ANGERS - CLERMONT-FD - DIJON - LIMOGES - MARSEILLE - MONTPELLIER - NANTES - NICE - RENNES - TOULON - TOURS

en plein centre des villes

Ouvert du lundi au vendredi
11 h - 20 h

Alais (01) 26.37.02
Angers (03) 88.57.05
Clermont-Fd (03) 18.34
Dijon (03) 32.97.57

Limoges (05) 32.45.37
Marseille (01) 33.21.60
Montpellier (07) 72.81.56
Nantes (01) 71.74.55

Nice (03) 87.11.18
Rennes (09) 56.16.88
Toulon (04) 92.60.54
Tours (02) 20.35.60

consultez l'annuaire
Samedi
9 h - 13 h



DIPLOMATIE

APRÈS UN DEUXIÈME ENTRETIEN AVEC M. GROMYKO

M. Ford a reçu M. Tanaka

Une rencontre occidentale à cinq sera consacrée samedi aux problèmes économiques

Washington (A.F.P.). — Le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Gromyko, a eu samedi 21 septembre après-midi un nouvel entretien de trente minutes avec M. Ford et le secrétaire d'Etat, M. Henry Kissinger. Ce rendez-vous a été décidé à la dernière minute vendredi soir, après que M. Gromyko se fut déjà entretenu pendant deux heures quarante-cinq minutes avec M. Ford et le secrétaire d'Etat.

Le porte-parole de la Maison

Blanche, M. John Fluharty, a déclaré qu'aucun nouveau sujet n'avait été soulevé au cours de cet entretien et que la discussion n'avait pas été limitée à un thème spécifique. Il a ajouté qu'« aucune » percée n'avait été réalisée, n'avaient été réalisés au cours de la visite de M. Gromyko à Washington sur les problèmes économiques. Il s'agit, selon la Maison Blanche, de la limitation des armements stratégiques, de la poursuite des efforts de paix au Proche-Orient et de l'octroi de la clause de la nation

la plus favorisée à l'Union soviétique contre la promesse par ce pays de libérer l'émigration de ses citoyens juifs.

Samedi après-midi également, et toujours en présence de M. Kissinger, le président Ford s'est entretenu avec le premier ministre du Japon, M. Tanaka — qui vient d'achever une visite officielle de cinq jours au Brésil — et avec le ministre japonais des affaires étrangères, M. Kimura. La conversation a porté sur la prochaine visite au Japon de M. Ford.

On apprend enfin de Washington que, samedi prochain 28 septembre, à Camp David, résidence du président Ford, dans le Maryland, aura lieu une rencontre « informelle » des ministres des affaires étrangères occidentaux et des ministres des finances des Cinq Grands occidentaux — Etats-Unis, France, Allemagne, Royaume-Uni, Grande-Bretagne et Japon — qui sera consacrée notamment aux problèmes de la réforme monétaire, de l'inflation et des prix du pétrole.

SELON LE «NEW YORK TIMES»

Les États-Unis envisagent de retirer certaines armes nucléaires d'Europe

New-York (A.F.P.). — Le New York Times annonce, lundi 23 septembre, que le département de la défense a entrepris une « étude sérieuse » sur la possibilité de réduire ses stocks d'armes nucléaires disséminés en Europe. De hauts fonctionnaires militaires, que certains armes nucléaires pourraient être retirées, écrit à ce propos le journal.

Pour le ministère de la défense et le département d'Etat, ce problème est « plus politique que militaire », note le journal. Une telle perspective pourrait « promouvoir la coopération politique entre les alliés européens, qui sont devenus dépendants de la force de dissuasion américaine ».

Parlant le 19 avril dernier à Bonn, M. Schlesinger, secrétaire américain à la défense, avait déjà confirmé qu'à son avis le déploiement nucléaire tactique américain « n'était pas immuable » et qu'il pourrait être établi que « le stock actuel d'environ sept mille armes est plus grand que ce qui est optimal ». De fait, la présence d'un « stock » de missiles tactiques, que certains armes nucléaires pourraient être retirées, écrit à ce propos le journal.

Pour le ministère de la défense et le département d'Etat, ce problème est « plus politique que militaire », note le journal. Une telle perspective pourrait « promouvoir la coopération politique entre les alliés européens, qui sont devenus dépendants de la force de dissuasion américaine ».

PROCHE-ORIENT

Le roi Hussein réagit violemment à la décision du Caire et de Damas de reconnaître l'O.L.P. comme «représentant unique du peuple palestinien»

Le roi Hussein de Jordanie a réagi violemment à la décision de la conférence arabo-palestinienne du Caire, qui a reconnu, le samedi 21 septembre, l'O.L.P. comme le « représentant légitime unique du peuple palestinien ».

Le souverain hachémite a rejeté une invitation, qui lui a été transmise dimanche

par le ministre syrien des affaires étrangères, à participer aux côtés des représentants de l'Égypte, de la Syrie et de l'O.L.P. à une réunion qui se tiendrait au Caire. Il a également décidé de « suspendre toute action politique résultant de son acceptation des résolutions 242 (novembre 1967) et 338 (octobre 1970) du Conseil de sécurité des

Nations unies ». Cela signifie qu'il ne prendra pas part aux conversations préliminaires à une reprise éventuelle de la conférence de Genève. Un communiqué du gouvernement d'Amman précise cependant que ce « gel » n'est que temporaire et que la Jordanie pourra reconsidérer sa position au « sommet » arabe de Rabat le 25 octobre.

Un succès pour la résistance

De notre correspondant

Beirut. — Tout en prêchant la coopération entre les différents États arabes et la résistance palestinienne, la conférence tripartite du Caire paraît avoir voulu prévenir toute initiative jordanienne destinée à traverser la voie à un accord bilatéral avec Israël sur le dépassement des forces en Cisjordanie, accord qui se ferait aux dépens de l'O.L.P. Néanmoins, et en échange de ce succès remporté par les Palestiniens, l'Égypte et la Syrie ont offert au roi Hussein l'occasion de se réconcilier avec la résistance. Celle-ci avait d'ailleurs souscrit au principe d'une normalisation de ses rapports avec le trône hachémite, moyennant la reconnaissance par ce dernier de l'O.L.P. comme « représentant unique et légitime du peuple palestinien ». Voilà qui n'est pas acquis malgré l'assistance du ministre syrien des affaires étrangères pour amener le roi « à accepter le fait accompli du communiqué tripartite », en contrepartie d'une réconciliation avec la résistance.

Un tel accord aurait permis et de reculer le front arabe et de débloquer le processus de normalisation qui doit précéder la reprise des négociations de paix à Genève.

En opposant une fin de non-recevoir au « marché » qui lui était proposé, le roi Hussein a assis sa position au position en annonçant qu'il allait geler toutes les activités « diplomatiques et politiques » de son gouvernement, qui devraient lui permettre de récupérer une partie du moins des territoires perdus lors de la guerre de juin 1967, et cela

en attendant le prochain « sommet » arabe de Rabat, fixé au 25 octobre. En somme, le souverain hachémite revient à sa position initiale quand il a mis les Palestiniens devant le choix de collaborer avec le régime dans le cadre d'un État fédéral ou unifié, ou s'en séparer totalement. Dans cette dernière éventualité, la « résistance » devrait négocier seule la libération des territoires palestiniens qui lui seraient rendus en vertu de la résolution 242 du Conseil de sécurité. Il ne resterait plus alors au royaume transjordanien qu'à se replier sur lui-même et à renoncer au territoire palestinien qu'il contrôlait entre le mois de mai 1948, date de la création de l'État d'Israël, et juin 1967.

Le roi espère qu'Israël et les Palestiniens rejoindront de « s'asseoir à une même table de négociation ». Il semble toutefois qu'après le double succès qu'elle vient de remporter, et au Caire, où elle s'est imposée comme un élément d'équilibre dans les relations inter-arabes, et aux Nations unies, où elle a obtenu que la « question de Palestine » soit inscrite séparément à l'ordre du jour de l'Assemblée de l'ONU, la direction politique de la résistance s'estime suffisamment forte à présent pour se départir de certaines de ses positions « obstructionnistes ». De même, elle n'aura plus à ménager outre-mesure les groupuscules extrémistes du Front arabe de refus (F.A.R.), hostiles à toute solution politique négociée.

ÉDOUARD SAAB

EUROPE

Grande-Bretagne

ANCIEN MINISTRE DU GOUVERNEMENT WILSON

Lord Chalfont démissionne du parti travailliste

De notre correspondant

Londres. — Alors que M. Wilson trouve un indéfini réconfort dans les sondages d'opinion — l'un d'eux lui donne une avance allant jusqu'à 12 % — un coup sérieux vient d'être porté à sa cause par la démission spectaculaire de lord Chalfont, qui abandonne le Labour party.

Avant de devenir baron Chalfont de Llantarnam, Alan Gwynne Jones était le rédacteur militaire du Times. Il fut élevé à la Chambre des lords et à la Chambre des lords et fut ministre d'État au Foreign Office et d'abord des problèmes du désarmement. Il devint ensuite l'un des négociateurs britanniques avec la France, il y a quelques années, et fut nommé « Monsieur Europe ».

C'est la seconde défection d'un ancien ministre travailliste qui intervient en quelques semaines. M. Christopher Mayhew, qui fut également ministre au Foreign Office, a déjà rejoint le parti libéral dont il est le candidat dans la circonscription de Bath. Lord Chalfont a, d'autre part, promis de soutenir un autre rebelle du Labour, M. Tavener, qui, après avoir protesté contre l'attitude anti-européenne de son parti, est parvenu à conserver son siège de Lincoln.

L'argument essentiel invoqué par lord Chalfont dans la lettre de démission adressée au « Cher Harold » est l'immense croissance de la gauche sur la direction du parti travailliste. Il rappelle les propos tenus par M. Wilson lui-même il y a quelques années, définissant le caractère « essentiellement démocratique et évolutionnaire » du système britannique. Il conclut en disant qu'il est contre ceux des grands syndicalistes qui ont eu recours à l'« action industrielle pour des buts politiques », et qui ne cachent pas leur intention d'imposer leurs vues au moyen de la grève.

Pour faire bonne mesure, le pair travailliste dénonce la manière dont certains chefs trade-unionistes sont élus, et y voit « un trait de la décadence démocratique », ce qui ne manque pas de provoquer un tollé dans les rangs du TUC. Mais alors que certains dirigeants syndicaux se rejoignent d'un « débranchement » de lord Chalfont, d'autres démentent ce qu'ils appellent « un acte calculé de sabotage politique » à la veille d'un scrutin du P.C. de l'ancien ministre reproche aussi à M. Wilson de s'opposer catégoriquement à toute espèce de

coopération entre les partis pour surmonter la crise économique. Lord Chalfont lui-même prône un remodelage de la gauche qui permettrait de grouper tous les sociaux-démocrates modérés et mettrait fin au « système des deux partis ».

Une seconde raison invoquée par le démissionnaire est l'attitude du Labour party à propos de l'Europe. Déjà en 1972, lord Chalfont avait renoncé à être le porte-parole travailliste pour les affaires étrangères à la Chambre haute, lorsque M. Mason — l'actuel ministre de l'Intérieur — renvoya à ses fonctions de chef adjoint du parti pour protester contre la volte-face de M. Wilson dans l'affaire européenne. Aujourd'hui, lord Chalfont considère — il n'est d'ailleurs pas seul de cet avis — qu'un référendum sur l'adhésion britannique à la Communauté serait incompatible avec le système parlementaire du Royaume-Uni.

JEAN WETZ.

Union soviétique

M. BREJNEV SERAIT SOUFFRANT

Moscou (A.F.P.). — M. Brejnev, secrétaire général du P.C. soviétique, est souffrant, ont déclaré de hauts fonctionnaires soviétiques à M. Shadil Tak, ministre tchèque des affaires étrangères.

Le chef de la diplomatie tchèque devait être reçu jeudi 19 septembre par M. Brejnev. L'entretien avec le secrétaire général a été annulé au dernier moment.

Les derniers entretiens accordés par le secrétaire général à des personnalités étrangères remontent au 10 septembre. M. Brejnev a reçu ce jour-là MM. Svaran Singh, ministre indien des affaires étrangères, et Edward Kardelj, membre de la direction de la Ligue des communistes de Yougoslavie. Quelques jours plus tard, le 16 septembre, il a reçu M. Norbert Sépar, secrétaire d'État français au commerce extérieur, qu'il n'était pas à Moscou.

Déjà son retour de vacances, le 16 septembre, le P.C. de l'U.R.S.S. a prononcé un seul discours, le 7 septembre, à Novorossiisk.

Turquie

M. Ecevit envisage des élections anticipées dès décembre 1974

De notre correspondant

Ankara. — M. Bülent Ecevit, premier ministre et chef du Parti républicain du peuple (R.P.P.), ne réserve pas avant mardi 24 septembre la réponse du parti démocratique de M. Ferruh Bozbeyli à sa proposition de former un gouvernement de coalition, dont la mission essentielle sera d'organiser des élections anticipées.

Bien que favorable à l'association des deux partis malgré leurs différences idéologiques, M. Ferruh Bozbeyli a décidé de consulter les organismes directeurs de son groupe quant à la date du déroulement du scrutin. Le R.P.P. pose en effet comme condition préalable que les élections aient lieu dans l'« immédiat », c'est-à-dire en décembre 1974, mais, pour certains amis de M. Bozbeyli, il serait désavantageux, en ce qui concerne leur parti, que cette consultation anticipée se déroule avant le 12 octobre 1974. La décision définitive du P.D. sera connue mardi à l'issue de la réunion du conseil du parti.

Que se passera-t-il si le parti démocratique se prononce contre l'organisation d'élections immédiates ? M. Bülent Ecevit pourrait alors tenter de constituer un gouvernement minoritaire, mais cette formule aurait peu de chances de réussir étant donnée l'opposition des autres formations

politiques. Reste alors la possibilité d'un regroupement des partis en dehors du R.P.P. Cependant, il est difficile de penser que cette coalition, si elle voit le jour, puisse avoir une longue existence.

En attendant, M. Bülent Ecevit, dans une interview au quotidien Milliyet, a fait remarquer : « Ce serait une grande erreur de croire que le parti républicain du peuple veut organiser le plus vite possible de nouvelles élections en raison du prestige qu'il s'est acquis dans l'affaire de Chypre. Alors qu'il ne poursuit se proposer d'un tel succès, le R.P.P. avait déjà préconisé cette formule au cours de la précédente crise gouvernementale ».

Après avoir souligné que la violence politique sur l'affaire chypriote engendrait actuellement dans une atmosphère de campagne électorale peut porter préjudice à la nation et rendre plus difficile la solution du problème de Chypre, M. Ecevit a conclu : « Cette controverse durera huit mois et les élections auront lieu dans huit mois. Elle se poursuivra pendant un an, si la consultation se déroule dans un an. Aussi n'est-il pas préférable que les élections aient lieu dans deux mois afin que la discussion cesse au terme de cette période ? ».

Interim.

Grèce

Trente-six officiers dont six généraux sont placés en disponibilité

Athènes (A.F.P., Reuter). — Trente-six officiers des trois armes ont été placés en disponibilité pour des périodes allant de quatre mois à un an, « dans l'intérêt du service », indique un communiqué du ministère de la défense, M. Evangelos Averof, publié le samedi 21 septembre.

La liste des officiers comprend un général de corps d'armée, cinq généraux de brigade, un colonel d'aviation, onze lieutenants-colonels et dix-sept commandants. Parmi les généraux on relève le nom du général Nicolas Dertitis, qui dirigea le mouvement des chars lors des émeutes de l'École polytechnique, le 16 septembre 1973, et le mouvement des blindés sur Athènes dans la nuit du 24 au 25 novembre 1973, permettant la prise du pouvoir par la junte. Il était alors commandant adjoint de l'Atlantique.

On relève aussi le nom du général Pavlos Papadakis, qui était, jusqu'en juin 1974, le chef de l'état-major général de l'armée nationale. L'armée chypriote grecque — Mgr Makarios l'avait accusé d'être le « cerveau de l'organisation clandestine Rota B » — a été placée en disponibilité. Parmi les officiers on relève le nom du général Ioannisidis, alors chef de la police militaire grecque. Les deux derniers auraient joué un rôle déterminant dans le coup d'État du 15 juillet à Chypre.

Parmi les lieutenants-colonels, on relève l'ancien commandant adjoint de la police militaire, et, parmi les commandants, l'ancien chef de la section des interrogatoires de la police militaire.

CORRESPONDANCE

La Grèce et « le rêve de l'Enosis »

A la suite de la publication dans le Monde du 21 septembre d'une tribune internationale de M. Turhan Feyzioglu, nous avons reçu de M. Stylianos, directeur du bureau de presse de l'ambassade de Grèce en France, la lettre suivante :

Depuis son accession au pouvoir le 24 juillet dernier, le gouvernement de M. Karamanlis n'a jamais cessé de réaffirmer son attachement à l'indépendance et à l'intégrité territoriale de la République de Chypre.

Le vice-président du conseil et ministre des affaires étrangères, M. Mavros, a répété de la façon la plus catégorique, au cours d'une conférence de presse à Athènes, le 19 septembre, que la Grèce excluait aussi bien l'Enosis que la partition déguisée en « fédération sur une base géographique ».

Je ne vois pas comment on peut continuer à utiliser l'argument du « rêve de l'Enosis » si ce n'est pour justifier les agressions turques à Chypre, dont la seconde a été perpétrée après la chute de la junte, responsable du putsch contre le gouvernement légitime de Nicosie et quelques jours à peine après l'accord tripartite de Genève du 31 juillet.

C'est par un véritable tour de force que M. Feyzioglu a pu, dans son article, si riche en citations oubliées, ne jamais mentionner la très récente invasion de Chypre par quarante mille soldats et trois cents chars turcs, les bombardements au napalm par l'aviation de son pays, les cinq mille morts et disparus et les deux cent mille réfugiés, bilan tragique de l'application du « Plan Attila ».

Chypre

Les deux parties échangent leurs prisonniers civils

Mgr Makarios a quitté Belgrade ce lundi 23 septembre pour les Nations unies, où il assistera aux travaux de l'Assemblée générale. Arrivé dimanche en fin de matinée à Belgrade, venant du Caire, l'archevêque avait rencontré le maréchal Tito. Selon l'agence Tanjug, ces entretiens ont fait apparaître une complète identité de vues entre les deux interlocuteurs.

Au cours de son passage au Caire l'archevêque a précisé à notre correspondant que, contrairement aux propos qui lui avaient été prêtés à Alger, il ne rentrerait à Chypre qu'« après le départ des officiers grecs de la garde nationale chypriote, et non pas après l'évacuation de toutes les troupes étrangères basées dans l'île ».

Nicosie. — Après l'échange de prisonniers malades et blessés, devait commencer ce lundi 23 septembre à 14 heures (heure locale), à l'hôtel Ledra de Nicosie, le premier échange de prisonniers de guerre et de civils valides détenus par les deux belligérènes. Près de quatre cents prisonniers de guerre grecs et turcs seront ainsi libérés. Aut contre-temps, les deux mille cent soixante-neuf prisonniers chypriotes grecs et les trois mille sept-vingt-sept Chypriotes turcs seront libérés avant dix ou quinze jours.

Malgré la joie et le soulagement que manifestent les familles

des prisonniers, une certaine inquiétude se fait sentir dans les milieux politiques ou diplomatiques, et même parmi la population chypriote quant aux répercussions à long terme de l'accord conclu entre MM. Clerides et Denkiash. A Nicosie, on s'accorde à voir dans cet échange la première phase d'un transfert tacite des populations. En effet, les prisonniers turcs, tous originaires de la partie méridionale de l'île, gagneront la partie nord actuellement occupée par l'armée turque, tandis que les Chypriotes grecs, qui vivaient en majorité dans la partie septentrionale de l'île, iront au Sud.

صلى الله عليه وسلم

ASIE

Turquie
sage des élections
décembre 1974

Loin des capitales

VUNG-TAU: LE SEL AMER DE LA PAIX INDOCHINOISE

D'UX radars géants juchés sur un promontoire lui-même avancé sur la mer. On les aperçoit de bien loin. Elle se déroule entre des plans d'eau salée mal séparés les uns des autres par de maigres buissons. Un vent fouette; déjà la brise de mer. Ben-Suc disparaît sur la droite, hameau de pêcheurs paisible, mal amarré, misérable. La nuit s'abat d'un coup. Sur la chaussée, deux enfants se débattaient lentement sur leurs trop grandes bicyclettes. Ils ont été vendus leurs cahots glacés aux alentours de Phung-Le. Ils en reviennent, bavardant, pas pressés. La nuit, que pourraient-ils redouter d'autre que les fantômes de leur imagination? Vung-Tau, le cap Saint-Jacques, est une presqu'île à l'écart de la guerre, un havre de paix. Ou presque.

« Il n'y a que trois os aot; on en comptait parfois jusqu'à vingt. » Khai regarde les lumières des cargos ancrés en large. Ils attendent de pouvoir remonter la rivière de Saigon jusqu'aux quais de la capitale. Autrefois? « Du temps des Améri-

cains », précise-t-il. Khai a soixante-cinq ans et onze enfants. Il est conducteur de cyclo-pousse. Voilà trois ans encore, la baie de Vung-Tau n'était qu'une île de lumières. Les cargos patientaient longtemps avant de pouvoir gagner Saigon. En ville, c'est-à-dire autour du marché, les barabords faisaient fortune. Pour des raisons de sécurité, Vung-Tau demeurait la seule ville du Sud où les soldats américains avaient l'autorisation de prendre une permission. La promenade, le long de la plage aux cocotiers bien alignés, leur était interdite. Ils évoluaient à 100 mètres en retrait. « Avec eux, on gagnait de l'argent », se rappelle Khai. Un comptoir assez sombre et derrière une porte, le couloir sur lequel donnaient les chambres de passe mitennes. A quarante ou cinquante exemplaires aux alentours du marché, sans compter les hôtels plus chics des rues voisines. Khai leur montrait le chemin et les attendait à la sortie. Ils sont partis, les affaires ne marchent plus, la hausse des prix a grignoté les économies d'un pauvre bougre à qui l'armée a déjà pris trois fils. Les

ainés, Kim, le quatrième, quinze ans, a été retiré de l'école pour aller vendre des cacahuètes sur la plage, et quand il en revient trop tard sans raison, il a droit au rotin. Le père Khai, tout pauvre qu'il soit, ne badine pas avec les principes.

Le cap Saint-Jacques avait connu un deuxième essor ces dernières années avec un afflux de « vacanciers », vietnamiens cette fois. Les deux corniches s'étaient construites. Chambres à bon marché, villas cossues qui font parfois penser à un coin de Côte d'Azur. Une clientèle de petits bourgeois et de généraux saïgonnais. De l'autre côté de la colline, sur « la plage de derrière », comme on dit ici, les restaurants à même le sable avaient proliféré. Le dimanche, Vung-Tau était devenue la station balnéaire de Saigon.

Les temps ont changé. Le prix de l'essence a plus que doublé depuis l'an dernier. Les Saïgonnais, pour la plupart, ont rangé leurs motocyettes dans leurs salons et leurs voitures sous des bâches. Une minorité de privilégiés seulement prend encore la route du cap, le samedi, parfois dans une voiture officielle, jeep ou limousine noire climatisée. En semaine, les restaurants ferment tout bonnement leurs portes. Le Grand Hôtel, propriété du gouvernement sur la plage aux cocotiers, a clos définitivement les siennes, faute d'un gérant. La plupart des bars sont abandonnés. « Les touristes ne sont pas venus », se lamente le directeur de la branche locale de la Banque du Vietnam. Un événement ne s'est pas produit, comme souvent au Vietnam.

Vung-Tau vit surtout de ses camps militaires. Les installations nombreuses de la marine sud-vietnamienne, l'école des enfants de troupe, le centre de repos des fusiliers marins, le camp Chi-Linh, où l'on fabriquait autrefois « les commissaires politiques de la purification » et où l'on fomentait aujourd'hui la « révolution administrative », l'infanterie, la police, un petit aéroport militaire, quelques chantiers. Une base arrière en somme. Mais, aussi, beaucoup de mots un peu

trop creux. A cause des mariages d'eau salée, la guerre s'est rarement manifestée sur la presqu'île. On y a donc construit des hôpitaux, logé des invalides et des orphelins de guerre, et quelques épaves humaines. Chez les moins de vingt ans, la drogue a pris, comme dans toutes les autres villes du Sud. L'héroïne, pas l'opium.

A tout ce monde appauvri, le président Thieu a offert une fête cette année, celle du laboureur ou, si l'on préfère, de la réforme agraire. Des stands de tir, des jeux d'argent, sans risque, il n'y a pas de clients, — et une exposition rurale. Le jour de l'inauguration, il y avait foule. Plusieurs compagnies de soldats avaient été acheminées de Saigon par la route. Le président, chapeau conique sur la tête, avait fait un tour en calèche après avoir donné le départ à deux courses cyclistes. Des soldats, en armes cette fois, montaient la garde un peu partout. D'habitude, la fête du laboureur se tient à Can-Tho, la capitale du delta du Mékong, pays des rizières. Sans doute, pour des raisons de sécurité, Vung-Tau en a hérité en 1974. Les habitants ne s'en sont pas plaints. La kermesse est restée ouverte une semaine, l'entrée en était gratuite.

Sur la promenade, les « quan », ces gargottes fréquentées surtout par une jeunesse vietnamienne désœuvrée, se sont multipliées. Les soldats y passent leurs soirées quand ils n'ont pas le courage d'aller marcher un peu plus loin, sur la route de la corniche. Toute la semaine, quelques commerçants y attendent des week-ends de plus en plus maigres. Seuls les pêcheurs et les va-nu-pieds y sont encore à leur affaire. Pour eux, rien n'a changé. Les autres se demandent s'il ne serait pas temps d'aller tenter sa chance ailleurs. Eux savent qu'il ne sert à rien de se poser trop de questions. Il y a de bonnes saisons, il y en a également de mauvaises à l'abri des plans d'eau salée et aux pieds des deux puissants radars qui continuent de balayer la campagne et la mer.

J.-C. POMONTI.

A Saigon

L'opposition crée un Front populaire de lutte contre la famine

Saigon (A.F.P., Reuter). — Un nouveau comité, le Front populaire contre la famine, regroupant des catholiques, des bouddhistes, des socialistes et des hua-hao, a été formé à Saigon. Ses responsables ont dénoncé, dimanche 22 septembre, dans une pagode anticolonisatrice du centre de la ville, la corruption qui sévit au Sud.

Le président, le vénérable Thieu Thien, a lancé « un appel aux étudiants et aux docteurs pour soutenir la lutte du peuple qui demande nourriture et habillement ». « En même temps que les champs et les récoltes étaient détruits par les Américains, un groupe de particuliers corrompus et pourris ont utilisé et utilisent l'argent destiné à la reconstruction pour importer notamment des produits de beauté au mépris de la misère du peuple », a-t-il dit.

De son côté, le père Thanh Lang, président du Pen Club du Vietnam, a mis en cause « le système fiscal trop lourd et l'appauvrissement du peuple par une sévère corruption ». Mme Nho Ph Thanh, qui milite pour l'existence d'une troisième composante, a déclaré que « malgré les milliards de dollars déversés au Sud, les gens continuent à mourir de faim ».

Un député de Hué, Mme Kien Mong Thun, a écrit avec son sang une menace au chef de l'Etat ainsi formulée : « Pour le riz et l'habillement du peuple, nous demandons la démission du président Thieu ». Les vice-présidents de ce Front sont le père Phan Kham Tin, le sénateur catholique Hong Son Dong et le député hua-hao Vu Cong Minh.

D'autre part, un groupe de directeurs de journaux, d'écrivains et d'élus demandent dans un

télégramme au Congrès américain de ne pas fournir au régime de Saigon « les moyens d'opprimer la presse et le peuple épris de paix ». Samedi, la police a encore une fois saisi des journaux, le Dien Tin et le Song Thanh qui rendaient compte des manifestations antigouvernementales de la veille. Sur le plan militaire, le commandement de Saigon indique que 247 communistes ont été tués lors d'attaques d'avant-postes au nord de Hué.

Grèce
triers dont six
es en disponibilité

SPONDANCE

ties échange
nniers civils

Cambodge

Après un an d'absence

LE GÉNÉRAL LON NON A REGAGNÉ PHNOM-PENH

Phnom-Penh (A.F.P., Reuter). — Le général Lon Non, frère du maréchal Lon Nol, chef de l'Etat, a regagné le Cambodge samedi 21 septembre après avoir passé un an à l'étranger (aux Etats-Unis et en France). Il a déclaré que son retour n'entraînerait pas un changement de gouvernement. Il reste que sa présence dans la capitale pourrait avoir des conséquences politiques : le général Lon Non est l'homme qui, par deux fois, en 1972 et au début de 1973, a maté les mouvements de protestation dirigés par les étudiants. Or, le malaise social ne fait que croître actuellement et les très fortes hausses de prix pourraient provoquer des troubles dans la capitale.

Des incidents ont d'ailleurs eu lieu la semaine dernière. A Kompong-Speu, des militaires et des civils ont pillé une centaine de boutiques appartenant à des Chinois. A Kompong-Som, trois cents soldats à la recherche de riz ont mis à sac des boutiques — chinoises également — tirant des coups de feu en l'air. La police militaire n'est pas intervenue. Deux cents autres soldats auraient pénétré dans un entrepôt et volé des sacs de riz américain. Le prix de cette céréale importée est passé il y a une semaine de 65 à 165 rials de kilo.

RECHIFFRICATION. — Une erreur de transmission nous a fait écrire, dans un câble de notre correspondant à Pékin, que, selon des experts nippons, la Chine produirait 100 millions de tonnes de pétrole cette année. Il s'agit en fait de 70 millions de tonnes. (Le Monde du 11 septembre.)

A l'occasion du SICOB

Le Monde
publie un numéro spécial
de 16 pages
« L'INFORMATIQUE DEMAIN »
Prix de vente : 2,50 F.

Le Petit Robert 2 vient de paraître.

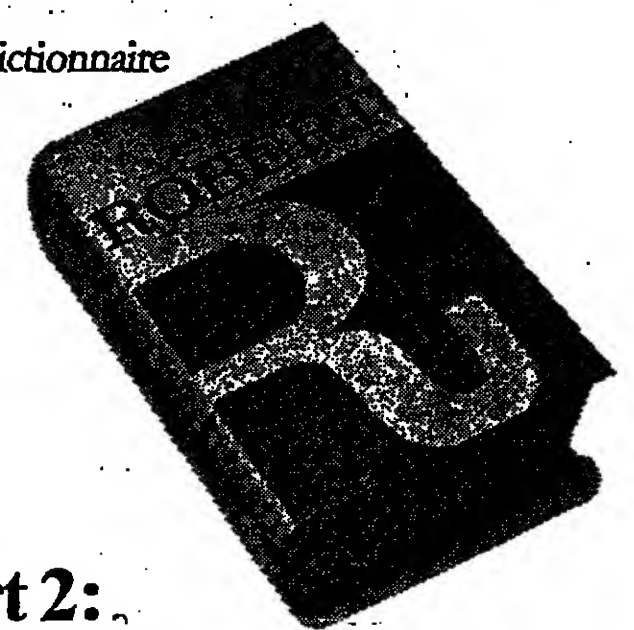
Pour la première fois, 2016 pages réunies en un volume sont totalement consacrées aux noms propres.

Le résultat, c'est le Petit Robert 2, un nouveau dictionnaire. Un dictionnaire où 34000 noms propres ont la place de s'exprimer, les hommes de vivre, les événements de se dérouler. De plus, sa méthode de renvois permet de retrouver et de regrouper à partir du mot cherché toutes les informations souhaitées sur la géographie, l'histoire, l'art, les lettres, les sciences.

Par exemple, grâce aux 12 renvois qu'on trouve à Lénine (Mikhaïlovski, Martov, Plekhanov, Martynov, Strouvé, Matérialisme et Empiricriticisme, l'Impérialisme, stade suprême du Capitalisme, l'Etat et la Révolution, la Maladie infantile du communisme, Staline, Trotski), on connaît sa vie, mais aussi celle de ses amis, et de ses adversaires, ses idées, ses œuvres, les événements auxquels il a participé.

On sait exactement où se trouve Oulianovsk, sa ville natale en Russie, on sait que Vladimir Ilitch Oulianov, alias Lénine, portait une moustache; car le Petit Robert 2, c'est aussi 200 cartes originales en couleurs et 2200 illustrations.

Le Petit Robert 2, seul dictionnaire en un volume totalement consacré aux noms propres, est en vente dans toutes les librairies.



Le Petit Robert 2:
Histoire. Géographie. Arts. Lettres. Sciences.

AFRIQUE

Tunisie

Le renouvellement du bureau politique

M. Hedi Nouira est confirmé dans ses fonctions de secrétaire général du P.S.D.

M. Bourguiba, agissant en sa qualité de président du Parti socialiste des travailleurs (P.S.T.), parti unique tunisien, a désigné le samedi 21 septembre, le nouveau bureau politique de cette formation. Conformément aux décisions du nouveau congrès du parti, qui vient de se tenir à Monastir (le Monde du 17 septembre), les membres de cet organisme sont en effet nommés et non pas élus.

Au nombre de vingt, au lieu de quinze précédemment, ils sont choisis parmi les soixante membres du comité central.

Ainsi qu'il était prévu, M. Bourguiba a confirmé dans ses fonctions de secrétaire général le premier ministre, M. Hedi Nouira, qui avait présenté au congrès comme son « dauphin ». Comme le souligne notre correspondant à Tunis, les deux charges sont étroitement liées, et en vertu de l'article 51 de la Constitution, c'est leur titulaire qui est appelé à succéder au chef de l'Etat, s'il y a vacance en cours de mandat.

Kenya

Candidat unique

LE PRÉSIDENT KENYATTA EST RECONDUIT D'OFFICE A LA TÊTE DE L'ÉTAT

Nairobi (A.F.P. Reuters). — Candidat unique à l'élection présidentielle, qui devait se dérouler le 14 octobre prochain, le président Jomo Kenyatta n'a pas à solliciter le verdict des urnes. Il a été réélu d'office à la tête de l'Etat, le vendredi 20 septembre, pour un troisième mandat de cinq ans. La décision a été prise par la commission de contrôle de l'élection en vertu des dispositions de l'article 13 de la loi électorale. Dans un arrêté publié au « Journal officiel », le président de la commission, M. Montgomery, affirme que le président était « le seul candidat à avoir fait l'objet d'une nomination valide ».

Les élections législatives, qui devaient se dérouler le même jour, ont été reportées. Les députés sont pas, pour le moment, supputés. Le président Kenyatta y est d'ailleurs candidat. Il faut cependant signaler que tous les meetings électoraux ont été interdits dans le district de Nairobi à la suite d'un incident survenu le samedi 21 septembre. Une bagarre a éclaté entre les partisans de deux candidats, et un conseiller municipal de la capitale a été blessé par balle. On signale également des affrontements dans le district de Busia.

Neuf membres seulement de l'ancien bureau politique conservent leur poste et qui traduisent l'importance du renouvellement opéré. Parmi les onze « réincarnés », il faut mentionner M. Habib Bourguiba, ministre de l'Intérieur, le président fait une rentrée politique remarquée. Il avait été membre du bureau politique jusqu'en 1971 et avait détenu le portefeuille des affaires étrangères. Il avait été remplacé à ce poste par M. Masoudi, qui vient d'être exclu du parti.

Le maintien, au bureau politique de M. Habib Bourguiba, secrétaire de l'Union générale des travailleurs tunisiens (U.G.T.T.), mérite également d'être relevé, après les attaques lancées durant le congrès contre certaines organisations nationales qui ne suivent pas la ligne du parti.

L'actualité politique sera dominée maintenant par les élections législatives présidentielles qui doivent se dérouler le 3 novembre. Il est possible que le président Bourguiba attende cette échéance pour procéder à un remaniement ministériel dont il est de plus en plus question à Tunis.

A TRAVERS LE MONDE

Afrique portugaise

• M. DUARTE PONSECA a été officiellement investi dans ses fonctions de gouverneur de l'archipel du Cap-Vert, samedi 21 septembre, par le général Spínola. Depuis deux ans, en présence portugaise au Cap-Vert, M. Duarte Ponceca est le premier gouverneur originaire de l'archipel. — (A.F.P.)

Allemagne fédérale

• L'ANCIEN CHANCELLIER WILLY BRANDT, qui dirige toujours le S.P.D., a annoncé, le dimanche 22 septembre, son intention de postuler à nouveau la présidence du parti social-démocrate lors du congrès qui aura lieu en 1975. — (A.F.P.)

Argentine

• L'ANCIEN CHEF ADJOINT DE LA POLICE DE LA PROVINCE DE BUENOS-AIRES, M. Julio Troxler, a été assassiné, le vendredi 20 septembre, dans un faubourg de la ville. M. Troxler entretenait des contacts étroits avec la faction péroniste de gauche. Il avait démissionné de ses fonctions peu après la démission du gouverneur de Buenos-Aires, en janvier dernier. — (A.F.P.)

Cité du Vatican

• LE SAINT-SIÈGE ET LE GOUVERNEMENT TCHOSLOVAQUE veulent « parvenir à une solution appropriée de leurs problèmes », annonce un communiqué du Vatican, publié à l'issue d'entretiens qui ont eu lieu du 16 au 20 septembre à la résidence du nonce apostolique à Rome. Les deux délégations étaient dirigées par Mgr Agostino Casaroli, secrétaire du conseil pour les affaires publiques de l'Eglise, et par M. Karel Kruza, directeur du secrétariat aux affaires religieuses. — (A.F.P., UPI.)

Egypte

• LA CENSURE sur les communications téléphoniques entre l'Egypte et l'étranger a été abolie le dimanche 22 septembre. Jusqu'à présent, les conversations téléphoniques entre Le Caire et les capitales étrangères étaient écoutées. Les usagers étaient souvent invités à ne se servir que du français ou de l'anglais à défaut de l'arabe. Parfois même les conversations dans des langues peu répandues ou en dialectes étaient prohibées. — (A.F.P.)

Etats-Unis

• LE RAPPORT rédigé par le général Peters au sujet du massacre de villageois sud-vietnamiens intervenu à My-Lai en 1968 n'a jamais été rendu public en raison de l'opposition de M. Ehrlichman, John Deen et Bushardt, conseillers de M. Nixon, révèle le Washington Post, d'après des sources militaires. Ce document a été rédigé en 1970. Des pressions seraient exercées sur le président Ford pour qu'il le publie.

Ethiopie

• LE GOUVERNEMENT MILITAIRE ETHIOPIEN a rendu publique la composition de la commission consultative civile qui aura pour charge de rédiger une nouvelle Constitution et d'établir la procédure qui conduira à l'élection d'un gouvernement populaire. Cette commission comprendra quarante-huit membres, dont dix-sept représentants des ministères civils, quatorze des provinces éthiopiennes et les autres catégories socio-professionnelles telles que l'Eglise, les syndicats et l'Université. (Reuters.)

Japon

• QUELQUES CINQ CENTES OUVRIERS ont été tués et plus de onze mille autres ont été blessés pendant les travaux de construction des chemins de fer rapides. Il y a quelques années, vient de révéler M. Edamura, député du parti socialiste, devant une commission parlementaire. — (Tass.)

Liban

• TROIS PERSONNES ONT ÉTÉ TUÉES et une dizaine d'autres blessées au cours de sérieux incidents qui se sont produits dimanche après-midi 22 septembre au village de Khatib, à une dizaine de kilomètres à l'est de Beyrouth, entre des éléments du parti de droite Kataeb (phalanges), que dirige M. Pierre Gemayel, et des membres du parti socialiste progressiste de M. Kamal Joumblatt. — (A.F.P.)

Roumanie

• UNE DELEGATION DU P.C.F., conduite par M. Gaston Pissotier, membre du bureau politique et secrétaire du comité central, est arrivée le 22 septembre à Bucarest, où elle est l'hôte du comité central du P.C. roumain. — (A.F.P.)

AMÉRIQUES

LE PASSAGE DU CYCLONE « FI-FI » AU HONDURAS

Des milliers de morts

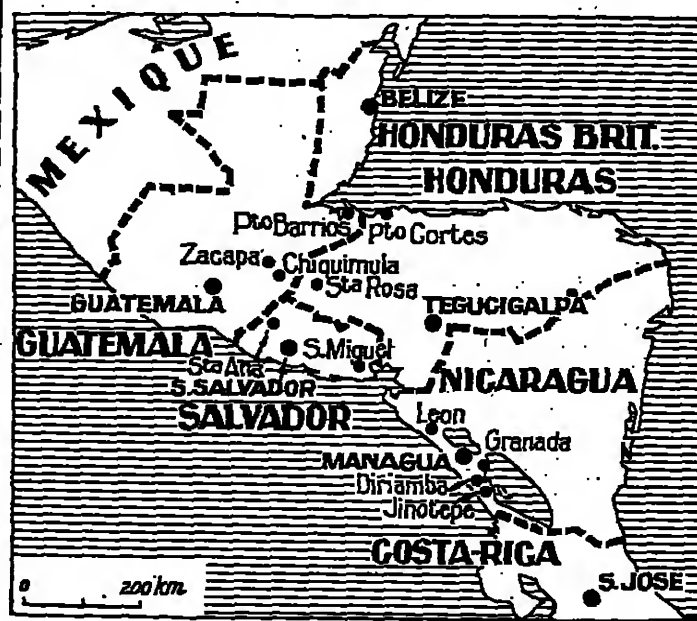
(Suite de la première page.)

Au Costa-Rica, les pluies ont provoqué surtout des dégâts matériels, dans la partie nord du pays. Il n'y aurait eu qu'un seul mort, un enfant emporté par la crue d'une rivière. Au Nicaragua, il y aurait eu de nombreuses victimes du fait des inondations. En outre, sept personnes ont trouvé la mort dans un accident d'avion alors qu'elles se rendaient dans la zone sinistrée pour porter secours aux populations. Au Salvador, il y aurait eu une trentaine de morts.

Au Mexique, enfin, il y a eu de très fortes pluies dans les Etats de Chiapas, Tabasco, Quintana, Roo et Yucatan. Le sud de l'Etat de Chiapas a subi des inondations sérieuses. De nombreuses petites localités sont isolées. Apparemment, il n'y a pas de victimes dans la population, mais les dégâts matériels sont importants.

JOSE CARRENO.

• Le Secours populaire français ouvre une souscription pour venir en aide aux sinistrés du Honduras. Les souscriptions sont reçues au C.C.P. Secours populaire français, 624-37 Paris (dixième) : « Sinistrés du Honduras ».



ONU

MM. Kissinger et Sauvagnargues s'adressent à l'Assemblée générale

Nations unies, New-York (A.F.P., Reuters, U.P.I.). — Le débat général de la 29^e Assemblée des Nations unies s'ouvre ce lundi 23 septembre, à 15 heures (heure de Paris), à New-York. Selon la tradition, le ministre brésilien des affaires étrangères, M. Da Silveira, sera le premier à intervenir dans ce débat. Il sera suivi de M. Kissinger, qui développera en détail, d'ordinaire, le point de vue américain sur les problèmes énergétiques, déjà exposés dans ses grandes lignes par le président Ford. M. Sauvagnargues prendra ensuite la parole.

Lui succéderont, lundi après-midi, les ministres des affaires étrangères de la Nouvelle-Zélande, de l'Allemagne de l'Ouest, du Portugal, de la Finlande, du Salvador et de la Grèce. Le secrétaire au Foreign Office, M. Callaghan, s'adressera à l'Assemblée mardi.

Samedi, l'Assemblée a terminé l'organisation du travail de sa session en répartissant entre ses sept commissions permanentes les cent trente points inscrits à son ordre du jour. Malgré les protestations israéliennes, le président algérien de l'Assemblée, M. Bouferikja, a en effet décidé que la question palestinienne était inscrite à l'ordre du jour « sans objection ».

Tout au contraire, le représentant de la Chine, M. Huang-hua, avait fermement soutenu l'inscription de la question palestinienne à l'ordre du jour de l'Assemblée, déclarant notamment qu'il était grand temps que l'ONU aborde ce problème créé par l'agression sioniste contre l'Etat et la conscience des deux super-puissances.

Un accord est d'autre part intervenu au sein de l'Assemblée, en ce qui concerne la procédure à suivre pour l'examen de la question de Chypre : l'Assemblée générale, le moment venu, invitera la commission politique spéciale à se réunir afin d'entendre les représentants des communautés chypriotes grecque et turque. Elle examinera ensuite le problème sur la base du rapport que lui fera la commission.

200 à 300 kilotonnes par seconde

Suivant les régions qu'il frappe, un cyclone tropical prend des noms divers : hurricane dans les Caraïbes, typhon en Asie du Sud-Est, willy-willy en Australie, baguio aux Philippines, cycloone dans le sud-ouest de l'océan indien. Mais il s'agit du même phénomène qui se produit, le plus souvent à la fin de l'été et au début de l'automne, entre les 5° et 30° parallèles des deux hémisphères, et frappe presque toujours les côtes orientales des continents.

Un cyclone tropical est un tourbillon atmosphérique qui, passant sur des mers chaudes (26° C minimum), où l'évaporation est très intense, y prend une violence inouïe. Au centre du tourbillon, la pression atmosphérique n'atteint que 900 millibars (parfois moins encore) ; elle provoque donc une tentative aspiratoire, responsable de vents extrêmement violents pouvant dépasser 300 kilomètres à l'heure. Dans l'hémisphère nord, le tourbillon tourne dans le sens contraire des aiguilles d'une montre et, dans l'hémisphère sud, dans le sens des aiguilles d'une montre.

Le diamètre du système varie de 80 à 800 kilomètres, et le tout se déplace en général à une vitesse moyenne de 20 à 30 kilomètres à l'heure. Il ne faut d'ailleurs pas confondre la vitesse de déplacement du cyclone avec celle — beaucoup plus considérable — des vents qui l'accompagnent. La trajectoire d'un cyclone tropical est d'abord orientée vers l'ouest, mais, dépendant de conditions locales, elle est déviée et peut même faire des boucles imprévisibles : puis elle s'infléchit vers le nord dans l'hémisphère nord (vers le sud dans l'hémisphère sud) lorsque le système monte vers des latitudes moins basses. Si le cyclone arrive

dans les latitudes suffisamment hautes, sa trajectoire s'oriente vers l'est, et il se désintègre peu à peu. La durée de vie d'un cyclone tropical est en général de huit à dix jours, et le phénomène perd de sa violence dès qu'il arrive sur la terre ferme.

Un cyclone tropical est un phénomène d'une violence fantastique : on a évalué l'énergie qu'il libère à 200 ou 300 kilotonnes par seconde (la bombe d'Hiroshima ne faisait « que » 20 kilotonnes).

Avec les vents très violents, le cyclone engendre des pluies diluviennes et une tempête formidable. Le niveau de la mer monte de 4 ou 5 mètres le long des côtes. Si les régions côtières sont très basses, elles sont recouvertes par les eaux : c'est ce qui explique les centaines de milliers de morts que le Bangladesh (lors du Pakistan-Orient) eut à déplorer lors du cyclone de novembre 1970. Le tourbillon tourne dans le sens contraire des aiguilles d'une montre et, dans l'hémisphère sud, dans le sens des aiguilles d'une montre.

Y. R.

Etats-Unis

Dans une interview à «Time»

M. Colby s'explique sur le rôle de la C.I.A. au Chili

Dans une interview accordée à l'hebdomadaire Time, M. William Colby, directeur de la C.I.A., a déclaré que l'agence qu'il dirigeait participait à des actions visant à renverser des gouvernements démocratiquement élus, que ce soit en Grèce, au Chili ou ailleurs. Toutefois, M. Colby reconnaît que la C.I.A. a été et demeure impliquée dans des actions de caractère politique et paramilitaire dans des pays étrangers. Il indique, en particulier, que la C.I.A. a joué un rôle capital pour éviter la rupture lors des récentes négociations menées par M. Kissinger au Proche-Orient.

S'agissant du Chili, M. Colby a assuré que l'action de la C.I.A. avait consisté à soutenir les forces démocratiques hostiles à Salvador Allende. Celui-ci, en effet, s'atta-

quait, assure-t-il, à la presse, aux stations de radio et aux groupes politiques. De nombreux Cubains et d'autres pays communistes fournissaient une assistance importante au Chili.

Mais, précise M. Colby dans l'interview, « nous n'avons jamais aidé à renverser des régimes démocratiques. En particulier, nous n'avons rien fait de tel au Chili. D'abord, nous n'avons en rien aidé à l'origine du coup d'Etat ; ensuite le régime d'Allende n'était pas démocratique ».

De son côté, le ministre des affaires étrangères chilien, l'amiral Patricio Carvajal, a déclaré qu'il n'était pas au courant d'une éventuelle intervention de la C.I.A. dans les événements qui ont conduit au renversement de l'Unité populaire et à la prise du pouvoir par la junte militaire.

exceptionnel!
VENTE LIMITEE
de 450 calculatrices
Canon
LE81
4 OPERATIONS 8 CHIFFRES
autonomie 90h
340 F

PARIS 7 r. La Fayette 874.33.21
20 r. de Châteaudun 876.54.25
CANNES - 38.38.88
45 La Croisette 64 Hôtel
PHOTO HALL
23 Champs-Élysées Paris 8
tel. 22.55.25

tranche des vendanges

2 gros lots de 500.000 F
2 gros lots de 250.000 F

tirage mercredi

loterie nationale

TLQ

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

JUSTICE

QUATRE MISES EN LIBERTÉ DANS L'AFFAIRE DE LA DISPARITION DE M. GOREL

Tous les inculpés qui étaient détenus dans l'affaire de la disparition de M. Raymond Gorel, alias Cincinatti, arrêté le 20 décembre 1968 à Neuilly-sur-Seine, ont à présent bénéficié d'ordonnances de M. Alain Bernard, premier juge d'instruction à Paris, leur accordant la liberté sous contrôle judiciaire. Après MM. Jean-Jacques Susini et Jacques Lafaille, libérés respectivement les 14 et 18 septembre derniers, ont été libérés samedi 21 septembre : MM. Jean Lecrivain (assigné à résidence dans la Manche et le Calvados), Gabriel Bernard (Essonne et Hauts-de-Seine), Georges Renault (Seine-et-Marne) et André Robert de Latour (Essonne).

Toutefois, M. Robert de Latour ne profite pas pour l'instant de cette mesure car il purge la peine de six ans de réclusion qui lui a été infligée le 4 février, par la cour d'assises des Bouches-du-Rhône, pour vol qualifié.

UNE ESCROQUERIE AUX PRÊTS HYPOTHÉCAIRES EST DÉCOUVERTE A TOULON

Un mandat d'amener, signé par M. Bernard Aubry, juge d'instruction à Marseille, vient d'aboutir à l'arrestation, le 20 septembre, sous l'inculpation d'abus de confiance, d'abus de biens sociaux et d'escroquerie, de M. Jean Pierotti, quarante-six ans, animateur de cabinets de prêts hypothécaires situés à Toulon, Grasse, Nice, Marseille et Nancy. Son « bras droit », M. Laurent Chamoray, trente-huit ans, président-directeur général de quatre sociétés civiles immobilières et d'une société de construction toulonnaise — fictive — avait été arrêté le 7 juin dernier et inculpé d'escroquerie et de banqueroute. Cette affaire porterait sur près de 100 millions de francs. Selon les premiers éléments de l'enquête, le mécanisme de l'escroquerie serait le suivant : MM. Pierotti et Chamoray constituaient des sociétés fictives qui faisaient appel à des sous-traitants pour des travaux immobiliers au cours de la construction, la société était mise en faillite. M. Pierotti demandait, au nom des clients, la mise aux enchères du bâtiment inachevé qu'il rachetait ensuite à bas prix avant de l'achever avec des matériaux non payés.

Un nouveau tribunal de commerce à Versailles

LE JUGE CONSULAIRE DOIT ALLER « AU-DELA DU DROIT » déclare M. Lecanuet.

Des efforts devront être poursuivis pour donner aux juridictions consulaires les moyens nécessaires à leur bon fonctionnement, a annoncé vendredi 20 septembre, M. Jean Lecanuet, ministre de la justice, à l'inauguration des nouveaux locaux du tribunal de commerce de Versailles.

« L'accroissement des dimensions des entreprises, la rapidité, la complexité des phénomènes économiques, le progrès et la diffusion des techniques, l'influence des exigences politiques nationales, voire même internationales, ont donné une dimension nouvelle à la vie des affaires par leur incidence sur le milieu social ».

« La fonction du juge consulaire, a conclu M. Lecanuet, s'est donc élargie et le magistrat ne peut plus seulement se contenter de statuer sur le droit, il apporte, au-delà, sa contribution à la solution des problèmes sociaux et économiques soulevés ».

Mme Dorlhac juge « très insuffisant » le budget pour 1975

Mme Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat à la condition pénitentiaire, a de bon gré indiqué ce qu'il fallait penser de la justification du budget du ministère de la justice pour 1975. En déclarant le 20 septembre, à Colmar : « L'opinion publique comprendra aisément cette augmentation, surtout qu'elle n'est pas très importante et que le budget de la justice est très insuffisant », elle ramène à de plus justes proportions d'autres affirmations officielles, qui faisaient de la justice l'un des rares rescapés du budget général de 1975.

Les récents événements pénitentiaires ont démontré l'immensité des besoins de la justice dans tous les domaines. Souhaitons-t-on qu'une réponse satisfaisante y est aujourd'hui apportée ? Les crédits de fonctionnement (1 923 millions de francs) augmentent moins cette année (17 %) que l'an passé (18 %). Les autorisations de programme (201,85 millions) croissent de 8,5 % contre 54 % en 1974. Ce qui est inférieur au taux de l'année précédente. On pourrait même penser qu'elle ont diminué puisque, en 1974, elles se montaient à 284 millions, compte tenu des 20 millions du Fonds d'action conjoncturelle (FAC). Il est vrai que, absent du budget 1975, la dotation

du FAC n'a pas été attribuée dans l'exercice en cours. Enfin, le taux d'augmentation de la justice (9,5 %) est inférieur à celui du budget général (12,4 %).

Cette, les crédits de paiement — pouvant seuls traduire dans les faits les autorisations de programme qui n'ont d'une certaine manière, que valeur d'intention — bondissent de 84,05 % (le budget général : + 14,3 %), en passant de 88 à 182 millions de francs.

Mais la combinaison des deux chapitres (autorisation et crédits de paiement) démontrent avant tout qu'il s'agit d'une accélération de ce qui était déjà, en principe, acquis. Le délai d'entreprendre constaté l'an passé (« le Monde » du 22 septembre 1973) paraît sans lendemain.

Pour ce qui concerne les emplois, il faut être le docteur Tant Mieux pour trouver matière à satisfaction en observant que tombent de deux mille trente-cinq à mille trois cent deux créations de postes (-35,5 %), la justice chute à peine plus que l'Etat en général (-34,3 %) ou l'intérieur (-34,5 %), moins que l'éducation (-36,7 %), mais beaucoup plus que les finances (-17,14 %).

PHILIPPE BOUCHER.

• Services judiciaires

Le raccourcissement de la durée de la procédure pénale aura tout juste permis — grâce à la sortie de deux promotions d'élèves magistrats en une seule année — de couvrir les quelque cinq cents vacances de postes correspondant, en 1974, aux départs à la retraite, aux va-

cances existantes et aux créations de postes pour 1974 (deux cent quarante). Cent seulement seront créés cette année, destinés, ex parte, à renforcer les sections financières des tribunaux des cours d'appel de Paris et de Lyon et aussi, à réduire les délais de jugement. Les quatre cent neuf autres créations — contre mille en 1974 — viseront à « étoffer » le

corps des fonctionnaires, notamment des greffiers. Une autorisation de programme de 2,4 millions est d'ailleurs prévue pour l'ouverture à Dijon d'une école nationale des greffiers.

Le total des autorisations de programmes est de 45 millions de francs pour l'entretien des tribunaux relevant de l'Etat, et de 20 millions de francs à titre de subventions aux collectivités locales (14,3 en 1974).

En dehors des 7,8 millions de francs résultant des révaluations pour la construction du tribunal de Créteil (Val-de-Marne), les autorisations de programmes vont essentiellement aux équipements judiciaires des DOM-TOM, qui, ainsi que l'Alsace et la Moselle, relèvent uniquement de l'Etat.

• Administration pénitentiaire

Trois cent quatre-vingt-cinq postes (contre 465) seront créés au profit de l'administration pénitentiaire, dont 11 de premier surveillant et 81 de surveillant et surveillant principal. Ainsi pourra-t-on peut-être ouvrir la nouvelle maison centrale de Saint-Maur (Indre), près de Tours.

Cent postes — dont 55 d'éducateur — iront au « milieu ouvert », dont les effectifs (42 000) continuent de dépasser ceux du « milieu fermé » (moins de 30 000 détenus). L'évolution vers la parité des salaires des surveillants avec ceux des policiers — qui aura nécessité six décrets et cinq arrêtés — résulte de mesures déjà connues, et représente un crédit de 18,8 millions de francs.

L'administration pénitentiaire voit réserver la plus grosse part des autorisations de programmes : 62,64 millions sur 201,85 millions ; 11 millions serviront à la modernisation des maisons centrales (Toul, Poissy, Saint-Martin-de-Ré), et 80,14 millions aux maisons d'arrêt et aux centres de semi-liberté : Bois-d'Arcy (maison d'arrêt des Yvelines, qui doit remplacer Chartres et Versailles) déjà programmée et bénéficiant de 4,5 millions de réévaluation ; 32,3 millions seront consacrés à l'édification d'une nouvelle maison d'arrêt à Nantes ; 8,7 millions à l'achèvement de la maison d'arrêt de Metz (quartier des jeunes), 15 millions à des centres légers (quarante places) de semi-liberté : Metz, Lille, Nîmes, Montpellier, Marseille et deux dans la région parisienne ; 0,5 million à l'école d'administration pénitentiaire de Fleury-Mérogis.

• Education surveillée

Deux cent quatre-vingt-dix postes vont à l'éducation surveillée, parmi lesquels cent quarante, quatre pour l'installation définitive de sept établissements lourds et cent trente-deux pour la mise en place progressive de « structures légères » (consultations, orientations) auprès des juridictions pour enfants.

Le ministère cherche, en outre, à développer la déconcentration de l'éducation surveillée (et du milieu ouvert) en augmentant le nombre des délégations régionales. Deux existent déjà (dans le Centre et en Lorraine), deux devraient fonctionner à la fin de 1974 (dans le Nord et en Bretagne) et deux encore en 1975.

Par doublement de celle de Savigny (Essonne), une nouvelle école d'éducateurs va être ouverte à Lille (soit trois au total avec Toulouse), grâce à une subvention de la DATAR (1 million).

Les autorisations de programme (36 millions) se décomposent en : 18,7 millions pour des centres d'orientation et d'action éducative, 15,7 millions pour les internats et établissements spéciaux, dont 9 millions pour un établissement polyvalent à Nanterre.

• Administration centrale (et informatique)

Cent vingt-deux postes y sont créés (dont dix de magistrats) et 5 millions d'autorisation de programmes sont accordés (dont 3 pour le téléphone du ministère). Il est souligné qu'un effort important est fait pour l'équipement informatique. C'est ainsi que des fonds sont dégagés pour remplacer l'iris-80 de Versailles par un iris-80, afin qu'il absorbe les données du casier judiciaire et celles du bureau d'ordre de la région parisienne. A Pâques, il devrait également traiter les amendes résultant des ordonnances pénales.



Le HP-70: un atout majeur en affaires.

Aide simple et essentielle pour l'homme d'affaires, le HP-70 est là. Dans la conduite moderne des affaires, on a besoin d'autre chose que de fonctions arithmétiques, même performantes. On a besoin de calculer des intérêts composés, des pourcentages, des marges, des amortissements. Vous trouverez sur le clavier du HP-70, disposés de façon simple et logique, toutes ces fonctions et bien d'autres encore, comme ses 11 mémoires, dont 5 peuvent être rappelées séparément.

Un calculateur puissant mais simple

La qualité principale du HP-70 ? La simplicité. Pas de résultats intermédiaires à noter, de formules à utiliser. Vous introduisez les données, vous appuyez sur la touche et vous avez la réponse : c'est aussi simple que cela. Vous voulez convertir des dollars en francs ou des yards en mètres, calculer les montants de remboursements d'un prêt avec trois taux d'intérêt différents, comparer des plus-values, des remises, des commissions ? Avec le HP-70 c'est non seulement facile, mais agréable - et rentable.

Les problèmes désagréables deviennent un amusement

Ce calculateur est si bien conçu qu'il invite à traiter des problèmes que vous évitez habituellement : calculs longs et ingrats tels ceux des valeurs futures, de taux de rendement, de

taux de trésorerie, de rentabilité d'investissement. Ces tâches auparavant jusqu'à un certain point de patience, l'esprit clair et un peu de papier. Tout cela est révoqué sur un HP-70 vous pouvez tout résoudre en quelques secondes, sans que vos doigts ne soient fatigués par une précision étonnante.

Vous doublez ses performances. Quand vous avez au bout des doigts cette nouvelle puissance de calcul, simple, agréable, vous vous apercevez que vous avez plus de temps pour exercer votre jugement sur des données précises. Le HP-70 augmente votre efficacité en affaires. Vous ne pouvez plus vous en passer : dans le train, en avion, au téléphone, parce qu'il est programmé pour faire pratiquement tous les calculs dont vous avez besoin.

Pour en savoir davantage

Le HP-70 n'est pas un gadget. C'est un instrument de travail professionnel, fabriqué par l'un des plus grands constructeurs du monde.

HEWLETT hp PACKARD

Un instrument électronique de précision. Son prix est de 249 000 F TTC. Réservez-vous votre coupon et laissez pour en savoir plus sur notre offre d'essai de 15 jours.

Nous vous livrons l'HP-70 à domicile, sans frais.

Ne perdez pas cette offre à date limitée.

Le HP-70

Bon à découper et à retourner à : Hewlett-Packard France, Quartier de Courtabœuf, B.P. 70, 91401 Orsay.

Je désire recevoir votre documentation complète sur le HP-70, ainsi que les renseignements concernant l'offre d'essai de 15 jours.

Nom _____
Fonction _____
Société _____
Adresse _____
Tél. _____ AF

محاسبه

JUSTICE

SUR LES PRISONS

II. — La société et "eux"

Par GILBERT CESBRON

Visiteur des prisons, Gilbert Cesbron énonce, en vue d'une réforme, « quelques idées simples ». Dans une première partie, il a évoqué les conditions actuelles de la vie carcérale, qui, cumulée, aboutissent à la dégradation et à la révolte. (« Le Monde », du 21 septembre.)

Il ne faut pas se laisser arrêter par ce postulat que « la société engendre ses délinquants » ni par celui que « la société opprime l'individu ». L'un et l'autre sont partiellement vrais ou plutôt, comme la plupart des idées reçues, vrais aussi. Le conformisme a changé de camp.

La vie en société est une nécessité. Vivre « en marge » de la société implique qu'il en existe une, et la plupart de ceux qui rêvent de la détruire ne subsistent que grâce à elle. C'est ce qui irrite tant de travailleurs dans l'attitude de certains jeunes. D'ailleurs, les avantages de la vie en société l'emportent sur ses inconvénients, sauf si le taux de concentration y dépasse ce que les humains (et les rats eux-mêmes) ne peuvent supporter. Les grandes villes et les grands ensembles ont largement dépassé ce taux. Tout imparfaite qu'elle soit, elle demeure la seule protection des êtres sans défense. « Elle les multiplie mais elle les protège », tel est le dilemme de l'époque que, seul, l'aménagement pourra volatiliser. Le brevinaire de ce qu'il convient de faire dans ce but porte pour titre : les Exclues (*), et l'auteur de ce livre fait partie de l'actuel gouvernement. C'est un motif d'espérance.

Toute société doit faire face à trois devoirs élémentaires dont aucun ne peut être privilégié sous peine de partialité : soigner ses malades et aussi ses irresponsables ; mettre les citoyens à l'abri de tous ceux qui leur nuisent véritablement ; intégrer ou réintégrer dans son sein tous ceux qui lui sont utiles. Ces trois idées simples et peu contestables sont l'essence de tout système judiciaire et pénitentiaire. Car ce triple devoir implique que la société s'arroge collectivement ce qu'elle refuse à chacun : le droit de juger et de condamner, c'est-à-dire d'infliger à ceux qui lui ont volontairement infligé une punition et une mise à l'écart. Voilà la prison justifiée, mais quelle prison ? Pour qui ? Et pour combien de temps ? C'est l'objet de toute réforme. En effet, la punition doit être proportionnelle et la mise à l'écart temporaire.

Infliger une punition proportionnelle implique une justice dont les barèmes soient conformes aux normes de l'époque et soient partout les mêmes. Or ce n'est pas du tout le cas. Le public ne comprend pas pourquoi d'une cour, d'un tribunal, parfois d'une chambre à l'autre, la jurisprudence est si variable. Et il pressent aussi que, même si parfois cela fait son affaire, en matière civile comme en matière pénale, « nous sommes en retard d'un code ».

Par exemple, les barèmes de la justice pénale devraient toujours tenir compte du prix de la vie (je parle de la vie humaine), qui, hélas ! est en baisse, et du prix de la liberté, qui, lui, est en constante hausse. Socialement parlant, le prix de la vie perd, jour après jour, de sa valeur — et cela juge une civilisation. Cette dégradation honteuse est due au fourmillement humain, à l'échelle des villes comme à celle du monde ; à la « démocratisation » du pouvoir de tuer (chaque possède une arme et, sinon, une auto) ; au gâchis de vies humaines dont les guerres mondiales ou locales, donnent l'exemple en le drapant indument d'héroïsme. Cela est dû aussi à la débâcle de morts que nous fournissent les mass media. Sur le petit écran, la vie est trop bon marché pour que les enfants qu'il fascine puissent en estimer le prix. Pour ces générations-là, tous les autres sont à jamais des Indiens.

En revanche, le prix de la liberté ne cesse d'augmenter à cause de l'existence concentrationnaire elle-même, qui, tout ensemble, la réduit et en exaspère le besoin. A cause de la démocratisation des loisirs qui nous tournent à l'éradication. L'automobile, en même temps qu'elle brade le prix de la vie, fait sans cesse monter celui de la liberté. La perte de la foi et, ce qui revient au même, celle du sens de l'engagement, la « démythification » de toutes les fidélités y contribuent aussi. A l'homme libéré de toute entrave morale ou matérielle, la moindre privation de liberté devient un châtiment insupportable.

Prix de la vie (celle de la victime), prix de la liberté (celle du coupable), ces deux courbes inverses conduisant à « réviser en baisse » les barèmes de la justice.

Si la punition doit être proportionnelle, la « mise à l'écart » elle, doit n'être que temporaire, matériellement et moralement. L'intérêt de la société exige évidemment qu'elle réintègre le plus grand nombre des siens, le plus vite possible et dans le meilleur état possible. Mais il faut aussi — et c'est l'aspect moral — que la réinsertion de ces délinquants dont le compte est apuré soit acceptée (on devrait dire fêlée) par ces créanciers que nous sommes. Or, ce n'est pas non plus le cas. Plus sûrement que leurs délinquances, nous, notre ostracisme désigne, dénonce les anciens prisonniers. L'Etat nous en donne le mauvais exemple. Après les guerres, il a su réserver des emplois pour les citoyens devenus invalides à son service, et il s'apprête, je pense, à en faire autant pour les handicapés. Pourquoi ne pas consentir le même geste au profit de ces hommes qui sortent défilés et dépayés des prisons ? La vue des mains d'un détenu ancien ouvrier serre le cœur, mains blanches de convalescent.

Oui, des convalescents. L'Etat patron ne les aide-t-il pas ? Et les autres employeurs à son exemple ? La suppression du casier judiciaire et de la « rélegation » ne suffira pas : les services du personnel des grandes entreprises ont leur « police » parallèle et leur réseau d'informations. Ils pensent faire leur devoir en dépistant les anciens détenus, en brûlant la terre devant leurs pas si mal assurés : en détruisant leurs dernières chances. Il faut leur dire que cette défiance engendre plus de malheurs qu'elle n'en prévient ; il faut leur assurer, preuves en main, que la « confiance paie ». Mais ils ne pourront prendre ce risque que si leur personnel, les syndicats, le public lui-même, les soutiennent : que si tous nous chassons ce hideux racisme qui fait payer deux fois leur dette aux détenus.

Ce qui précède n'a rien d'un brillant exercice. C'est, je l'ai dit, une suite d'idées simples dont je voudrais seulement qu'aucune n'ait pu choquer quiconque. Car, une fois admises, ces vérités premières entraînent des conséquences de nature à concilier, autant que faire se peut, le respect de l'individu et celui de la société, à changer du tout au tout l'univers carcéral et, de proche en proche, non seulement notre système judiciaire, mais l'idée même que nous nous faisons de la justice. Une justice trop empreinte jusqu'ici de formalisme et de spectacle : une justice « panique », refuge de notre grand peur, une justice machabéenne. L'ombre de Charlemagne mettant les Bons à sa droite et les Mauvais à sa gauche s'étend toujours sur nos tribunaux comme sur nos écoles. Il est grand temps de changer ces décors sévères ou sourdes que sont nos tribunaux et nos prisons, grand temps de ne plus ériger comme un rempart ce « comptoir » du bon côté duquel se trouvent les uns, et les autres toujours du mauvais. Les juges des enfants nous en donnent l'exemple. Puisque les sciences humaines nous rassurent que les enfants sont déjà des hommes et que la plupart des hommes demeurent des enfants, pourquoi ne pas étendre à la justice tout court les principes qui, depuis vingt ans, malgré un contexte consternant, ont sauvé tant d'adolescents mal-aimés ?

La réforme porte nos espoirs. Nous connaissons les hommes qui, depuis longtemps, l'ont préparée, leur expérience, leur opiniâtreté. Mais cette réforme n'est qu'un début. Il faut élargir le « milieu ouvert » en moissonnant à travers le monde (car le problème est universel) toutes les tentatives faites dans le sens de ce qu'on appelle, d'un terme heureux parce qu'il est familier, la « prison à la carte ». La vraie, la grande réforme est donc affaire d'imagination ; mais aussi de cœur. Il faut informer le public, l'approvisionner, lui demander son concours. On a besoin de délégués à la prison, de visiteurs de prison, de la fraternité. Chaque fois qu'un homme ou une femme dialogue fraternellement avec un prisonnier, qu'il aide sa famille, qu'il trouve un emploi au détenu libéré, c'est le désespoir qui recule, ce sont les hautes murailles noires qui s'effritent un peu.

(*) Editions du Seuil. Par René Lenoir.

F I N



JUSQU'AU
19 OCTOBRE

**COUP DE POING
SUR LES PRIX**

**DANS LES 7 BHV
ET AU BHV CRÉTEIL**

20%

exemple :
un canapé 2050 F
+ lave-vaisselle 1495 F
10 couverts 928 F
+ cuisinière 4 feux 4470 F
Total 8994 F
escompte 20% 3576 F

**D'ESCOMPTE A PARTIR
DE 4000 F D'ACHATS**

sur l'ameublement de la maison :

meubles, literie, sièges, éclairage, tapis, revêtements de sol et murs, papiers peints, tissus, rideaux, quincaillerie d'ameublement.

sur l'équipement domestique :

grès et petit électro-ménager, meubles de cuisine, ménage, faïence, verrerie, orfèvrerie et articles de salle de bains.

**5% d'escompte
à partir de
500* d'achats**

ex. : 1 table de cuisine 432 F
+ 1 série de casseroles inox 171 F
603 F
escompte 5% -30 F 15
572 F 85

**10% d'escompte
à partir de
1500* d'achats**

ex. : 1 réfrigérateur 265 l. 1275 F
+ 1 armoire de toilette 375 F
1650 F
escompte 10% -165 F
1485 F

**15% d'escompte
à partir de
2500* d'achats**

ex. : 1 canapé convertible 1680 F
+ 1 fauteuil assorti 714 F
+ 1 machine à laver 4 kg 1195 F
3589 F
escompte 15% -538 F 35
3051 F 65

**CONSERVEZ VOS TICKETS DE CAISSE,
POUR LE REMBOURSEMENT DE L'ESCOMPTE
AUQUEL VOUS AUREZ DROIT!**

(Les tickets de caisse sont à présenter, pour le remboursement, jusqu'au 31 octobre au plus tard.)

Pour les rayons, meubles de cuisine, faïence-verrerie, petit électro-ménager et papiers-peints, escompte immédiat de 5% à déduire du total des escomptes progressifs.
à l'exclusion des articles "point vert" dont les prix sont déjà sacrifiés!

bazar de l'hotel de ville

BHV VOLI - BHV FLANDRE - BHV PARLY 2 - BHV MONTMARTRE - BHV GARGES - BHV RUNGIS BELLE ÉPINE - BHV ROSNY 2 - BHV CRÉTEIL



SOCIÉTÉ

LE GRAND REFUS

(Suite de la première page.)

Ce qui n'était avant 1968 que la protestation solitaire de quelques-uns contre la « société technicienne », ce qui devint peu après un immense frémissement collectif, puis se transforma en une espèce de « sensibilité écologique » balbutiante, est aujourd'hui — entre autres choses — « récupéré » par la société des bavards pusillanimes. En 1974, le « grand refus », la fuite romantique hors des villes, à ses spécialistes, ses théoriciens concurrents, ses docteurs et ses prêtres, ses chapelles, ses journaux et, naturellement, ses bouffons. La marginalité a pignon sur rue gauche.

Plus encore. Elle participe désormais à la provocation mythologique du temps et à celle de M. Dupont. Mobilisée par la mode et l'édification, banalisée et hachée menu, elle s'est chargée de nat-

vetés gentilles, de naïvetés rassurantes ou de rhétoriques floues. Le « retour à la terre » et la « belle vie pauvre » sont devenus des idées assez fixes et assez creuses pour remplacer celles d'hier — l'abondance, la voiture, le « jeune cadre » — dans le catéchisme bête, que chaque époque se donne à elle-même pour « supporter le présent ». On manquait de pétrole : cela tombait bien. Cultivons des orties...

Les trois pistons

Domage ! Le « grand refus » — ou plutôt son rêve — n'est plus qu'un article de grande consommation gonflé d'hormones suspectes. Galvaudé, pollué. Déjà les plus sensibles aux vents des modes parisiennes font la grimace. Usé, le gadget ? Raté, l'an 01 ? Va-t-on, après trois cents livres, deux mille articles et un candidat

à l'élysée, reformer le dossier sans l'avoir éprouvé vraiment ? Dans la France de Giscard, brusquement rationalisée et inquiète pour son « niveau de vie », va-t-on renvoyer dans leurs colons ces clowns paisibles — les écologistes — qu'on aura tant plebiscités ? Quand *Charlie-Hobdo*, rustique sa petite sœur la *Gazette* ouverte au nom du scientisme redécouvert en disant : « J'ai pas poussé trop loin l'utopie », est-ce bon signe ? (1). Si la gauche assimile encore mal la protestation écologique, si les prêtres théoriciens de la « révolution totale » s'embourgeoisent un peu dans leurs dialectiques, cela doit valoir la peine d'aller enfin écouter les moins bavards de tous. Ceux qui, là-bas, depuis cinq ou dix ans, se refaiblissent en tatonnant une « autre vie ». Aussi muets dans leurs campagnes que toutes les « taupes » des vraies révolutions.

Muets, peut-être, mais levés tôt. En 1968, dit Jean-Pierre, je n'étais pas politisé du tout, ça c'est sûr. Mais j'ai eu l'impression de recevoir beaucoup de choses sur le crâne. Patatras ! On « prenait conscience » des aberrations d'un certain type de société et pendant quelques semaines, à la fin, il était clair que plus rien ne serait comme avant. Voilà. Du coup, je ne me voyais plus — mais plus du tout — dans la peau d'un économiste, d'un « cadre ambulant » ou surtout d'un patron. Bon. Quand, en fin, la fête a été finie, j'ai vu des tas de copains parmi les plus contestataires reprendre tranquillement leur « petit train-train » tout en contestant aussi fort. Moi, j'étais sans doute naïf, mais j'avais les choses bien trop au sérieux pour accepter de reformer comme ça la parenthèse.

Laissez au «éo — avec bien d'autres — par le grand rassemblement de la révolution collective. Jean-Pierre va continuer, à la rentrée, une espèce de mal 68 individuel et tranché. Avec le prodigieux entêtement des « apolitiques » qui n'ont retiré des « événements » que quelques idées fort simples mais tranchantes. Une espèce d'équation : la société qu'on nous offre est un moteur qui tourne avec trois pistons, un piège à trois branches : l'argent qui autorise à consommer, la « considération » qui fait courir le jeune cadre, l'exploitation du plus gros par le plus petit qui ouvre grand l'éventail social. Pour courir derrière ces trois lièvres, tout le monde accepte sans sourcilier de sacrifier le meilleur de ce qu'il a : sa vie, son temps, son cadre quotidien. Au bout du compte, on trouve la ville polluée, le surmenage, les comptes en banque et la vie ratée. Très peu. Mais si on a jugé sérieusement et décidément que : un, la consommation était un marché de dupes ; deux, la « considération » et l'ambition des naïvetés, et trois, l'exploitation des autres inacceptable, quel de plus simple ?

Pour les ouvriers du domaine, Jean-Pierre, qui n'a toujours pas la télévision, fabrique ses meubles avec de vieilles poutres (« c'est moins moche ») et boude le supermarché, c'est un farfelu, un fada qui n'y comprend rien : ce petit monde de faux paysans lui renvoie, sur son ton courroucé, exactement l'idolâtrie conservatrice qu'il fustige. Et seul devant cet univers, où il faut d'abord modestement entrer, c'est lui qui doit faire quotidiennement — des concessions. En avançant avec le sourire beaucoup de « piste aux étoiles » devant la télé couleur des voisins.

Berger attiré

Et puis — mais cette leçon-là n'est pas triste — Jean-Pierre apprend à ses dépens que la « main verte » n'accepte jamais comme cela les bavardages et les « idées ». Ici on paye comptant avec sa personne exclusivement. Le ticket d'entrée sur les prés est beaucoup plus difficile à gagner que celui d'un salon parisien. « Jamais je ne pensais que cela serait si dur, si long, si compliqué. Au début, tout le monde rigolait en disant : attendons les foins, on verra le petit intellectuel. J'ai tenu bon. Mais il a fallu bien plus longtemps, j'ai dû tout apprendre moi-même en regardant faire des paysans, volontiers narquois, qui n'ont pas l'habitude de raconter à tout le monde comment ils travaillent. »

Étonnante et interminable confrontation. Presque toujours silencieuse. Jean-Pierre, qui « a fait des études », est tout le zéro de la « réussite » classique. Avec du courage plein les bras et un seul objectif : apprendre le « métier ». Humblement.

Le poids des fourches

Ce sera très dur. À cause du travail physique et du poids des fourches chargées de foin, bien sûr. (« Au début, je titubais de fatigue, je serrais les dents »). Mais surtout, parce que changer de vie c'est aussi changer de monde, pénétrer dans un univers absolument nouveau, en apprendre le langage et les règles, s'y faire accepter.

Pour ce qui est de la découverte, c'est d'abord celle d'une tristesse évidente : l'agriculture en 1974, ce n'est plus — mais plus du tout — le Petit Trianon, ni même la douce cour de ferme de grand-père. Pour l'en convaincre, on le précipite dans un élevage industriel de poulets : vingt mille tubes digestifs entassés dans des cages empilées, alimentés mécaniquement aux granulés et « poussés » en quelques semaines ; un univers concentrationnaire et fou où des bandes de poulets ne sont plus que ces choses flasques et infirmes qui attendent déjà la cellophane. Ce n'est qu'un exemple. On lui fera voir la même découverte pour les vaches « en batterie », les brebis détraquées — et rentabilisées — par des éponges placées dans les ovaires, la monoculture intensive, etc. Autrement dit, Jean-Pierre reçoit en pleine figure ce que précisément il fustige : l'agriculture technicienne, l'écologie totalitaire de la rentabilité, la morne disparition d'un monde vivable. Il apprend, il compare et il conclut. Jamais il n'acceptera cette agriculture-là. Le volé non seulement paysan mais, avec beaucoup d'autres, paysan contestataire. Déjà.

Il y aura plus difficile. Intégré peu dans le personnel — salarié — du domaine, il fait la connaissance d'une nouvelle classe d'agriculteurs prolétaires dont il soupçonnait à peine l'existence. Celle des ouvriers payés au mois (2) coupés à tout jamais d'une espèce d'intimité personnelle avec la terre, libérés des aléas funestes de l'agriculture, mais ôtés, cotés à vie dans une espèce de « sécurité » grasse et dépendante. Les congés payés, le fornicage et les week-ends assurés — peut-être, mais rien d'autre autour qu'une existence strictement « consummatrice ».

Les compagnons de Jean-Pierre vivent dans quelque chose qui ne ressemble à rien de plus qu'à une copie (désavantagée) des banlieues. On court au supermarché emplier des gadgets dérisoires (et donc des heures de salaire).

(1) Voir sur cette polémique l'article de Pierre Vianon-Ponté : « La soupe d'orties » (Le Monde du 7-8 juillet 1974).

(2) Au recensement de 1968 on dénombrait en France, 570 000 salariés agricoles pour 1 076 700 agriculteurs exploitants. En 1961, les chiffres étaient respectivement de 526 100 et 1 076 700 (source INSEE).

Alors Jean-Pierre pénètre vraiment à « la campagne » par le travers de cette complicité bourgeoise qu'il appelle de la sympathie. Il devient berger attiré, mais débouant avec la responsabilité entière d'un troupeau : cent cinquante brebis, la tâche est rude et, vers février, les agnelages épuiseraient. Cette année pour Jean-Pierre, vers minuit, « Sortez », lui à deux mille ans d'expérience, est venu pour la première fois de sa vie... lui demander aide et conseil.

Jean-Pierre et Danielle quitteront demain ce domaine pour changer de condition et d'échelle. Deuxième partie de l'histoire. Ils prendront une ferme et à leur compte. Ça marchera ou pas. Mais il suffit de s'être arrêté près de Limoges pour comprendre que l'appel à l'aide de « Zorba » venant après six ans, en plein agnelage, ça pèse déjà le poids d'une licence.

JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD.

Prochain article :

II. — LA « MAIN VERTE »



Quand Valenciennes manque de soudeurs, quelque part en France il y en a qui cherchent du travail.

Le marché du travail en France est ainsi fait : à Troyes, il y a des spécialistes du textile mais pas de chaudronniers.

Les chaudronniers ? On en trouve à Saint-Etienne. Mais quand Saint-Etienne a besoin de briqueurs-fumistes, c'est dans le nord ou l'est de la France qu'il faut aller les chercher. De même, quand Oyonnax a besoin de perforatrices IBM, c'est dans la région parisienne qu'il faut les recruter, etc.

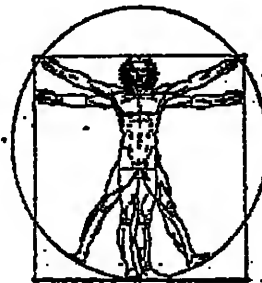
Ainsi, il vous arrive de rechercher pendant des

mois, sans succès, une qualification précise dans votre région.

Manpower connaît les mêmes problèmes que vous. Mais avec nos 50 bureaux il nous est possible de recruter sur la France entière.

Dans le cas précis de Valenciennes, ce sont 120 soudeurs que l'on avait demandés à Manpower ! Une semaine plus tard, ils étaient au travail, venus de Pau, de Toulon ou de Clermont-Ferrand.

Manpower a 50 bureaux pour recruter le personnel que vous ne trouvez pas dans votre région.



Manpower

صحة الامم المتحدة

ÉDUCATION

JEUNESSE

A l'université de Paris-Nord

Les ambitions du président Josefowicz

« Si dans les jours qui viennent le secrétariat d'Etat aux universités ne fait pas preuve de compréhension, je n'aurai plus qu'à aller au greffe du tribunal de Paris déposer mon bilan. » Malgré le détonnement qu'il affiche, M. Marcel Josefowicz, président de l'université de Paris-Nord (Paris XIII), a le sentiment que l'heure est grave. La rentrée — décidée pour le 1^{er} octobre — est proche et les crédits qu'il réclame ne lui ont toujours pas été accordés. « Vous êtes ici dans une salle où vous risquez de prendre froid, j'ai donné l'ordre, en effet, de ne pas réchauffer le chauffage car je n'en ai pas les moyens. »

Un sens indéniable de la publicité, une volonté sans faille d'un mélange de naïveté et d'ambition avouée, ce chimiste de trentenaire ans n'y va pas par quatre chemins. Depuis quelques mois seulement à la tête du centre universitaire de Villeneuve et de ses établissements qui lui sont attachés, il a entrepris de transformer de fond en comble le contenu des enseignements. Son objectif avoué est de faire de Paris XIII le modèle de ce que pourrait être l'université française de demain. Rien de moins.

Paris XIII : quelques blocs de béton jetés à la dérive au milieu des cités ouvrières de la banlieue nord. Une situation géographique qui pourrait — si les projets en cours aboutissent — être un atout. L'origine sociale de grande partie des étudiants de cette université a joué en effet un rôle important dans la volonté d'y assurer une formation qui tienne compte des besoins réels de l'économie et du marché du travail. D'où l'existence de trois instituts universitaires de technologie et la création de masters de sciences et techniques. « finalités professionnelles » (le Monde du 11 juillet), et la création desquelles le Conseil national de l'enseignement supé-

BERTRAND LE GENDRE.

Les tarifs des restaurants et résidences universitaires augmenteront le 1^{er} octobre

Les tarifs des restaurants et résidences universitaires augmenteront à partir du 1^{er} octobre. Le conseil d'administration du Centre national des universités, des collèges et des lycées (CNUC), réuni le 20 septembre, a, en effet, décidé de faire passer le prix total du repas dans les restaurants universitaires de 4,20 F à 4,50 F. Cela revient à faire passer le prix total du ticket payé par les étudiants de 2,15 F à 2,45 F. Il s'agit d'une mesure transitoire, en attendant que le conseil d'administration du CNUC — qui doit se réunir à nouveau dans un mois — ait mis au point un nouveau système de fonctionnement et de financement des restaurants universitaires.

Ce relèvement — qui avait d'ailleurs été différé par M. Jean-Pierre Boisson, secrétaire d'Etat aux universités, et n'a été décidé qu'après un communiqué du secrétariat d'Etat, qu'en vertu du colloque tenu avec les responsables étudiants. Il a été décidé que les proportions très élevées des augmentations de l'année précédente ne seraient pas acceptées dans leur totalité. Ces tarifs, en effet, sont fixés par les conseils régionaux des œuvres universitaires et scolaires

(CROUS) et varient selon les régions. La décision de M. Boisson consiste donc à limiter les majorations proposées par les conseils régionaux des œuvres universitaires et scolaires (CROUS), et de manière que la moyenne des redevances passe, compte tenu de la diversité des situations régionales, de 135 F à 145 F par mois.

Le secrétariat d'Etat considère que ces hausses particulièrement limitées au regard des augmentations des charges supportées par les étudiants universitaires, qui subissent à une longue période de blocage et qui s'accompagnent d'un important relèvement des bourses (504 F par échelon), sont un gage de sa volonté de poursuivre une action vigoureuse en faveur des étudiants.

Plusieurs associations étudiantes, en fait, bien que satisfaites des journées d'études sur l'aide aux étudiants, s'étaient opposées à une augmentation de ces tarifs. L'UNEF (ex-Renouveau), notamment, indiquait à la veille de la réunion du conseil d'administration du CNUC : « La récente augmentation des bourses constitue une légère bouffée d'oxygène pour plus de cent mille étudiants ; pour les sept cent mille autres, ce sont des difficultés financières supplémentaires qui résulteraient d'une augmentation des tarifs des œuvres. Cette organisation demandait que le gouvernement comble le déficit budgétaire des œuvres (...) conformément à l'avis unanime émis par les étudiants ».

F. Roger, prier de Taizé

TA FÊTE SOIT SANS FIN LUTTE ET CONTEMPLATION

journal écrit
au cours des années
de préparation
au concile des jeunes.

2 volumes

TAIZÉ-SEUIL

A l'appel du SGEN-C.F.D.T.

DES MANIFESTATIONS AURONT LIEU LE 25 SEPTEMBRE POUR PROTESTER CONTRE LE CHOMAGE DES AUXILIAIRES.

Des manifestations sont prévues mercredi 25 septembre, à Paris et en province, pour protester contre la situation des maîtres auxiliaires du second degré, à l'appel du Syndicat national de l'Éducation nationale (S.N.E.N.-C.F.D.T.). A Paris, un rassemblement est prévu à 15 heures à proximité du ministère de l'Éducation. Le comité de lutte contre l'auxiliarat de la région parisienne (gauchiste) a décidé de se joindre à cette manifestation. D'autre part, un comité de liaison a appelé à un meeting, mardi 24 septembre, à 18 heures, dans la cour de la Sorbonne. Il réclame « un poste pour tous les maîtres auxiliaires et tous les licenciés d'enseignement ».

Le S.N.E.N., dans un communiqué, déclare maintenir, à la date du 1^{er} septembre, le nombre de dix mille maîtres auxiliaires non réemployés dans le second degré. « Que des suppléances temporaires soient ultérieurement attribuées à une partie d'entre eux ne résout pas le problème », estime le syndicat C.F.D.T. qui réclame l'ouverture de négociations « refusées par le ministère ». Il indique, d'autre part, que des grèves sont organisées par ses sections régionales dans les académies de Strasbourg, Nantes, Lille et Orléans.

ADMISSIONS AUX CONCOURS

École des affaires de Paris.

Mlle et M. Le Page, Frédéric, Clément, Julien, Esender, Le Chevalier, Cadain, Noyes, Liobet, Durand, Harn, M. et Mme Mandel, Berville, Casseville, Castro, Robert, Larroche, Lohet, Segue, Dyon, Perrier, Barrot, Benneker, Bartsch, Lantier, Wastin, Artru, Duvoy de Brignac, Jourdain, Grigori, Lécuyer, Lefebvre, Logez, Poullé, Tournier, Quancha, Besson de Chasourne, Bréant, Jeannequin, de Lestel, Marc, Pechmajou, Ratinho, Ricard, Rubellin, Girard-Pourtal, Jussieu, Lemaire, Bachelier, Jacques, Cojan, Duval, Grou, de Séverin, Fougère, Truel, Traou.

RELIGION

LE PASTEUR ANDRÉ APPEL EST ÉLU PRÉSIDENT DE LA CONFÉRENCE DES ÉGLISES EUROPÉENNES

Engelberg (A.F.P.). — Le pasteur André Appel, quarante-deux ans, président de l'Eglise de la Confession d'Augsbourg d'Alsace-Lorraine (luthérienne), a été élu, le dimanche 22 septembre, président de la Conférence des Eglises européennes pour une durée de quatre ans, à l'issue de la septième assemblée plénière de cet organisme ecclésial, qui s'est tenue à Engelberg, en Suisse centrale.

Le pasteur Appel, qui succède à M. Ernst Wilm (Allemagne fédérale) est le premier Français à accéder à la présidence de cette « conférence » qui regroupe cent une Eglises protestantes et orthodoxes d'Europe, à l'exclusion de l'Allemagne.

L'assemblée a été marquée par la très importante participation des pays de l'Est, puisque la plupart des Eglises des pays communistes y étaient représentées. La plus importante délégation russe avec ses quatre membres (presque autant que l'Allemagne de l'Ouest et la Grande-Bretagne) dont huit pour l'Eglise orthodoxe, très majoritaire en U.R.S.S. Mgr Pimen, patriarche de Moscou et de toutes les Russies, qui n'a pu venir à Engelberg, a adressé un long message aux participants, dans lequel il les a invités à œuvrer pour la paix en faisant référence à « la tension qui persiste au Proche-Orient » et à « la situation explosive en Irlande du Nord ».

Les différents délégués y ont fait, eux aussi, allusion, mais se sont systématiquement refusés à ce que l'on parle de la situation précaire des chrétiens dans certains pays communistes.

● Premier évêque du nouveau diocèse du Havre, Mgr Michel Saudreau, nommé le 6 juillet par Paul VI, a reçu dimanche après-midi, en la cathédrale Notre-Dame du Havre, l'ordination épiscopale des mains du cardinal François Marty, archevêque de Paris. Deux mille fidèles environ ont assisté à la cérémonie. De nombreuses personnalités de l'Église étaient également présentes, dont Mgr Righi Albertini, nonce apostolique représentant le Saint-Siège, quinze évêques et de très nombreux membres du clergé. Mgr Saudreau, dans son homélie, a évoqué le conflit du Havre et a exprimé l'espoir que des négociations efficaces mènent par les uns et les autres, dans un esprit de justice et de vérité, à un accord dans un avenir proche. — (Corresp.)

LE PROJET DE BUDGET DU SECRÉTARIAT A LA JEUNESSE ET AUX SPORTS

L'austérité conduira à des changements de politique

Le projet de budget du secrétariat d'Etat aux sports, au ministère de la Jeunesse et des Sports, prévoit pour 1975 une augmentation de crédits de 14,2 %, à peine supérieure à celle du budget général de l'Etat (13,9 %). Sans réserve de l'adoption sans modification de ce projet par le Parlement au mois d'octobre, ce budget 1975 du secrétariat d'Etat se chiffrait globalement à 1 862,3 millions de francs contre 1 631,5 millions de francs en 1974.

L'Etat ne consacrerait en 1975 que 0,75 % de son budget général au secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports. Chiffre faible, mesure le rôle du budget national. Mais chiffre « normal » dans le sens où il était peu probable que cette période des dépenses intentionnelles déflationnistes un effort particulier soit fait pour un secteur qui n'a jamais

été considéré comme prioritaire. En fait, le projet reflète assez fidèlement les options du budget général et se résume en deux propositions : une politique de freinage en matière d'investissements, et au contraire une politique de rattrapage pour les crédits de fonctionnement pour lesquels le secrétariat d'Etat procédera d'ailleurs à une revalorisation des moyens existants qu'à une création notable de moyens nouveaux.

Ce double sonnet apparaît de façon très nette dans la répartition des crédits. Sur les 1 862,3 millions de francs, 1 384,2 millions de francs seront consacrés au budget de fonctionnement, en sensible augmentation sur l'année précédente (17,2 %). Le reste, 478 millions de francs, sera affecté aux crédits d'équipements, en augmentation de 6 % par rapport à 1974, c'est-à-dire, en francs constants, en régression. Encore faut-il souligner que dans cette part faite aux investissements est inclus un crédit de 40 millions de francs, représentant le prélèvement qui sera fait en cours d'année prochaine sur les recettes fiscales du P.M.U.

Moins d'équipements « industrialisés »

Cette politique de freinage se retrouve dans les autorisations de programmes — l'engagement de l'Etat à construire des équipements — qui, fixés à 532 millions de francs, n'augmenteront que de 1,4 % par rapport à 1974. L'an dernier, avec 494,3 millions de francs, l'effort avait été beaucoup plus net (+17,3 %). Cela ne permettrait évidemment pas de rattraper les retards accumulés dans l'application de la troisième loi-programme d'équipements sportifs et socio-éducatifs (1971-1975), qui arrive à échéance à la fin de l'année 1975 : la loi ne sera probablement réalisée qu'à environ 73 % alors que, fin 1974, ce pourcentage ne dépassait pas 60 %.

Les « sacrifices » porteront plus directement sur les équipements industrialisés — par exemple, en 1975, on ne construira que cinquante à soixante-dix piscines industrielles, contre cent trente en 1974 — tandis que le secrétariat d'Etat — dont on peut se demander s'il ne recède pas à cette occasion à un véritable renversement de sa politique d'équipements — s'attachera à financer un plus grand nombre d'équipements traditionnels (terrains de sports en zones rurales, clubs de jeunes) en s'appuyant sur les collectivités locales. D'autre part, en 1975, on ne construira que quarante à cinquante piscines de plein air et de loisir.

Les crédits de fonctionnement 1975 — seront très irrégulièrement partagés entre les deux secteurs sports et jeunesse. Le secrétariat d'Etat, puisque sur les 1 384,2 millions de francs, à peine le septième devra être consacré à la jeunesse. Disproportion flagrante et qui traduit, mieux que tout, l'intérêt très relatif porté par le gouvernement à ce secteur.

Ce budget permettra d'abord de créer cinq cent trente emplois nouveaux, dont cinq cents postes d'enseignants en éducation physique et sportive (contre mille en 1973 et sept cents en 1974). La démographie imposant automatiquement la création de quatre cent dix postes nouveaux, le gain réel ne sera donc que de quatre-vingt-dix postes d'enseignants. Aussi bien, l'objectif pour 1974 — qui était parvenu à une moyenne de deux heures quarante de pratique de l'éducation physique et du sport dans l'enseignement secondaire à la rentrée de 1974 — ne sera-t-il pas atteint en 1975. Il s'en faut, puisqu'on parle au secrétariat d'Etat d'une moyenne de deux heures vingt par semaine pour l'année à venir. Il faut noter également que le rythme de création des Centres d'animation sportive (CAS) sera — ceci explique cela — très sensiblement ralenti, passant de cent cinquante en 1974 à moins de cent en 1975.

En fait, l'augmentation du budget de fonctionnement servira essentiellement à procéder d'abord à un réajustement et à une revalorisation des crédits de fonctionnement.

Les crédits d'interventions publiques passeront de 180 millions de francs en 1974 à 182,6 millions de francs en 1975 (+10,6 %). En ce domaine, l'effort principal portera sur les subventions accordées aux associations sportives (Fédérations, Comité national olympique et sportif français, préparation olympique, aides aux clubs), en augmentation de 12,1 %.

Reste le domaine des activités de jeunesse et socio-éducatives : le budget est trop limité pour que l'on puisse en espérer autre chose que des efforts ponctuels : formation de cadres, de centres de vacances et de loisirs, revalorisation des subventions accordées aux associations (+13,6 %), ouverture de deux nouveaux centres d'information et de documentation jeunesse en province, aide aux loisirs des jeunes handicapés ou des jeunes Français musulmans, institution d'un système de bourses-subventions pour des groupes de jeunes qui présenteraient au secrétariat d'Etat des projets originaux. Celui-ci a toutefois l'intention d'accroître la sélectivité des subventions accordées aux associations, en modulant son aide suivant deux critères principaux : le type d'activité et les projets précis définis par les associations.

Il reste qu'en d'autres domaines (aide aux locaux-clubs, action de prévention, sections connaissances de la France), les crédits accordés ne seront pas augmentés. Ils ne seront pas davantage pour le secteur des relations internationales et les offices francophones et francophones, dont les subventions seront pratiquement les mêmes que celles accordées en 1974.

PIERRE GEORGES.

EGOLE DE DIRECTION D'ENTREPRISES

établissement privé

Jeunes Gens, Jeunes Filles
Marketing, Informatique et Gestion
Comptable, commerciale ou hôtelière
Collaborateurs de direction
DIPLOMES D'ETAT

Documentation gratuite

M. BERNARD SCHWENK

reçoit personnellement sur rendez-vous dans les nouveaux locaux uniquement : 130, rue de Clignancourt - 75018 Paris - 262-27-27 - Proximité du périphérique

ISTH

INSTITUT PRIVE DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES TAUX DE REUSSITE CONFIRMES DEPUIS 20 ANS

Concours d'entrée :
HEC-ESSEC
EAP SUP. de CO
Paris et Province
PREPARATIONS
A L'ENA - 2 concours

Examens d'entrée
à SCIENCES PO
AP et 2^e Année
DEUG 1^{re} et 2^e Année
DROIT ET SCIENCES
ECONOMIQUES

ANNEE UNIVERSITAIRE 1974-75

Documentation et inscriptions : ISTH 8, avenue Jean Buzys, PARIS 16^e, Métro : Mirozard, Eglise d'Anvers, 226 52 09 - 224 10 76

CYCLES GRATUITS DE FORMATION CONTINUE A L'U.T. DE PARIS

Deux stages débiteront en octobre 1974 en cours du soir sur neuf mois :

- un CYCLE PRÉPARATOIRE A LA GESTION AUX TECHNIQUES COMMERCIALES, AUX CARRIÈRES DE L'INFORMATION ET AUX CARRIÈRES SOCIALES ;
- un CYCLE PRÉPARATOIRE A L'INFORMATIQUE ET AUX STATISTIQUES.

Renseignements et inscriptions au

Centre de Formation Continue

143, avenue de Versailles. — 75016 PARIS.

Tél. : 224-61-50 (poste 17).

AUTANT VOUS LE DIRE...

nous révisons d'occuper une page entière du « Monde »

IMPORTANT.

de savoir que nous lançons fin octobre un cycle de formation destiné à tous ceux qui s'affrontent directement aux effets de l'urbanisation et des conditions nouvelles de vie.

URGENT

de remplacer les idées toutes faites sur « la ville en soi », de dépasser le mythe sans cesse renouveau de la communauté villageoise.

VITAL

d'enquêter ensemble au-delà des divisions corporatistes, sur des terrains exemplaires et d'en dégager des modes d'intervention.

ALORS!

TRAVAILLEURS SOCIAUX, ANIMATEURS, EDUCATEURS, ELUS MUNICIPAUX, MILITANTS D'ASSOCIATIONS, SYNDICALISTES.

si ça vous intéresse d'avoir les précisions que nous aurons pu mettre sur notre page (mythique), écrivez ou téléphonez à :

« Culture et Promotion », 14, rue Saint-Benoît, 75006 PARIS - 260-34-17.

(PUBLICITÉ)

L'E.C.E. au service de la nécessaire polyvalence des dirigeants et des cadres

Les cadres dirigeants sont très vite — s'ils n'y prennent garde — « dépassés ». Dépassés dans leur propre technique. Mais également dépassés par les problèmes de gestion, dont ils n'ont souvent qu'une connaissance acquise sur le tas. On ne fait plus de la gestion comme M. Jourdain faisait de la prose. Le directeur technique, par exemple, ne peut se désintéresser de la politique

générale de l'entreprise. Souvent, il y est insuffisamment préparé. Pour développer son efficacité personnelle, il doit mieux connaître l'ensemble des techniques de gestion, qui sont de plus en plus complexes. Il ne peut éviter de se « décloisonner », de se « déspecialiser ». Plus sa carrière s'affirme, plus il doit se familiariser avec la gestion générale de l'entreprise. Ce qui est vrai du directeur

technique l'est aussi du directeur commercial, du directeur comptable, du directeur du personnel...

A cette meilleure connaissance générale des « rouages » de l'entreprise et de la mise en œuvre de sa politique, s'ajoute, pour un cadre dirigeant, un autre impératif : celui de savoir animer un groupe d'hommes. Les problèmes humains dans l'entreprise ont une impor-

tance considérable. Ce n'est pas tout de savoir. Il faut savoir animer, savoir suggérer, savoir faire passer. Sans bon climat social, pas de véritable efficacité dans l'entreprise.

Apprendre à bien gérer, certes, mais avec le souci des personnes, tel est le but fondamental de l'Ecole du chef d'entreprise, E.C.E., créée en 1945 par une organisation patronale, le C.R.P.C.

Un programme général

LA PRATIQUE DU MANAGEMENT

TRENTE ans dans le domaine du perfectionnement, cela compte. Bien avant toute législation sur la formation continue, l'E.C.E. a, en effet, mis sur pied un programme de synthèse permettant aux cadres et aux dirigeants de développer leurs connaissances et de dépasser leur spécialité : ce programme — toujours en évolution — s'intitule « La pratique du management ». Plus de sept mille cadres-dirigeants l'ont suivi : pourquoi ce succès ?

Programme (Octobre 1974 à juin 1975.)

Tout d'abord un rappel de connaissances fondamentales permet aux auditeurs de remettre à jour leurs connaissances de base indispensables pour suivre avec profit l'ensemble de l'enseignement. C'est pourquoi il est traité sous

forme d'un séminaire au début de la session. Ensuite est abordée la pratique du management, qui se déroule autour des trois axes suivants :

I. LES GRANDES FONCTIONS DE L'ENTREPRISE

● Le marketing : l'étude de la fonction marketing se divise en trois parties centrées sur : le marché, la mise en marché, la communication avec le marché.

RENTREE 7 OCTOBRE

Un quatrième point est consacré aux échanges internationaux.

● La finance : cette partie a pour but de présenter la gestion financière dans son ensemble. Après avoir étudié les flux financiers et les mécanismes de financement à court et à long terme, elle traite de l'avenir financier de l'entreprise.

● La production : il ne s'agit pas dans cette partie de l'étude détaillée des systèmes de production, mais de présenter les problèmes issus de la fonction production et des relations de celle-ci avec les autres fonctions de l'entreprise.

● Les hommes dans l'entreprise : quatre points évoqués : ils concernent les sciences du comportement (éléments psychologiques et sociologiques), les rapports des hommes et de l'organisation, la gestion du personnel, la gestion participative.

II. L'ENTREPRISE ET SON CONTEXTE

● L'environnement : l'entreprise est un élément s'intégrant dans des ensembles interdépendants : économique, social, politique, régional, national international. Elle fait partie d'un contexte dont elle est à la fois moteur et sujet.

● Management et méthodologie : l'état d'esprit et les méthodes du management sont communs à toutes les fonctions

et à tous les niveaux de l'entreprise. Il convient donc de les aborder de façon préliminaire.

● Les outils du management : cette partie étudie les méthodes quantitatives, les techniques informatiques et la créativité, conditions d'un management efficace.

● Le droit et l'entreprise : cette partie développe la « règle du jeu » que tout dirigeant doit connaître.

III. POLITIQUE GENERALE BUTS ET MOYENS

Les éléments étudiés ci-dessus sont intégrés dans l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie. C'est pourquoi sont traités dans cette partie les sujets suivants : les systèmes d'information, le contrôle de gestion, la politique générale de l'entreprise, stratégie et structure. L'ensemble forme cinquante « cours ».

Méthode pédagogique

La méthode pédagogique de l'E.C.E. répond à une double préoccupation :

— Être accessible aux Parisiens, aux provinciaux et aux étrangers (voir article ci-contre) ; — Permettre une acquisition de connaissances et une confrontation d'expériences. Elle fait en effet appel pour chaque « cours » :

● Au travail personnel sur documents écrits.

● Au travail en équipe sur études de cas (réunions hebdomadaires).

● Au dialogue avec les différents chargés de cours sous forme de conférences-discussions.

Ces conférences-discussions ont lieu sous deux formes différentes, entre lesquelles les auditeurs doivent choisir lors de leur admission :

HORS HEURES DE TRAVAIL

Le lundi, de 17 h. 30 à 20 h. 30, ainsi qu'un samedi matin par mois.

PENDANT LES HEURES

Au cours de quatre sessions organisées à Paris en octobre, décembre, mars et juin (chaque session cinq jours consécutifs ouvrables).

Animateurs

Une des originalités de l'E.C.E. dans le domaine du perfectionnement est d'être animée par des responsables d'entreprise. Le corps professoral est composé d'hommes engagés dans la vie économique ou de conseils d'entreprise qui font part de leur expérience et dont tout l'enseignement est simple, concret, pratique. L'appel à des théoriciens du management est inconnu à l'E.C.E.

A qui s'adresse

« la pratique du management »

La « Pratique du management » s'adresse :

— Aux dirigeants d'entreprise

— essentiellement moyennes et petites entreprises — qui veulent constamment s'adapter aux méthodes modernes de gestion ;

— Aux cadres ayant depuis plusieurs années déjà l'expérience de la vie de l'entreprise mais qui veulent dépasser leur spécialité pour mieux se situer dans l'ensemble complexe de ses activités.

Un esprit, une « école »

Ce programme de la « Pratique du management » a donc fait ses preuves. Et c'est sans doute à travers lui que se justifie le plus — et s'explique — le nom choisi : Ecole du chef d'entreprise.

Il s'agit d'aider les cadres-dirigeants à être plus polyvalents face à une interdépendance croissante des techniques de gestion. Mais il s'agit aussi de le devenir dans une optique de dépassement de soi — accroître l'efficacité personnelle — et dans la volonté de servir l'entreprise et les hommes qui y collaborent. C'est la marque de l'esprit E.C.E., qui résume à fait et à son sens les anciens auditeurs, sont particulièrement attachés à l'Ecole, où, car tout l'enseignement est donné en référence à une certaine éthique des affaires : l'économie au service de l'homme.

L'E.C.E. sans frontières

En Europe et au-delà, l'E.C.E. a toujours cherché à être présente. Chaque année, elle compte parmi ses auditeurs une dizaine de cadres-dirigeants appartenant à toutes les régions du monde.

Mais elle a fait plus. A la demande d'organisations patronales étrangères, elle a prêté son concours pour le lancement de centres de perfectionnement qui se sont fortement inspirés de son esprit, de ses programmes et de ses méthodes. Dans un passé très proche, ce fut le cas au Brésil, au Chili, en Uruguay, au Portugal.

Par ailleurs, ses anciens auditeurs étant particulièrement nombreux en Côte d'Ivoire (comme dans la plupart des anciennes colonies françaises), elle a participé avec l'INADES à la création récente du Centre National de Management à Abidjan, et en outre le principal conseiller pédagogique.

Au-delà de la région parisienne : La province et l'étranger

UNE éthique, c'est un état d'esprit, mais pour l'E.C.E. c'est aussi un esprit de service. Dès sa création, l'E.C.E. s'est préoccupée de diffuser son enseignement, non seulement en région parisienne, mais également en province. Elle y a réussi puisque chaque année la moitié des auditeurs du cycle la « Pratique du management » réside en province. Et ceci... depuis trente ans !

L'E.C.E. en province

Cette constance, le souci de rendre le meilleur service possible, a amené l'E.C.E. depuis quelques années, à décentraliser tout ou partie de son enseignement, soit pour répondre à des besoins plus précis qu'elle a constatés elle-même, soit pour répondre à des demandes d'anciens auditeurs, d'organisations professionnelles ou d'organismes de

formation. L'organisation particulièrement souple de l'E.C.E. lui permet d'intervenir rapidement, sans aucune préoccupation de concurrence, dans le respect de la politique régionale de formation.

C'est ainsi que — avec le programme la « Pratique du management » — trois centres E.C.E. voient leur développement s'amplifier en 1974-1975.

— Haute-Alsace, autour des trois villes de Belfort, Mulhouse, Colmar ; — Lorraine, autour de Nancy et Metz ;

— Midi-Pyrénées, autour de Toulouse, Albi, Castres, Mazamet et Carcassonne

Par ailleurs, des programmes spécifiques — dérivés de la « Pratique du management » — seront mis en place en 1974-1975 dans d'autres régions : Charentes, Langue-d'Oc-Roussillon.

OPÉRATION PORTES OUVERTES

LUNDI 23 SEPTEMBRE, DE 17 H. À 20 HEURES
AU SIÈGE DE L'E.C.E., 24 RUE HAMÉLIN
75116 PARIS

M. Yvon Chotard, président de l'E.C.E., vice-président du GERME, vice-président du C.N.P.F., animera à cette occasion une discussion sur la place de l'E.C.E. dans la formation continue.

SÉMINAIRES 1974-75

Management général

- La succession dans les sociétés de famille et dans les petites et moyennes entreprises 2 jours.
- La société anonyme à directoire et conseil de surveillance : élément de solution aux problèmes des petites et moyennes entreprises 2 jours.
- Entreprise individuelle ou société ? 2 jours.
- Le statut fiscal du chef d'entreprise 1 jour.
- Innover pour s'adapter : problèmes de la petite et moyenne entreprise 2 x 2 jours.
- La petite et moyenne entreprise face au défi de l'inflation 2 jours.
- Comment l'entreprise sous-traitante peut-elle surmonter ses contraintes propres 2 jours.

Organisation et gestion

- La politique commerciale dans les petites et moyennes entreprises 2 x 2 jours.
- Les conditions d'une action efficace de la force de vente d'une petite et moyenne entreprise 3 jours.
- Les crédits de modernisation et d'équipement pour les petites et moyennes entreprises 2 jours.
- Le contrôle de gestion dans les petites et moyennes entreprises 2 jours.
- Industrielles ;
- Commerciales ou prestataires de services.
- Opportunité et préparation de l'accession à l'informatique dans la petite et moyenne entreprise 2 jours.

Sciences humaines

- Les rapports humains dans la petite et moyenne entreprise : une politique spécifique de personnel 2 jours.

L'E.C.E., partenaire du GERME (1)

DEUX il y a deux ans sous la présidence de M. Chénier, président-directeur général de la Société française des pétroles BP, le Groupe d'enseignement et de recherche pour le management européen (GERME) a un double but :

— Il entend, d'une part, en coordonnant des programmes jusqu'ici distincts, faciliter et simplifier l'information des responsables de formation et des cadres en matière de perfectionnement.

— Il entend, d'autre part, et surtout, accroître les échanges et la recherche pédagogique entre les établissements fondateurs :

● Le C.R.C. (Centre de recherches et d'études des chefs d'entreprise) ;

● Le C.N.O.F. (qui comprend

deux divisions : l'Association française de management et le Centre d'enseignement du management) ;

● L'E.C.E. (Ecole du chef d'entreprise) ;

● Et enfin l'ISSEC (Institut supérieur des sciences économiques et commerciales).

Cette initiative permet un enrichissement mutuel des corps professoraux par de nombreux échanges d'expériences. Elle facilite une collaboration de plus en plus étroite entre des institutions d'enseignement qui, depuis plus de vingt-cinq ans, se consacrent à la formation continue.

(1) Voir le Monde des 5 et 12 septembre 1974.

GERME, 16, rue du Père, 75004, Paris : téléphone : 887-31-30.

ece

Centre de perfectionnement des chefs d'entreprise et des cadres supérieurs

24-26, rue Hamelin, 75116 PARIS - Tél. : 553-31-59

NOM : Prénom :

Adresse personnelle : Tél.

Adresse professionnelle : Société Tél.

Je souhaite recevoir une documentation sur les actions de perfectionnement de l'E.C.E. en 1974-1975.

Je suis spécialement intéressé par

Date : Signature :

مكتبة جامعة القاهرة

صباح الخير

Le Monde DE L'ÉCONOMIE

Pourquoi et comment indexer l'épargne

L'accélération de l'inflation, de plus en plus inquiétante, explique pourquoi la question de l'indexation de l'épargne fait l'objet de prises de position et de discussions de plus en plus fréquentes. Ainsi M. Edgar Faure et Marcel Jeanneney viennent de se prononcer en sa faveur. Il en est de même des partis de gauche pour des raisons de justice sociale. Mais il ne s'agit pas seulement de justice. L'auteur de l'article qu'on lira ci-dessous estime que l'indexation est nécessaire aussi pour des raisons économiques.

Il est souvent opposé aux partisans de l'indexation l'attitude des épargnants. N'augmentent-ils pas leur épargne avec une belle constance qu'ils ne voient pas les vicissitudes de l'indice des prix ? Cette réplique n'a, en fait, guère de portée. Les variations du taux d'épargne des ménages ne constituent pas un bon indice de leur satisfaction. Leur mécontentement se manifeste par d'autres voies plus dangereuses pour la croissance et la stabilité de l'économie.

Les variations du taux d'épargne des ménages n'ont guère de signification. L'épargne considérée est constituée par l'accumulation d'une période à l'autre, des actifs immobiliers, financiers et monétaires de l'ensemble des ménages. Or plus l'inflation

évit et plus les ménages doivent accroître leur encaisse monétaire pour faire face à des transactions sans cesse plus coûteuses tant pour se procurer auprès des entreprises leur production courante que pour s'échanger entre eux des actifs réels, mobiliers ou immobiliers, à la valeur sans cesse croissante. Une grande partie de l'épargne des ménages est donc une épargne « forcée ». Le fait que l'ensemble croisse à un rythme soutenu n'a donc rien de surprenant.

C'est par d'autres voies que se manifeste le mécontentement des épargnants. A mesure qu'augmente le taux d'inflation, leurs choix deviennent de plus en plus instables, et leurs arbitrages privilégient des placements contraires aux intérêts de la collectivité.

Une catastrophe monétaire ?

La stabilité des choix devient fragile : l'épargne monétaire des ménages a pour fonction essentielle de permettre l'acquisition, plus ou moins proche et plus ou moins planifiée, d'actifs réels. Des anticipations pessimistes sur l'évolution comparée de la valeur monétaire de ces biens et de celle de l'épargne liquide accumulée peuvent provoquer une transformation plus rapide que de coutume d'actifs monétaires en actifs réels. Une tension, génératrice de hausse des prix, en est la conséquence inévitable sur le marché de ces derniers.

Les placements des ménages se font également dans un sens de moins en moins conforme aux intérêts de la collectivité : les particuliers cherchent en effet à acquérir des biens réels, considérés comme des « valeurs refuges ». Le développement considérable des transactions sur ce type de biens a des conséquences dommageables. Si le bien est nécessaire à l'activité économique, comme les terres agricoles, par exemple, l'augmentation de sa valeur, non liée à celle de sa valeur d'usage, exclut de sa possession ceux-là mêmes pour qui elle serait nécessaire. Si le stock disponible de biens est susceptible d'accroissement, des ressources importantes y seront consacrées en raison de l'attraction qu'exerce une forte différence entre le coût de production et le prix de vente. Ces ressources seraient, à coup sûr, étés plus utilement employées ailleurs : en échange d'or, qui sera immédiatement enfoui dans des coffres, notre pays cède à l'Afrique du Sud un volume sans cesse croissant de biens plus utiles à la vie.

Nul ne peut garantir que, aujourd'hui relativement stables, les arbitrages des épargnants ne se modifieront pas brutalement demain, provoquant ainsi une catastrophe monétaire. Chacun sent bien l'ampleur du gaspillage auquel conduit la recherche éperdue d'une garantie de la valeur. Pour parer à cette menace, pour mettre fin à ce non-sens, l'indexation de l'épargne s'impose.

Contrairement aux épargnants, les emprunteurs n'ont aucun intérêt à voir l'inflation casquer. Bien au contraire, au fur et à mesure qu'elle s'accroît, la charge de leur dette s'allège. L'indexation aura pour effet de stabiliser la valeur réelle de cette charge et donc de diminuer le revenu disponible pour d'autres emplois des emprunteurs. Il est vain de penser que cette diminution puisse être acceptée sans réactions.

La première est la réduction drastique du montant des investissements financés par l'emprunt. Une telle réduction est d'autant plus probable qu'à l'incertitude sur le rendement d'un investissement s'ajoutent désormais l'incertitude sur le montant du remboursement de l'emprunt qui l'a financé et que le taux de rentabilité de ce type d'investissement baissera très fortement. Elle aura pour conséquence une réduction du montant total des investissements qui risquent, en dépit d'une meilleure sélection des projets, d'affecter très sérieusement la croissance de l'économie.

La seconde est une accélération de la hausse des prix, les entreprises cherchant à financer par l'augmentation de leur bénéfice, c'est-à-dire de leur prix, le coût de leur consommation, les investissements qu'elles financent par l'emprunt.

Des précautions nécessaires

Instituée sans précautions, une indexation de l'épargne risque donc fort de se traduire par une récession accompagnée d'un fort

Une interview de M. André Postel-Vinay

« LES ÉTATS EUROPÉENS DEVRAIENT SE CONCERTER SUR LEUR POLITIQUE D'IMMIGRATION »

M. ANDRÉ POSTEL-VINAY démissionnait le 22 juillet dernier de ses fonctions de secrétaire d'État chargé des travailleurs immigrés pour manifester son désaccord avec les choix budgétaires du premier ministre, entérinés par le président de la République, concernant le département dont il avait la charge. Il déplorait en particulier que les fonds prévus en 1975 pour la construction de logements destinés aux travailleurs immigrés soient insuffisants et, en partie, incertains. Les rapports de M. Postel-Vinay avec le monde étranger du travail ne dataient pas de son entrée dans le gouvernement de M. Chirac. Pendant vingt-sept ans,

l'ex-secrétaire d'État avait dirigé la Caisse centrale de coopération économique, principal organisme de l'aide française aux pays en voie de développement. De 1963 à 1974 il avait également présidé une association chargée du logement des travailleurs étrangers, l'AFTAM. M. Postel-Vinay avait donc déjà une longue expérience de ces problèmes. Quelles leçons en tire-t-il aujourd'hui, une fois effacées l'amertume et la déception ? Et comment pense-t-il que les pays développés, dont le nôtre, pourraient améliorer leur politique à l'égard du monde des immigrés, pauvre et si souvent brimé ? Ce sont ces questions qu'entre autres nous lui avons posées.

« *Animateur pendant vingt-sept ans de la caisse chargée de gérer l'aide financière au tiers-monde puis chargé des problèmes de l'immigration, d'abord comme directeur général au ministère du travail, puis comme secrétaire d'État, quels liens voyez-vous entre ces deux catégories de problèmes ? Comment pensez-vous qu'ils vont évoluer ?* »

« Une forte proportion des étrangers qui viennent chercher du travail en Europe arrivent de pays du tiers-monde. Le problème qui les oblige à s'ex-patrier s'explique habituellement par la

paupérisation des sols, la lenteur des progrès agricoles et la rapidité de la croissance démographique. Les liens entre le sous-développement et l'immigration sont donc très étroits.

« Vous me demandez comment les choses vont évoluer ? Sans jouer au prophète, on peut dire, certes, qu'il y a de graves motifs d'inquiétude. Le doublement de la population du tiers-monde, que l'on nous promet pour la fin du siècle, présente, à mon avis, des dangers considérables. Ce que j'ai pu lire des discours de Bucarest ne m'a pas fait changer d'opinion. »

socials créés par une immigration trop rapide, pressée par la misère et le sur-peuplement.

« Telle que je la comprends, la question que vous m'avez posée concerne l'incidence de l'évolution du tiers-monde sur les phénomènes de migration. L'appauvrissement dramatique que je viens d'évoquer augmenterait sans doute, dans des proportions considérables, la force des flux migratoires vers les pays riches et, notamment, vers l'Europe occidentale. Même si des progrès, difficilement imaginables aujourd'hui — permettent d'éviter un tel appauvrissement, il paraît vraisemblable que nous allons voir s'aggraver à la fois les déséquilibres démographiques et les écarts de niveaux de vie entre les pays riches et la plupart des pays pauvres. En toute hypothèse, la force des mouvements de population aura donc tendance à grandir. Elle y aura d'autant plus tendance que les peuples pauvres vont prendre de mieux en mieux conscience de la richesse des riches et de la proximité de cette richesse : le progrès technique rapproche les peuples, que cela plaise ou non aux privilégiés. »

« Il paraît également probable que nous allons voir s'élargir les zones d'émigration vers l'Europe occidentale. Un aperçu de cette éventualité nous a été fourni, cette année même, par le scandaleux trafic de main-d'œuvre qui s'est organisé du Pakistan vers la France. »

« Le président Pompidou disait dans les dernières années de sa vie : « Si nous n'arrivons pas à réduire l'écart entre les pays développés et les pays sous-développés, nous tisons à un affrontement, sous une forme ou sous une autre, ce qui sera un désastre pour le monde. » Eh bien, l'immigration pourrait devenir l'une des formes de cet affrontement. »

L'émigration continuera à augmenter

« A moins que l'art et les techniques du développement ne réalisent des progrès d'une étonnante rapidité, à moins que l'esprit de solidarité ne se répande d'une manière imprévue, cette prolifération de l'espèce humaine aggravera la misère et la sous-alimentation sur de très vastes territoires. Cette aggravation ne menace pas seulement des régions dont la densité de population est déjà forte ; elle menace aussi des pays aujourd'hui peu peuplés, mais trop pauvres pour supporter une croissance rapide du nombre de leurs habitants. »

« Nous ne parviendrons pas à sur-véifier efficacement nos frontières sans renforcer largement les effectifs qui en sont chargés. Nous n'y parviendrons pas non plus sans changer certaines de nos méthodes. A l'heure actuelle, comment voulez-vous que les policiers ou douaniers puissent déterminer sans erreurs, à l'arrivée dans les aéroports, les ports ou les postes-frontières, quels sont, dans la masse des voyageurs, les « faux touristes », c'est-à-dire ceux qui ne viennent pas vraiment en visiteurs, mais pour chercher un emploi ou rejoindre un travailleur étranger, chez qui ils vont s'installer ? J'aperçois mal personnellement comment on pourrait assurer, d'une manière acceptable, ce contrôle des « faux touristes », sans rétablir le système du visa préalable des passeports, par les consuls de France à l'étranger, pour tous les pays d'où nous recevons de

la main-d'œuvre. Avec le système du visa, le principal contrôle s'opérerait avant le départ du candidat à l'émigration au lieu de se faire, comme aujourd'hui, à l'arrivée, c'est-à-dire dans les pires conditions. Il ne faut pourtant pas sous-estimer les problèmes que poserait le rétablissement d'un système de visas. Ce ne serait ni simple, ni rapide. »

« Quelles que soient les difficultés du contrôle de nos frontières, nous devons tâcher de les surmonter. Si nous n'y parvenons pas, nous ne pourrions pas avoir de véritable politique d'immigration ; nous nous exposerions à voir grandir le « marché noir du travail » au lieu de réussir à le supprimer, car les flux migratoires ont tendance à s'accroître ; nous ne pourrions pas trouver de solution au problème des « régularisations », car tout effort dans ce sens sera immédiatement compromis par de nouvelles entrées frauduleuses qui constitueront la masse des travailleurs étrangers en situation irrégulière ; enfin, nous ne pourrions pas non plus éviter l'aggravation des antagonismes

Limites et inadaptation de l'aide au tiers-monde

« Vos inquiétudes pourraient faire croire que vous n'avez aucune confiance dans l'aide au tiers-monde. Cette aide n'aurait-elle aucune efficacité ? »

« Son efficacité me paraît gravement insuffisante. Bien entendu, il y a des aides excellentes et de grands dévouements. Il y a aussi des institutions — internationales ou nationales — qui luttent contre le sous-développement, autant qu'elles le peuvent. Mais le tableau d'ensemble reste sombre. »

« Les donateurs d'aide ont rarement pour principal souci de combattre la

misère. Ils sont bien trop influencés par leurs problèmes à court terme, par la fausse idée qu'ils se font de leurs intérêts politiques et par les interventions de leurs entreprises exportatrices. Ces interventions jouent trop souvent, hélas ! un rôle décisif, même pour des opérations contraires aux intérêts généraux des États qui leur cèdent, même pour des prêts à des emprunteurs insolubles, même pour des affaires qui, loin d'enrichir les pays pauvres, ne font que les appauvrir davantage. »

Propos recueillis par JEAN BENOÎT.

(Lire la suite page 21, 3^e col.)

BULLETIN

Raisonnables ?

VOICI revenu le temps des incantations. Les ministres, à commencer par le premier, appellent les Français à être « raisonnables », à élever le gaspillage, à réduire leur consommation d'essence et aussi, bien sûr, à limiter leurs prétentions en matière de rémunération. Sur ce dernier point, ils rejoignent l'appel du président du C.N.P.F. qui devait lundi, lors d'un discours à Lyon, appeler les chefs d'entreprise à limiter les augmentations de salaires ; ils obtiennent aussi le soutien des experts de la Commission européenne de Bruxelles qui viennent, dans leur rapport pour 1975, d'inviter les Français à « modérer les revendications de revenus ».

En décembre 1973, puis en mars de cette année, M. Messmer avait déjà annoncé que le pouvoir d'achat ne pourrait qu'être maintenu en 1974. Ces propos n'ont d'autre effet que de susciter un tollé de protestations parmi les syndicats. Passé de la rue de Rivoli à l'Élysée, M. Giscard d'Estaing se montre en juin plus souple, déclarant que la progression du pouvoir d'achat ne devrait pas, en moyenne, être supérieure à 0,5 % par trimestre.

M. Fourcade reprend ce taux aujourd'hui pour l'appliquer à l'année 1975. Comment croire que cet objectif ait la moindre chance d'être atteint ? Ce n'est pas de 0,5 % par trimestre, mais par mois que progresse le salaire réel moyen des ouvriers depuis le début de l'année. Les appels à la modération, même assortis

de menaces de sanction à l'encontre des entreprises, sont évidemment sans effet. C'est que, à vrai dire, l'évolution des rémunérations dépend d'abord d'un certain nombre de données objectives : l'activité économique générale, la situation de l'emploi, les moyens financiers des entreprises. Pour l'heure, ces trois éléments ne jouent pas en faveur d'une décélération de l'augmentation des revenus. Si quelques secteurs professionnels sont en difficulté, l'activité industrielle reste dans l'ensemble bonne ; les exportations n'ont-elles pas, depuis le début de l'année, progressé au rythme exceptionnel de 40 % ?

La situation de l'emploi s'est certes détériorée depuis un an, mais le chômage n'a pas atteint une telle ampleur qu'il puisse exercer un effet dissuasif sur les revendications salariales. Quant aux entreprises, du moins celles qui connaissent une forte activité (la majorité), elles se trouvent souvent dans une situation de moindre résistance face aux demandes d'augmentation, dans la mesure où le politique de restriction de crédit pèse sur les trésoreries. L'arrêt prolongé de la production pour fait de grève pourrait avoir de graves effets.

Comment, dans une telle conjoncture et alors que les prix continuent à augmenter au rythme « déraisonnable » de 15 %, penser que les salariés — et les employeurs — puissent, eux, spontanément devenir « raisonnables » ?

L'inflation... un mal nécessaire qu'il faut contrôler

inflation et croissance en France depuis 1962

« Il est désormais à peu près certain que l'inflation ne sera pas prévenue en France, qu'elle ne sera même jamais ralentie (quelle que soit son accélération à venir) avant qu'elle n'ait provoqué des troubles sociaux analogues dans leur intensité et leurs conséquences à ceux du chômage »

ALAIN COTTA

« Économie d'aujourd'hui »

1 vol. 74 tableaux - 29 F

PUF

Le Fonds monétaire à la recherche de nouveaux statuts et d'une nouvelle politique

La panoplie du parfait débiteur

DU 30 septembre au 4 octobre se tiendra à Washington l'assemblée générale du Fonds monétaire et de la Banque mondiale (dont nous donnons par ailleurs, page 37, le résumé du rapport annuel. Jamais la situation financière et monétaire du monde capitaliste n'a été plus préoccupante qu'à la veille de cette rencontre solennelle. L'inflation s'aggrave chaque jour dans les grands pays industriels où la hausse des prix dépasse partout, sauf en Allemagne fédérale pour l'instant, le rythme de 10 % pour avoisiner ou même excéder 20 % dans quelques nations dont la Grande-Bretagne, et l'Italie en Europe.

Plusieurs pays, dont les deux qui viennent d'être cités, connaissent des déficits considérables de leur balance des paiements que le récent renchérissement des prix du pétrole devrait normalement augmenter encore. Par des canaux divers, la Grande-Bretagne et l'Italie ont emprunté sur le marché international des capitaux (eurodollar) chacune quelque 10 milliards de dollars pour financer leur déficit. Depuis le début de

l'année, les emprunts de la France sur ce même marché ont été de l'ordre de 5 milliards de dollars, sans compter l'emprunt du Trésor non encore utilisé.

Le marché de l'eurodollar s'est ainsi substitué aux réserves de change des banques centrales pour équilibrer les comptes des nations déficitaires. Mais celle-ci empruntant à moyen et à long terme alors que le marché est alimenté par des dépôts à court terme effectués notamment par les pays producteurs de pétrole. Cela crée une situation de plus en plus dangereuse et, pour y remédier, le Fonds monétaire cherche à organiser sur une base plus sûre le fameux « recyclage » des capitaux. Mais jusqu'à maintenant ces tentatives dans cette direction n'ont obtenu que des résultats de portée moyenne.

C'est en vertu de cette politique que le Fonds a réussi à emprunter 3,4 milliards de dollars aux pays producteurs de pétrole. Ces ressources devraient lui permettre d'accorder des prêts à moyen terme aux pays

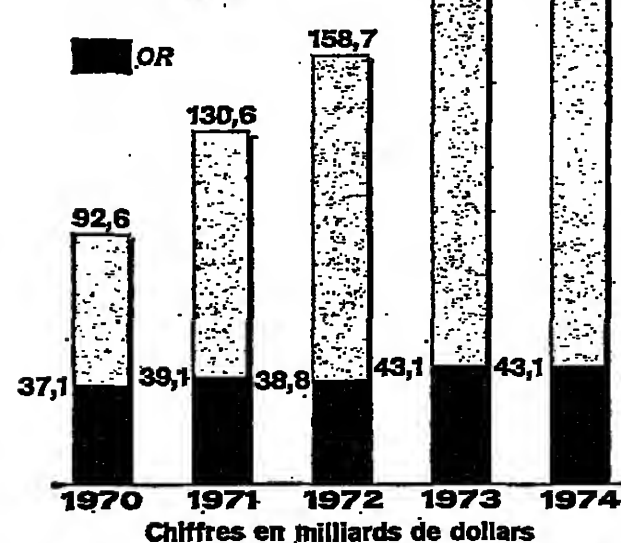
connaissant des difficultés de balance des paiements attribuées au renchérissement du coût de l'énergie. Plusieurs pays en voie de développement, mais aussi l'Italie, ont déjà demandé et obtenu de telles facilités.

Pour venir en aide aux pays particulièrement touchés par la crise, le Fonds monétaire envisage dans certaines circonstances d'étendre la durée normale de ses prêts, actuellement limitée à cinq ans.

Pour se procurer de nouvelles ressources, le Fonds va demander un relèvement général des souscriptions faites par ses membres (voir plus loin).

L'abandon du système des parités fixes sur lequel étaient basés les statuts du Fonds monétaire a rendu le fonctionnement de celui-ci très difficile et apparemment moins utile (puisque le financement et le déficit s'effectuent par emprunts directs sur le marché). Le conseil d'administration du Fonds étudie une série d'amendements aux statuts destinés, notamment, à tenir compte des recommandations du comité des Vingt.

EN CINQ ANS, LE TOTAL DES RÉSERVES INTERNATIONALES A DOUBLÉ



EN cinq ans, le total des réserves détenues par les banques centrales a doublé, ce qui est incontestablement une cause majeure d'inflation puisque le gonflement des réserves de l'institut d'émission a nécessairement pour contrepartie une augmentation de la masse des moyens de paiement internes. A première vue, on pourrait penser que ce phénomène

a eu au moins l'avantage d'améliorer la « liquidité » générale du système international des paiements. Mais il n'en est rien, et cela pour plusieurs raisons.

L'une d'elles est que l'augmentation des réserves a été très inégalement répartie. Une autre est que l'accroissement des réserves de certains pays comme la Grande-Bretagne, l'Italie ou la France ne tient pas compte du fait que pour financer leur déficit ces pays se sont lourdement endettés vis-à-vis de l'extérieur.

Enfin et surtout, le gonflement des réserves globales est uniquement imputable à l'accroissement des balances-dollars et des balances-ster-

ling. Autrement dit, il ne s'agit pas de véritables réserves, mais d'une aggravation de l'endettement des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne.

L'évaluation des réserves est, du reste, très arbitraire, car la composition de ces dernières est estimée au taux fictif de 42,22 dollars l'once. Dans la total, les droits de tirage spéciaux ne représentent qu'une part assez faible.

Depuis 1970, les réserves de l'Allemagne ont été multipliées par 2,5 et celles de l'Arabie saoudite par 10,7.

	En 1970	Juillet 1974
ETATS-UNIS :		
Réserves totales	14,40	14,88
dont or	11,07	11,62
GRANDE-BRETAGNE :		
Réserves totales	2,82	5,68
dont or	1,34	0,88 (1)
ALLEMAGNE FEDERALE :		
Réserves totales	13,61	33,91
dont or	3,88	4,95
FRANCE :		
Réserves totales	4,96	8,25
dont or	3,53	4,25
ITALIE :		
Réserves totales	5,35	5,55
dont or	2,88	3,47
SUISSE :		
Réserves totales	5,13	7,63
dont or	2,73	3,50
JAPON :		
Réserves totales	4,84	13,42 (2)
dont or	0,53	0,89 (2)
IRAN :		
Réserves totales	0,20	8,08
dont or	0,13	0,15
ARABIE SAOUDITE :		
Réserves totales	0,65	7,08 (2)
dont or	0,11	0,15
IRAQ :		
Réserves totales	0,46	3,23
dont or	0,14	0,17 (2)

(1) Chiffres en mars.

(2) Chiffres en juin.

Vers un relèvement des quotas

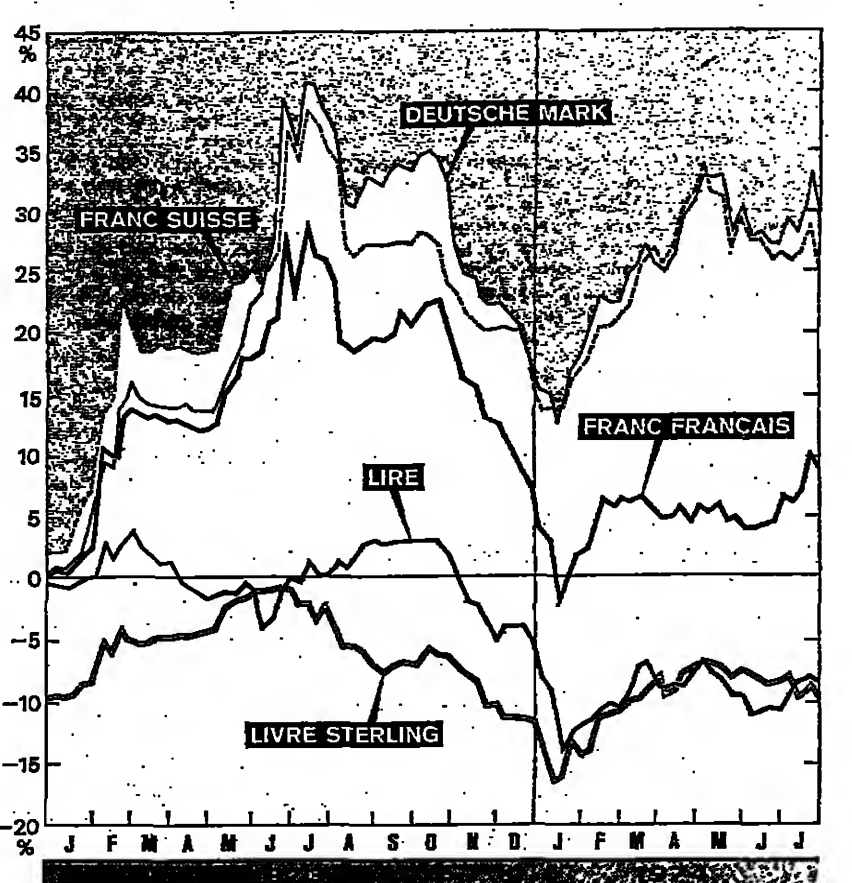
CHAQUE pays membre du Fonds doit verser un quota dont un quart, jusqu'à maintenant, devait être payé en or : cette dernière disposition n'a pas été appliquée en ce qui concerne les Bahamas, dernier pays ayant adhéré au F.M.I., et sera abandonnée à l'occasion du prochain relèvement des quotas que le conseil d'administration (vingt-huit hauts fonctionnaires permanents représentant les différents pays) soumettra au conseil des gouverneurs (c'est-à-dire des ministres des finances des pays membres) au plus tard le 8 février 1975.

Actuellement, le total des quotas est d'environ 28 milliards de dollars, dont 18,3 milliards représentent les souscriptions des pays industrialisés. Comme les droits de vote au sein du conseil d'administration et du conseil des gouverneurs sont pondérés en fonction de l'importance des quotas, cela signifie qu'actuellement les pays industrialisés sont globalement en position d'imposer leur volonté au sein du F.M.I. Les Etats-Unis à eux seuls disposent de 21,21 % du droit de vote, la Grande-Bretagne 9,16 %, l'Allemagne fédérale 5,27 %, la France 4,95 % et le Japon 3,97 %.

En regard de ces pourcentages, l'ensemble des pays arabes producteurs de pétrole représentés au conseil d'administration par l'administrateur de l'Egypte, représente 3,04 % du total. L'Algérie et l'Iran sont intégrés à un autre groupe qui ne dispose que de 2,96 % des droits de vote.

A l'occasion du prochain relèvement des quotas, il s'agit essentiellement de relever plus que proportionnellement les souscriptions des pays producteurs de pétrole et, en contrepartie, de leur accorder un pourcentage nettement plus important des droits de vote.

L'INSTABILITÉ DES CHANGES FLOTTANTS



Le graphique ci-dessus illustre les énormes écarts qui se sont manifestés sur le marché des changes depuis que les principes monétaires du système institué à Bretton-Woods, plus aucun mécanisme correcteur ne venant rétablir l'équilibre des balances des paiements.

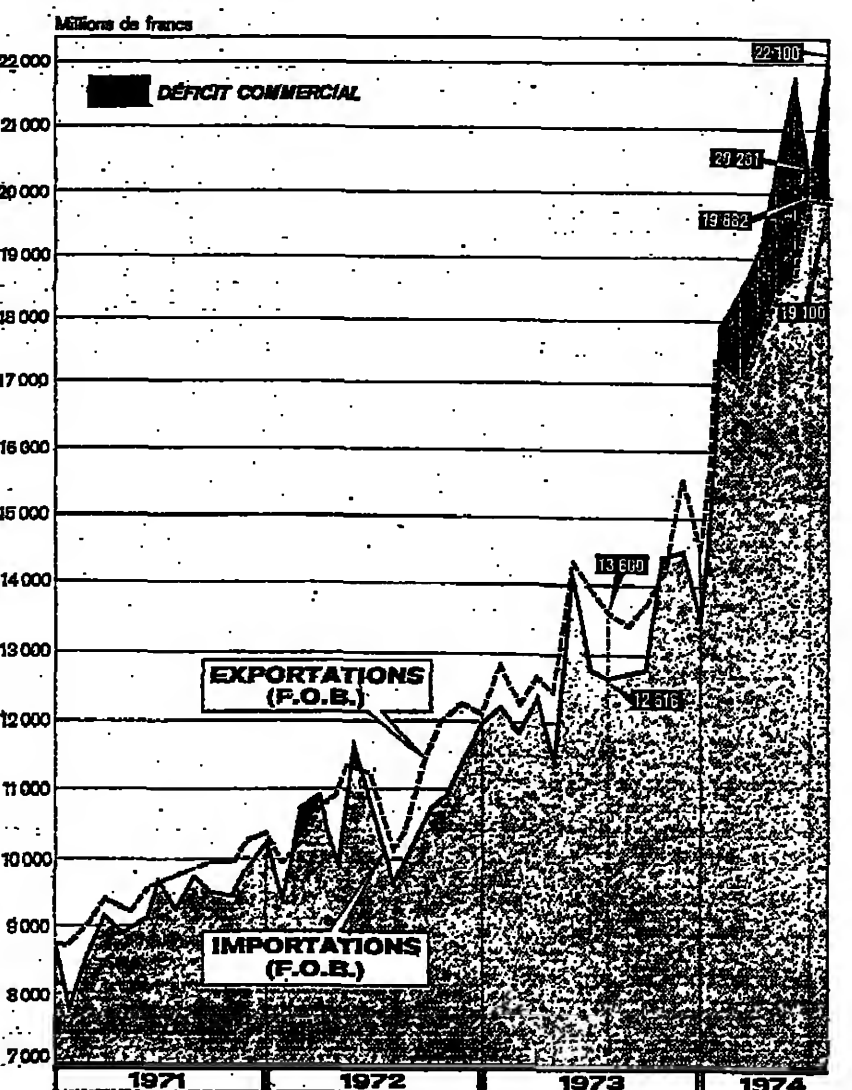
Certains théoriciens avaient prédit que la généralisation des taux de change flottants aurait pour effet de rétablir progressivement la stabilité. L'expérience a prouvé le contraire.

COMMERCE EXTÉRIEUR :

déficit de 14 milliards de francs en huit mois

EN huit mois, depuis le début de 1974, le déficit commercial de la France a atteint près de 14 milliards de francs (13 907 millions, après correction des variations saisonnières). Les échanges de marchandises ont été déficitaires de 2 milliards de francs en août contre 3 milliards en juillet. En un mois, les importations ont diminué de 3,1 %, alors que les exportations ont augmenté de 1,1 %. Toutefois, en un an, par rapport à août 1973, les achats à l'étranger ont progressé de 58,1 % et les ventes de 36,6 %.

Le taux de couverture des importations par les exportations s'est établi en août à 90,1 % au lieu de 86,4 % en juillet 1974 et 102,1 % en août 1973. En moyenne mobile, ce taux est de 91,3 % sur trois mois et de 94,9 % sur douze mois. Actuellement, le déficit de la balance commerciale est de l'ordre de 2 milliards par mois.



NOUVEAUX DIPLOMES

pour ceux qui ont appris une langue étrangère

Tous ceux qui ont étudié une langue (anglais, allemand, italien, espagnol), quel que soit leur âge ou leur niveau d'instruction, peuvent maintenant en tirer profit dans la vie professionnelle grâce à l'un des diplômes pratiques suivants :

- Diplômes des Chambres de Commerce étrangères, compléments indispensables à toute formation pour se diriger vers les très nombreux emplois du commerce international ;
- Brevets de Techniciens Supérieurs de Traduction Commerciale attestant une formation de spécialiste de la traduction et de l'interprétation ;
- Diplômes de l'Université de Cambridge (anglais) : carrières de l'information, tourisme, hôtellerie.

Aux étudiants, secrétaires, représentants, comptables, techniciens, ingénieurs, cadres et directeurs commerciaux, etc., une nouvelle chance est offerte chaque année, dans toute la France où se déroulent ces examens : dans les préparations peuvent s'effectuer dans le cadre de la formation professionnelle continue.

Le Département Information-Orientations de Langues et Affaires, Service 367, 35, rue Colange, 92 Paris-Levallois, envoie aux personnes intéressées une documentation gratuite sur ces diplômes (préparation et débouchés), tél. 278-81-88 ou 73-53.

FORMATION CONTINUE DES CADRES

L'ECOLE NOUVELLE D'ORGANISATION ECONOMIQUE ET SOCIALE
ETABLISSEMENT PRIVE D'ENSEIGNEMENT
TECHNIQUE ET SUPERIEUR

organise (depuis 1937) des stages de formation continue

- Expertise comptable (section reconnue par l'état).
- Ecole Supérieure des Transports.
- Formation des chefs de personnel.
- Formation à la gestion dans l'entreprise.

Le financement de ces actions est déductible de la participation de l'employeur au financement de la Formation professionnelle continue 7% pour 1974 Loi du 16 juillet 1971

Demandez notre documentation n° 435 à

ENOES

82, RUE DE MIROMESNIL 75008 PARIS Tél. 522-15-07 et 26-78

مكتبة الامم المتحدة

L'HORAIRE A LA CARTE CONNAIT UN DÉBUT DE SUCCÈS EN FRANCE

L'HORAIRE variable est aujourd'hui pratiqué dans huit cents entreprises françaises, dont les effectifs totaux, mal connus, représentent entre cent cinquante mille et trois cent mille personnes. La formule — le fait n'est pas si fréquent — s'est répandue sur un terrain où peuvent se concilier les intérêts des salariés et ceux des employeurs. Pour ces derniers, notamment, elle réduit l'absentéisme et crée un climat plus détendu et moins propice aux conflits sociaux.

« Pourtant, l'« horreur à la carte » ne doit être ni une pensée ni un alibi, comme l'a déclaré M. Durafour, ministre du travail, en présentant la presse, M. de Chateaufort, inspecteur des finances. Ce rapport comporte des recommandations inspirées, pour une large part, par les syndicats et destinées à étayer les abus patronaux et aussi à protéger les salariés contre eux-mêmes. Le ministre va en demander l'application à l'inspection du travail.

Conçu à l'origine pour pallier les embouteillages des heures de pointe provoquées par des sorties massives de salariés par des bureaux, l'horaire mobile est en vogue en Allemagne de l'Ouest et en Suisse. Plus de 1 millions de salariés le pratiquent déjà d'un côté du Rhin, où la moitié au moins des employeurs (contre 20 % en 1979) l'auront adopté en 1979. La Suisse s'est elle-même appropriée l'horaire variable, qui concerne la plupart des entreprises du secteur tertiaire, banques et assurances comprises. Avec 60 % des salariés de Zurich ou de Bâle, le système atteint sans doute la saturation ; mais la démonstration est faite qu'il s'applique aussi bien aux « cols blancs » qu'aux « cols bleus ». S'il est exclu des heures creuses de montage, il est salubre dans de certaines équipes de travail pour l'électronique ou d'autres fabrications modernes.

L'Initiative se développe dans le Benelux, en Italie, en Grande-Bretagne et éveille dans l'intérêt des pays de l'Est, parmi lesquels la Hongrie a engagé une expérience. Et, une fois n'est pas coutume, les États-Unis et le Canada commencent à l'Europe.

En France, cependant, les premières 1971 aura été la première des initiatives. Elles ont entraîné de nouvelles branches professionnelles : banques, assureurs, sociétés d'assurance, entreprises utilisant des compteurs individuels, les autres recourant à la vérification. Cette nécessité du contrôle a entraîné des difficultés, et elle entraîne encore ce mouvement dans la fonction publique, une dizaine d'années étaient néanmoins en cours au début de 1974.

Pour la direction des entreprises, il s'agit, naturellement, d'augmenter l'efficacité et de ne pas compliquer la tâche du personnel — ce qui dans la pratique ne paraît guère s'être produit. Du côté des salariés, les appréhensions n'ont pas manqué, contrebalançant la diminution de la durée et parfois de la durée des trajets, l'attrait de ne plus vivre l'œil rivé à la route, lorsqu'il s'agit de conduire les enfants à l'école, de vaquer à une tâche personnelle urgente, de faire les courses matinales, etc.

diennes, voire de se distraire.
Courtant, mais, jusqu'à présent, les usa-
ges de l'horaire à la carte n'ont demandé
qu'un effort en matière de système. Le
système, on donc modifié l'hospitalité qui
avait d'abord animés. Pour eux, le rap-
port Chalendar n'est pas un document
référé et définitif. L'horaire variable pro-
posé par les pétitionnaires, et non par les travail-
leurs, n'est qu'un palliatif provisoire.
Les syndicats, pour leur part, ont proposé
des amendements, déclarent que les salariés subissent
encore les contraintes du système capitalis-
te et de l'environnement, née d'une
« banalisation sauvage », de services publics
de transports inadaptés, tous éléments
qui allongent la durée des trajets, des
marchées personnelles et même du repos
domestique, rendant ainsi plus pénible
ce que le temps valent libre des
cités est de plus en plus limité. Le
solution réside dans la réduction du
temps de travail et dans l'adaptation de
l'horaires et des transports. « Le problème
déposé dans le temps, il n'est pas
résolu. M. Chalendar, qui a dit, qu'il
s'agit aussi que l'horaire libre apporte une
amélioration du rendement et réduit les
coûts, sans que ceux-ci disparaissent, car
les travailleurs sont plus isolés.

Indexer l'épargne

(Suite de la page 19)

Cette modification devrait éviter de brutales modifications du comportement des entreprises. Une certaine baisse de leur taux d'investissement est cependant inévitable. L'Etat et les entreprises publiques devront donc en compenser les effets déflationnistes en développant leurs investissements et en les finançant par l'emprunt de façon à assurer à l'épargne des ménages un emploi au moment même où les entreprises se feront plus réticentes. La hausse de la taxe sur le sol doit améliorer l'autofinancement devra être étroitement surveillée : l'intérêt qu'y trouveraient les entreprises pourrait être annulé par des mesures fiscales s'inspirant du modèle de la taxe conjonctionnelle.

Quelles que soient toutefois les mesures propres à modifier des comportements éparpillés qui seront prises, quelle que soit la prudence avec laquelle il sera procédé, les conséquences de la mise en place de l'indexation généralisée de l'épargne ne sont pas négligeables. Ils sont cependant moindres que la prolongation d'une situation de plus en plus fragile. Au fur et à mesure que s'accroît le taux de l'inflation, s'accroissent à la fois la nécessité et les difficultés de la mise en place de l'indexation de l'épargne. Il convient donc de se hâter.

PHILIPPE JAFFRÉ

Une interview de M. André Postel-Vinay

(Suite de la page 19)

Ces préoccupations à courte vue — commerciales ou politiques — exercent une telle influence sur les dispensateurs de l'aide que l'on en vient parfois à se demander s'ils conçoivent qu'il existe un problème du tiers-monde.

« A voir la manière dont l'aide est répartie, la façon dont on négocie les concours les plus utiles à l'aide contre la misère — par exemple l'aide à la recherche et à la vulgarisation agricole — à constater les abus qui vident certains programmes — à constater l'absence de l'exportation, — à voir l'inadaptation des systèmes d'enseignement et les difficultés du « planning familial », même dans des pays où les dangers de la croissance démographique sont d'une gravité évidente, on se rend compte de la transformation intellectuelle et morale que le travail qu'on fait dans le développement progresse à un rythme insuffisant et d'une manière équilibrée, au profit de la grande masse des populations intéressées. Cette transformation d'état d'esprit devrait s'opérer dans tous les pays, mais elle ne se fait pas dans les pays pauvres et dans les pays riches. Sans cela, on ne voit pas comment on vivrera une aggravation de la misère et de la sous-alimentation dans de nombreux secteurs du tiers-monde, soumis à des pressions démographiques trop fortes.

Quant aux pays riches dont l'équilibre social est déjà fragile, comment croire, dans ce cas, qu'ils continueront de jour en jour de leur prospérité et de leurs libertés, au milieu de cette révolution dramatique et malgré les troubles, les conflits et les mouvements de la population qu'ils provoqueront : migrations de masses paysannes misérables vers les bidonvilles des pays pauvres, migrations vers les bidonvilles des pays riches !

— C'est sur votre proposition que le gouvernement a décidé, le 3 juillet dernier, d'interrompre l'immigration. Comment justifiez-vous l'adoption d'une mesure aussi rigoureuse ?

— Cette mesure se justifie, d'abord, par les risques de récession et de chômage qui menacent certaines régions.

age qui menacent certaines industries. Elle se justifie aussi par la crise du logement social. Permettez-moi de rappeler quelques chiffres : en 1970, le Plan avait évalué à plus de six cent cinquante mille le nombre des étrangers vivant dans des bidonvilles ou des taudis. De 1971 à 1974, le solde migratoire (les entrées moins les sorties) a été, en moyenne, d'environ cent cinquante mille.

quante mille personnes par an, pour les travailleurs étrangers et les membres de leurs familles. Au cours de la même période, on peut admettre que le nombre de « fils de foyer » créés par les ouvriers immigrés a été de l'ordre de vingt mille par an, en moyenne, et que le nombre de logements économiques ou très économiques mis à la disposition de familles de travailleurs étrangers est resté, chaque année, inférieur à quinze mille. La situation du logement des immigrés, qui était déjà grave en 1970, s'est donc encore aggravée, depuis cette date, d'une façon très nette.

» Je vous rappelle également la croissance rapide de l'immigration familiale : 25.000 familles en moyenne, par an, pendant les trois années précédant 1970 : 38.000 familles, en moyenne, par an, de-

« Nous ne pouvons pas sans limite »

» Refeter, par principe, l'idée d'une interruption ou d'une limitation des entrées de nouveaux migrants, cela reviendrait à soutenir que nous devons laisser se développer l'immigration, même si elle contribue à l'accroissement du chômage et au peuplement des taudis. Cela n'est pas défendable.

Je n'ignore pas les aspects choquants de toute mesure d'interruption ou de limitation des entrées, le caractère inhumain de ces refoulements de la misère : mais cette misère, hélas ! risque d'affluer toujours davantage et d'arriver de secours géographiques de plus en plus lointains : nous ne pouvons pas l'accueillir sans limite. Nous en péririons sans la soulager.

» Bien entendu, ces mesures restrictives ne devraient pas rester sans contreparties : nous avons d'abord l'obligation évidente de faire un sort décent aux ouvriers étrangers que nous avons admis chez nous et qui nous apportent en concours que nous avons nous-mêmes jugé indispensable. Cela nous impose, en particulier d'augmenter considé-

puls 1970; plus de 16.000 familles pendant les quatre premiers mois de 1974. Ces quatre premiers mois pouvaient donc faire craindre l'arrivée de 48.000 familles en 1974, alors que notre programme annuel de logements sociaux, pour l'ensemble de la population française et étrangère, ne dépasse pas 125.000 unités.

» Vous imaginez les tensions qui peuvent naître d'une pareille situation. Les étrangers ne sont certes pas les seuls « mal logés ». La concurrence entre Français et étrangers pour obtenir des logements décentes, les difficultés de cohabitation dans des immeubles plus ou moins sordides et surpeuplés, créent forcément des oppositions, des rancunes, des tensions de modes de vie différents. Faut-il parler ici de racisme? Qui s'en croirait le droit?

accueillir la misère

blement nos efforts pour leur logement et, par conséquent, de nous attaquer, avec une énergie toute nouvelle, à la crise du logement social, en faveur de tous les « mal-logés », français ou étrangers. Les problèmes de l'immigration devraient aussi nous conduire à réformer profondément les orientations de notre aide au tiers-monde, pour lui donner le maximum d'efficacité dans la lutte contre la misère, la faim et le sous-développement.

— Le communiqué publié le 4 juillet par le ministère du travail laisse prévoir que l'interruption de l'immigration sera courte. Il faudrait cependant plusieurs années pour résoudre la crise du logement social, même si l'on s'y attaquait avec tous les moyens nécessaires. Dans ces conditions, comment pouvez-vous invoquer cette crise de logement — malheureusement durable — pour justifier une interruption de l'immigration dont on nous a dit qu'elle prendrait fin après deux ou trois mois ?

— Je pense que l'admission de nouveaux travailleurs étrangers devrait être réduite le plus possible, aussi longtemps que la crise du logement social n'aura pas été résolue. Si s'avérait absolument nécessaire que l'immigration reprenne après quelques mois d'interruption, il faudrait qu'elle soit limitée à un niveau très faible. Je vous rappelle, à cet égard, que l'Allemagne fédérale a décidé d'interrompre l'immigration en octobre 1973 et qu'elle a pu, jusqu'ici, maintenir cette décision.

Le communiqué du 4 juillet disait : « Les comités d'entreprise devraient être consultés sur les conditions de logement des ouvriers étrangers dont l'introduction en France serait demandée. »

— Croyez-vous à l'efficacité du contrôle des frontières ?

— Pour que ce contrôle soit efficace, il faudrait que nous réussissions à empêcher à la fois les entrées de « faux touristes » et les passages clandestins. Nous sommes encore loin, malgré nos efforts — insuffisants — qui ont été tentés. Il faut tâcher d'y parvenir, mais c'est un objectif difficile à atteindre.

— Par exemple, aux dizaines de milliers de touristes étrangers saisonniers aux problèmes que pose, en fin de saison, le contrôle des patrouilles de cette masse de travailleurs ! Fenses aux dizaines de millions d'entrées et de sorties de voyageurs, qui ont lieu chaque année !

— Pensez-vous que nous puissions pratiquer une politique d'immigration distincte de celle des autres Etats de la Communauté économique européenne ?

Il serait extrêmement souhaitable parvenir à une concertation bien plus complète des politiques européennes d'immigration. En effet, à l'heure actuelle, les facilités de circulation qui existent entre les Etats de la C.E.E. ne permettent pas qu'à leurs ressortissants, qui résident aussi (en fait sinon en droit) à la fois de trois continents différents, la politique d'immigration soit étrangère. La situation de ces Etats présente donc une importance pour tous les autres. Je remarque ne vaud pas seulement les principes et les objectifs de la politique d'immigration, mais pour ses méthodes et ses principes, l'ensemble d'application. Une concertation très active devient donc indispensable.

Cela ne signifie certes pas que tous les Etats de la C.E.E. et, parmi eux, la France, devraient pratiquer la même politique d'immigration. Leurs problèmes, leurs intérêts, ne sont pas identiques. Le cas d'Italie — exportatrice de main-d'œuvre — diffère même profondément de ceux des autres Etats. Une concertation complète n'en paraît pas moins souhaitable. Elle devrait permettre à la France de mieux cerner les questions communautaires, de mieux contrôler les flux migratoires et d'utiliser plus efficacement l'expérience de ses membres pour l'amélioration du statut des travailleurs étrangers. Peut-être devrait-elle aussi d'examiner, en liaison avec les autres Etats de la C.E.E., les rapports qu'il y a lieu d'établir entre les politiques d'immigration et les politiques d'aide au développement.

"ruepos recueillis par
JEAN BENOIT.

15 pays de l'Afrique de l'Ouest s'équipent.

**Ils seront tous
à la Foire Internationale de Dakar
pour investir.**

Et vous?

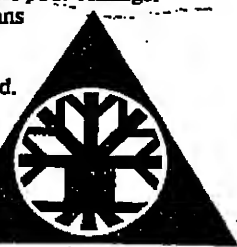
La Foire Internationale de Dakar est la 1ère concrétisation d'une volonté commune : développer les équipements d'un ensemble de nations en ouvrant leurs portes aux investisseurs du monde entier.

A la Foire Internationale de Dakar, toutes les conditions sont réunies pour que l'économie de l'Afrique de l'Ouest fasse un bond spectaculaire. 43 nations seront présentes : les pays de l'Afrique de l'Ouest pour s'équiper, les nations industrielles pour investir. Toutes pour échanger leurs services, leurs productions, leur potentiel économique et commercial dans une optique africaine.

Pendant 18 jours, Dakar sera le centre économique privilégié d'une immense région en construction. La Foire Internationale de Dakar vous attend.

Elle vous offre toutes les facilités des grandes foires internationales... plus la mer et le soleil. Des hôtels de classe internationale et un Centre de Congrès ultra-moderne sont implantés au bord de l'une des plus belles

Pour toute information : Foire Internationale de Dakar, BP 3329 -



FOIRE
INTERNATIONALE
DE DAKAR

Foire Internationale de Dakar.
La 1^{re} Foire de l'Afrique de l'Ouest. 28 Novembre, 15 Décembre 1974.

Une solution au conflit des matières premières

UNE REDISTRIBUTION MONDIALE DES ACTIVITÉS

LES années 1972 et 1973 ont connu une ascension extraordinaire des cours de matières premières. Plus de doublement et même pour le pétrole, un quadruplement. Alors que pendant la décennie 60-70, les termes de l'échange — donc le pouvoir d'achat — des pays producteurs avaient peu à peu décliné, voilà que brusquement, en un an à peine, il y a eu renversement complet.

La plupart de ces pays ont ainsi retrouvé, fin 1973, leur pouvoir d'achat en produits industriels de 1960. Mais, à l'exception du pétrole et de quelques autres, ce n'est que pour peu de temps. En effet, depuis mai 1974, les cours redescendent et les producteurs s'interrogent sur les moyens de résister à la baisse. Les plus riches et les plus puissants font de la rétention, comme l'ont si bien enseigné les pays de l'OPEP : ainsi dans le cas du bois ou des pâtes à papier. Mais les autres, comme les producteurs de cuivre ? Il est probable qu'ils verront se creuser à nouveau l'écart avec les pays riches, dont les prix, entraînés par le pétrole, vont continuer sur leur lancée inflationniste dans une nouvelle spirale à l'échelle mondiale. Autrement dit, on va vers un contraste explosif ! Comment l'éviter ? Pour y voir plus clair, il est utile de revenir sur quelques notions fondamentales, notamment celles de valeur et de coût.

Une distinction importante est à faire entre les matières de base et les produits industriels.

Les premières, difficilement reproductibles, ont une valeur dépendant presque exclusivement de la confrontation de l'offre et de la demande sans autre régulateur, et de ce fait fluctuante et incertaine. Elles n'ont pas de coût, ou tout au moins ce dernier est très faible : l'exemple le plus remarquable est celui du pétrole de l'Arabie Saoudite dont le coût est de 30 cents, alors que la valeur actuelle se situe entre 7 et 11 dollars, la différence entre les deux constituant une véritable rente. La notion de coût n'apparaît que lorsqu'on descend dans l'échelle des transformations et que s'ajoute progressivement aux matières premières la valeur « travail ». Cette dernière prend une part de plus en plus prépondérante : ainsi, en prenant la valeur 100 pour le naphta, on arrive au niveau 500 avec le vapocraquage, à 1 500 avec la chimie organique et à plus de 3 000 avec les résines synthétiques.

Par ailleurs, la reproductibilité des produits est de plus en plus aisée avec des possibilités de substitution et, le plus souvent, à rendement croissant : alors que pour les matières premières, sauf innovation technique ou découverte discontinuée, on se trouve dans une situation de rendement décroissant.

Par MAURICE BOMMENSATH et MAURICE REYNE

Il est clair que le modèle de Hongkong, considéré comme la voie normale de développement des pays disposant d'une main-d'œuvre abondante et habile, ne leur permet pas suffisamment

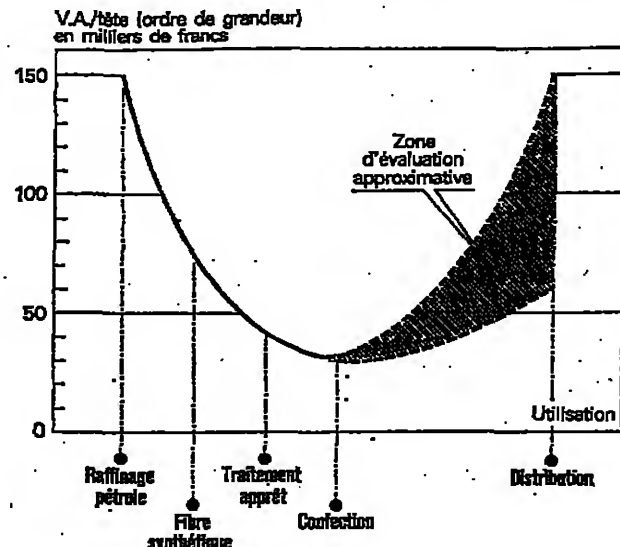
Une voie nouvelle semble avoir été ouverte avec ce que l'on peut appeler le modèle de Téhéran. Ainsi, l'Iran a, depuis de nombreuses années, choisi ce modèle qui consiste à se placer sur les industries de première transformation fortement capitalistiques et permettant un « cash flow » élevé. A la suite de la décision massive de relèvement des prix,

nous viennent en abondance des pays pétroliers.

Ce modèle de Téhéran présente maints avantages. D'abord il rééquilibre les pouvoirs économiques. Ensuite, il permet aux pays producteurs de matières premières d'échapper enfin à l'arbitraire de la loi de l'offre et de la demande et les insère dans de véritables circuits industriels, solidaires des autres pays. Mais sa mise en œuvre exige de sérieux adaptations aussi bien dans les pays riches que dans les pays pauvres.

Dans les premiers, il nécessite un ripage vers des secteurs à forte contenance de capital immatériel et à faible utilisation de matières premières : autrement dit vers les secteurs intermédiaires du schéma 2 (biens d'équipement, mais aussi engineering, formation). D'où la nécessité de revoir les problèmes de génération de valeur ajoutée et de capital immatériel dans le cadre d'une nouvelle économie du savoir et de l'emploi.

Mais c'est surtout dans les pays pauvres que l'adaptation est lourde de risques et de déséquilibres. Le modèle de Téhéran, s'il donne du pouvoir économique à une classe éclairée de nouveaux managers de ces pays, est incapable, en revanche, de résoudre les problèmes de la masse de la population et de l'emploi le meilleur des capitaux dégaît. Il est donc indispensable de continuer à faire jouer les modèles Hongkong, correctement adaptés, en appliquant, cette fois-ci, la stratégie multinationale au profit des pays retardés. Du même coup, pourraient être aussi atténués, sinon résolus, les problèmes de l'émigration excessive et ceux de la pollution. De même le problème de l'emploi, de ces masses énormes de pétro-dollars qui, répugnant à se placer à long terme, mettent en danger le système monétaire international.



de progrès, car ce n'est pas là que l'on dégage des plus-values importantes. D'autant plus que les secteurs à faible valeur ajoutée par tête sont souvent menacés par une capitalisation matérielle ou immatérielle qui les fait échapper à nouveau à l'emprise des pays pauvres (exemple textile).

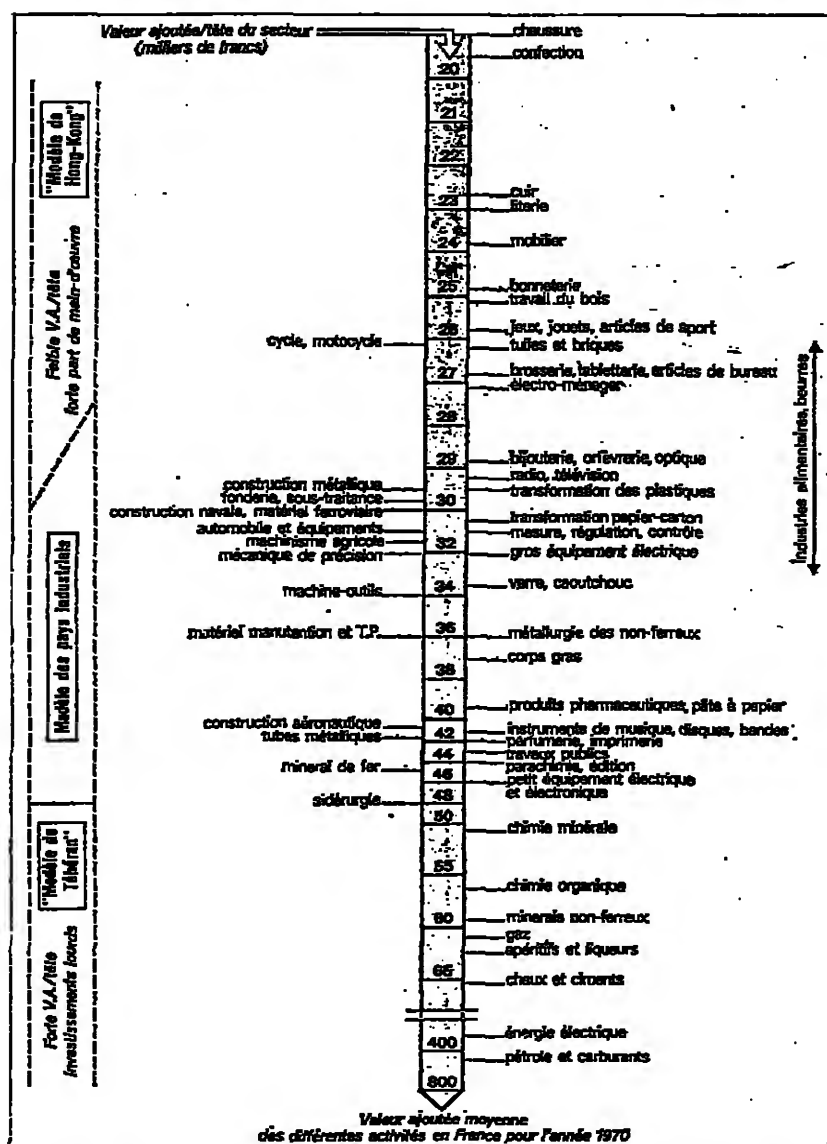
pétroliers de Téhéran, d'autres pays pétroliers, riches de leur pouvoir et de leurs dollars, vont suivre eux aussi cette voie. Et toute une série d'industries occidentales sont, à terme plus ou moins bref, vouées à l'immigration. Il se pourrait ainsi que, d'ici dix ans, la plupart des matières plastiques et des engrais

Dynamique des valeurs ajoutées par tête

Pour aller plus loin dans l'analyse, il est commode de diviser à chaque stade les valeurs ajoutées correspondantes par les effectifs. Le ratio obtenu varie fortement avec le secteur et caractérise en quelque sorte sa puissance économique. Et même, à l'intérieur de chaque secteur, une entreprise est d'autant plus forte que sa valeur ajoutée propre par tête est plus élevée : ce supplément peut être obtenu soit par gain de produc-

teurs intermédiaires de 50 à 60 000 F pour certaines industries à main-d'œuvre qualifiée (mécanique fine ou biens d'équipement). Avec l'évolution actuelle, il semble que très souvent on puisse observer une répartition de cette valeur ajoutée par tête, tout le long de chaque filière de transformation, conforme au deuxième schéma.

Dans le cas de la filière pétrole-textile, on part ainsi d'une valeur par tête



tivité, soit par innovation permettant un monopole transitoire. Le schéma ci-dessus montre comment la valeur ajoutée par tête varie avec les secteurs : très élevée et de l'ordre de 200 000 F pour les premières transformations, telle celle du pétrole (à cause du poids des amortissements), elle décroît jusqu'à 20 000 F pour des industries de transformation telles que la chaussure ou la confection (industrie de main-d'œuvre banale), en passant par de bonnes

très élevée en première transformation : elle s'abaisse dans les opérations intermédiaires (surtout quand elles sont banales et moins capitalistiques, telles que filatures et tissage), puis remonte en fin de parcours quand on approche du marché. Ainsi des bas nylon, dont le prix de revient industriel est de 1 F, se vendent entre 2 et 20 F. Il y a alors en bout de circuit investissements matériels (marketing) et souvent rente de marque.

Du modèle de Hongkong...

Le deuxième schéma permet de mieux comprendre la dynamique spontanée des échanges internationaux actuels, illustrée par le cas de Hongkong. Ainsi, une industrie traditionnellement nationale, et même fortement localisée, comme la textile, tend-elle de plus en plus à se transnationaliser tout le long de sa filière, allant de produits de base fortement capitalistiques (pétrochimie) en passant par les fils et écus, puis la teinture et la confection pour déboucher finalement sur la distribution. Ceci lui permet d'effectuer les combinaisons les plus adaptées et les plus profitables : nylon fourni par le Japon, fils et écus réalisés à Hongkong ou à Macao, teinture et confection à Liège, et vente finale en France et en Allemagne.

Les circuits sont par ailleurs étudiés pour maximiser profits et minimiser résistances fiscales, douanières et institutionnelles.

...à celui de Téhéran

Mais tout le long de ces circuits, comment se fait le partage entre pays riches et pauvres ? Essentiellement par le critère de valeur ajoutée/tête : les plus fortes de ces valeurs, qu'elles correspondent au capital matériel ou immatériel, se situent dans les pays riches, ou tout au moins sous leur contrôle. Les plus faibles, qui correspondent aux opérations banales de pure productivité, se situent dans les pays pauvres.

Lanvin, 15, Faubourg St-Honoré, Paris

Les costumes de chez Lanvin

ou le bonheur d'être soi-même

UN GENTLEMAN britannique aurait, paraît-il, affirmé : « Il y a dans ma vie deux choses importantes : mes chaussures et mon lit ; car lorsque je ne suis pas dans les unes, je suis forcément dans l'autre. » Monsieur Deschamps, maître-tailleur chez Lanvin, à qui je rappelle de moi, me répondit qu'il lui paraissait étonnant d'avoir omis le costume dans lequel, bon gré, mal gré, un gentleman digne de ce nom passait tout de même la moitié de sa vie. « D'où, s'empresse-t-il de poursuivre, l'importance de son confort, de ses finitions... »

En accord avec soi-même Nous sommes rue du Faubourg-Saint-Honoré, dans les

salons du premier étage. Un cadre tranquille et feutré propice à la conversation.

« Le confort, Monsieur, voilà une notion subtile. Bien sûr il y a la qualité, la souplesse de l'étoffe, bien sûr il y a la coupe, les doublures, les finitions... Mais il y a autre chose. Il y a cette harmonie fondamentale qui doit exister entre le costume et la personnalité de celui qu'il retient dans lequel, bon gré, mal gré, un gentleman digne de ce nom passait tout de même la moitié de sa vie. »

Mais trop de gens s'habillent en fonction de rigides équations : gris égale sérieux, brun égale sport, etc. Comment voulez-vous dans ces conditions qu'ils soient en accord avec eux-mêmes... »

Six maîtres-couturiers entourent M. Deschamps. Ce sont des seigneurs du métier. Ils peuvent vous proposer près de mille tissus dont certains rarissimes. Mais, rassurez-vous, ce n'est pas pour vous mettre dans l'embarras du choix. C'est pour que d'une part vous n'ayez pratiquement aucune chance de voir un autre costume de chez Lanvin, à plus forte raison d'ailleurs, semblable au vôtre ; mais aussi pour pouvoir vous conseiller des étoffes qui correspondent exactement à ce que vous êtes. C'est la raison pour laquelle, chez Lanvin, on doit vous entendre parler de vous-même si vous n'aimez pas cela. Car on a besoin de vous connaître.

Vos étoffes choisies, vos mensurations prises, votre costume devient l'affaire d'une soixantaine de personnes. Les coupeurs d'abord, qui taillent l'étoffe, les spécimens qui montent le costume, les finisseurs, qui s'occupent des doublures, des boutonsnières, des ourlets...

Au fil de crin, au fil de soie, ils cousent à la main des milliers et des milliers de petits points. Qui songerait aujourd'hui que, pour un seul costume, quatre-vingts à cent heures de travail sont nécessaires ?

« On ne quitte pas Lanvin ! » A l'un de ces hommes, employé dans la maison depuis près de trente ans et à qui je demandais s'il n'avait jamais eu envie de changer, je m'entendis répondre : « Mais, Monsieur, on ne quitte pas Lanvin ! »

« Voyez-vous, me dit M. Deschamps tandis que nous sortions de l'atelier, ils sont aussi fidèles que nos clients — si c'est possible. »

Mais, au fait, comment se sent-on dans son premier costume Lanvin ?

Tellement soi-même que l'on a l'impression d'être un autre homme.

G.L.



De la tenue de ville au costume d'apparat...

150 000 000

سكناك الامل

DE L'ECONOMIE
première

INFORMATIONS PRATIQUES

Télévision et radiodiffusion

LUNDI 23 SEPTEMBRE

CHAÎNE I

18 h. 50 Pour les jeunes: Enigmes.



20 h. 15 Feuilleton: *Stranger, d'où viens-tu?*
20 h. 30 Feuilleton: *«L'Odyssée»*, d'après Homère. Réal. F. Rossi. Avec B. Frenet, I. Pappas, B. Verley (4).
21 h. 30 Feuilleton: *Ulysse raconte comment il échappa au chapeau polyphème*.
21 h. 50 Émission: *«Ouvrez les guillemets»* de B. Pivrot.
Des livres d'enseignement moderne, avec J. Demougin, A. Le Gall et M. Gueury.

CHAÎNE II (couleur)

19 h. Jeu: Des chiffres et des lettres.
20 h. 15 Feuilleton: *Les oiseaux de Maiji Jingu*.
20 h. 30 Actualité.
20 h. 45 Feuilleton: *Le parcours de l'Europe*. Avec M. Christian Bonnet, ministre de l'Agriculture. Présent. J.-M. Casade.
21 h. 35 Variétés: *Sans tambour ni trompette*, de C. Anglade.

CHAÎNE III (couleur)

19 h. Pour les jeunes: L'été aux enfants.
19 h. 45 Découverte: *Le silence de la mer*, de J.-P. Malville (1947), avec B. Vernon, N. Stéphane, J.-M. Robain (N).
20 h. 5 Cinéma: *Morceaux de bravoure*. Les films d'espionnage. Réal. G. Faumier, avec Y. Boisset.

«Le Monde» publie tous les samedis, numéros de dimanche-lundi, un supplément radio-télévision avec les programmes complets de la semaine.

Des extraits de l'ouvrage, d'Y. Boisset, *«L'Assassinat de Trotski»* (1971), de J. Loscy. Avec R. Burton, A. Delon, R. Schœnberger.
En 1960, à Mexico, un jeune russe a été assassiné par un agent soviétique, ancien compagnon de Lénine en exil et adversaire de Staline, pour l'assassinat.
Récit romanesque, stricte illustration d'un fait divers historique, deux acteurs monnayés secrets du cinéma. Un héros, si l'on ose dire, à la tragédie politique que Loscy aurait pu — aurait dû — nous donner.

FRANCE-CULTURE

20 h. 30. Prélude de la musique. Concert de l'Orchestre national de P.O.R.T.F. direct. M. Janowski, avec G. Jones: «Métamorphoses pour vingt-quatre instruments à cordes» (R. Strauss), «Sérénade» (Wagner), «Le Crématorium des dieux» (Wagner). — 22 h. 30. Black and blue (retour sur le Festival d'Antibes). — 23 h. 15. Livre parous réclat, par J. Souver, piano: P. Rose, piano: J.-J. Kantorov, violon: O. Gueury de Raval.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30 (S.). Musique ancienne. Concert Mytiléon (1727-1781): «Concerto en ré mineur pour violon et orchestre», «Abraham et Isaac» (tremblante addition). — 22 h. (S.). Concerts: «Fauré» — 23 h. (S.). Émissions: «Relier du temps passé» (C. Th. Fiel), «Le Chant des mondes» (Th. Branel). — 24 h. (S.). Météo canaille. — 1 h. 30 (S.). Nocturnes.

TRIBUNES ET DÉBATS

TELEVISION (chaîne 2): 20 h. 30. M. Christian Bonnet, ministre de l'Agriculture, répond aux questions de J. Ballez (20. 9), M. Domenech («l'Humanité»), M. Terrier («la Croix»), G. Thomas («l'Expansion»).

MARDI 24 SEPTEMBRE

CHAÎNE I

18 h. 50 Pour les jeunes: Espoir et champion.
20 h. 15 Feuilleton: *Stranger, d'où viens-tu?*
20 h. 30 Histoire d'automne.
20 h. 55 Magazine: *«L'été 101. Vie et mort des vacances»*.
21 h. 35 Récital de piano: Luciano Scialoja.

CHAÎNE II (couleur)

19 h. Jeu: Des chiffres et des lettres.
19 h. 45 Feuilleton: *Les oiseaux de Maiji Jingu*.
20 h. 35 Les dossiers de l'écran: «Le Silence de la mer» de J.-P. Malville (1947), avec B. Vernon, N. Stéphane, J.-M. Robain (N).
Au début de la reconstruction, dans un petit village de France, un officier allemand, musicien et intellectuel détaché des contingences politiques, est logé chez un vieux homme et sa femme. Il tente un rapprochement avec ses hôtes forcé qui, par dignité, s'efforcent dans un silence obstiné. Débat. — Les éditions clandestines pendant la guerre.
Après la participation de Vercors, auteur du Silence de la mer; de Pierre Seghers; de Mme Madeleine Bruni, ancienne directrice des Éditions français réunies; de Pascal Coppey, co-fondateur du journal Libération; de M. Béat-Bridel, co-fondateur des Lettres françaises.

CHAÎNE III (couleur)

19 h. Pour les jeunes: L'été aux enfants.
19 h. 45 Feuilleton: *Le silence de la mer*, de J.-P. Malville (1947), avec B. Vernon, N. Stéphane, J.-M. Robain (N).
20 h. 5 Cinéma: *Morceaux de bravoure*. Les films d'espionnage. Réal. G. Faumier, avec Y. Boisset.

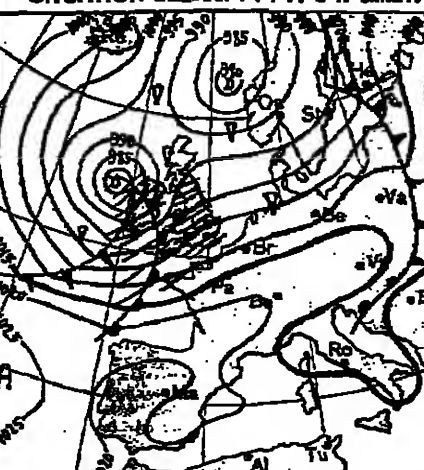
FRANCE-CULTURE

16 h. 30. Allocution de M. Valéry Giscard d'Estaing en clôture du colloque «Alcoolisme et avenir de l'homme». — 20 h. 30. Océanographie. Émission de R. Pélissier, présentée en public: «Les mœurs à quel bon?», avec S. Barot et J. Desanti. — 21 h. 30. Carte blanche: «Son jardin secret» de B. Beck, avec S. Flon, B. Olier, G. Darrieu, P. Trabaud, M. Nerval, R. Brel (avec J. P. P. P.). — 22 h. 30. «Parole de Beckett», de G. Marzani.
20 h. 30 (S.). En direct de Berlin. Orchestre philharmonique de P.O.R.T.F. direct. G. Amm, avec G. Püschner, piano: «Rondo et Jufra» (Bartók), «Rituel» (G. Amm), «Symphonie» (Debussy), «Livre pour cordes» (Bartók), «La Mer» (Debussy); à l'entracte, concours international de guitare. — Vers 22 h. 15 (S.). Concert: «Valse romantique» (Debussy), «Trois chœurs d'entraîneurs» (Bartók), «Nocturne» (Debussy). Trois chansons nouvelles, «Rondo en la mineur» (Mozart), «Sérénade pour cordes en la mineur» (Tchallikowski), «Marche en ré» (Mozart). — 24 h. (S.). La musique et ses classiques (Mozart, Ravel, Mendelssohn, Beethoven). — 1 h. 30 (S.). Nocturnes.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30 (S.). En direct de Berlin. Orchestre philharmonique de P.O.R.T.F. direct. G. Amm, avec G. Püschner, piano: «Rondo et Jufra» (Bartók), «Rituel» (G. Amm), «Symphonie» (Debussy), «Livre pour cordes» (Bartók), «La Mer» (Debussy); à l'entracte, concours international de guitare. — Vers 22 h. 15 (S.). Concert: «Valse romantique» (Debussy), «Trois chœurs d'entraîneurs» (Bartók), «Nocturne» (Debussy). Trois chansons nouvelles, «Rondo en la mineur» (Mozart), «Sérénade pour cordes en la mineur» (Tchallikowski), «Marche en ré» (Mozart). — 24 h. (S.). La musique et ses classiques (Mozart, Ravel, Mendelssohn, Beethoven). — 1 h. 30 (S.). Nocturnes.

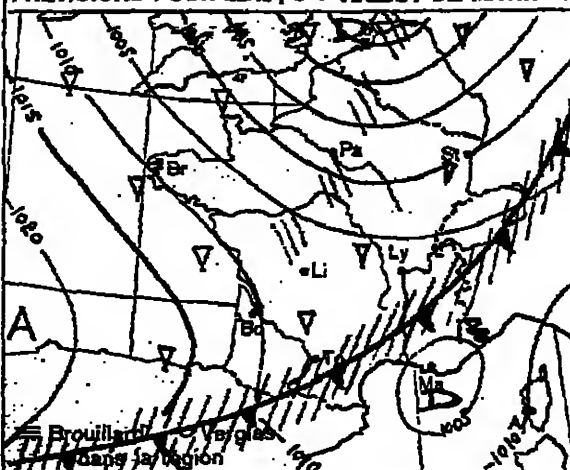
SITUATION LE 23 SEPT 74 A 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps en France entre le lundi 23 septembre à 0 heures et le mardi 24 septembre à 24 heures:

La dépression qui s'est creusée fortement à l'ouest de l'Irlande se déplace vers la mer du Nord, et les vents souffleront en tempête qu'elle engendrera jusqu'au mardi de la Bretagne à la Manche puis vers la mer du Nord. La perturbation pluvieuse qui l'accompagne traversera l'ensemble de la France. Mardi matin, elle se situera des Pyrénées centrales aux Alpes, puis s'éloignera vers la Méditerranée et l'Europe centrale. Un temps frais et instable

PRÉVISIONS POUR LE 24 SEPT. DÉBUT DE MATINÉE



lui succédera sur notre pays. Mardi, des vents d'ouest, soufflant encore en tempête, affecteront le matin les côtes de la Manche et de la mer du Nord, ainsi que le nord du pays. Ailleurs, ils seront encore assez forts d'ouest à nord-ouest. Dans la journée, ces vents s'affaibliront pas l'ouest et, au contraire, bliseront par l'ouest et, au contraire, terrassés, où ils deviendront forts. Le temps pluvieux associé à la perturbation se situera le matin des Pyrénées centrales et orientales aux Alpes, tandis que des orages pourront se produire dans le Sud-Est. Elle s'éloignera ensuite vers l'est et le sud-est. Les températures maximales seront en baisse dans le Midi; ailleurs, elles seront stationnaires ou en légère baisse. Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au

cours de la journée du 23 septembre; le second le minimum de la nuit du 23 au 24): Alacris, 23 et 12 degrés; Biarritz, 18 et 10; Bordeaux, 18 et 8; Brive, 13 et 11; Caen, 16 et 8; Cherbourg, 15 et 10; Clermont-Ferrand, 16 et 8; Lille, 15 et 9; Lyon, 15 et 5; Marseille, 22 et 13; Nantes, 17 et 10; Nice, 23 et 13; Paris-Le Bourget, 16 et 10; Pau, 16 et 8; Perpignan, 21 et 10; Pointe-à-Pitre, 20 et 28; Rennes, 17 et 11; Strasbourg, 17 et 5; Toulon, 17 et 3; Toulouse, 18 et 8. Températures relevées à l'étranger: Amsterdam, 14 et 9 degrés; Athènes, 26 et 19; Bonn, 15 et 4; Bruxelles, 15 et 9; Le Caire, 32 et 25; Los Angeles, 24 et 19; Coppenhague, 13 et 10; Genève, 16 et 3; Lisbonne, 23 et 12; Londres, 16 et 9; Madrid, 24 et 17; Moscou, 16 et 11; Palma-de-Majorque, 23 et 14; Rome, 24 et 20; Stockholm, 15 et 8; Téhéran, 29 (max.).

Le Monde

Service des Abonnements
à rue des Italiens
75 021 PARIS - CEDEX 05
C. C. P. 4 207 - 23

ABONNEMENTS

3 mois 7 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
EX-COMMUNAUTÉ (sauf Algérie)
65 F 123 F 177 F 238 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
144 F 273 F 402 F 538 F

STRANGER
par messagerie
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS - SUISSE
94 F 173 F 232 F 329 F

U. - TUNISIE
104 F 193 F 282 F 378 F

Par voie aérienne
tarif sur demande

Les abonnés qui paient par
chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande

changements d'adresse d'adresses ou de préférences (deux semaines ou plus): nos abonnés sont priés de nous adresser leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir l'obligeance de réviser tous les noms propres en caractères d'imprimerie.

Documentation

Les publications de l'INSEE

En dehors des informations conjoncturelles habituelles (Tendances de la conjoncture, Bulletin mensuel de statistique, Informations rapides) et des informations bibliographiques (Documentation économique), l'Institut national de la statistique et des études économiques a publié, du 15 août au 15 septembre, des informations dans les domaines suivants:

● PROBLÈMES SOCIAUX. — Célébration paysan et pauvre (Economie et Statistique, n° 58, juillet-août). — Les écarts de salaires entre hommes et femmes (Economie et Statistique, n° 59, septembre).

● SALAIRES ET REVENUS. — Les salaires: indicateurs rapides et observations approfondies (Economie et Statistique, n° 58, juillet-août). — Impôts directs et transferts sociaux: effets sur l'échelle des revenus de 1962 à 1970 (Economie et Statistique, n° 59, septembre). — Les traitements de la fonction publique depuis 1962 (Economie et Statistique, n° 59, septembre).

● ENTREPRISES. — Concentrations d'entreprises: ralentissement en 1973 (Economie et Statistique, n° 58, juillet-août). — Répartition des gains de productivité et hausse de prix de 1959 à 1973 (Economie et Statistique, n° 59, septembre).

● COMMERCE. — En 1974, grand et petit commerce se répartissent 30 % à 70 % du marché (Economie et Statistique, n° 59, septembre).

● AGRICULTURE. — La hausse des prix des terres agricoles en 1973 (Economie et Statistique, n° 59, septembre).

En 1973 (Economie et Statistique, n° 59, septembre).

● PROBLÈMES MONÉTAIRES. — Le pouvoir d'achat des actions des obligations et de l'or en 1973 (Economie et Statistique, n° 59, septembre).

● ORGANISMES. — Un système documentaire pour l'information statistique: Sphinx (Economie et Statistique, n° 58, juillet-août).

● ECONOMIE QUANTITATIVE. — Méthodes statistiques et numériques de l'analyse harmonique. — Migrations et disparités entre régions. Les rectifications des prévisions d'investissement des entreprises.

● INSEE. 20, quai Branly, 75700 Paris, dans toutes les directions régionales et observatoires économiques régionaux de l'INSEE et chez les libraires spécialisés.

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 22 septembre 1974:

UN DÉCRET

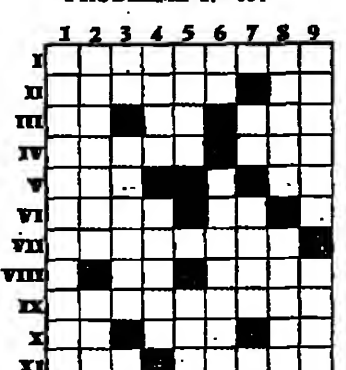
● Modifiant le décret n° 68 632 du 10 juillet 1968 relatif à l'organisation et à l'encadrement des services de la Caisse des dépôts et consignations.

UN ARRÊTÉ

● Relatif au tarif des honoraires alloués aux architectes et aux techniciens appelés à prêter leur concours aux organismes bénéficiaires de la législation sur les habitations à loyer modéré, en vue de la construction d'immeubles d'habitation.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 854



HORIZONTALEMENT

I. Colle de qualité inférieure. — II. Localité de France; Utiliser certain outil (spécial). — III. Prix réduit de moitié; Pronom. — IV. Personne n'envie son âge. — V. Aventurier tristement célèbre; Dissipa. — VI. États étrangers; Centre industriel allemand (épilé). — VII. Termit sévèrement l'étoile de Frédéric-Guillaume III; Symbole chimique inversé. — VIII. Sur la Baltique. — IX. Désinence verbale; Dans une alternative éblouissante. — X. Loin d'être superflu. — XI. Trou normand; Roule; Passé qui engage l'avenir, si l'on en croit le proverbe. — XII. Précède le nom d'une personne éblouissante; Moment des pieds à la tête.

VERTICALEMENT

I. Allégées et fortement mécon-

Forme de savoir. — 3. Lettres de volure; Part de la famille. — 4. Peut prendre des formes diverses; Désolé; son frère. — 5. Sur le chemin de la vie; Dépouilles à l'extrême. — 6. Préparation; A inspiré Patrick Duvet. — 7. Divinité; Ce n'est pas le respect qui l'étouffe! — 8. Localité de France; Région chaude et obscure. — 9. Sillonnent dans l'obscurité; Ne se sont donc pas présentés pour rien!

Solution du problème n° 853

HORIZONTALEMENT

I. Occlusion. — II. Prairies. — III. Fortes; Th. — IV. Ruse. — V. Ex; 1943. — VI. Siennes. — VII. Suer; Ire. — VIII. Bê; Image. — IX. Silène (père des satyres). — X. Méduse. — XI. Refusés.

VERTICALEMENT

1. Oppressés. — 2. Croix; Utile. — 3. Cars; Scel. — 4. Liberté; Enu. — 5. Uré; Erines. — 6. Sis; RN; Méd. — 7. Le; Ténis; Us. — 8. Ost; Verges. — 9. Evasec; St.

GUY BROUTY.

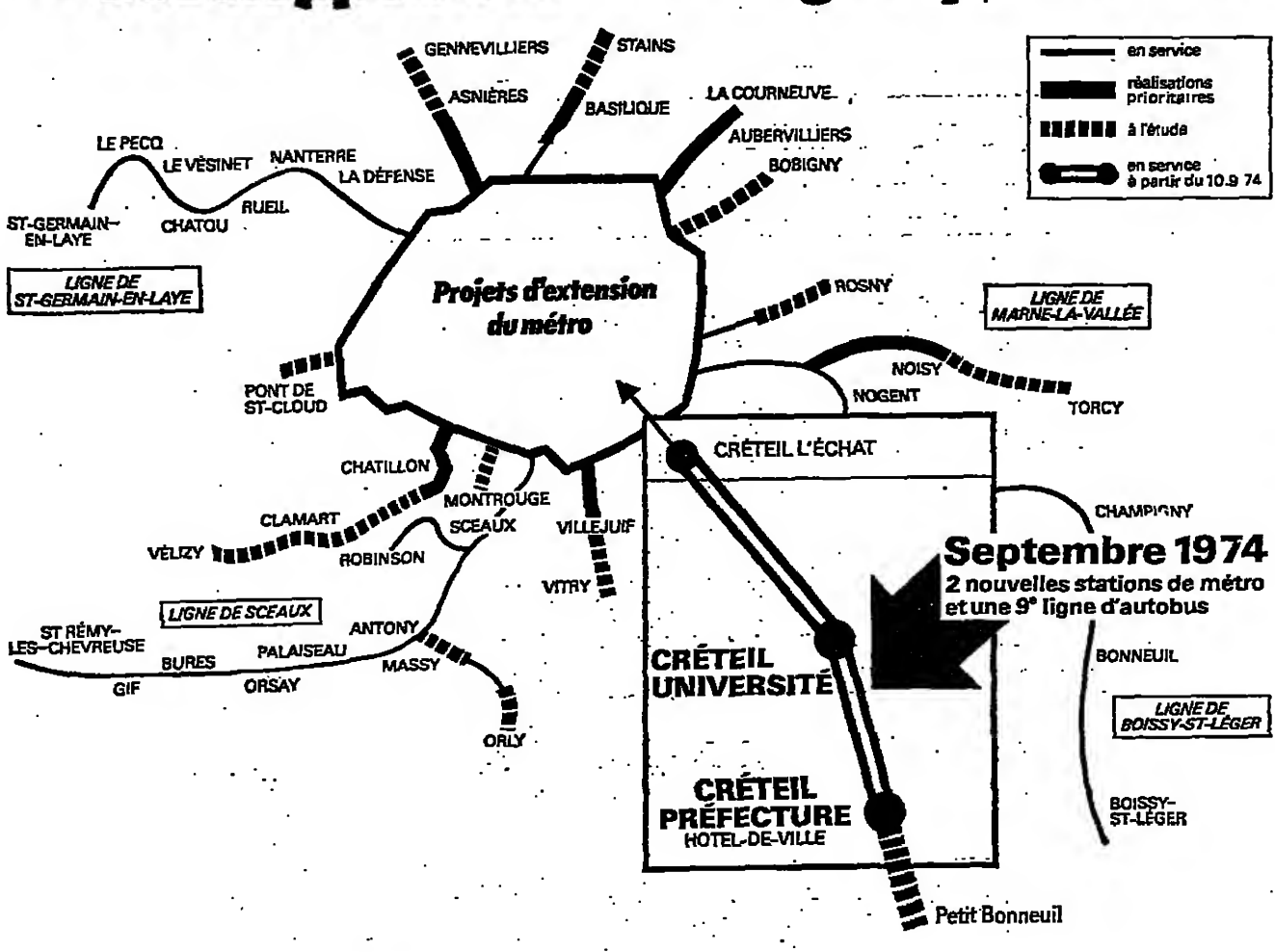
Édité par la S.A.R.L. Le Monde.

Gérants: Jacques Favard, directeur de la publication; Jacques Savagès.

Imprimerie du « Monde » 4, rue des Italiens PARIS-12^e

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Le métro s'étend au fur et à mesure du développement de la région parisienne.



RATP Nous allons où vous allez.

de Jacques Rivette

... toujours par 1 point à zéro. [avec la série les Mc Coy.]

Le regard toujours de l'étranger
qui avait eu le vaillant secret
de faire un fantôme, cher de
l'habileté du secrétaire, l'état à la
malice, et de la proposition qui
avait été faite : la création
et la direction d'un centre de
recyclage pour les comédiens,
qui trouveraient la possibilité
d'expérimenter les méthodes
d'approche dramatique les plus
avancées. Guy Régnier a reconnu
« l'ouverture d'esprit » qu'il avait
rencontrée, mais, sans aucun
doute, il tient à choisir lui-
même son directeur et son
secrétaire, car il a eu le mot de
fin. Nous sommes ici
comme à un requiem, a-t-il dit.
Guy Régnier est bien vivant. Il
reste à faire un grand
spectacle.

Les vérités relatives

« Je suis comédien, je « range » le monde contre » Lacer, je prends la responsabilité de jouer devant des spectateurs du XX^e siècle. Je dois défendre le rôle avec passion, donc avec certitude. Eventuellement j'arrive à ce que l'un peut appeler un bon point de vue sur la personnalité ». Mais, si je pars d'un point de vue, si je me bricole des idées, « a priori », je m'impose une grand-chose. Je m'impose tout à la fois : l'esquisse est facile de tomber. On trouve bien des acteurs qui tiennent ce raisonnement : « Moi-même » homme d'aujourd'hui post-trépidant ; dieu, je vois qu'Hamel souffre... d'un complexe d'Edipe nous résout... » Alors, ils utilisent le

antitude du dix-neuvième siècle. ^{de Jacques Guillemin et Pauline,}
en France, aux éditions Belmond. t

en France, aux éditions Belfond. | toujours par 1 point à zero.

de conséquences pour
moyens d'expression, pour la vie

Avec la série les Mc Coy.]

CARNET

Naissances

M. Patrice Delarue et Mme. née Juliette de Sèze, et Olivier, sont heureux de faire part de la naissance de Nicolas.
Brest, 16 septembre 1974.
— Najda et Charles Fejtó ont la joie d'annoncer la naissance de Raphaël.
le 17 septembre à Paris.
12, rue de Miromesnil (8^e).

Fiançailles

— On nous prie d'annoncer les fiançailles de Mlle Isabelle Pastre, fille de M. Pastre et de Mme. née Genevieve Clouet-Cailly, avec M. Jean-Pierre Trouillet, fils de M. Jacques Trouillet et de Mme. née Françoise Diehl.
61, boulevard Suchet, 75016 Paris.
75116 Paris.

Mariages

Le général et Mme Jean Brando.
M. et Mme Jean Aha, sont heureux d'annoncer le mariage de leurs enfants, Annie et Olivier, qui sera célébré à Paris le samedi 28 septembre.

Décès

— Mme veuve Hélène Lervillier-Anger et ses enfants Xavier, Bruno, Anne et Vincent, font part du décès de Mlle Marguerite ANGER.
leur mère et tante, survenue le 20 septembre 1974, dans sa soixante-troisième année. Elle était munie des sacrements de l'Eglise.
Les obsèques seront célébrées le mercredi 25 septembre, à 10 h. 30, en l'église Notre-Dame-des-Champs, Paris (8^e), et au Montparnasse.
Cet avis tient lieu de faire-part.
22, avenue Théophile-Gautier, 75016 Paris.
— On nous prie d'annoncer le décès de M. Alan ABRAGON, chevalier de la Légion d'honneur, survenu le 16 septembre 1974, dans sa quatre-vingt-deuxième année, de la part de Mme Alan ABRAGON.
Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité le 19 septembre 1974.
Une messe de Requiem sera célébrée, le mercredi 25 septembre, en l'église Saint-Thomas-d'Aquin (place Saint-Thomas-d'Aquin, 75007 Paris), à 8 heures précises.
Cet avis tient lieu de faire-part.
75007 Paris, 41, rue de l'Université.
— Le commandant, Mme R. Chavancier et leurs enfants.

ont la douleur de faire part du décès de leur frère, beau-frère et oncle, M. Georges CHAVANIER, capitaine de réserve en retraite, chevalier de la Légion d'honneur, membre de la Société d'horticulture du Maroc, membre de la California Avocado Society, pépiniériste plantes tropicales, survenu à Casablanca le 29 août 1974 à l'âge de soixante-douze ans. Il a été inhumé le 5 septembre 1974 au cimetière d'El Hank, à Casablanca.
— On nous prie d'annoncer que, le 16 septembre, ont été célébrées dans l'intimité, en l'église Saint-Médard, sa paroisse, les obsèques de Mme Marcel DELEPIN, née Marguerite Dorvieux, pieusement décédée le 12 septembre dans sa quatre-vingt-neuvième année, en son domicile, 10 bis, boulevard de Port-Royal, 75005 Paris. De la part de M. et Mme Henri Tard.
Mme Marie Delépine, M. et Mme Pierre Tard et leurs enfants.
Le docteur et Mme Claude Valette et leurs enfants.
M. et Mme Claude Ouzanis et leurs enfants.
M. et Mme Françoise Tard et leurs enfants.
Le docteur et Mme Philippe Tard, M. et Mme Stéphane Tard et leur fils.
Le docteur et Mme Philippe Tard, M. et Mme Stéphane Tard et leur fils.
Cet avis tient lieu de faire-part.
48, avenue de Saxe, 75007 Paris.
10 bis, boulevard de Port-Royal, 75005 Paris.
— M. Jean Fournier et Mme, née Ginette Doyen.
M. et Mme Bernard Doyen et Mme, née Colette Matras, et leurs enfants, les familles Doyen et Tard, ont la douleur de faire part du décès de M. André DOYEN, né Louis Tard, survenu le 18 septembre 1974 à Couches-les-Mines (71), dans sa quatre-vingt-deuxième année, munie des sacrements de l'Eglise.
La cérémonie religieuse a eu lieu le samedi 21 septembre 1974, à 9 heures, en l'église Saint-Denis-de-l'Estrie (93 Saint-Denis).
Cet avis tient lieu de faire-part.
11, avenue de Versailles, 75016 Paris.
8, rue de Varais, 75016 Paris.
— Metz-Nancy.
M. Gilbert Dreyfus, ingénieur des ponts et chaussées, et Mme, Mmes Anny et Françoise Dreyfus, et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de M. Marcel DREYFUS, né André Ruffin, survenu à Nancy, le 15 septembre 1974.
Les obsèques ont eu lieu à Nancy le 18 septembre.
Metz, 10, rue Winston-Churchill.
— Le commandant Fourrage Oulliaume, parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de M. Fournage, né Marcelle Couture de Lagardelle, survenu le 9 septembre 1974 à l'âge de soixante-huit ans.
— Mme Joseph, Louis Giorgi, M. et Mme Félizia Meneses, M. et Mme Louis Giorgi, Xavier et Florent, M. et Mme Alexandre Giorgi et Fabrice, M. et Mme Charles Giorgi et Arnaud, leurs parents, alliés et amis, ont la douleur de faire part du décès de M. Joseph, Louis GIORGI, commandeur dans l'Ordre national du Mérite, officier de la Légion d'honneur, président des Heures corse, survenu à Ghisoni, Corse, le 17 septembre 1974.
Nancy, 1, rue Notre-Dame.
(Né en Corse en 1898, le colonel Giorgi fut, dès juin 1940, l'un des initiateurs de la Résistance en Afrique du Nord, et, sous le nom d'Henri, joua un rôle de premier plan dans les mouvements armés, préparant le débarquement du 8 novembre 1942.
Son courage pendant les deux guerres mondiales et son action dans la Résistance lui valurent de très nombreuses citations, décorations et honneurs français et étrangers.
Il fut adjoint au maire de Nancy, puis

membre de la Délégation spéciale.
Poète et écrivain, il était membre de la Société des gens de lettres.
— M. Charles Rabin-Grammont, Mme Trémy de Landreville, Mme Laffin-Grammont, La vicomtesse Emmanuelle de Lapparent, M. Etienne Grammont, M. Pierre Grammont, M. et Mme Yves Combes, Le vicomte et la vicomtesse Marc de Lapparent, M. et Mme de Justat de Landville, Les familles Grammont, Desjardins, Rives, Gervais, Maréchal-Riviere, Fraichon, Lacroix, Lefèvre, Faure, Petit, Laffin, Pouchard, Tous les parents et amis, ont la douleur de faire part du décès de M. Suzanne GRAMMONT-ROUSSETTE, survenue à Saint-Tropez, le 18 septembre, à l'âge de quarante-neuf ans.
Les obsèques ont été célébrées le 20 septembre en l'église de Saint-Tropez.
Cet avis tient lieu de faire part du décès de M. Roger ROUSSET, officier de l'Ordre national du Mérite, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, docteur en droit, président du tribunal de grande instance de Reims, décédé le 16 septembre 1974 à Signy-le-Petit (Ardennes).
Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité de son village et de ses nombreux amis en l'église de Signy-le-Petit.
De la part de Mme Roger Rousset, sa femme, De Mme René Rousset, sa mère, Du docteur Marie-Françoise Rousset, sa fille, De Mme Gallard-Rousset, sa tante, De ses cousins et cousines, 5 bis, rue des Murs, 51100 Reims, 15, Grande-Rue, 05300 Signy-le-Petit.
13, rue du Théâtre-Romain, 02200 Soissons.
Cet avis tient lieu de faire-part.
— On nous prie d'annoncer le décès du docteur Alexandre JAQUEN, rappelé à Dieu à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.
Les obsèques auront lieu en l'église de Kerlouen, Finistère-Nord, le mardi 24 septembre, à 15 heures.
De la part de ses enfants, petits-enfants, et de toute la famille.
Cet avis tient lieu de faire-part.
— Mme Marcelle Boucheron, Le docteur et Mme Ollier et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Carlos DE LAS CASAS, ancien consul du Venezuela à Paris, survenu à Nice le 11 septembre.
Les obsèques religieuses ont eu lieu dans la plus stricte intimité.
— M. Gilbert Levy, Mlle Françoise Levy, Mlle Agnès Levy, M. et Mme Robert Kaufmann, et toute la famille, ont la douleur d'annoncer le décès de M. Gilbert LEVY, né Janios Kaufmann, survenu le 18 septembre 1974.
Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.
4, rue Eugène-Labiche, 75018 Paris, 28, rue de Babellag, 75018 Paris, 5, rue Chaligny, 75116 Paris.
— Mme Pierre Reichart, M. et Mme Reichart et toute la famille, ont le regret de faire part du décès de

M. Pierre REICHART, leur époux père et parent, survenu à l'âge de soixante-cinq ans le 20 septembre 1974 en son domicile, 2, square Emmanuel-Chabrier, Paris (17^e).
L'inhumation dans le caveau de famille se fera au cimetière de Montmartre, avenue Rachel, Paris (18^e), où l'on se réunira le mardi 24 septembre 1974, à 10 h. 15.
— On nous prie d'annoncer le décès de M. Alfred VITOUX, commissaire aux comptes, survenu le 20 septembre, à l'âge de soixante-douze ans, à Rambouillet (78).
De la part de Mme Alfred VITOUX-Touffier, son épouse, de ses enfants et petits-enfants, et de toute la famille.
Résidence à Les Garmes, 41, bis, rue R. Patenôtre, 78120 Rambouillet.
— Mme Georges Weill et ses enfants, M. et Mme André Lecomte et leurs enfants, M. et Mme Serge Berner et leurs enfants, M. et Mme Claude Lévy et leurs enfants, Les familles Weill, Zwirow et Kahn et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès du docteur Gaston Weill, chevalier de l'Ordre de la Santé publique, leur père, beau-père et arrière-grand-père, survenu le 20 septembre dans sa quatre-vingt-neufième année.

Les obsèques ont eu lieu à Marseille le 19 septembre dans la plus stricte intimité.
101, boulevard Georges-Beranger, 13007 Marseille.
— Annoucy.
Mme Christian Mercier, M. et Mme Jacques Mercier, leur famille et leurs alliés, extrêmement touchés des très nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de M. Christian MERCIER, et dans l'impossibilité de répondre personnellement, remercient vivement toutes les personnes qui se sont associées à leur deuil cruel.
— Mme Jean Majorelle et sa famille, dans l'impossibilité de répondre individuellement aux innombrables messages de condoléances reçus lors du décès de M. Jean MAJORELLE, prient tous ceux qui leur ont témoigné leur sympathie dans leur grand deuil d'accepter leurs remerciements émus et reconnaissants.
— Mme Madeleine Lescot, M. et Mme Michel Lescot et leur fille, Les familles Lescot, Cailly, Promont, Lavière, Donger, Bouchard, profondément touchés des marques d'affection et du sympathisme qui leur ont été témoignés lors du décès du lieutenant-colonel LESCOU, expriment leurs très sincères remerciements à toutes les personnes qui leur ont été associées à leur peine, et

en particulier le conseil municipal de Thénos, le comité des fêtes et FOPAC.
— Neuilly, Rio-de-Janeiro.
A l'occasion du premier anniversaire du décès de José de CASTRO, une pensée est adressée à tous ceux qui ont connu et admiré cet éminent personnalité, défenseur des pays du tiers-monde.
— Visites et conférences
MARDI 24 SEPTEMBRE
— VISITES GUIDÉES ET PROMENADES. — Caisse nationale des monuments historiques : 18 h., rue du Faubourg - Saint-Jacques, 38, Mme Chapuis ; 4 Charles de Gaulle à l'hôtel de Massé, — 15 h., devant l'église, Mme Gécoulais ; l'église Saint-Gervais et la rue François-Miron, — 15 h., entrée boulevard de Courcelles, Mme Legros ; 4 Le Parc Monceau.
— CONFÉRENCES. — 18 h. 30, Cercle républicain, 5, avenue de l'Opéra, Mme Maudouy ; 4 Les civilisations précolombiennes du Mexique, (Bible et Tiers saignée), — 20 h. 30, rue Saligny, 28, Frédéric Lison ; 4 Le patrimoine mythique de l'humanité, (L'homme et la connaissance).

L'Indian Tonic de SCHWEPPE'S est à l'orange ambré. Et pour ceux qui préfèrent le citron ? Bitter Lemon, l'autre SCHWEPPE'S.

A St. TROPEZ,

Charles Bernholz
vous propose,
votre pied à terre,
vue sur mer,
dans les Jardins du Pinet.
Piscine, tennis, club-house.

Renseignements et vente:
AGENCE de PAMPOLONNE
83350 RAMATUELLE
tel. 97.10.67

Le salon de l'auto chez vous...
De A à Z, 1000 modèles avec leur consommation exacte

SALON

DE L'AUTO 74

en vente partout 12 F

A L'HOTEL DROUOT

Mardi

EXPOSITION

S. 1. - Meub. et obj. d'art des XVIII^e et XIX^e s. Gravur. Tabl. MM. B. et J.P. Dillès, M^{me} Ader, Picard, Tajan.
S. 6. - Tableaux. Argenterie. Mobil. anciens et styles de Cœm.
S. 11. - Tableaux modernes et XIX^e s. C.F. Loudmer, Poulain, Cornette de Saint-Cyr.
S. 14. - Ameublem. M^{me} Bolognand.

VENTES

S. 6. - Bons meubles. S.C.P. Laurin, Guillaud, Buffetaud.
S. 11. - Bij. Mob. Four. M^{me} le Blanc.

PREPAREZ LE DIPLOME D'ETAT D'EXPERT COMPTABLE

Aucun diplôme exigé
Aucune limite d'âge
Demandes la revue guide gratuit numéro 285

ECOLE PREPARATOIRE D'ADMINISTRATION

Ecole privée fondée en 1873
soumise au contrôle pédagogique de l'Etat
4, rue des Petites-Champs, 75000 PARIS - CEDEX 02

CLÉN
modernise votre BUREAU

BUREAU : nouvelle génération de bureaux de travail pour l'ensemble des professions libérales ou le bureau personnel. Blanc ou noyer. Paiement à crédit ou comptant.
A partir de 12 m. une descente de 60 cm. libère la surface de travail des dossiers en attente et évite le désordre. Tiroir à poulie-à-vis en bascule.

Dimensions nat. 165 cm. blanc ou noyer
1.078 F net

Dimensions nat. 165 cm. blanc ou noyer
1.421 F net

Exposition - information
35, av. FRIEDLAND
PARIS 8^e - Tél. Paris : 901.16.73

Documentation gratuite en remplissant le bon à CLÉN.
CLÉN : 1000 CHIFFON

MATERIELS ET METHODES IC 1215
5191 et 51915 : 80015 PARIS

vous présente grandeur réelle votre Restaurant d'entreprise

CHEQUE DE JEUNER

10

DIX FRANCS

75

EMIS PAR LE CHEQUE COOPERATIF BOURGONNAIN 100 RUE LAMARTINE 21000 DIJON TEL. 21.24.20

1003333445 **25805** **83095**

un avantage pour le salarié

- contribution patronale sur le chèque-déjeuner,
- exonération de l'impôt sur le revenu sur cette contribution,
- libre choix du restaurant (+ de 25 000 en France).

une économie pour l'entreprise

- exonération des charges sociales et fiscales,
- surface récupérée.

CCR

le service le plus complet

- le plus rapide,
- le moins coûteux.

des références exceptionnelles

- des milliers d'entreprises, privées, publiques, semi-publiques dans toute la France.

A dater du 1^{er} janvier 1975, relèvement de la contribution de l'employeur au paiement des chèques-déjeuner (ou "titres-restaurants")

93, rue Lauriston, B.P. 340.16 75767 Paris Cedex 16

CHEQUE DE JEUNER

Tél. 727.49.53 +

السلامة العامة

	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	5,89
OFFRES D'EMPLOI	27,00	31,52
REPRESENTAT. : Demandes	13,00	14,91
Offres	27,00	31,52
Offres d'Emploi "Placards Encadrés" (2 col.)		
minimum 15 lignes de hauteur	35,00	40,86

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
IMMOBILIER		
Achat - Vente - Location	21,00	24,51
AUTOS - BATEAUX	21,00	24,51
PROPOSITIONS COMMERC.		
CAPITAUX	60,00	70,05
OCCASIONS	21,00	24,51

emplois internationaux

emplois internationaux

emplois internationaux

The Chase Manhattan Bank

RECHERCHE POUR LA
GUADELOUPE - Pointe-à-Pitre, UN

responsable des opérations bancaires

Rapportant au Directeur des opérations (exploitation), il aura la responsabilité de coordonner et de contrôler les activités de l'Agence telles que :
• administration des prêts, lettres de crédit, comptes, etc.
Ce poste conviendrait à un candidat :
• d'origine antillaise voulant s'installer à la Guadeloupe,
• possédant au moins 5 ans d'expérience bancaire (bonne connaissance du système bancaire français),
• capable de superviser une équipe (25 personnes),
• ayant une bonne connaissance de l'Anglais.
Il aura formé aux techniques et procédures de la CHASE MANHATTAN BANK.
Envoyer CV manuscrit et photo à la Direction du Personnel (à l'attention de M. DUBUS) The Chase Manhattan Bank, 41, rue Cambon 75001 - PARIS.

Groupe TOTAL COMPAGNIE FRANCAISE DES PETROLES Direction Total Exploration Production

mettant en exploitation de nouveaux gisements en MER du NORD, AFRIQUE du NORD, MOYEN-ORIENT, EXTREME-ORIENT, etc... et poursuivant l'effort d'exploration en AMERIQUE LATINE, EXTREME-ORIENT, AFRIQUE du NORD, etc.

recherche

pour ses activités de forage, mise en développement et production à l'ETRANGER

Avant affectation sur chantiers, formation assurée dans un premier temps au SIEGE à PARIS.

Bonne pratique de l'anglais indispensable.

Adresser C.V. avec photo sous référence : 121.186 30 rue de Mogador 75009 Paris.

Centre de Psychologie Appliquée

FRAMATOME

SOCIETE D'ENGINEERING ET DE CONSTRUCTIONS NUCLEAIRES
recherche pour sa Division des Réalisations au Siège Social PARIS - La Défense

chef de projet ingénieur

Mission : Assurer la réalisation d'un ensemble nucléaire à l'exportation :
• relations avec le client,
• lancement, coordination et contrôle de l'exécution par les Divisions spécialisées de la Société et des entreprises associées,
• gestion des budgets relatifs au projet.

L'homme :
• En plus de la formation d'ingénieur exigée, doit posséder une expérience dans l'installation d'usines clés en main à l'étranger, de préférence dans le domaine nucléaire.
• Age minimum 35 ans.
• Anglais courant indispensable. (Réf. 331)

ingénieurs de projet

Sous la direction du chef de projet, suit et coordonne les études, la construction des équipements, l'expédition sur site, le montage.
• Age minimum 30 ans.
• Anglais souhaité. (Réf. 332)

Ces postes s'inscrivent dans une Société en forte expansion.
Adresser C.V. détaillé, photo, salaire souhaité (en précisant la référence du poste) à Service du Personnel - 77/81, rue de la Mère 92403 - COURBEVOIE.

Important Bureau d'Etudes recherche pour un séjour en AFRIQUE NOIRE

ADJOINT TECHNIQUE ROUTIER

pour conduite de travaux. Ce poste qui comporte les responsabilités de l'adjoint technique à un jeune diplômé (B.T.S., I.U.T.) ait environ 3 ans d'expérience de préférence en Afrique. — Adresser CV détaillé + photo + salaire en précisant la réf. 345/780. — PUBLIPRESS, 11, boulevard Bonne-Nouvelle, 75002 PARIS CEDEX 02.

emplois féminins

Pour MAYENCE (Allemagne fédérale) recherche

COLLABORATRICE-SECRETAIRE

BILINGUE FRANÇ.-ALLEM. pour Société technique. Age minimum impératif 30 ans. Libre rétablissement. Adresser C.V. manuscrit + photo (retournée) à Mlle GATINET, 110, bd G.-Péri, MALAKOFF.

SALES ENGINEER

Are you a brilliant young CHEMIST OR CHEMICAL ENGINEER with a degree delivered by one of the French Faculties or Colleges of Chemistry (Paris, Rennes, Strasbourg, etc.), wanting to :
• develop your personality and talents in technical sales,
• work hard with a young fast growing international company,
• be responsible for the further development and growth of our business in France with further exposure possibilities to international business based in our Paris Office,
• exert your self-initiative and demonstrate your real working talents,
• run business at highest decision making levels.

Our company is the European subsidiary of Calgon Corporation U.S.A. We are actively engaged in the production and sales of a wide range of purification media used at an ever increasing rate in water treatment and pollution control techniques, such as for a large number of industrial purification processes.
We are looking for a man aged minimum 22, 2 to 4 years of industrial selling experience. Fluency in English is a must. Salary is attractive and commensurate with real experience. Company car will be provided.
If you feel the job attractive, please write with detailed Curriculum Vitae and professional background and references to

Sales Manager CHEMIVIRON S.A. 17-21, rue Géraud-Lamy 92300 Aubervilliers
Subsidiary of CALGON CORPORATION U.S.A. CHEMICAL AND ENGINEERING DIVISION

DIRECTEUR DE FILIALE

(Nationalité Britannique)

Poste de grande responsabilité dans un Groupe industriel et commercial européen (1,4 milliard - 14.000 personnes)

A la tête d'une véritable unité opérationnelle (33 personnes), le futur directeur aura pour mission de vendre sur son marché les produits de l'une des branches du Groupe (produits semi-conducteurs), en application d'une politique définie avec la Direction Commerciale.

Il veillera au respect des obligations : juridiques, fiscales et financières de la filiale.

La rigueur des objectifs de rentabilité fait appel à des compétences en matière de Marketing et de Gestion, déjà affirmées dans un poste équivalent.

Les candidats intéressés par une première prise de contact (garantissant la discrétion sur leur démarche) peuvent adresser leur curriculum vitae sous référence 4707 à LEVI-TOURNAY, 5, cité Pigalle, 75009 PARIS, qui transmettra.

LES EMPLOIS INTERNATIONAUX

Le Monde présente chaque lundi cette nouvelle rubrique dans ses pages d'annonces.

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

emplois régionaux

emplois régionaux

emplois régionaux

emplois régionaux

Henkel

INGENIEUR TECHNO-COMMERCIAL TRAITEMENT DE TEXTILES

Filière d'un Groupe Chimique multinational nous vous proposons cette activité dans notre département commercialisant des produits auxiliaires textiles

VOTRE CLIENTELE
Les fabricants de textiles (laine, tissage, blanchiment - teinture et apprêt)

VOTRE ACTIVITE
• Assurer le développement des ventes de votre secteur
• Conseiller techniquement la clientèle en réalisant des essais

VOTRE SECTEUR
L'Alsace et la Lorraine
Implantation : Mulhouse - Colmar
vous avez une formation d'ingénieur textile et une première expérience commerciale. Connaissance de l'allemand souhaitée.
Ecrire sous réf. M 803 à HENKEL FRANCE DRH BP 119 - 92220 Bagneux

INSTALLATIONS TECHNIQUES BATIMENT, SECOND ŒUVRE

DIRECTEUR INDUSTRIEL

SUD-EST

150-190.000 F

Une Société internationale fabriquant et installant des équipements de haute technicité a décidé de prendre sur le marché français une position conforme à ses moyens et à sa renommée mondiale.

Le Directeur Industriel pour la France aura la responsabilité de concevoir l'adaptation des produits au marché et de réorganiser la production. Il dirigera le service d'étude et les usines de construction et de montage (700 personnes) avec le souci de constituer et d'animer des équipes très compétentes.

Ce poste, offert à un Manager de formation grande école (X, Mines, ECP, ESE...), parlant anglais, ayant l'expérience d'une unité de production et compétent en électricité-électronique, convient à une personnalité efficace et forte souhaitant développer rapidement une carrière ambitieuse dans la Société ou dans le groupe.

Séle CEGOS

Adresser lettre man., C.V. détaillé, sous référence M.50.001. Discretion absolue garantie. 33, quai Gaffien, 92153 Suresnes.

IMPORTANT GROUPE AGRICOLE de la Région CENTRE OUEST

recherche

UN DIRECTEUR GÉNÉRAL

pour une de ses filiales (aliments du bétail et aviculture)
Il devra dans un premier temps se consacrer à une harmonisation de structures, à la mise en place d'un contrôle de gestion, à l'élaboration d'une politique d'expansion du groupe.

Par la suite, il devra prendre la Direction Générale du groupe.

Les candidats doivent avoir :
— une formation de haut niveau ;
— une expérience de plusieurs années dans le domaine de la gestion prévisionnelle et du contrôle de gestion.

Le fait d'avoir eu la responsabilité d'une entreprise sera très apprécié.

Adresser curriculum vitae, photo (retournée) et prétentions à : HAVAS CONTACT, 154, boulevard Beaumartin, 75008 PARIS, sous référence 54.002.

La Société BARNIER implantée dans la VALLEE du RHONE à VALENCE

et fabriquant des biens intermédiaires pour l'industrie (370 personnes) recherche

Chef du Personnel

avec la responsabilité des relations sociales, de la formation, du recrutement et de la gestion administrative du personnel. Un minimum de deux ans dans cette fonction est demandé.

Ecrire à 32 rue Barthe 69006 LYON Service L.

Cabinet Gatier

IMPORT. COMMISSIONNAIRE DE TRANSPORTS recherche POUR LYON

CADRE

pour démarche clientèle.
POUR GENÈVE/VIENNE

COLLABORATEUR

chevronné, pour département : ETUDES DE TRANSPORTS.

Adresser C.V. et prétentions sous n° 871, AJAX Publ., 3, cité Pigalle, 75009 PARIS, qui tr

CREDIT AGRICOLE DU GARD recherche

INGENIEUR SYSTEME

ayant responsabilité du Groupe Système Formation supérieur : expérience ou connaissance DOS et si possible OS : Formation idéalement CICS indispensable.

Adr. C.V. et prétentions à Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutual du Gard, Boite Postale 40, 14, bd des Arènes, 30007 NIMES.

IMPORTANTE ENTREPRISE CENTRE LYON pour son centre calcul IBM 370/145

PROGRAMMEUR SYSTEME

capable assurer maintenance chaîne de programmes écrits en COBOL et Assemblers sous OS 360. Le poste exige plusieurs années d'expérience programmation IBM et bonne pratique du J.C.L.

Adresser curriculum vitae détaillé à : RESSON, B.P. 143 - 75063 PARIS CEDEX 12.

	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	6,00	6,89
OFFRES D'EMPLOI	27,00	31,52
REPRESENTAT. : Demandes	13,00	14,91
Offres	27,00	31,52
Offres d'Emploi "Placards Encadrés" (2 col.)		
minimum 15 lignes de hauteur	35,00	40,86

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
IMMOBILIER		
Achat - Vente - Location	21,00	24,51
AUTOS - BATEAUX	21,00	24,51
PROPOSITIONS COMMERC.		
CAPITAUX	60,00	70,05
OCCASIONS	21,00	24,51

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

CHEF COMPTABLE

PARIS 70.000+
La filiale française d'un très important groupe multinational de biens d'équipements recherche pour assister le Directeur Financier d'une de ses divisions un Chef Comptable.
Le candidat idéal aura au moins 5 ans d'expérience de la comptabilité dans un environnement industriel et l'habitude du dialogue avec l'informatique.
La connaissance de l'Anglais sera un avantage. La rémunération à laquelle, s'ajoutent d'importants avantages sociaux pourra dépasser le niveau prévu pour un candidat très qualifié.
Votre lettre de candidature sera reçue et examinée confidentiellement par Monsieur Michel SOYER, 4, rue de Téhéran Paris 8ème sous la référence 7.94

FORMATION

PARIS

LE GROUPE CEGOS

premier cabinet indépendant international de consultants en organisation et en formation permanente recherche des Psychosociologues-Ingénieurs consultants pour

CEGOS - IPPSO

Institut pour le perfectionnement psychosociologique dans les organisations

Cet institut groupe des psychosociologues - ingénieurs consultants qui se sont donnés pour objectif de créer et d'appliquer des méthodes pédagogiques efficaces et réalistes afin d'aider les entreprises à surmonter leurs problèmes de : Relations humaines, Communications, Gestion de personnel, Formation de formateur, Développement personnel de l'encadrement.
Leur action se réalise sous la forme de STAGES interentreprises (50% du temps) et également d'INTERVENTIONS dans l'entreprise conjuguant enquêtes psychosociologiques, groupes d'analyse de situation et séances de formation selon un plan d'intervention adapté au contexte de chaque entreprise. Cette équipe cherche à s'adjoindre des psychosociologues - ingénieurs consultants compétents dans le domaine de la

- FORMATION HUMAINE DES CADRES
- FORMATION HUMAINE DE LA MAÎTRISE
- PÉDAGOGIE DES ADULTES

Quelques années d'expérience dans l'entreprise sont nécessaires. Une formation de psychosociologue à laquelle s'ajoute une formation complémentaire (gestion, technique, droit ou économie, etc.) est souhaitable. Age : 30 ans minimum. Ces activités se déroulent en France et à l'étranger (pays arabes). Les déplacements à l'étranger peuvent être de longues durées.

IPP
O

Dominique CHALVIN, qui dirige l'IPPSO suivra personnellement votre candidature.
Ecrivez-lui directement. Il vous répondra et étudiera avec vous les termes d'une collaboration utile et profitable pour les deux parties.
Ecrire à CEGOS-IPPSO - 33 quai Gallieni, 92163 SURESNES
Téléphone 772.31.32

Le Groupe DELALANDE

Pharmacie, Chimie, Cosmétologie, (C.A. 73 : 276 MF expansion 20%) recherche pour sa

DIVISION PARFUMERIE

(C.A. 73 : 35 MF, siège à Saint-Ouen)

LE DIRECTEUR DU DEVELOPPEMENT FRANCE

Responsable de la conception, de la promotion et de la vente des produits en France.

De formation supérieure.

Ayant obligatoirement une expérience vécue de la Parfumerie et du Cosmétique, et du Marketing de grande consommation.

Adresser candidatures et C.V.

Directeur Encadrement DELALANDE S.A., 32, rue Henri Regnault, 92402 COURBEVOIE.

CHEF COMPTABLE

Un organisme du secteur tertiaire, situé près du pont de Neuilly, recherche pour son service de comptabilité (effectif de 15 personnes) un RESPONSABLE capable d'assurer la comptabilité générale y compris les bilans, la comptabilité analytique et la gestion de la trésorerie.
De bonnes connaissances en fiscalité et en informatique sont demandées. Ce poste requiert aussi une aisance au niveau des contacts humains et une bonne expérience de la conduite d'une équipe.
Ecrire sous la référence numéro 104, à : CEPIAD, 2, rue Joseph-Sauvage, 75008 PARIS.

emplois régionaux

emplois régionaux

emplois régionaux

emplois régionaux

IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS

MATÉRIEL D'ÉCLAIRAGE DE GRANDE CONSOMMATION

recherche pour l'une de ses filiales (300 personnes - CA 50 millions) autonome dans sa gestion et décentralisée Sud OILÉANS

un Responsable MARKETING

Direction rattachée à la Direction commerciale, ce cadre sera chargé :

- des études de marché
- de la définition ou de l'amélioration des produits en fonction des besoins du marché
- de la recherche de nouveaux canaux de distribution

Ce poste demande une formation supérieure

HEC-ESSEC - SUP. de CO

et une expérience de quelques années en tant que Chef de Produit ou Consultant dans un Cabinet de Conseil en Marketing.

Les dossiers de candidatures seront traités confidentiellement sur

DEVELOPPEMENT

service M. 917 10 rue de la Paix, 75002 Paris

ingénieur diplômé

futur responsable des approvisionnements

Après une période de formation, il sera rattaché au Directeur de l'usine et gèrera un volume d'achat de 25 MILLIONS de FRANCS (produits sidérurgiques, fonderie alu, moteurs électriques, plastiques). Son action personnelle dans la découverte de nouveaux fournisseurs et au sein de groupes d'analyse de la valeur visera à la réduction des coûts d'approvisionnement.

Il animerait une équipe d'une vingtaine de personnes réparties dans les Services achats (4 acheteurs) et gestion du stock.

Ce poste conviendrait à un jeune ingénieur diplômé ayant au moins 3 ans d'expérience dans des fonctions techniques.

Les lettres de candidature précisant la rémunération souhaitée seront étudiées sous réf. V 271. M en collaboration avec

plein emploi

CATERPILLAR FRANCE S.A.

GRENOBLE

recherche d'urgence

TRADUCTEUR (TRICE) TECHNIQUE

ANGLAIS - ALLEMAND

en constructions mécaniques et métallurgiques.

Quelques années d'expérience exigées. Très bonnes connaissances d'Anglais. Connaissances de base en Allemand.

Dactylographie soignée.

Ecrire avec C.V., photo et références : Service du personnel, B.P. 35 Centre de tri 3841, Grenoble-Cedex

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

recherché par

Important B.E.T. aux plans national et forte expansion.

Devra être intéressé par les problèmes de droit commercial, informatique et de gestion. 2 ou 3 ans d'expérience appréciée, mais peut être débutant.

Connaissance langues appréciée.

Lieu de travail : STRASBOURG.

Ecrire avec C.V., photo et références à : B.E.T. ENGINEERING, 63, av. des Vosges, STRASBOURG.

O.R.E.A.M. - LORRAINE

Organisme Officiel d'Aménagement du Territoire

RECHERCHE

Un Chargé d'Études

capable de contribuer au développement d'une politique régionale dans le domaine social.

Niveau d'études supérieures - Très fort dynamisme. Motivation personnelle certaine. Si possible connaissance de l'administration.

Résidence : Nancy, Pont-à-Mousson ou Metz.

Envoyer C.V., photo et références à : O.R.E.A.M. - Lorraine - 54700 PONT-À-MOISSON. Garantie absolue de discrétion.

LABORATOIRE DE COSMÉTOLOGIE

YVES ROCHER

La Gacilly - Morbihan

Capital 31.942.400 F - C.A. 120.000.000 F

recherche

LE RESPONSABLE DE SA COMPTABILITÉ ANALYTIQUE

- 30 ans minimum DECS.

- Expérience substantielle.

- Avantages sociaux.

- Rémunération intéressante.

Adresser curr. vitae complet et prétentions à : Laboratoire de Cosmétologie - YVES ROCHER, Service du Personnel - 56300 LA GACILLY.

Importante Société spécialisée dans l'équipement des Loisirs - Recherches

recherche

INSPECTEUR DES VENTES

pour le réseau EST (ou SUD-EST).

Missions : gestion d'un réseau de concessionnaires et animation des ventes.

Moyens : Gamme de produits réduits. Conditions de ventes attractives. Support promotionnel important.

Le candidat devra connaître les problèmes d'un réseau de ventes.

Nois offrons : salaire attractif et position CADRE.

Ecr. n° 71421, CONTEXTE Pub., 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

Pour les Services de COMBAT.

LE CENTRE NATIONAL DES TELECOMMUNICATIONS LANNION

recherche

INGENIEUR INFORMATIEN (E.S.E., E.N.S.T., etc.).

Minimum 5 ans d'expérience professionnelle en systèmes ou en C.A.D. ou en banque de données.

Ecr. ou tél. M. GRALL, R.C.I./S.I.C. - C.N.E.T. - LANNION, route de Tréguier, 22001 LANNION.

Téléphone : (06) 38-30-01.

RHONE-PROGIL LA MADELEINE banlieue Nancy, recherche

TECHNICIEN SUPERIEUR

ayant été professeur ou chef d'atelier, ayant expérience en mécanique industrielle, électricité, électronique ou chimie et ayant assumé responsabilité chef de groupe.

Adr. C.V. à RHONE-PROGIL, 54700 LANEUVILLE-devant-Nancy.

emplois féminins

SECRÉTAIRES BILINGUES Français-Anglais

minimum 25 ans

rompues à tous problèmes d'un SERVICE EXPORT

- Adjudications internationales.
- Douanes.
- Transports.
- Crédits documentaires etc...

recherchées par

Importante Société Industrielle

Oscar Exportation 1972

Filiales en BELGIQUE, ALLEMAGNE, GRANDE-BRETAGNE, PAYS-BAS, U.S.A.

- Située à 160 km Sud de Paris, ville universitaire à proximité d'un plan d'eau permettant la voile et tous sports.

Adresser CV manuscrit et photo récente ainsi que tous documents utiles à la candidature à Pierre LICHAU S.A., 10, rue de Louvois 75003 Paris cédex 02 qui transmettra (sous référence 2483).

SOCIÉTÉ DE TAILLE INTERNATIONALE

recherche

INGENIEURS SYSTEME

sur ensembles IBM 370/168

• formation sanctionnée par un diplôme en informatique,

• 3 à 4 ans d'expérience dans les fonctions d'ingénieur Système sur matériel IBM,

• place stable,

• résidence en province,

• participation à l'étranger à des congrès en informatique.

Adresser Curriculum Vitae sous référence 114 à P. LICHAU S.A., 50, allée Jean Jaurès - 31000 Toulouse

الامال

صلى الله عليه وسلم

DEMANDES D'EMPLOI	Le 19/09	Le 20/09
OFFRES D'EMPLOI	27,00	31,52
REPRESENTAT. : Demandes	13,00	14,91
Offres	27,00	31,52
Offres d'Emploi "Piscards Encadrés" (2 col.)		
minimum 15 lignes de hauteur	35,00	40,88

ANNONCES CLASSEES

IMMOBILIER	Le 19/09	Le 20/09
Achat - Vente - Location	21,00	24,51
AUTOS - BATEAUX	21,00	24,51
PROPOSITIONS COMMERC.		
CAPITAUX	60,00	70,05
OCCASIONS	21,00	24,51

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

JEUNES DIPLOMÉS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR COMMERCIAL

Dynamiques et ambitieuses...
mais aussi CONCRETS ET RÉALISTES !

PHILIPS

MATÉRIEL GRAND PUBLIC

vous propose
DE NOUVEAUX POSTES
AU SEIN DE SES ÉQUIPES DE VENTE
à Paris et dans les Grandes Métropoles Régionales
si vous admettez qu'un stage à notre Ecole de
Vente et qu'une expérience pratique de 2 ans
sur le terrain confirmeront votre personnalité
valoriseront vos connaissances théoriques vous pré-
parent ainsi à une carrière à la mesure des dimen-
sions de notre GROUPE ;

adresser alors d'urgence lettre man-
uscrite et photo à : Monsieur GAT,
Direction Centrale du Marketing,
50, avenue Montaigne - 75008 PARIS
en précisant lieu de travail souhaité
et vos prétentions.
Tout candidat retenu sera convoqué à un entretien
individuel pour lui permettre d'être largement
informé des diverses possibilités de carrière.
Il sera répondu à toutes les candidatures
avec la discrétion de rigueur.



Entreprise moyenne, performante, profitable, à
gestion multinationale, fabriquant des produits
chimiques spécialisés, recherche :

NEG - ESSEC - SUP. DE CO.

ou
EX - ECP - MINES

ou
BUSINESS SCHOOL

Connaissances étrangères souhaitées pour
son

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

Il sera chargé des problèmes suivants :

- administrative,
- personnel,
- informatique,
- organisation,
- juridique.

Avenir largement ouvert

Envoyer C.V. et photo à : Service Recrutement,
PROTEX, 2, rue Serbelli - 92005 LEVALLOIS.

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE INTERNATIONALE
recherche

CHEF DE COMPTABILITÉ

Pour son Siège (La Défense)

Notre d'excellentes connaissances de base (DECS
ou équivalent) ainsi qu'une bonne expérience
dans les méthodes comptables anglo-américaines
de bonnes notions d'anglais, le candidat retenu
sera dynamique et aura un désir de réussir au
sein d'un organe en pleine expansion. Excell.
niveau de formation et perspective d'évolution exceptionnelle.
ou avec C.V. en latin, présent et disponibilité,
se réf. CO/AR à T&A, 17, rue La Boétie, Paris-8.
Il transmettra. Discrétion absolue garantie.

Paris-Sud

Senior Soft Junior Soft

faits pour la Gestion

Analyste programmeur

à l'aide en Fortran DOS/OS.

Faites carrière dans un groupe international puissant.

Envoyez avec références à
Monsieur ANDRIEU G.
7, rue Oscar Roty, 75015 PARIS.
discrétion absolue.

finance administration

Paris

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Le Président d'un groupe industriel récemment consti-
tué, filiale d'une société internationale, organise ses
structures, crée son équipe de Direction et recherche
un...
Ce poste exige un savoir-faire et un savoir-être
approfondis en matière de comptabilité générale et
analytique, de maîtrise la mise en place d'une
organisation capable de répondre en permanence
aux besoins d'information de la Direction et de la
direction.

Notre attention se porte sur le collaborateur qui, par
sa personnalité et son dynamisme, capotera au dé-
veloppement d'un esprit critique, il lui sera indispensable
d'avoir à la fois un sens planifier et des qualités
humaines pour assurer la mise en place et la pratique
de méthodes de travail modernes et modernes.
Par formation, expérience et tempérament, le Président
pratique effectivement une large délégation de pouvoirs
basée sur la confiance accordée à ses collaborateurs
directs, lesquels tiennent de leur capacité à assu-
rer pleinement leurs responsabilités.
Anglais indispensable.
Adresser C.V. et lettre manuscrite sous références
27427/M à I.C.A. qui transmettra.

ICA International Classified Advertising
3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 PARIS

SAINT-GOBAIN DESJONQUERES

Leader d'une spécialité verrière
recherche

pour ses usines de PROVINCE et
REGION PARISIENNE

JEUNES INGENIEURS DE PRODUCTION débutants diplômés de grandes écoles

Après une période de formation à nos techniques,
ces collaborateurs accéderont progressivement à des
postes de responsabilités au sein d'un groupe en
pleine expansion.

NOUS CHOISIRONS DES HOMMES :

- profondément motivés pour une carrière dans
le domaine technique
- dotés de qualités humaines et de contact
- souhaitant la mobilité qui conditionne une évo-
lution certaine de carrière.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. N° 60.317

cabinet
reconte 4, rue André Camille, PARIS-8^e
membre de l'ANCERP



ALSTHOM

1) Division « Transports Ferroviaires »
recherche pour services électroniques de
MASSY-PALASEAU

UN INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

Quelques années d'expérience en automations et
contrôle de thyristors.

2) Division « Transports Ferroviaires »
recherche pour siège social
AVENUE KLEBER

UN INGÉNIEUR

DE CONCEPTION DE MATÉRIEL D'APPAREIL-
LAGE TRACTION, formation mécanique avec
expérience industrielle, en particulier de fabri-
cations mécaniques ou bureau des méthodes de
fabrication.

3) Division « Transports Ferroviaires »
recherche pour siège social
AVENUE KLEBER

UN JEUNE CADRE

FORMATION SUP. DE CO OU D.E.C.S. OPTION
GESTION, pour étude de l'évolution des structures
de prix de revient de gros matériels industriels
dans le cadre des services de contrôle budgétaire.

Adresser C.V. et photo, en 3 ex., au Service du Personnel,
38, avenue Kleber, PARIS (16^e) - Tél. : 727-00-80.



Massey Ferguson

(C.A. 959 millions,
nombre de personnes
en France : 5 100)
1er constructeur mondial
de matériel agricole et
de travaux publics,
recherche pour les

services financiers

DE SON SIÈGE SOCIAL FRANÇAIS

jeune cadre HEC ESSEC SUP de CO

Intéressé par :
• une première expérience le mettant
en contact avec des techniques
évolues d'analyse financière,
• une participation à l'évaluation des
investissements et des différents
phases de développement des projets,
• des perspectives de carrière en France
ou à l'étranger au sein d'un groupe
multinational.
ANGLAIS COURANT INDISPENSABLE.

Adresser C.V. photo et prétentions à
MASSEY FERGUSON, Service Recrutement
22, avenue Galliéni 92350 LE PLESSIS
ROBINSON (se réf. 3420 AS).

RÉVISEURS-COMPTABLES

Notre cabinet propose à des candidats possédant
le niveau du DECS ou équivalent et 2 ans de pra-
tique en cabinet des postes de Réviseurs-Comptables
et d'Assistants-Réviseurs.

Des travaux de révision comptable approfondie
développant sur la certification des bilans permet-
tent à nos collaborateurs d'aborder complètement
les problèmes d'entreprises très diverses, de com-
pléter leur formation et d'assurer leur promotion.
Ecr. N° 15.344, P.A. SVF, 37, r. Gal-Poy, 75008 Paris.

Important groupe industriel français
Dimension internationale - Forte expansion dans l'exportation
Etats d'équipement
I.C.A. supérieur à 2 milliards de Francs - 20.000 personnes
recherche pour son Siège Social PARIS

contrôleurs de gestion

diplômés Ecoles d'Ingénieurs ou Universités, ATTACHES AU
Directeur du contrôle de gestion du groupe

CHARGES DE :
• assister la Direction Générale et les directeurs d'unités dans la
préparation de la campagne budgétaire annuelle, notamment dans
l'appréhension des objectifs ;
• suivre la réalisation des objectifs budgétaires, des plans d'actions
de progrès, analyser les écarts ;
• définir et mettre en œuvre les procédures internes de comptabilité
analytique, de planification et de contrôle de gestion ;
• concevoir les tableaux de bord pour tous les niveaux hiérarchiques
concernés.

PROFIL :
• connaissance des techniques budgétaires, gestion prévisionnelle et
analyse de gestion ;
• si possible expérience industrielle mécanique ;
• homme de dialogue, ayant le goût de la rigueur, ferme dans ses
objectifs ;
• aisance de rédaction - connaissance de l'anglais appréciée.

Pour des candidats de valeur, répondant à ces critères, ces postes
assurent un développement de carrière motivant et donnent lieu
à une rémunération intéressante.
Adresser lettre, C.V. et photo avec références sous le N° 71.378
à CONTEXTE Publicité 20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, q.t.

PARIS

Important fabricant Matériel
Électronique pour son
département Électronique Industrielle
(convertisseurs)
recherche

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Formation Ingénieur (ARIS et METIERS, ISN, SUP. BLED
ou équivalent) ;
Expérience vente matériel industriel de forte technicité ;
Bon contact à niveau élevé ;
Rémunération suivant expérience, non inférieure à 70000 F/An.
Écrire pour tous renseignements sous Réf. 72031 A.

GRES 11, Allée de la Robertsau
67000 STRASBOURG

GRUPE SOCIÉTÉS T.P.
recherche

COLLABORATEUR

30 ans minimum - Haut niveau

pour assister Directeur administratif et financier
- Formation Grandes Ecoles Commerciales ;
- Bonne connaissance comptabilité analytique et
gestion.

Envoyer C.V. détaillé et photo sous numéro 15.312
P.A. SVF, 37, rue du Gal-Poy, 75008 PARIS, qui tr.

DIGITAL EQUIPMENT-FRANCE
Filiale française du leader mondial des mini-ordinateurs P.D.P.
recherche

SPECIALISTE FONCTION PERSONNEL

Il (elle) devra :
- dans un premier temps prendre totalement en charge le recrute-
ment et la sélection de Personnel (Ingénieurs de ventes, de mainte-
nance, Spécialistes Software...)
- Être prêt à assurer dans un très proche avenir d'autres responsabi-
lités relatives à cette fonction.

Ce poste exige :
- Une expérience dans le recrutement et les entretiens d'embauche
si possible dans le milieu informatique ;
- Une formation en psychologie industrielle et de bonnes connais-
sances en droit du travail ;
- Une réelle capacité à travailler d'une manière autonome, tout en
faisant preuve d'un esprit d'équipe ;
- Une bonne connaissance de l'anglais parlé et écrit.

Digital vous offre :
- Une ambiance jeune et dynamique ;
- Une organisation souple et informelle ;
- La possibilité de bâtir une carrière dans une Entreprise Internatio-
nale en développement très rapide.

Adresser votre C.V. détaillé avec photo et rémunération souhaitée
sous référence EPF1 au Responsable du Personnel,
DIGITAL EQUIPMENT-FRANCE
Centre Sili - Cifex L. 225
94533 RUNGIS - Tél. 687-23-33.
Discrétion d'honneur assurée.

digital

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

GCT
CHIEF DE SERVICE
PRÉSENT

Le titulaire du poste sera responsable de deux Services représentant un effectif de 35 personnes. Il sera chargé d'établir les standards unitaires et d'assurer la comptabilité analytique et la gestion comptable des valeurs d'exploitation. Le candidat devra exercer une fonction similaire au poste à pourvoir depuis 5 ans et posséder une expérience des relations avec les Services Informatiques.

Connaissance de l'anglais indispensable.

Envoyer C.V. sous référence No 51 à
CIE GENERALE DE CONSTRUCTIONS
TELEPHONIQUE - Service du Personnel -
251, rue de Vaugrand - 75740 Paris Cedex 15.

DEUX CHEFS DE PRODUITS

Hommes dégagés O.M., diplômés d'ingénieur électronique ou électicien. Formation ou expérience commerciale. Bonne connaissance de l'anglais. Fonction : suivi et promotion d'une ligne de produit intéressant :

- 1) la téléphonie privée (systèmes téléphoniques de petite capacité), réf. 7219 C
- 2) les courants faibles (distribution de l'heure, pointes, horaires flottants), réf. 7909 B

Les candidats intéressés adresseront C.V. détaillé et prétentions, en précisant la référence du poste choisi, à M^{me} MAUREL, SOCIÉTÉ FRANÇAISE DES TELEPHONES, 36 bd de la Finlande, 92700 COLOMBES.

MF Massey Ferguson

(C.A. 959 millions, nombre d'engins en France : 5.100)
1^{er} constructeur mondial, travaux publics, recherche

spécialiste formation

pour son siège social et ses 2 usines.

Il identifiera l'ensemble des besoins, le choie, la mise en œuvre de solutions, la gestion du budget et l'organisation administrative de la formation.

Nous recherchons un JEUNE CADRE diplômé de l'enseignement Supérieur, ayant acquis 2 à 3 ans d'expérience dans le domaine de la formation au sein d'une société importante, en tant que gestionnaire ou animateur.

Adresser C.V. détaillé avec salaire actuel, photo et prétentions à notre Service Recrutement, 22 avenue de la République, 92150 LE PLESSIS ROBINSON (ss réf. 5572)

Société Industrielle de dimension nationale en fort développement (2 000 personnes) recherche pour sa Direction des Relations Humaines à Paris

JEUNE ADJOINT AU CHEF DU PERSONNEL

SUP de CO, PSYCHO INDUS. ou équivalent

Dans un premier temps il prendra la responsabilité d'actions de recrutement comprises au sens le plus large : développement de méthodes nouvelles, décision des engagements et suivi de l'intégration des candidats. Il participera aussi à des actions d'information et d'animation. Par cette expérience il doit acquiesir une bonne maîtrise de la connaissance des hommes et de l'entreprise qui lui permettra d'évoluer vers d'autres missions : formations, carrières, relations sociales.

Pour un premier contact adresser C.V. et photo sous réf. 7922 à
ORGANISATION et PUBLICITE
2, rue Marengo 75001 Paris, qui transmettra.

Pour faire face au développement de ses activités en
CHIMIE INDUSTRIELLE ET TRAITEMENT DES EAUX

UNE SOCIÉTÉ D'ÉLECTRONIQUE DE RENOMMÉE MONDIALE

recherche des

INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

pour faire preuve d'expérience industrielle dans ce domaine.

ILS SERONT CHARGÉS de l'étude et de la commercialisation de sous-systèmes, ce qui suppose des déplacements fréquents sur le territoire métropolitain.

La préférence sera donnée à des candidats dynamiques ayant une bonne connaissance de la langue ANGLAISE.

Pour rendez-vous, téléph. à M. BARAT, 045-39-55 (poste 500) ou adresser C.V. et photo à n° 71584, CONTRASSE Publicité, 10, av. Opéra, Paris-1^{er}, q. tr.

VOLKSWAGEN FRANCE SA

recherche pour sa
DIVISION MARKETING

spécialistes publicité

Ces publicitaires devront :

- gérer le budget de publicité
- concevoir et réaliser des campagnes publicitaires sur le plan national et régional
- assurer la liaison avec l'Agence et le réseau de concessionnaires.

Ces postes conviennent à des Chefs de Publicité ou Adjoint, ayant 3 à 5 ans d'expérience, de préférence dans le milieu automobile, organisés, bons gestionnaires, ayant le sens de la négociation et des relations humaines.

Le lieu de travail est à VILLERS-COTTERETS, avec fréquents déplacements.

Envoyer C.V. avec photo et prétentions au Département du Personnel, S.A. 2, 02500 VILLERS-COTTERETS.

CADRE COMMERCIAL "assurances"

LA PRESERVATRICE recherche pour son Bureau de Paris un collaborateur de Haut Niveau.

LA MISSION : développement et gestion de portefeuille "risque automobile", en rapport avec les courtiers d'assurances.

L'HOMME : formation supérieure - expérience pratique de l'assurance automobile sera appréciée - négociateur - responsabilité et initiative demandées - il est appelé à mener des actions de prospection.

Envoyer nous votre C.V. en précisant le niveau de rémunération souhaité.

Madame A. WALLET
LA PRESERVATRICE
18, rue de Londres
75439 Paris Cedex 09

UNILEVER souhaite engager pour sa Société d'adjuvants pour béton (CONCREX) qui s'installe en France, son

DIRECTEUR FRANCE

Il aura la responsabilité entière des opérations sur le marché français : commercialisation des produits, démonstration technique, production, gestion, encadrement.

Le poste conviendrait à un homme ayant au moins 10 ans d'expérience de la vente de produits chimiques industriels et une bonne formation technique.

Une connaissance des industries et matériaux de construction, une expérience pratique d'encadrement et de gestion, ainsi qu'une pratique convenable de l'anglais seraient utiles.

La rémunération ne sera pas inférieure à 85.000 F/an.

Écrire sous C.V. et prétentions au Département Central du Personnel (réf. XIX/74), 8, Av. Delcassé 75004 Paris Cedex 08.

Important Établissement Financier

dans le cadre du développement de son
DEPARTEMENT INFORMATIQUE (I.S.M. 378/155 sous D.O.S.-V.S.)

recherche

- 1 ANALYSTE
Diplômé d'une Ecole d'Ingénieurs, ayant 3 à 4 ans d'expérience.
- 2 ANALYSTES PROGRAMMEURS
Niveau Licence, ayant 2 à 3 ans d'expérience.
- 2 PROGRAMMEURS DÉBUTANTS
Niveau Math-Sup.
(Une formation complémentaire sera assurée.)

Adresser C.V. man., photo et prétent., n° 87.284, PUBLICITE ROGER BLEY, 101, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.

IMPTÉ SOCIÉTÉ ÉDITION

recherche pour son

Service du Personnel

UN CADRE

HOMME, 32 ans minimum, ayant l'habitude du commandement et possédant une expérience confirmée dans une moyenne entreprise en matière :

- de législation sociale et droit du travail
- d'administration de gestion (soit traitée sur ordinateur)
- de formation du personnel cadres et employés
- de relations avec les élus du personnel.

Adr. lettre manuscrite, C.V., photo et prétent. à C.A.P., 120, bd Raspail, Paris (6^e), qui transm.

Bureau Marcel van Dijk

Ingénieurs-Conseils en Méthodes de Direction, S.A.S.I., Paris - Bruxelles recherche un

INGÉNIEUR-CONSEIL

Le poste convient à un jeune Ingénieur de formation Grande Ecole, ayant entre 3 et 5 ans d'expérience des problèmes de l'organisation des entreprises.

Il devra être capable, au sein d'une équipe pluridisciplinaire :

- d'assurer la conduite d'études variées relatives à l'organisation administrative et la gestion des entreprises et au développement de systèmes d'information et de documentation ;
- d'assurer des séminaires de formation technique, à l'aide de méthodes pédagogiques modernes ;
- d'établir systématiquement des contacts avec les clients et les prospects ;
- de faire preuve d'initiative et de créativité.

Déplacements courts durée (province, étranger).

Envoyer lettre manuscrite et C.V. au Bureau Marcel van Dijk, 33, rue Galilée, 75118 Paris.

engineering de champ pétrolier

Notre société possède une longue expérience en engineering pétrolier. Son développement actuel l'amène à s'entourer de collaborateurs rigoureux, capables d'apporter une réelle plus-value en matière d'innovation, mais aussi rompus aux problèmes d'engineering pétrolier.

N. MINES CENTRALE... vous avez au moins 35 ans, vous parlez bien l'anglais, vous appréciez d'être basé à PARIS en ayant à vous déplacer fréquemment, adressez sous référence 811M à EUREQUIP un précisal le nom des sociétés auxquelles vous ne souhaitez pas que soit communiqué votre candidature.

EUREQUIP
40, av. du Président Wilson, 75116 Paris

Très Importante Société de Mécatronique Fine et Spécialité, PARIS (7^e)

recherche pour son

SERVICE INFORMATIQUE

équipé en 370/125 - DOS/VS

UN PROGRAMMEUR CONFIRMÉ

Soudetier d'évoluer au sein d'une Société en pleine expansion

Il faut au moins 5 ans d'expérience d'un poste semblable et connaître les langages suivants : PLI - COBOL - GAP 2.

Une formation de type IUT est souhaitable. L'aptitude à travailler en équipe est indispensable.

Adr. curriculum vitae manuscrit, prétentions et C.V. - photo à Service du Personnel, C.I.A.L. 13, rue de Montparnasse, PARIS (20^e).

INGÉNIEUR AYANT EXPÉRIENCE TRAVAUX NEUFS

est recherché par
SOCIÉTÉ PÉTROCHIMIQUE

Rechercher avec curriculum vitae, n° 88.543, CONTRASSE Publ., 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

Société Internationale siège Paris recherche

directeur général

200 000 F à 250 000 F

Il dirigera une activité de biens d'Équipements comprenant plusieurs unités organisées en Centres de profits qui réalisent un chiffre d'affaires annuel total de 200 millions de francs.

Agé de 35 ans minimum, c'est un Manager confirmé, un Gestionnaire rigoureux, qui allie à de bonnes compétences techniques une solide expérience des problèmes de Marketing et Commerciaux. Anglais indispensable.

Les candidats intéressés peuvent adresser leur dossier de candidature sous référence 7927 à
PUBLICITE ZEEGERS
149, rue St-Honoré 75001 PARIS

Mentionner le nom des Sociétés auxquelles votre offre ne doit pas être transmise. Discrétion de rigueur assurée.

jeune cadre de vente

Groupe international, fabriquant des emballages pour l'industrie alimentaire, nous sommes en forte expansion.

En France, nous sommes une équipe restreinte. Aujourd'hui nous cherchons à nous adjoindre un jeune cadre commercial ayant, si possible, une expérience de la vente dans le secteur des industries alimentaires.

Le poste que nous lui confierons, basé à Paris, sera nécessitant de fréquents déplacements en province, comportera des responsabilités de gestion et de négociations à niveau élevé.

Une bonne connaissance de l'anglais est indispensable.

Les candidatures seront étudiées dans les meilleurs délais par Eurequip. Écrivez-les sous référence 8816.

EUREQUIP
40, av. du Président Wilson, 75116 Paris

Compagnie d'assurances importante et en rapide évolution

cherche

INGÉNIEUR-ÉCONOMISTE

Très solide formation mathématique, statistique et économique.

3 ou 4 ans d'expérience dans un service d'études ou de planification et une bonne pratique de la technique des modèles d'entreprise.

Le candidat retenu participera à la conception et à la mise en place d'un plan de développement à long terme.

Il travaillera au Siège Social à Paris, en étroite collaboration avec l'actuel responsable du projet et devra faire preuve de persévérance, de souplesse et d'un certain sens de la pédagogie pour mettre en application et faire accepter par les échelons régionaux de la Société le plan de développement qui aura contribué à faire adopter par la Direction Générale.

C'est un rôle fondamental qui permet une vue complète et prospective de la vie de l'entreprise.

SÉLÉ CEGOS

Envoyer lettre manuscrite, curriculum vitae détaillé, rémunération actuelle, sous la référence M. 11.950, 33, quai Gallieni - 92153 SURESNES.

مكتبة الامم المتحدة

	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	6,00	6,89
OFFRES D'EMPLOI	27,00	37,52
REPRESENTAT. : Demandes	13,00	14,91
Offres	27,00	37,52
Offres d'Emploi "Placards Encadrés" (2 col.)		
minimum 15 lignes de hauteur	35,00	40,86

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
IMMOBILIER		
Achat - Vente - Location	21,00	24,51
AUTOS - BATEAUX	21,00	24,51
PROPOSITIONS COMMERC.		
CAPITAUX	60,00	70,05
OCCASIONS	21,00	24,51

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

POUR LE SERVICE DES TELECOMMUNICATIONS les PTT recrutent sur titres POUR PARIS ET LA PROVINCE

250 DIPLOMÉS

de certaines écoles d'ingénieurs ou titulaires d'une maîtrise d'informatique (âge maximum 30 ans)

FONCTIONS
Exploitation technique et maintenance des installations
Lancement de travaux neufs
Contrôle de chantiers
Etudes pour la mise en place de nouveaux systèmes d'exploitation

CANDIDATURES REÇUES JUSQU'AU 11 OCTOBRE 1974

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS DANS LES DIRECTIONS REGIONALES DES TELECOMMUNICATIONS

Paris : 18, Boulevard de Vaugirard 75331 PARIS CEDEX 15

Banlieue : 103, Rue de Grenelle 75700 PARIS

Province : au chef-lieu de la région de résidence.

Burke
83-87, avenue d'Italie 75013 PARIS

1° UN (E) CHARGÉ (E) D'ÉTUDES QUALITATIVES CONFIRMÉ (E)

Profil souhaité : études supérieures de psychologie, expérience minimum de 2 ans dans un poste similaire. Possibilité de devenir rapidement Chef de Groupe Adjoint.

Env. C.V. et lettre de candidature manuscrite à : Pauline GEORGIADIS

2° UN (E) RESPONSABLE DU SERVICE CODIFICATION

Il (elle) sera chargé(e) du contrôle et du planning de la codification des études quantitatives. Il (elle) doit connaître (ou doit pouvoir apprendre rapidement) un langage de décodification d'enquêtes. Expérience dans poste similaire exigée.

Env. C.V. et lettre de candidature manuscrite à : Michel SCHWARTZ

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ELECTRONIQUE PARIS
recherche

Responsable recrutement ingénieurs

MISSION :
- définition des profils de postes,
- conception des moyens de recherche et de sélection,
- recrutement et orientation des ingénieurs.

CE POSTE NECESSITE :
- une formation supérieure psycho et/ou scientifique. De préférence une expérience acquise dans un service de recrutement ingénieurs ou cadres techniques dans un grand groupe.

Envoyer C.V. et présentations à No 71967 - CONTEXTE PUBLICITE, 20, Avenue de l'Opéra 75004 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

Nous suivons une politique de développement de filiales pharmaceutiques en Europe. Nous recherchons donc des

JEUNES CADRES AMBITEUX

ayant une expérience même courte de l'Industrie Pharmaceutique possédant une solide formation de base et étant prêts à faire de nombreux déplacements.

Nous pouvons leur offrir un poste formateur de chargé de mission pouvant les préparer en quelques années à assumer les responsabilités de Directeur de Filiale dans un des pays Européens.

Envoyer CV détaillé (réf. 1332) SNPM Petites Annonces 100, av. Charles de Gaulle 92522 NEUILLY

CHEF DES VENTES

75.000 F

Tous occupons une place prépondérante sur le marché international des amendements et engrais à fond.

Nous devons une partie de nos résultats à la qualité des produits que nous vendons, mais aussi et surtout à la valeur et à l'enthousiasme de notre équipe de vente.

Notre Siège étant nécessairement éloigné d'un certain nombre de régions dans lesquelles nous avons une activité continue, nous recherchons un meneur d'hommes, vendeur, forceur et bon Manager pour diriger nos représentants dans leur travail auprès des clients, coopératives agricoles et négociants.

Nous avez une solide formation agricole ou commerciale. Vous souhaitez prouver vos capacités et l'attitude de nous que nous saurons les reconnaître.

C'est avec vous que nous aimerions réussir.

Statut cadre - Frais remboursés.

Merci d'envoyer votre C.V. sous réf. 8.539 à :

COFAP
40, rue de Châteaufort 75010 Paris, 10

Importante Société de Construction d'ensembles industriels pour la sidérurgie l'industrie chimique, d'appareils de levage et de manutention (groupe de 1^{er} plan)

recherche

ACHETEURS CONFIRMÉS

POSITION CADRE

pour négociations contrats avec Directions commerciales - C.A. : 30 millions/an.

Ils auront également responsabilité appels d'offres et suivi des commandes.

Expérience engineering appréciée.

Connaissance indispensable anglais ou allemand.

Lieu de travail : Paris. Déplacements nécessaires.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. et présent. à n° 8736, PUBLICITE REUNIES, 111, bd Voltaire, 75011 PARIS, qui transmettra.

OFFSHORE

L'un des premiers Groupes internationaux d'engineering, recherche pour compléter son équipe chargée de développer des activités Offshore plusieurs

INGENIEURS DE PROJET EXPERIMENTES

dans ce domaine. Ils interviendront selon leur souhait, soit au stade de la recherche et de la négociation des contrats, soit au stade des études et de la réalisation des projets. Ces postes sont basés à Paris et nécessitent une grande mobilité.

La rémunération proposée ne sera pas inférieure à 80 000 F par an.

Les candidatures sont à adresser sous référence 7790 à :

OP organisation et publicité
2, rue Maréchal - 75001 PARIS (11^e TRAVERTINE)

UNE DES PLUS PRESTIGIEUSES BANQUES D'AFFAIRES, de renommée internationale, recherche un jeune

organisateur informaticien

pour lui confier la responsabilité d'études d'organisation utilisant les techniques et les méthodes les plus avancées en informatique.

Il devra mettre en place les solutions qu'il proposera à la Direction Générale.

Ce poste peut conduire rapidement à des responsabilités importantes dans la Banque.

Le candidat recherché est un diplômé d'une Grande Ecole possédant un minimum de deux ans d'expérience de l'organisation, et ayant de très bonnes connaissances en informatique.

Une formation en informatique technique bancaire lui sera assurée.

Ce poste peut aussi conduire à l'information de la Banque d'être un rôle de conseil et de réalisation au plus haut niveau.

Adresser curriculum vitae détaillé en rappelant le poste Organisateur Informatique et la référence : 84402. Des critères professionnels strictement garantis. Il sera répondu rapidement à tous les candidats correspondant au profil ci-dessus.

EGE
CONSEIL EN RECRUTEMENT 19, RUE DE LA PAIX 75002 PARIS

PRODUCTEUR DE FIBRES CHIMIQUES
d'IMPORTANCE MONDIALE recherche

POUR DIVISION FIBRES SYNTHÉTIQUES

CHEF DU SERVICE DÉVELOPPEMENT

Il aura :
- la formation technique textile (filature, bonneterie, tricot, ou tissage).
- la connaissance technique de fibres chimiques, la connaissance pour utilisation aménagement ;
- la connaissance de ces articles sur le marché français dans le cadre d'une politique de marketing à l'étranger.

Poste à pourvoir dans région parisienne. Voiture de fonction fournie.

Adresser candidat avec C.V. et photo sous réf. 15.303 à : GRAFA Publicité, 42, rue du Faubourg-St-Honoré, 75008 PARIS, qui transmettra.

CREDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL
recherche

2 programmeurs analystes

Profil IUT Informatique

Dégagés des obligations militaires. Possibilités d'évolution vers l'analyse.

Ecrire CIC
Service du Recrutement
66 Rue de la Victoire 75009 Paris

elis
Europe large service

Premier groupe européen de services textiles recherche

DIRECTEUR DES APPROVISIONNEMENTS ADJOINT

Appelé à succéder au Directeur en titre, le candidat, âgé de 30 ans minimum, de formation supérieure, devra justifier :

- de connaissances réelles techniques textiles (chaîne et trame) et si possible en confection ;
- de sa compétence de gestionnaire de préférence dans le domaine des achats et des stocks.

Adresser curriculum vitae manuscrit et photo à : GERBAUD PUBLICITE, référence 461, 44, rue Lamarck - 75018 PARIS.

Groupes multinationaux PARIS recherche

économiste

à « dominante financière »

Formation Doctorat ou Grandes Ecoles pour éclairer la stratégie de la firme au plan international.

Ceci recouvre notamment :

- les implications de l'inflation sur l'entreprise ;
- l'évolution du triptyque « coûts, productivité, marges » ;
- les changements dans le mode de financement des investissements ;
- l'évaluation des parts et l'intégration de ce paramètre à la stratégie de la firme.

Si possible expérience quelques années dans Services Economiques grande banque et/ou analyse financière.

Ecrire avec C.V. détaillé sous réf. 7975 à : ORGANISATION ET PUBLICITE 2, rue Maréchal 75001 PARIS

suma

Directeur de Gestion offre poste

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

- niveau B.T.S.
- expérience similaire souhaitée.
- goût pour la gestion et l'organisation.

Lieu de travail : 92 ANTONY.

Envoyer C.V. manuscrit, photo et présentations, Sté S.M.D., Service du Personnel, 17, avenue de la Résistance, 92100 ANTONY.

MANPOWER FRANCE
recherche pour son bureau de BOURG-LA-REINE

CHEF DE SECTEUR

(FEMME) 28 ans minimum Niveau BTS SECRETARIAT

FONCTIONS :
- Recrutement, détachement, gestion de personnel administratif intermédiaire ;
- Contacts avec les responsables des sociétés qui font appel à nos services (téléphone et visites).

LA CANDIDATE IDEALE
aura une bonne expérience de secrétariat commercial, le goût des contacts humains, une grande souplesse d'adaptation, de l'ordre, de la méthode.

Env. lettre manuscrite, C.V., photo et présentations : J.F. GUITTON, Direction du Personnel 88, RUE LA FAYETTE - 75009 PARIS

LE CENTRE D'ÉTUDES DE PRÉVENTION
recherche pour sa

DIRECTION DES CONTRÔLES INDUSTRIELS :

UN INGÉNIEUR

GRANDE ÉCOLE 30 ans minimum

Il sera chargé du développement des

Activités nouvelles

Une expérience de quelques années en INGÉNIEUR et, si possible, en contrôle technique est souhaitable, mais non indispensable.

Anglais indispensable.

Lieu d'attache : PARIS, mais déplacements de courte durée à prévoir.

Adresser C.V. et présentations à M. BARRER, C.E.P., 34, rue Bonaparte, PARIS (17^e).

BANQUE PRIVÉE
recherche un

INSPECTEUR DE BANQUE

- 27 ans minimum ;
- Formation supérieure (professionnelle ou universitaire) ;
- Au moins 2 ans d'expérience acquise dans un poste d'inspection d'une BANQUE DE DÉPÔTS.

Adresser C.V. manuscrit, photo et présentations sous n° 87.232, PUBLICITE ROGER ELEY 101, rue Beaumour, 75002, Paris, qui transmettra.

Très important groupe français (construction électrique) leader dans sa branche, recherche dans le cadre de son expansion pour ses différentes unités situées PARIS - PROVINCE - AFRIQUE NORD, plusieurs

ingénieurs diplômés

Centrale Paris, AM ou équivalent, ESE ou autre école d'ingénieurs Electriciens, débutants ou ayant quelques années d'expérience.

Postes à pourvoir : Fabrication, Méthodes, Service Technique.

Adresser lettres de candidature avec C.V. détaillé au service L.1515.

plein emploi 40 Rd Henriot Lyon 2

Nous sommes la filiale d'une Sté Internationale. Nous utilisons un J10/115 sous DOS en label et nous évoluons vers le télétravail.

Notre Service Studies d'Informatique a pour mission :

- de concevoir un nouveau système de gestion commerciale ;
- d'assurer la maintenance et de développer les applications existantes.

Nous recherchons pour ces tâches :

ANALYSTES PROGRAMMEURS et PROGRAMMEURS CONFIRMES

Connaissance du PL/1 appréciée

Adresser C.V. et présentations sous réf. L263 à : SWEETIS, S.P. 208, 75024 PARIS CEDEX 09, qui transmettra.

FABRIQUE DE PRODUITS CHIMIQUES PHARMACEUTIQUES
PROCHE BANLIEUE NORD DE PARIS recherche

DIRECTEUR D'USINE

Les candidats devront :

- Avoir une expérience industrielle supérieure à 10 ans ;
- Avoir sens organisation et commandement.

POSSIBILITE DE LOGEMENT DANS L'USINE

Adresser C.V. détaillé et présentations s. réf. 2480 à : F. LICHOU S.A., 10, rue Louvois, 75003 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

MATRA
recherche pour sa division systèmes civils

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

ayant quelques années d'expérience pour prospection, rédaction offres et ventes de systèmes d'automatisation. Connaissances hardware, software et télétransmission souhaitées.

Anglais parlé.

Adresser lettre manuscrite, CV et présentations à : Direction des Affaires Sociales BP N° 1 - 78140 VÉLIZY

MATRA

Sté produits minéraux recherche

CADRE COMMERCIAL

formation technique minimum lic. sciences, allemand nécessaire.

Anglais apprécié.

13 mois, prime vacances.

Ecr. B.M.P., 40, chemin des Visandières, 78400 Chelles.

Ministère Justice recrute pour un poste de chef de service 27 ans, bacheliers licenciant 2 ans pratique professionnelle, diplôme universitaire de droit, spécialité : droit des sociétés, droit des affaires, droit des procédures collectives.

Postes à pourvoir : LE HAVRE, LE HAVRE, TROYES, CORBEIL, A. d'ailleurs, 5 ans pratique exigée. Adresser : Ministère de la Justice, 4, rue Vandôme, Paris 1^{er}, des Abscondées, 92700 Boulogne.

Ecole Notre-Dame de Bury MAJENCY (15) contrat association demande PROFESSEUR SCIENCES - PHYSIQUES. Tél. 03. 927-30-27.

SURVEILLANTS EXTERNES
les complètes et m-10, m-10, m-10. Ecr. Ecole MAJENCY, 11, r. des Abscondées, 92700 Boulogne.

**DIRECTEUR DES VENTES****140.000 F**

Un très important groupe français à vocation internationale recherche un Directeur des Ventes pour une de ses divisions industrielles, spécialisée dans les équipements de chauffage (accélérateurs, régulation, pompes, etc.). Il sera responsable de l'application de la politique commerciale et de la réalisation des ventes avec le concours d'une trentaine de commerciaux qu'il sera chargé d'animer, de diriger et de gérer. Dans un souci permanent de marketing, il devra par son action personnelle acquérir de nouveaux marchés et découvrir d'autres débouchés. Ce poste conviendrait à un cadre si possible de formation supérieure, âgé d'au moins 28 ans, capable d'assimiler la technique des produits, mais surtout excellent vendeur et homme de terrain, et dont les fonctions antérieures lui permettent d'être un animateur confirmé. La connaissance des milieux installateurs, distributeurs, grossistes et des prescripteurs du bâtiment serait un atout très appréciable. Une expérience de marketing industriel permettrait au candidat retenu de trouver à court terme dans le cadre de cette division un développement de carrière intéressant. La rémunération annuelle de départ sera de l'ordre de 140.000 F et fonction des compétences. Écrire à Paris.

Réf. A/2135M

DIRECTEUR COMMERCIAL FRANCE**120.000 F**

Un groupe multinational extrêmement dynamique, spécialisé dans l'emballage, recherche un Directeur Commercial pour sa filiale de distribution française. Sous l'autorité du Directeur du Marketing Européen, il sera responsable de la gestion commerciale, administrative et humaine d'une entreprise orientée vers la vente dans le secteur alimentaire. Dans le contexte d'une gestion par objectifs, il s'attachera particulièrement au développement des ventes et au maintien de relations saines avec la clientèle, au moyen d'une force de vente d'une dizaine de vendeurs qu'il devra réorganiser et motiver. Ce poste conviendrait à un candidat âgé de 35 ans minimum, de formation supérieure commerciale ou équivalente, ayant une expérience confirmée de la vente de produits destinés à l'industrie alimentaire acquise de préférence dans une société anglo-saxonne. Une certaine connaissance de l'anglais est nécessaire. Le candidat devra être un bon organisateur et un meneur d'hommes. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 120.000 francs, pourra être supérieure si l'expérience le justifie. Le poste est à pourvoir dans la banlieue nord-ouest de Paris. Écrire à Paris.

Réf. A/2136M

RESPONSABLE COMMERCIAL**100.000 F**

Une importante société française, leader dans sa branche, (Produits Industriels destinés au Bâtiment), recherche un Responsable Commercial pour Paris. Sous l'autorité du Directeur Commercial, il sera un animateur de la politique et du développement de sa région. À partir de cas spécifiques, il sera amené à innover et à moduler les actions commerciales. Enfin, dans le cadre d'objectifs annuels, il contrôlera plusieurs agences (6) et leur personnel (60 personnes), il conseillera les chefs d'agences sur le plan commercial, administratif et technique. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 35 ans, ayant une formation supérieure technique ou commerciale, attestant d'une expérience de plusieurs années dans l'animation et le commandement d'un réseau de représentants complètes par une aptitude à la gestion. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 100.000 F, sera liée à l'expérience acquise. Excellentes perspectives d'avenir. Écrire à Lyon.

Réf. A/2132BM

TÉLÉ-INFORMATIQUE**Paris**

Une division d'un très important groupe industriel français, spécialisée dans la fabrication et la vente de terminaux conversationnels intelligents, recherche dans le cadre de son expansion continue des spécialistes du télé-traitement.

Ingénieurs Commerciaux — Dépendant du Chef de Secteur, ils s'intégreront à l'équipe existante et auront pour mission de prospecter la clientèle qui leur sera confiée. Ces postes conviendront à des candidats âgés d'environ 30 ans, de formation supérieure (grande école ou niveau équivalent), ayant acquis une solide expérience de la vente de matériel informatique (terminaux en particulier) et possédant de bonnes connaissances des procédures de télé-transmission. La pratique de la langue anglaise serait appréciée. Écrire à Paris.

Réf. A/2132M

Technico-Commerciaux — Basés à Paris, ils seront chargés d'analyser les besoins de la clientèle, d'en trouver les solutions et de rédiger les propositions en vue des négociations en étroite collaboration avec les ingénieurs commerciaux. Ces postes conviendront à des candidats âgés d'environ 30 ans, de formation supérieure (grande école d'ingénieur) possédant de bonnes connaissances des systèmes informatiques, du soft de télécommunication, alliés à une grande expérience du télétraitement et des périphériques d'ordinateurs. Ces postes nécessitent le goût des contacts clientèle. La pratique de la langue anglaise serait appréciée. Écrire à Paris.

Réf. A/2019BM

Technico-Commercial Senior — Sous l'autorité du Directeur Commercial France, il aura la responsabilité des ingénieurs technico-commerciaux et sera lui-même opérationnel. Ce poste conviendrait à un candidat ayant acquis l'expérience énoncée à la référence A/2019B et possédant de plus l'habitude de l'animation d'une équipe. Écrire à Paris.

Réf. A/2020BM

Création Produits — La même société recherche pour son service marketing un Responsable Produits de haut niveau qui, en fonction de ses connaissances de la concurrence et du marché, sera chargé d'apporter des modifications aux produits existants et de définir de nouveaux produits jusqu'à la rédaction du cahier des charges. Ce poste conviendrait à un candidat diplômé d'une grande école d'ingénieurs (Télécom, Supélec...) ayant acquis une très bonne expérience de la télé-informatique (produits et procédures, hardware et software) et possédant un réel esprit marketing afin de se monter réaliste, créatif et synthétique dans son approche des besoins de la clientèle et des possibilités de réalisation technique actuelles. Écrire à Paris.

Réf. A/2133M

Formation Commerciale — Après s'être familiarisé avec les produits existants, ce spécialiste de la formation commerciale sera chargé de recenser les besoins en formation des équipes commerciales et technico-commerciales, et d'y répondre lui-même ou avec l'aide d'organismes extérieurs spécialisés. Il sera bien entendu chargé de l'accueil et de la formation des nouveaux entrants, en vue de faciliter leur intégration à l'équipe existante. Il participera également en collaboration avec la direction commerciale à l'élaboration des argumentaires de vente. Ce poste conviendrait à un candidat diplômé de l'enseignement supérieur (sciences humaines, grande école de commerce...) ayant acquis une réelle expérience de formateur commercial dans une société si possible du domaine informatique. Écrire à Paris.

Réf. A/2134M

La rémunération afférente à ces différents postes est fort intéressante et sera fonction de l'expérience acquise par chaque candidat.

CHEF DU SERVICE INFORMATIQUE**78.000 F**

Un groupe multinational, l'un des premiers au monde de la profession, recherche le Chef du service informatique de son usine du Nord-Pas-de-Calais (400 personnes environ). Attaché à la direction administrative et comptable de l'établissement, il sera responsable de l'exploitation du système existant : un IBM 3 avec téléprocéssing, et de la programmation en liaison avec les services demandeurs : comptabilité bien sûr, mais aussi personnel, fabrications, stocks, etc. Il entretiendra également d'étroites relations avec la direction informatique européenne qui est équipée d'un IBM 370. Enfin et surtout, il sera l'organisateur, le formateur et l'animateur d'une équipe de 7 ou 8 personnes (analyste-programmeur, programmeurs, perfo-vérificateurs). Ce poste convient à un cadre de 28 ans au moins, diplômé de l'enseignement supérieur et justifiant d'une expérience de la programmation et de l'informatique de gestion, ainsi que de la conduite d'une équipe. Une bonne connaissance de la langue anglaise est indispensable. La connaissance des IBM 3 ou 360/20 serait appréciée. La rémunération annuelle, fonction des compétences, pourra atteindre 78.000 francs au départ pour un élément le justifiant. Le groupe qui est particulièrement avancé en matière de gestion des ressources humaines est en mesure d'offrir d'intéressantes perspectives à un candidat de valeur. Écrire à Croix.

Réf. A/4176M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.

Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A. - 8, rue Bellini, 75782 Paris - Cedex 16 - Tél. : 727 35-79

9, rue Jacques-Moyron, 69006 Lyon - Tél. : (78) 52-90-63 - 19, Résidence Flandre, 59170 Croix - Tél. (20) 72-52-25

Amsterdam - Barcelone - Bruxelles - Copenhague - Dusseldorf - Frankfurt - Hambourg - Londres - Madrid - Milan - New York - Oslo - Rome - Stockholm - Stuttgart - Turin - Zurich

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET COMPTABLE**120.000 F**

Une importante société française, spécialisée dans la production et la transformation de matières plastiques, filiale d'un groupe international, recherche pour Paris un Directeur administratif et comptable. Sous l'autorité du Directeur Général, il supervisera l'ensemble des services administratifs, comptables et informatiques du siège. En liaison avec le service Organisation et Méthodes du groupe, il sera chargé de la conception et de la mise en place de procédures comptables et administratives homogènes permettant un contrôle efficace des opérations effectuées dans des divisions dotées de l'autonomie de gestion. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 30 ans, de formation supérieure (HEC, ESSEC, ESC) possédant une formation comptable complémentaire (DECS ou niveau expertise) et justifiant d'une solide expérience de l'organisation comptable et administrative acquise dans une société industrielle ou dans un cabinet d'audit anglo-saxon. La pratique de la langue anglaise est nécessaire. La rémunération annuelle, fonction de l'expérience, sera de l'ordre de 120.000 francs. Le développement de la société permet d'envisager d'intéressantes perspectives d'évolution pour un candidat de valeur. Écrire à Paris.

Réf. A/2131M

MARKETING MANAGER**100.000 F**

Produits pharmaceutiques — La filiale française d'un groupe multinational, spécialisée dans la production et la commercialisation de produits pharmaceutiques, recherche dans le cadre de son expansion rapide, pour son Siège situé à Paris, un jeune Marketing Manager. Sous l'autorité du Président Directeur Général, il élaborera les objectifs et les programmes de marketing et de vente de la Société sur le marché français et sera responsable de leur mise en œuvre ainsi que du contrôle des résultats, en outre il dirigera une force de vente de 75 personnes et sera chargé de la coordination des différents services opérationnels ainsi que des relations avec le service Marketing de la maison mère. Ce poste convient à un cadre commercial confirmé, diplômé d'enseignement supérieur, âgé d'au moins 30 ans. La préférence sera donnée à un pharmacien ayant acquis une solide expérience du marketing et de la gestion de produits dans le secteur industriel pharmaceutique. Une bonne connaissance de l'anglais est indispensable. La rémunération annuelle de départ ne sera pas inférieure à 90.000 francs et sera fonction du niveau d'expérience acquise. Écrire à Paris.

Réf. A/2127M

ATTACHE DIRECTION COMMERCIALE**90.000 F**

Un groupe français (chiffre d'affaires consolidé : 150 millions de francs), lié à une puissante holding, et spécialisé dans la fabrication et la vente de produits destinés aux industries alimentaires, pharmaceutiques et chimiques, crée pour faire face à son expansion constante un poste d'Attaché de Direction Commerciale. Basé au siège en proche banlieue parisienne, et sous l'autorité du Directeur Commercial du groupe, il assistera celui-ci dans diverses missions : études, conseils, administration et organisation des ventes, contacts commerciaux à haut niveau avec les industries et les administrations. Ce poste conviendrait à un candidat âgé de 30 ans environ, de formation commerciale supérieure (HEC, ESSEC ou équivalent) ayant acquis environ 5 années d'expérience dans les différents aspects de la fonction commerciale (vente et administration), si possible dans le marketing de produits industriels et au sein d'une société de moyenne importance. Une assez bonne connaissance de l'anglais est nécessaire. Compte tenu des possibilités d'évolution une grande importance sera accordée au potentiel et à l'adaptabilité du candidat. La rémunération annuelle de départ sera de l'ordre de 90.000 francs, et fonction de l'expérience acquise. Écrire à Paris.

Réf. A/1989CM

CHEF DE PRODUIT**+ 85.000 F**

Secteur hospitalier — La filiale française d'un groupe international de premier plan, leader dans la fabrication et la vente de produits médico-chirurgicaux de haute qualité crée, pour son siège situé près de Lyon, le poste de Chef de Produit pour son département spécialisés. Rattaché au Directeur du Marketing et assisté par le Directeur des Ventes, il aura pour mission d'analyser les besoins du Marché, de gérer les différents produits et de favoriser le développement de produits de plus en plus sophistiqués. Sa connaissance du Marché lui permettra de jouer un rôle déterminant dans l'orientation de la politique de commercialisation. En outre, dans le cadre d'une direction par objectif, il devra définir les moyens nécessaires à sa mission. Ce poste nécessitant une pratique courante de l'anglais, conviendrait à un candidat âgé d'au moins 30 ans. À partir d'une formation supérieure commerciale ou médicale, il aura acquis à un poste de responsabilité, une réelle connaissance des problèmes de commercialisation en milieu médical ou hospitalier. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 85.000 F, sera fonction de l'expérience acquise. Il s'y ajoutera un intéressement lié aux objectifs définis annuellement. Ce poste offre de sérieuses perspectives d'évolution à un candidat de valeur. Écrire à Lyon.

Réf. A/3278M

INGÉNIEUR COMMERCIAL**Lorraine**

Une société filiale d'un des plus importants groupes industriels français souhaite diversifier les activités de son usine située près de Thionville. Dans ce but, elle crée sur place un poste de responsable commercial qui sera chargé de définir les secteurs industriels auprès desquels il recherchera ensuite des contrats de sous-traitance. Pour ce faire, il devra dans un premier temps évaluer les capacités techniques disponibles (outillage et main-d'œuvre) d'une unité de production dont l'activité majeure reste les produits métalliques pour le bâtiment. Il définira ensuite des familles de produits pour lesquelles l'usine serait facilement opérationnelle, et il entrera en contact avec les entreprises concernées, soit dans la région, soit outre-Rhin. Le poste réclame une formation technique du niveau ingénieur, une bonne pratique de la langue allemande et une bonne disposition pour les contacts commerciaux. Le salaire annuel de départ, de l'ordre de 80.000 francs, pourra être supérieur si les compétences le justifient. Logement assuré. Écrire à Paris.

Réf. A/2129M

CHEF DES VENTES PARIS**70.000 F**

Machines à calculer — La filiale française de distribution d'une société multinationale recherche pour créer et développer son département « calculateurs de poche » et « imprimantes de bureau » un Chef des Ventes. Basé à Paris et, après analyse du marché de la distribution, il mettra en place un réseau sur la France et l'Allemagne. Dans un premier temps, il aura un rôle important sur le terrain et visitera personnellement les clients. Puis, il sera ensuite responsable de la coordination des ventes et des actions promotionnelles. Il participera, en liaison avec la Direction Générale, à la définition des nouveaux produits. Ce poste conviendrait à une jeune professionnelle de la vente, âgée d'au moins 28 ans, ayant acquis une bonne expérience dans la vente de machines de bureau et de solides connaissances du marché et de la distribution. Le titulaire doit être rapidement capable d'assumer la responsabilité entière de ce département. À la rémunération annuelle de l'ordre de 70.000 F s'ajoutent une voiture de fonction ainsi que le remboursement intégral des frais de déplacement. Écrire à Paris.

Réf. A/2137M

ATTACHÉ DE DIRECTION**65.000 F**

Secteur Tourisme-Banques — Une importante banque internationale, membre d'un groupe de renommée mondiale lié à l'industrie du tourisme et des voyages, recherche pour sa filiale française dont le siège est situé à Paris, un attaché de direction. Relevant directement du Directeur, il sera chargé, dans un premier temps, d'innover en matière de produits bancaires destinés à une clientèle de particuliers. Il sera en outre peu à peu formé à certains produits spécifiques de cette société, et son activité prendra alors une orientation internationale, principalement européenne, qui le conduira à s'adresser aux Directions Générales des grands organismes financiers des différentes places. Ce poste conviendrait à un jeune diplômé d'enseignement supérieur, âgé d'au moins 25 ans, ayant acquis une excellente information sur les institutions et mécanismes bancaires, et souhaitant exercer des fonctions commerciales dans un contexte international. La pratique de l'anglais est indispensable, de bonnes notions d'allemand ou d'espagnol seraient appréciées. La créativité, le standing personnel, et le sens de l'autonomie constituent des facteurs prédominants pour réussir dans cette fonction. La rémunération annuelle de départ sera de l'ordre de 65.000 F. Écrire à Paris.

Réf. A/2138M

RESPONSABLE COMMERCIAL**+ 60.000 F**

Restauration — Une des toutes premières maisons de Bourgogne pour la qualité de ses vins et sa notoriété recherche un responsable du secteur restauration sur la région parisienne. Il aura pour mission de développer les ventes de ce secteur et mettre progressivement en place une équipe de représentants. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 30 ans, possédant une bonne introduction dans le milieu de la restauration, l'expérience de la vente de produits similaires et une solide formation. La rémunération annuelle de départ, comprenant fixe et intéressement, sera de l'ordre de 60.000 francs et pourra être supérieure en fonction des résultats. Intéressantes perspectives d'évolution. Écrire à Paris.

Réf. A/2130M

سورة الاحقاف

SCIENCES

cause de fissures dans les systèmes de refroidissement

Quinze des cinquante et une centrales nucléaires ont provisoirement fermées aux États-Unis

Un mois après la publication, aux États-Unis, d'un rapport qui soulève de graves inquiétudes sur la sûreté des centrales nucléaires, la Commission américaine de l'énergie atomique (A.E.C.) a annoncé, le samedi 21 septembre, qu'elle avait ordonné la fermeture d'ici à deux mois quinze des cinquante et une réacteurs producteurs d'électricité aux États-Unis.

Cette mesure a été prise après que trois réacteurs nucléaires, au cours de la semaine dernière, ont été fermés par la Commission de l'énergie atomique, en raison de défauts de sécurité.

Les réacteurs du même type que ceux dont le système de refroidissement a été révisé, ne pourront être ré-ouverts qu'après avoir subi une inspection. Il se peut que certains réacteurs soient fermés pendant plusieurs semaines, voire plusieurs mois, avant que les réacteurs soient à nouveau autorisés à fonctionner. Le système de refroidissement d'un réacteur est un des éléments critiques, puisque c'est lui qui est chargé d'évacuer la chaleur produite dans le réacteur. La fusion des atomes n'est qu'un ensemble complexe de réactions multiples en série ininterrompue, qui se produisent dans le cœur du réacteur. Les neutrons libérés par la réaction de fission des atomes, qui se produisent dans le cœur du réacteur, sont capturés par des atomes de combustible, ce qui provoque la fusion des atomes. La chaleur produite est transférée à un fluide caloporteur, qui est ensuite utilisé pour produire de l'électricité. Si le système de refroidissement est défaillant, la chaleur s'accumule dans le cœur du réacteur, ce qui peut entraîner une surchauffe et une fusion du combustible, avec des conséquences potentiellement catastrophiques.

La conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique (A.I.E.A.) a décidé d'organiser une mission d'inspection à la centrale nucléaire de Koriyama, au Japon, afin d'évaluer les progrès réalisés dans la mise en œuvre des recommandations de la conférence de Tchernobyl.

MÉDECINE

Les salaires des infirmières et sages-femmes britanniques sont augmentés de 30 %

Les infirmières et les sages-femmes britanniques ont obtenu une augmentation de 30 % de leurs salaires. Leur rémunération moyenne, qui était de 33 livres par semaine (soit 170 francs), sera désormais de 43 livres par semaine (soit 225 francs). Cette augmentation de 30 % est la plus importante depuis 1971, et elle est le résultat d'une lutte acharnée menée par les syndicats. Les infirmières et sages-femmes ont obtenu cette augmentation grâce à une grève réussie et à la médiation du gouvernement.

En France, aussi, le personnel soignant des hôpitaux proteste régulièrement depuis plusieurs années, contre la faible montant des salaires et contre les difficiles conditions de travail. Mais les hôpitaux publics ne sont pas les seuls à souffrir de ce problème. Dans certains hôpitaux privés, on a assisté, récemment, à des mouvements de grève.

Les rémunérations offertes aux infirmières et aux aides-soignantes sont trop faibles en France. Dans le secteur public, leur montant varie de 1 700 à 1 800 francs par mois pour une infirmière débutante, tandis que dans le secteur privé, elles peuvent atteindre 2 500 francs par mois.

DÉFENSE

A Carpiagne (Bouches-du-Rhône)

DES MILITANTS D'EXTRÊME GAUCHE ONT MANIFESTÉ DANS UN CENTRE D'INSTRUCTION MILITAIRE

Une centaine de militants d'extrême gauche ont manifesté, dimanche 22 septembre, au centre d'instruction de l'armée à Carpiagne (Bouches-du-Rhône), à l'occasion d'une journée portes ouvertes organisée par l'armée de terre. Scandant des slogans et distribuant des tracts, ils ont été dispersés par la gendarmerie et libérés dans la soirée.

Antibes (Alpes-Maritimes), des tracts, réclamant la libération des soldats incrimés après la manifestation dans la rue à Draguignan (Var) et après un incident dans un bataillon de chasseurs alpins à Nice, ont été distribués, samedi 21 septembre, devant le monument aux morts au cours d'une cérémonie marquant l'anniversaire d'un régiment.

EQUIPEMENT ET RÉGIONS

TRANSPORTS

A PROPOS DE...

La journée d'action des transporteurs routiers

SUR LE PAVÉ...

La Fédération nationale des transporteurs routiers (F.N.T.R.), qui groupe 24 000 adhérents et l'Union nationale des organisations syndicales de transporteurs routiers automobiles (U.N.O.S.T.R.), qui en rassemble 10 000, organisent ce lundi matin 23 septembre, une journée nationale de revendications pour attirer l'attention des pouvoirs publics sur le malaise qui règne dans la profession.

L'opération « escargot », déclenchée par l'U.N.O.S.T.R. aux portes des grandes villes — Paris, Lyon, Lille et Marseille notamment — a entraîné un ralentissement de la circulation et même, en certains points — en particulier sur le boulevard périphérique de la capitale — de sérieux embouteillages. Dans un tract distribué aux automobilistes, l'U.N.O.S.T.R. présente ses « excuses d'être obligée d'en arriver là ».

Les transporteurs routiers occupent leur lieu de travail : la route. Pas longtemps, pas partout. Bien obligés de prendre des précautions, ils savent que les automobilistes se fâchent tout rouge s'ils abusent de leur force, que l'opinion publique serait très vite démentie par leur responsabilité. Comment agir autrement ? s'expliquent-ils. Nos nerfs sont à bout ; les chemins de la négociation sont sans issue : le gouvernement ne veut pas entendre raison.

C'est la cri de colère de petits entrepreneurs étrangers par le plan anti-inflation. Plus de la moitié des quatre-vingt mille transporteurs possédant un seul véhicule. Ces artisans ne roulaient pas sur l'or. Mais les facilités que leur accordaient les banques leur permettaient de tenir le cap. Du jour au lendemain, l'argent a disparu, l'argent rare. Et la grande peur des routiers, la peur de la faillite, d'être blâmés sur le pavé.

Le gouvernement a fait des gestes pour calmer cette inquiétude. Au printemps dernier, il a

réduit de 17,60 % à 7 % le taux de la T.V.A. applicable aux transports de voyageurs ; depuis le début de cette année, en trois étapes, il a relevé d'environ 13 % les tarifs routiers. Les professionnels n'ont pas désemparé pour autant : « On ne moque de nous ; on nous lance des missiles, protestent-ils. Nous sommes loin du compte. Les pouvoirs publics ignorent-ils que tout augmente, les véhicules, les pneus, le gas-oil et les salaires ? » Les organisations syndicales appellent de leurs vœux la déductibilité de la T.V.A. sur les carburants. La Rue de Rivoli leur oppose une fin de non-recevoir.

Des rumeurs de rationnement ? De nouveaux routiers s'alarment, craignant que le gouvernement ne sache faire le pain du feu, dégrader le bon grain de l'ivraie. Les camions et les autocars ne jouent-ils pas un rôle éminent dans la vie économique du pays ? Ce serait un comble si, dans une situation d'exception, nous ne bénéficions pas d'un régime de faveur, protestent-ils.

Tracasseries

Et puisque c'est aujourd'hui la grande confrontation, les routiers ne veulent pas laisser dans l'ombre aucune page de leur cahier de doléances. Ces artisans, pour la plupart, qui organisent leur travail comme bon leur semble, n'apprécient guère la médiation dont on entoure les entreprises de leur métier. « Nous avons parfois l'impression d'être considérés comme la page de la route, des tueurs, des gâcheurs et des empoisonneurs », avouent-ils. Ils réclament la suppression de « mouchard » qui enregistre leur temps de conduite, protestent contre les suspensions de permis de conduire et l'augmentation des amendes jugées abusives. En un mot, ils souhaitent l'abolition de tous les contrôles « vexatoires et tracassiers ».

Les routiers sont d'autant plus pressés de voir leurs revendications aboutir que le chemin de fer, à la faveur de la crise de l'énergie, tente de marquer des points, de reconquérir leurs positions. Les organisations syndicales des routiers s'alarment de « manger du rail », elles saisissent toutes les occasions d'en découdre avec la S.N.C.F. « L'enfant gâté des pouvoirs publics ».

« Les principes d'égalité de traitement entre modes de transport et le libre choix de l'usager sont bafoués », affirment les routiers. Ils ne sont pas foin d'essimer, par exemple, la construction d'une voie ferrée nouvelle entre Paris et Lyon à un gaspillage d'argent, à une opération de prestige. Le ministère de l'économie et des finances les menace, au contraire, de majorer la taxe à l'essieu pour les « intrus » de l'automobile, et d'augmenter les charges d'infrastructure. Ils ont, d'autre part, toutes les peines du monde à obtenir le déblocage de licences de zone longue : au-delà de 150 km. Deux poids, deux mesures », constatent-ils. L'opinion publique refuse de

JACQUES DE BARRIN.

APRÈS DOUZE JOURS D'OCCUPATION DU «FRANCE»

Les syndicats de marins et les dirigeants de la Transat souhaitent une reprise des négociations

Un fort vent soufflant ce lundi matin 23 septembre sur la Manche, on s'interrogeait pour savoir si le « France », immobilisé dans le chenal du Havre depuis douze jours, allait devoir lever l'ancre soit pour venir à quai, soit pour aller mouiller plus au large dans la rade. Le conflit se poursuit toutefois, sans que les négociations aient pu être engagées entre les syndicats et les représentants de la Transat. Les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. de marins s'affirment disposés toutefois à reprendre le dialogue. Quant au directeur général de la compagnie, M. Jacques Ribière, dans une lettre adressée à tous les membres de l'équipage, il se déclare prêt à rencontrer les représentants syndicaux « à n'importe quelle heure du jour ou de la nuit ».

De notre correspondant

Le Havre. — Alors que le conflit qui les oppose aux pouvoirs publics est toujours dans l'impasse faute de négociations, les marins du France ont reçu, dimanche 22 septembre, la visite d'une délégation de parlementaires communistes conduite par M. Robert Bailly, président du groupe à l'Assemblée nationale, et par M. Roland Leroy, député de la Seine-Maritime. Les neuf parlementaires ont pu s'embarquer vers 17 h 30 à bord d'une vedette, après avoir été reboutés une première fois et après avoir obtenu l'autorisation du ministre de l'Intérieur lui-même, alerté par le sous-préfet du Havre. Les parlementaires ont eu tout loisir de s'entretenir avec l'équipage, car leur séjour à bord, primitivement prévu de courte durée, s'est prolongé fort tard dans la soirée. En effet, tandis qu'ils se trouvaient sur le paquebot, la mer s'est quelque peu creusée, interdisant à la vedette de faire le voyage de retour. Il a fallu dépêcher sur place un remorqueur, l'Abel 7, pour ramener à terre les élus communistes et les syndicalistes qui les accompagnaient.

Deux poids, deux mesures

Moins heureux, le Père Amiel, curé de la paroisse Saint-Paul, n'a pu, lui, se rendre sur le paquebot pour y célébrer la messe à la demande des marins. Le Père Amiel, qui était porteur d'un message de sympathie du nouvel évêque du Havre, Mgr Michel Sautreau, n'a pu embarquer dimanche matin. Au représentant des autorités, qui lui signifiait cette interdiction, le Père Amiel a déclaré : « On accepte le droit de grève, mais on s'arrange pour que les grévistes soient suffisamment dévalorisés pour qu'ils ne puissent pas l'exercer ». Cette politique du « deux poids, deux mesures », selon qu'il s'agit d'hommes politiques ou d'un représentant de l'Eglise catholique, n'a pas manqué de choquer de nombreux observateurs.

Cependant que les marins passaient leur second dimanche isolés bien que tout près du port, leurs épouses à terre se sont constituées en comité pour échanger mutuellement les cas les plus difficiles. Dans certains foyers, la suspension des salaires au 11 septembre, date du début de la grève, commence à poser des problèmes que le comité entend résoudre par une action de solidarité.

Enfin, à bord, chaque marin a reçu une lettre de M. Ribière, dans laquelle le directeur général de la C.G.M. exprime ses doutes sur l'effi-

LES OFFICIERS C.G.T. ET C.F.D.T. : encourager tous les genres de navigation.

Les organisations syndicales d'officiers C.G.T. et C.F.D.T. viennent d'envoyer à M. Jacques Chirac un télégramme, dans lequel ils demandent « de toutes urges l'ouverture de négociations tripartites entre le gouvernement, les armateurs et les syndicats ». Ils souhaitent la mise en place d'un plan de développement de la marine marchande, générateur d'emplois, pour garantir l'avenir et le déroulement de la carrière des officiers et des marins dans tous les genres de navigation, y compris pour le paquebot France.

L'intervention de l'Etat devra être subordonnée, selon les officiers, aux conditions suivantes : — Le développement et la diversification des lignes, des trafics et des navires (y compris des navires de croisière, pour assurer la relève des paquebots actuels) ; — Assurer la totale indépendance énergétique du pays ; — Assurer les transports maritimes qui correspondent aux besoins du commerce extérieur ; — Supprimer le recours systématique à l'affrètement de navires étrangers ; — Eliminer les pavillons de complaisance.

P. T. T.

A PARIS, LE COUT DE LA COMMUNICATION TÉLÉPHONIQUE POURRAIT ÊTRE ÉTABLI EN FONCTION DE LA DURÉE DE LA CONVERSATION.

Une réforme des tarifs de téléphone en région parisienne est à l'étude. M. Pierre Lelong, secrétaire d'Etat aux Postes et Télécommunications, a confirmé, le vendredi 20 septembre, à Nantes, au cours de l'inauguration d'une usine de matériel téléphonique, l'administration souhaite, en effet, introduire la notion de temps dans le calcul du coût de la communication. A l'heure actuelle, l'unité de base s'élève à 6,35 F, dans Paris et sa proche banlieue, quelle que soit la durée de la conversation téléphonique.

ENVIRONNEMENT

En Alsace

DES MANIFESTANTS FRANÇAIS ET ALLEMANDS OCCUPENT LE TERRAIN DES GHEMISCHER WERKE

Depuis trois jours et trois nuits, plusieurs dizaines de manifestants occupent les 12 hectares appartenant aux Ghemisch Werke, entreprises allemandes qui doivent édifier à Marckolsheim (Bas-Rhin) une usine utilisant le stéréotype de plomb, produit considéré comme très polluant. Dès le vendredi matin 20 septembre, les représentants de vingt et une associations d'action civique et de protection de l'environnement, françaises et allemandes, se pré-

sentaient sur le terrain. Les ouvriers, qui déjà dressaient les clôtures, abandonnèrent leur travail. Depuis, les manifestants, qui déclarent se refuser à toute action violente, campent sur place. Une cinquantaine de tentes sont dressées.

Pendant la journée de dimanche mille cinq cents visiteurs sont venus signer le registre de protestation. Parmi eux, les conseillers municipaux démission-

naires de Marckolsheim, quatre prêtres et des pasteurs de communes voisines. Les « campers », originaires des deux côtés du Rhin, ont envoyé un télégramme à M. Jean Stourani, préfet de région, lui demandant de rétablir le problème de cette installation industrielle. Ils ont demandé à être reçus par M. André Jarrot lors de sa venue en Alsace, le jeudi 26 septembre. Les forces de l'ordre ne sont pas intervenues jusqu'à présent.

CRÉATION EN CHINE D'UN OFFICE DE PROTECTION

Pékin (Reuter). — Une nouvelle agence gouvernementale, l'Office de protection de l'environnement, a été créée en Chine. Elle dépend du Conseil d'Etat, organisme coordonnant toutes les agences gouvernementales.

« La Chine a beaucoup à enseigner au monde en ce qui concerne la manière d'affronter les problèmes de l'environnement », a déclaré le ministre de l'Environnement, le dimanche 22 septembre à Pékin M. Maurice Strong, directeur du programme des Nations unies pour l'environnement.

COMPTABILITE DE GESTION



ORBO
LA COMPTABILITE
ADAPTEE AUX EXIGENCES
DE LA GESTION
MODERNE.

- Supprime les reports
- Donne la position des comptes en quelques minutes
- Permet une situation permanente de l'entreprise
- Facilite la gestion de l'entreprise.

Exposé au SICOB du 18 au 27 Septembre Stand 10 1402 et 32 5503

Je désire une documentation complète sur la comptabilité ORBO

M. _____ Fonction _____

Société _____ Adresse _____

5, rue de Valenciennes 92 578-25-05

(PUBLICITE)

HOLLANDE

UN IMPORTANT PROJET INTERNATIONAL
pour le développement de locaux à usage de bureaux
Situation exceptionnelle centre ville.
Plans et contrat de construction reconnus de haut standing.
Air conditionné dans les bureaux et salons d'exposition.
Valeur totale : 65.000.000 de florins.
La Compagnie Hollandaise prendra en considération les propositions des investisseurs.
Ecrire « Le Monde », n° 10.106, qui transmettra.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

AGRICULTURE

LE MINISTRE ALLEMAND DES FINANCES JUGE « INACCEPTABLE » LA HAUSSE DU PRIX EUROPÉEN DU LAIT.

Le gouvernement allemand doit faire savoir cette semaine s'il entérine l'accord sur les prix agricoles européens conclu le 20 septembre à Bruxelles. Évoquant celui-ci, le ministre des finances, M. Hans Apel, a estimé samedi 21 septembre, au cours d'une interview accordée à la radio de Cologne, que la décision prise à Bruxelles d'augmenter les prix agricoles de 5 % était « acceptable pour un secteur ». « Elle est acceptable pour le secteur laitier, a-t-il dit en substance, car nous avons dans la Communauté une surproduction démentielle de produits laitiers. Avec cette augmentation, nous obtenons ce résultat absurde que la production va encore progresser ».

Il a déclaré par ailleurs qu'« il était pensable, pour ne pas dire vraisemblable, que l'on fasse de gros progrès dans l'intégration européenne au cours de 1975 ». « Ajoutant que « cela signifiait naturellement que les Neuf ne pourraient plus se pas réaliser une politique régionale commune, et donc que les Allemands devraient contribuer à financer des investissements industriels en Italie, en Angleterre ou en Irlande ».

• LA PRODUCTION MONDIALE DE Lait pour la campagne 1974-1975 se situera entre 394,4 et 343,3 millions de tonnes, estime le Conseil international du lait.

ACTION SOCIALE

LES PARENTS D'ENFANTS INADAPTÉS

Il est plus aisé d'affirmer la solidarité nationale que de corriger des inégalités flagrantes

Assistants samedi 21 septembre, à Nice, à l'assemblée générale de l'Union nationale des associations de parents d'enfants inadaptés (UNAPEI) (1), M. René Lenoir, secrétaire d'État auprès du ministre de la santé, chargé de l'action sociale, a confirmé que le projet de loi d'orientation en faveur des personnes handicapées serait présenté au Parlement dans le courant du mois de novembre (« Le Monde », du 20 septembre). Si ce projet est voté, une allocation aux handicapés adultes pourrait être servie en juillet 1975, et les

nouvelles commissions départementales d'orientation mises sur pied dès janvier prochain.

Mais quels en seront les moyens budgétaires ? N'est-il pas plus facile d'affirmer le principe de solidarité nationale envers les handicapés que de consentir les sacrifices financiers qui corrigeraient des inégalités flagrantes — à commencer par celle qui consiste à faire passer en demi-cœur ceux qui sont chargés de l'admission ? C'est la question qu'a posée M. Robert Morin, président de l'UNAPEI.

De notre envoyé spécial

les loisirs et la participation à la vie sociale.

« Les idées que nous avons défendues sont donc admises, a déclaré M. Lenoir. Mais en même temps, les difficultés économiques risquent de ralentir l'expansion et de mettre en question le niveau de vie des citoyens, grande sera la tentation de remettre à plus tard les mesures réelles qui permettraient enfin de donner aux personnes handicapées et à leurs familles la part à laquelle

elles ont droit dans les fruits de cette expansion. »

Selon le dirigeant de l'UNAPEI, il faut cesser d'accepter comme allant de soi que les enfants handicapés soient justement ceux qui doivent aller en classe dans les endroits les plus éloignés, et leur foyer ; que les travailleurs handicapés se voient discuter rémunération équitable et intégration de leurs travaux ; que les mères d'enfants handicapés aient à bas âge se voient refuser l'espoir de trouver une place pour ces enfants dans les crèches.

2 milliards de dépenses supplémentaires

Répondant à ce discours, ainsi qu'au rapport moral, véritable catalogue de revendications présentées par M. Jacques Henry, secrétaire général de l'UNAPEI, M. René Lenoir a remercié ses interlocuteurs d'avoir reconnu que le projet de loi d'orientation mis en chantier il y a deux ans avait été élaboré « en concertation avec tous les intéressés ».

Il reste à demander, en novembre, l'avis du Parlement. « L'effort consenti est déjà considérable », a dit M. Lenoir, puisque le montant du projet est évalué à 2 milliards de francs. La conjoncture ne permet malheureusement pas de l'augmenter sensiblement. Mais un certain nombre de vos propositions pourront être retenues. »

A propos de la majorité à dix-huit ans, M. Lenoir a précisé que l'allocation d'éducation spéciale suivrait le sort des prestations

familiales, dont l'âge limite n'est pas modifié pour l'instant. Pour les adultes le droit à l'allocation en cours d'hospitalisation sera maintenu pour permettre l'affiliation à l'assurance maladie. Autre point important du nouveau régime d'aide aux handicapés : le recours à l'obligation militaire sera supprimé pour tous les prestations aux handicapés, y compris pour l'hébergement. Les ressources du contingent continueront de servir de référence, mais uniquement pour la détermination des plafonds. Les rentes viagères ne seront plus prises en compte, y compris pour les frais d'hébergement assurés par l'aide sociale. Enfin, M. Lenoir a précisé que des experts désignés par les associations s'engageront à la commission départementale de l'éducation spéciale, où les handicapés pourront se faire entendre ou se faire représenter.

« Fini le régime des conseils d'administration »

S'adressant aux gestionnaires d'établissements spécialisés, M. Lenoir leur a recommandé d'éviter au stade actuel de l'équipement les créations inutiles et coûteuses pour la collectivité. « Il convient, a-t-il ajouté, de favoriser le dialogue et la concertation entre gestionnaires, personnels et usagers des établissements et services. Car il serait paradoxal que le secteur social soit, dans ce domaine, en retard sur ce qui se fait ou va se faire dans le secteur économique. Fini le régime tutélaire des conseils d'administration ! »

Invités à dialoguer avec M. Lenoir, un certain nombre de participants ont critiqué vigoureusement l'impression de la loi d'orientation quant à ses modalités de financement. L'un des intervenants, originaire du Finistère, a réclamé une action plus directe des parents d'enfants handicapés et a même suggéré l'organisation d'une manifestation nationale de ceux qui doivent « faire entendre la voix des familles ». Les dirigeants de l'UNAPEI, pour leur part, ont regretté que le projet n'ait pas retenu l'idée d'un comité consultatif des personnes handicapées. M. Lenoir avait répondu qu'un tel comité pourrait se créer à l'échelon du ministre de la santé.

À l'issue de ses travaux, l'assemblée générale a renouvelé son bureau. Elle a élu M. Jacques Henry à la présidence.

JEAN BENOIT.

Publicité

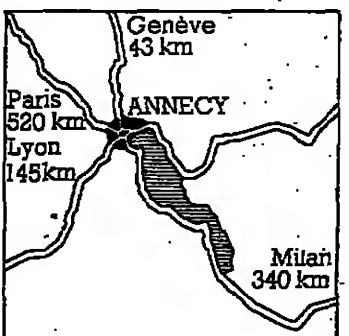
J'ai payé 7000f. cet emplacement publicitaire pour essayer de vous vendre une de mes maisons... Et puis je vais plutôt vous parler de la Savoie.

Je m'appelle André Rieu. Je construis des maisons savoyardes. Pas n'importe où. Seulement en Savoie. Pour tout l'or du monde, je ne vous construis pas une maison de style normand ou Ile-de-France. Je respecte tout la Savoie. Et je l'aime trop.

Je suis un maçon, pas un poète. Il n'empêche que je me souviens toujours du choc que j'ai ressenti il y a 17 ans, quand j'ai découvert la Savoie.

La Savoie, c'est plus qu'un changement d'air. C'est un changement d'élément. Cette annonce que vous lisez, je l'ai rédigée dans la maison que j'ai construite. Pour moi. Au bord du Lac d'Annecy. Je revenais d'une ballade en forêt et je voyais mes enfants faire de la voile. Vous comprenez pourquoi j'aime la Savoie ?

Je suis un maçon, pas un philosophe. Mais je crois que, un jour ou l'autre, on éprouve le besoin de se réfugier quelque part. Mieux vaut s'y préparer. Alors, ne vous laissez pas prendre de court : Je ne cons-



truis que 60 maisons par an.

Comme vous vous y attendiez, je vais finir par vous parler de mes maisons. Je les construis pour des gens comme moi. Et qui gagnent bien leur vie, c'est vrai. Quant à la façon de les concevoir, elle peut paraître originale. Parce que chacun peut y vivre comme s'il était seul.

Pour tout vous dire sur mes maisons, il faudrait que l'on se voie. Alors, si je vous ai donné envie d'en savoir plus, venez me voir à Annecy. C'est tout près de Lyon, de Genève ou de Milan. Et si actuellement vous n'avez pas un jour de libre, téléphonez-moi... ou envoyez simplement votre carte de visite.

Dans ma lettre et la documentation, j'ai tout la place qu'il faut pour continuer à vous parler de mes maisons. Et de la Savoie.

André RIEU
1, rue du Bois-Jettaz
Pétit-port
74000 Annecy-le-Vieux
Tél. (50) 48.42.07

AFFAIRES

FOUGEROLLE ET STRIBICK CONSTITUENT UN GROUPEMENT D'INTÉRÊT ÉCONOMIQUE

Deux entreprises du bâtiment et des travaux publics, Fougère-Construction, dont le siège social est à Paris, et la S.A. Jean-Charles Stribick, dont le siège social est à Annecy-le-Vieux (Savoie), viennent de constituer un groupement d'intérêt économique pour une durée de dix ans, dénommé « Stribick-Construction ».

Chacune des deux sociétés conserve son autonomie et sa structure juridique propre. Le groupement d'intérêt économique devra permettre à Stribick, touché par les mesures de restriction de crédits, de redresser sa situation et de prendre pied sur les chantiers plus importants que lui se fait.

Fougère-Construction est une filiale du groupe Fougère (dont l'un des principaux actionnaires est la Compagnie financière de Paris) et des travaux publics en France. Le groupe a réalisé un chiffre d'affaires de 1,4 milliard de francs en 1973.

L'affaire des Tanneries françaises réunies

UNE PLAINTE POUR MALVERSATION SERAIT DÉPOSÉE

L'affaire des Tanneries françaises réunies (Le Monde du 12 septembre), premier groupe français du secteur mis en règlement judiciaire le 8 juillet, rebondit. Un rapport récent de l'expert-comptable chargé par l'administrateur judiciaire de M. Chassagnon, de vérifier les comptes de l'entreprise, a révélé l'existence de créances douteuses sur l'étranger d'un montant de 13,3 millions de francs.

Des traites de « cavalerie » établies sur la base de fausses factures auraient été tirées sur d'importantes entreprises américaines, anglaises et hollandaises notamment, et rattachées auprès de plusieurs banques (la B.N.P., la B.F.C.E., la Bank of America). Un collaborateur direct de l'ancien président des T.F.R., M. Sidem, serait à l'origine de ces malversations.

M. Sidem, pour sa part, affirme dans un communiqué n'avoir « jamais été informé de ces opérations irrégulières », qu'il n'a pu « couvrir ou motiver par quelques instructions que ce soit et qu'il réproche hautement ». Ces opérations, poursuit-il, ne paraissent pas pour l'heure pouvoir être qualifiées d'escroqueries, puisque les marchandises ainsi facturées sont demeurées intégralement dans les stocks de l'entreprise.

Une plainte pourrait être déposée bientôt par le pool bancaire contre ces manipulations, plainte qui provoquerait l'ouverture d'une information judiciaire.

Paris 8^e, au cœur du Paris des affaires,
48, rue de Miromesnil (métro « Miromesnil » à 50 m)
il reste encore 700 m² de bureaux neufs à louer.
* divisibles à partir de 100 m².
HERRING DAW 63, rue Pierre Charron • 75008 PARIS • tél. : 256.11.10

مركز الامارات

LA VIE ÉCONOMIQUE

CONJONCTURE

Le rapport annuel de la Banque mondiale

Les perspectives de progrès as un grand nombre de pays pauvres sont gravement compromises

Le rapport annuel de la Banque mondiale pour l'exercice 1974 contient un avertissement inhabituel : « Les perspectives de progrès économique et social dans un grand nombre de pays en voie de développement sont gravement compromises ».

Les experts de la Banque mondiale ont même jusqu'à présent « tenu cent millions de personnes dans les pays pauvres ne devaient pas attendre que leurs conditions de vie s'amélioreraient ».

Les auteurs du rapport observent d'autre part qu'« il semble presque inévitable que, tout au moins à court terme, les flux d'aides à des conditions de faveur diminuent encore en valeur réelle ».

La diminution de l'aide sera d'autant plus dommageable qu'elle se produira « à un moment où les besoins des pays pour qui cette aide est indispensable seront plus grands que jamais ».

Pendant l'exercice 1974, constate le rapport, la Banque et ses filiales, l'Association internationale de développement (AID), qui accordent des crédits à des conditions de faveur, ont prêté l'équivalent de 4,3 milliards de dollars à soixante-cinq pays en voie de développement, 35 % de ce total, soit 1 milliard de dollars, ont été fournis par l'Association sous forme de crédits sans intérêt.

D'autre part, les emprunts de la Banque se sont élevés à 1,8 milliard de dollars, contre 1,7 milliard en 1973. Sur ces totaux, la part des capitaux fournis par les pays exportateurs de pétrole a été de 585 millions de dollars, contre 216 millions l'année précédente.

On notera enfin que le nombre de projets de la Banque et de l'Association qui ont été approuvés pendant l'exercice a été de cent soixante-quatre, contre cent quarante-huit pendant l'exercice 1973.

tant est situé entre 200 et 375 dollars devront obtenir des « conditions de faveur » pour une grande partie de leurs emprunts.

Les auteurs du rapport observent d'autre part qu'« il semble presque inévitable que, tout au moins à court terme, les flux d'aides à des conditions de faveur diminuent encore en valeur réelle ».

La diminution de l'aide sera d'autant plus dommageable qu'elle se produira « à un moment où les besoins des pays pour qui cette aide est indispensable seront plus grands que jamais ».

Pendant l'exercice 1974, constate le rapport, la Banque et ses filiales, l'Association internationale de développement (AID), qui accordent des crédits à des conditions de faveur, ont prêté l'équivalent de 4,3 milliards de dollars à soixante-cinq pays en voie de développement, 35 % de ce total, soit 1 milliard de dollars, ont été fournis par l'Association sous forme de crédits sans intérêt.

D'autre part, les emprunts de la Banque se sont élevés à 1,8 milliard de dollars, contre 1,7 milliard en 1973. Sur ces totaux, la part des capitaux fournis par les pays exportateurs de pétrole a été de 585 millions de dollars, contre 216 millions l'année précédente.

On notera enfin que le nombre de projets de la Banque et de l'Association qui ont été approuvés pendant l'exercice a été de cent soixante-quatre, contre cent quarante-huit pendant l'exercice 1973.

A L'ÉTRANGER

Au Japon

Une importante entreprise de textiles fait faillite

De notre correspondant

Tokyo. — Une très grosse faillite — la seconde de l'après-guerre en importance — vient de se produire à Osaka, au Japon, faisant sensation dans les milieux économiques. Il s'agit d'une grosse firme de textiles, la Sakamoto Bōsei ou filatures Sakamoto.

N'ayant pu acquitter deux traites commerciales d'une valeur de 520 millions de yens (83 millions de francs), la société a déposé son bilan le 18 septembre, en annonçant un passif d'environ 60 milliards de yens (950 millions de francs).

En juin dernier, une société fabriquant des climatiseurs, la Notsugaku, avait déjà été mise en faillite avec un passif un peu plus lourd. Cette première affaire avait fait l'effet d'un grave avertissement sur la fragilité de certaines entreprises japonaises à la croissance trop rapide et à la gestion aventureuse.

La faillite de la Sakamoto illustre la crise que traverse actuellement l'industrie textile nipponne, et suscite dans ce milieu une grave inquiétude. La Sakamoto a un capital de 154 millions de yens. Elle compte un peu moins de mille employés et ouvriers, en majorité des femmes, et est équipée de 110 000 broches.

La crise des textiles est due notamment au ralentissement des ventes, aux restrictions sévères du crédit imposées par le gouvernement, à la concurrence des textiles importés.

La demande de textiles avait été très forte en 1973, et les achats spéculatifs avaient gonflé les stocks de façon considérable. Pour la première fois le Japon avait importé en ce domaine plus qu'il n'exportait, ses frontières étant maintenant ouvertes à la concurrence de produits à bon marché venant de pays moins développés, comme la Corée. Le début de l'année 1974 ayant été marqué par une forte baisse de la demande sous l'effet de la récession, les stocks ont aujourd'hui des stocks très lourds représentant jusqu'à sept mois de ventes. D'où des arrêts de travail ou des faillites dans certaines petites entreprises, qui avaient précédé la faillite de la Sakamoto.

Des banques coréennes en difficulté

Sakamoto a eu, de surcroît, des difficultés dans d'autres branches d'activité où elle s'était imprudemment avancée selon une stratégie de diversification très répandue au Japon. Elle s'occupait, notamment, d'aménagement de bureaux immobiliers pour le logement et possédait des établissements de bowling, le jeu de quilles américain très populaire au Japon.

Enfin, la Sakamoto avait créé en Corée des usines, comme l'ont fait beaucoup de firmes industrielles nipponnes à la recherche de main-d'œuvre à bon marché. Elle avait aussi deux filiales : une société de tissage et une filature, et avait reçu de plusieurs banques coréennes de gros prêts estimés à environ 57 millions de dollars (275 millions de francs). Selon les dépêches de Seoul, ces banques, dont la Kookhyang Bank, et la Commercial Bank of Korea, pourraient se trouver elles-mêmes en difficultés après la faillite de leur débiteur.

ROBERT GUILLAIN.

Aux États-Unis

PAS DE RETOUR AU CONTRÔLE DES PRIX ET DES SALAIRES

Washington. — Le comité économique du Congrès américain, composé de membres du Sénat et de la Chambre des représentants, a émis, samedi 21 septembre, un certain nombre de propositions pour lutter contre l'inflation aux États-Unis, rejetant l'idée d'un retour à un contrôle législatif des salaires et des prix. De tels contrôles à des fins législatives n'auraient aucune efficacité. Un seul membre du comité était d'un avis contraire : le représentant William Wideman, ami intime du président Gerald Ford, et membre républicain de la commission bancaire de la Chambre des représentants, il s'est prononcé en faveur d'un contrôle législatif généralisé sur les taux d'intérêt, les notes de frais, les prix.

Le comité, quant à lui, a proposé de réduire de 5 milliards de dollars les dépenses prévues au budget américain. Il a également préconisé des dégrèvements fiscaux pour les revenus moyens, et des impôts plus forts pour les hauts revenus. Il a proposé, enfin, une coopération internationale accrue et des pressions discrètes de la part des États-Unis pour amener une réduction des prix pétroliers mondiaux.

● L'ARABIE SAOUDITE prendrait le contrôle complet de la société Aramco à la fin du mois de février 1975 et accorderait une indemnisation de 800 millions de dollars, indique le 22 septembre le quotidien libanais *Al Anwar*, citant des sources officielles saoudiennes.

Le Journal indique que le gouvernement saoudien a adressé un message aux quatre compagnies pétrolières propriétaires de l'Aramco (Pesa, Standard Oil, Mobil et Exxon) pour leur faire connaître son intention de prendre en main la société. Elles auraient accepté les propositions saoudiennes, poursuit *Al Anwar*. L'Aramco serait liée à l'Arabie Saoudite par un accord de plus de cinq ans pour la formation de techniciens saoudiens qui prendront la succession des étrangers.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SAINRAP ET BRICE

Pour le premier semestre 1974, le bénéfice net consolidé du groupe s'élève à 3 022 000 F, le chiffre d'affaires non taxes à 237 041 000 F, en progression respective de 27 % et de 23 %.

Le statut de commandes hors taxes en forte progression s'élève à 881 millions de F en juillet 1974, réparti en 25 % France et 75 % étranger, ce qui confirme la vocation exportatrice de la société.

Parallèlement, les grands travaux en cours en France, on peut citer au sein d'assurances en participation :

- la galerie amant, Are, Isère (10 km), pour E.D.F. ;
- le barrage de Puy-de-Roussillon, pour la C.N.R. ;
- les ouvrages d'art sous vote nord-midi de l'aéroport de Bory ;
- le stockage souterrain d'hydrocarbures du Vieux (80 km de galerie) ;
- les travaux de génie civil des quatre tranches de la centrale nucléaire de Dampierre-sur-Bury, pour E.D.F. ;
- la galerie amant, Are, Isère (10 km), pour E.D.F. ;
- le barrage de Puy-de-Roussillon, pour la C.N.R. ;
- les ouvrages d'art sous vote nord-midi de l'aéroport de Bory ;
- le stockage souterrain d'hydrocarbures du Vieux (80 km de galerie) ;
- les travaux de génie civil des quatre tranches de la centrale nucléaire de Dampierre-sur-Bury, pour E.D.F. ;
- la galerie amant, Are, Isère (10 km), pour E.D.F. ;
- le barrage de Puy-de-Roussillon, pour la C.N.R. ;
- les ouvrages d'art sous vote nord-midi de l'aéroport de Bory ;
- le stockage souterrain d'hydrocarbures du Vieux (80 km de galerie) ;
- les travaux de génie civil des quatre tranches de la centrale nucléaire de Dampierre-sur-Bury, pour E.D.F. ;
- la galerie amant, Are, Isère (10 km), pour E.D.F. ;
- le barrage de Puy-de-Roussillon, pour la C.N.R. ;
- les ouvrages d'art sous vote nord-midi de l'aéroport de Bory ;
- le stockage souterrain d'hydrocarbures du Vieux (80 km de galerie) ;
- les travaux de génie civil des quatre tranches de la centrale nucléaire de Dampierre-sur-Bury, pour E.D.F. ;
- la galerie amant, Are, Isère (10 km), pour E.D.F. ;
- le barrage de Puy-de-Roussillon, pour la C.N.R. ;
- les ouvrages d'art sous vote nord-midi de l'aéroport de Bory ;
- le stockage souterrain d'hydrocarbures du Vieux (80 km de galerie) ;
- les travaux de génie civil des quatre tranches de la centrale nucléaire de Dampierre-sur-Bury, pour E.D.F. ;
- la galerie amant, Are, Isère (10 km), pour E.D.F. ;
- le barrage de Puy-de-Roussillon, pour la C.N.R. ;
- les ouvrages d'art sous vote nord-midi de l'aéroport de Bory ;
- le stockage souterrain d'hydrocarbures du Vieux (80 km de galerie) ;
- les travaux de génie civil des quatre tranches de la centrale nucléaire de Dampierre-sur-Bury, pour E.D.F. ;
- la galerie amant, Are, Isère (10 km), pour E.D.F. ;
- le barrage de Puy-de-Roussillon, pour la C.N.R. ;
- les ouvrages d'art sous vote nord-midi de l'aéroport de Bory ;
- le stockage souterrain d'hydrocarbures du Vieux (80 km de galerie) ;
- les travaux de génie civil des quatre tranches de la centrale nucléaire de Dampierre-sur-Bury, pour E.D.F. ;
- la galerie amant, Are, Isère (10 km), pour E.D.F. ;
- le barrage de Puy-de-Roussillon, pour la C.N.R. ;
- les ouvrages d'art sous vote nord-midi de l'aéroport de Bory ;
- le stockage souterrain d'hydrocarbures du Vieux (80 km de galerie) ;
- les travaux de génie civil des quatre tranches de la centrale nucléaire de Dampierre-sur-Bury, pour E.D.F. ;
- la galerie amant, Are, Isère (10 km), pour E.D.F. ;
- le barrage de Puy-de-Roussillon, pour la C.N.R. ;
- les ouvrages d'art sous vote nord-midi de l'aéroport de Bory ;
- le stockage souterrain d'hydrocarbures du Vieux (80 km de galerie) ;
- les travaux de génie civil des quatre tranches de la centrale nucléaire de Dampierre-sur-Bury, pour E.D.F. ;
- la galerie amant, Are, Isère (10 km), pour E.D.F. ;
- le barrage de Puy-de-Roussillon, pour la C.N.R. ;
- les ouvrages d'art sous vote nord-midi de l'aéroport de Bory ;
- le stockage souterrain d'hydrocarbures du Vieux (80 km de galerie) ;
- les travaux de génie civil des quatre tranches de la centrale nucléaire de Dampierre-sur-Bury, pour E.D.F. ;
- la galerie amant, Are, Isère (10 km), pour E.D.F. ;
- le barrage de Puy-de-Roussillon, pour la C.N.R. ;
- les ouvrages d'art sous vote nord-midi de l'aéroport de Bory ;
- le stockage souterrain d'hydrocarbures du Vieux (80 km de galerie) ;
- les travaux de génie civil des quatre tranches de la centrale nucléaire de Dampierre-sur-Bury, pour E.D.F. ;
- la galerie amant, Are, Isère (10 km), pour E.D.F. ;
- le barrage de Puy-de-Roussillon, pour la C.N.R. ;
- les ouvrages d'art sous vote nord-midi de l'aéroport de Bory ;
- le stockage souterrain d'hydrocarbures du Vieux (80 km de galerie) ;
- les travaux de génie civil des quatre tranches de la centrale nucléaire de Dampierre-sur-Bury, pour E.D.F. ;
- la galerie amant, Are, Isère (10 km), pour E.D.F. ;
- le barrage de Puy-de-Roussillon, pour la C.N.R. ;
- les ouvrages d'art sous vote nord-midi de l'aéroport de Bory ;
- le stockage souterrain d'hydrocarbures du Vieux (80 km de galerie) ;
- les travaux de génie civil des quatre tranches de la centrale nucléaire de Dampierre-sur-Bury, pour E.D.F. ;
- la galerie amant, Are, Isère (10 km), pour E.D.F. ;
- le barrage de Puy-de-Roussillon, pour la C.N.R. ;
- les ouvrages d'art sous vote nord-midi de l'aéroport de Bory ;
- le stockage souterrain d'hydrocarbures du Vieux (80 km de galerie) ;
- les travaux de génie civil des quatre tranches de la centrale nucléaire de Dampierre-sur-Bury, pour E.D.F. ;
- la galerie amant, Are, Isère (10 km), pour E.D.F. ;
- le barrage de Puy-de-Roussillon, pour la C.N.R. ;
- les ouvrages d'art sous vote nord-midi de l'aéroport de Bory ;
- le stockage souterrain d'hydrocarbures du Vieux (80 km de galerie) ;
- les travaux de génie civil des quatre tranches de la centrale nucléaire de Dampierre-sur-Bury, pour E.D.F. ;
- la galerie amant, Are, Isère (10 km), pour E.D.F. ;
- le barrage de Puy-de-Roussillon, pour la C.N.R. ;
- les ouvrages d'art sous vote nord-midi de l'aéroport de Bory ;
- le stockage souterrain d'hydrocarbures du Vieux (80 km de galerie) ;
- les travaux de génie civil des quatre tranches de la centrale nucléaire de Dampierre-sur-Bury, pour E.D.F. ;
- la galerie amant, Are, Isère (10 km), pour E.D.F. ;
- le barrage de Puy-de-Roussillon, pour la C.N.R. ;
- les ouvrages d'art sous vote nord-midi de l'aéroport de Bory ;
- le stockage souterrain d'hydrocarbures du Vieux (80 km de galerie) ;
- les travaux de génie civil des quatre tranches de la centrale nucléaire de Dampierre-sur-Bury, pour E.D.F. ;
- la galerie amant, Are, Isère (10 km), pour E.D.F. ;
- le barrage de Puy-de-Roussillon, pour la C.N.R. ;
- les ouvrages d'art sous vote nord-midi de l'aéroport de Bory ;
- le stockage souterrain d'hydrocarbures du Vieux (80 km de galerie) ;
- les travaux de génie civil des quatre tranches de la centrale nucléaire de Dampierre-sur-Bury, pour E.D.F. ;
- la galerie amant, Are, Isère (10 km), pour E.D.F. ;
- le barrage de Puy-de-Roussillon, pour la C.N.R. ;
- les ouvrages d'art sous vote nord-midi de l'aéroport de Bory ;
- le stockage souterrain d'hydrocarbures du Vieux (80 km de galerie) ;
- les travaux de génie civil des quatre tranches de la centrale nucléaire de Dampierre-sur-Bury, pour E.D.F. ;
- la galerie amant, Are, Isère (10 km), pour E.D.F. ;
- le barrage de Puy-de-Roussillon, pour la C.N.R. ;
- les ouvrages d'art sous vote nord-midi de l'aéroport de Bory ;
- le stockage souterrain d'hydrocarbures du Vieux (80 km de galerie) ;
- les travaux de génie civil des quatre tranches de la centrale nucléaire de Dampierre-sur-Bury, pour E.D.F. ;
- la galerie amant, Are, Isère (10 km), pour E.D.F. ;
- le barrage de Puy-de-Roussillon, pour la C.N.R. ;
- les ouvrages d'art sous vote nord-midi de l'aéroport de Bory ;
- le stockage souterrain d'hydrocarbures du Vieux (80 km de galerie) ;
- les travaux de génie civil des quatre tranches de la centrale nucléaire de Dampierre-sur-Bury, pour E.D.F. ;
- la galerie amant, Are, Isère (10 km), pour E.D.F. ;
- le barrage de Puy-de-Roussillon, pour la C.N.R. ;
- les ouvrages d'art sous vote nord-midi de l'aéroport de Bory ;
- le stockage souterrain d'hydrocarbures du Vieux (80 km de galerie) ;
- les travaux de génie civil des quatre tranches de la centrale nucléaire de Dampierre-sur-Bury, pour E.D.F. ;
- la galerie amant, Are, Isère (10 km), pour E.D.F. ;
- le barrage de Puy-de-Roussillon, pour la C.N.R. ;
- les ouvrages d'art sous vote nord-midi de l'aéroport de Bory ;
- le stockage souterrain d'hydrocarbures du Vieux (80 km de galerie) ;
- les travaux de génie civil des quatre tranches de la centrale nucléaire de Dampierre-sur-Bury, pour E.D.F. ;
- la galerie amant, Are, Isère (10 km), pour E.D.F. ;
- le barrage de Puy-de-Roussillon, pour la C.N.R. ;
- les ouvrages d'art sous vote nord-midi de l'aéroport de Bory ;
- le stockage souterrain d'hydrocarbures du Vieux (80 km de galerie) ;
- les travaux de génie civil des quatre tranches de la centrale nucléaire de Dampierre-sur-Bury, pour E.D.F. ;
- la galerie amant, Are, Isère (10 km), pour E.D.F. ;
- le barrage de Puy-de-Roussillon, pour la C.N.R. ;
- les ouvrages d'art sous vote nord-midi de l'aéroport de Bory ;
- le stockage souterrain d'hydrocarbures du Vieux (80 km de galerie) ;
- les travaux de génie civil des quatre tranches de la centrale nucléaire de Dampierre-sur-Bury, pour E.D.F. ;
- la galerie amant, Are, Isère (10 km), pour E.D.F. ;
- le barrage de Puy-de-Roussillon, pour la C.N.R. ;
- les ouvrages d'art sous vote nord-midi de l'aéroport de Bory ;
- le stockage souterrain d'hydrocarbures du Vieux (80 km de galerie) ;
- les travaux de génie civil des quatre tranches de la centrale nucléaire de Dampierre-sur-Bury, pour E.D.F. ;
- la galerie amant, Are, Isère (10 km), pour E.D.F. ;
- le barrage de Puy-de-Roussillon, pour la C.N.R. ;
- les ouvrages d'art sous vote nord-midi de l'aéroport de Bory ;
- le stockage souterrain d'hydrocarbures du Vieux (80 km de galerie) ;
- les travaux de génie civil des quatre tranches de la centrale nucléaire de Dampierre-sur-Bury, pour E.D.F. ;
- la galerie amant, Are, Isère (10 km), pour E.D.F. ;
- le barrage de Puy-de-Roussillon, pour la C.N.R. ;
- les ouvrages d'art sous vote nord-midi de l'aéroport de Bory ;
- le stockage souterrain d'hydrocarbures du Vieux (80 km de galerie) ;
- les travaux de génie civil des quatre tranches de la centrale nucléaire de Dampierre-sur-Bury, pour E.D.F. ;
- la galerie amant, Are, Isère (10 km), pour E.D.F. ;
- le barrage de Puy-de-Roussillon, pour la C.N.R. ;
- les ouvrages d'art sous vote nord-midi de l'aéroport de Bory ;
- le stockage souterrain d'hydrocarbures du Vieux (80 km de galerie) ;
- les travaux de génie civil des quatre tranches de la centrale nucléaire de Dampierre-sur-Bury, pour E.D.F. ;
- la galerie amant, Are, Isère (10 km), pour E.D.F. ;
- le barrage de Puy-de-Roussillon, pour la C.N.R. ;
- les ouvrages d'art sous vote nord-midi de l'aéroport de Bory ;
- le stockage souterrain d'hydrocarbures du Vieux (80 km de galerie) ;
- les travaux de génie civil des quatre tranches de la centrale nucléaire de Dampierre-sur-Bury, pour E.D.F. ;
- la galerie amant, Are, Isère (10 km), pour E.D.F. ;
- le barrage de Puy-de-Roussillon, pour la C.N.R. ;
- les ouvrages d'art sous vote nord-midi de l'aéroport de Bory ;
- le stockage souterrain d'hydrocarbures du Vieux (80 km de galerie) ;
- les travaux de génie civil des quatre tranches de la centrale nucléaire de Dampierre-sur-Bury, pour E.D.F. ;
- la galerie amant, Are, Isère (10 km), pour E.D.F. ;
- le barrage de Puy-de-Roussillon, pour la C.N.R. ;
- les ouvrages d'art sous vote nord-midi de l'aéroport de Bory ;
- le stockage souterrain d'hydrocarbures du Vieux (80 km de galerie) ;
- les travaux de génie civil des quatre tranches de la centrale nucléaire de Dampierre-sur-Bury, pour E.D.F. ;
- la galerie amant, Are, Isère (10 km), pour E.D.F. ;
- le barrage de Puy-de-Roussillon, pour la C.N.R. ;
- les ouvrages d'art sous vote nord-midi de l'aéroport de Bory ;
- le stockage souterrain d'hydrocarbures du Vieux (80 km de galerie) ;
- les travaux de génie civil des quatre tranches de la centrale nucléaire de Dampierre-sur-Bury, pour E.D.F. ;
- la galerie amant, Are, Isère (10 km), pour E.D.F. ;
- le barrage de Puy-de-Roussillon, pour la C.N.R. ;
- les ouvrages d'art sous vote nord-midi de l'aéroport de Bory ;
- le stockage souterrain d'hydrocarbures du Vieux (80 km de galerie) ;
- les travaux de génie civil des quatre tranches de la centrale nucléaire de Dampierre-sur-Bury, pour E.D.F. ;
- la galerie amant, Are, Isère (10 km), pour E.D.F. ;
- le barrage de Puy-de-Roussillon, pour la C.N.R. ;
- les ouvrages d'art sous vote nord-midi de l'aéroport de Bory ;
- le stockage souterrain d'hydrocarbures du Vieux (80 km de galerie) ;
- les travaux de génie civil des quatre tranches de la centrale nucléaire de Dampierre-sur-Bury, pour E.D.F. ;
- la galerie amant, Are, Isère (10 km), pour E.D.F. ;
- le barrage de Puy-de-Roussillon, pour la C.N.R. ;
- les ouvrages d'art sous vote nord-midi de l'aéroport de Bory ;
- le stockage souterrain d'hydrocarbures du Vieux (80 km de galerie) ;
- les travaux de génie civil des quatre tranches de la centrale nucléaire de Dampierre-sur-Bury, pour E.D.F. ;
- la galerie amant, Are, Isère (10 km), pour E.D.F. ;
- le barrage de Puy-de-Roussillon, pour la C.N.R. ;
- les ouvrages d'art sous vote nord-midi de l'aéroport de Bory ;
- le stockage souterrain d'hydrocarbures du Vieux (80 km de galerie) ;
- les travaux de génie civil des quatre tranches de la centrale nucléaire de Dampierre-sur-Bury, pour E.D.F. ;
- la galerie amant, Are, Isère (10 km), pour E.D.F. ;
- le barrage de Puy-de-Roussillon, pour la C.N.R. ;
- les ouvrages d'art sous vote nord-midi de l'aéroport de Bory ;
- le stockage souterrain d'hydrocarbures du Vieux (80 km de galerie) ;
- les travaux de génie civil des quatre tranches de la centrale nucléaire de Dampierre-sur-Bury, pour E.D.F. ;
- la galerie amant, Are, Isère (10 km), pour E.D.F. ;
- le barrage de Puy-de-Roussillon, pour la C.N.R. ;
- les ouvrages d'art sous vote nord-midi de l'aéroport de Bory ;
- le stockage souterrain d'hydrocarbures du Vieux (80 km de galerie) ;
- les travaux de génie civil des quatre tranches de la centrale nucléaire de Dampierre-sur-Bury, pour E.D.F. ;
- la galerie amant, Are, Isère (10 km), pour E.D.F. ;
- le barrage de Puy-de-Roussillon, pour la C.N.R. ;
- les ouvrages d'art sous vote nord-midi de l'aéroport de Bory ;
- le stockage souterrain d'hydrocarbures du Vieux (80 km de galerie) ;
- les travaux de génie civil des quatre tranches de la centrale nucléaire de Dampierre-sur-Bury, pour E.D.F. ;
- la galerie amant, Are, Isère (10 km), pour E.D.F. ;
- le barrage de Puy-de-Roussillon, pour la C.N.R. ;
- les ouvrages d'art sous vote nord-midi de l'aéroport de Bory ;
- le stockage souterrain d'hydrocarbures du Vieux (80 km de galerie) ;
- les travaux de génie civil des quatre tranches de la centrale nucléaire de Dampierre-sur-Bury, pour E.D.F. ;
- la galerie amant, Are, Isère (10 km), pour E.D.F. ;
- le barrage de Puy-de-Roussillon, pour la C.N.R. ;
- les ouvrages d'art sous vote nord-midi de l'aéroport de Bory ;
- le stockage souterrain d'hydrocarbures du Vieux (80 km de galerie) ;
- les travaux de génie civil des quatre tranches de la centrale nucléaire de Dampierre-sur-Bury, pour E.D.F. ;
- la galerie amant, Are, Isère (10 km), pour E.D.F. ;
- le barrage de Puy-de-Roussillon, pour la C.N.R. ;
- les ouvrages d'art sous vote nord-midi de l'aéroport de Bory ;
- le stockage souterrain d'hydrocarbures du Vieux (80 km de galerie) ;
- les travaux de génie civil des quatre tranches de la centrale nucléaire de Dampierre-sur-Bury, pour E.D.F. ;
- la galerie amant, Are, Isère (10 km), pour E.D.F. ;
- le barrage de Puy-de-Roussillon, pour la C.N.R. ;
- les ouvrages d'art sous vote nord-midi de l'aéroport de Bory ;
- le stockage souterrain d'hydrocarbures du Vieux (80 km de galerie) ;
- les travaux de génie civil des quatre tranches de la centrale nucléaire de Dampierre-sur-Bury, pour E.D.F. ;
- la galerie amant, Are, Isère (10 km), pour E.D.F. ;
- le barrage de Puy-de-Roussillon, pour la C.N.R. ;
- les ouvrages d'art sous vote nord-midi de l'aéroport de Bory ;
- le stockage souterrain d'hydrocarbures du Vieux (80 km de galerie) ;
- les travaux de génie civil des quatre tranches de la centrale nucléaire de Dampierre-sur-Bury, pour E.D.F. ;
- la galerie amant, Are, Isère (10 km), pour E.D.F. ;
- le barrage de Puy-de-Roussillon, pour la C.N.R. ;
- les ouvrages d'art sous vote nord-midi de l'aéroport de Bory ;
- le stockage souterrain d'hydrocarbures du Vieux (80 km de galerie) ;
- les travaux de génie civil des quatre tranches de la centrale nucléaire de Dampierre-sur-Bury, pour E.D.F. ;
- la galerie amant, Are, Isère (10 km), pour E.D.F. ;
- le barrage de Puy-de-Roussillon, pour la C.N.R. ;
- les ouvrages d'art sous vote nord-midi de l'aéroport de Bory ;
- le stockage souterrain d'hydrocarbures du Vieux (80 km de galerie) ;
- les travaux de génie civil des quatre tranches de la centrale nucléaire de Dampierre-sur-Bury, pour E.D.F. ;
- la galerie amant, Are, Isère (10 km), pour E.D.F. ;
- le barrage de Puy-de-Roussillon, pour la C.N.R. ;
- les ouvrages d'art sous vote nord-midi de l'aéroport de Bory ;
- le stockage souterrain d'hydrocarbures du Vieux (80 km de galerie) ;
- les travaux de génie civil des quatre tranches de la centrale nucléaire de Dampierre-sur-Bury, pour E.D.F. ;
- la galerie amant, Are, Isère (10 km), pour E.D.F. ;
- le barrage de Puy-de-Roussillon, pour la C.N.R. ;
- les ouvrages d'art sous vote nord-midi de l'aéroport de Bory ;
- le stockage souterrain d'hydrocarbures du Vieux (80 km de galerie) ;
- les travaux de génie civil des quatre tranches de la centrale nucléaire de Dampierre-sur-Bury, pour E.D.F. ;
- la galerie amant, Are, Isère (10 km), pour E.D.F. ;
- le barrage de Puy-de-Roussillon, pour la C.N.R. ;
- les ouvrages d'art sous vote nord-midi de l'aéroport de Bory ;
- le stockage souterrain d'hydrocarbures du Vieux (80 km de galerie) ;
- les travaux de génie civil des quatre tranches de la centrale nucléaire de Dampierre-sur-Bury, pour E.D.F. ;
- la galerie amant, Are, Isère (10 km), pour E.D.F. ;
- le barrage de Puy-de-Roussillon, pour la C.N.R. ;
- les ouvrages d'art sous vote nord-midi de l'aéroport de Bory ;
- le stockage souterrain d'hydrocarbures du Vieux (80 km de galerie) ;
- les travaux de génie civil des quatre tranches de la centrale nucléaire de Dampierre-sur-Bury, pour E.D.F. ;
- la galerie amant, Are, Isère (10 km), pour E.D.F. ;
- le barrage de Puy-de-Roussillon, pour la C.N.R. ;
- les ouvrages d'art sous vote nord-midi de l'aéroport de Bory ;
- le stockage souterrain d'hydrocarbures du Vieux (80 km de galerie) ;
- les travaux de génie civil des quatre tranches de la centrale nucléaire de Dampierre-sur-Bury, pour E.D.F. ;
- la galerie amant, Are, Isère (10 km), pour E.D.F. ;
- le barrage de Puy-de-Roussillon, pour la C.N.R. ;
- les ouvrages d'art sous vote nord-midi de l'aéroport de Bory ;
- le stockage souterrain d'hydrocarbures du Vieux (80 km de galerie) ;
- les travaux de génie civil des quatre tranches de la centrale nucléaire de Dampierre-sur-Bury, pour E.D.F. ;
- la galerie amant, Are, Isère (10 km), pour E.D.F. ;
- le barrage de Puy-de-Roussillon, pour la C.N.R. ;
- les ouvrages d'art sous vote nord-midi de l'aéroport de Bory ;
- le stockage souterrain d'hydrocarbures du Vieux (80 km de galerie) ;
- les travaux de génie civil des quatre tranches de la centrale nucléaire de Dampierre-sur-Bury, pour E.D.F. ;
- la galerie amant, Are, Isère (10 km), pour E.D.F. ;
- le barrage de Puy-de-Roussillon, pour la C.N.R. ;
- les ouvrages d'art sous vote nord-midi de l'aéroport de Bory ;
- le stockage souterrain d'hydrocarbures du Vieux (80 km de galerie) ;
- les travaux de génie civil des quatre tranches de la centrale nucléaire de Dampierre-sur-Bury, pour E.D.F. ;
- la galerie amant, Are, Isère (10 km), pour E.D.F. ;
- le barrage de Puy-de-Roussillon, pour la C.N.R. ;
- les ouvrages d'art sous vote nord-midi de l'aéroport de Bory ;
- le stockage souterrain d'hydrocarbures du Vieux (80 km de galerie) ;
- les travaux de génie civil des quatre tranches de la centrale nucléaire de Dampierre-sur-Bury, pour E.D.F. ;
- la galerie amant, Are, Isère (10 km), pour E.D.F. ;
- le barrage de Puy-de-Roussillon, pour la C.N.R. ;
- les ouvrages d'art sous vote nord-midi de l'aéroport de Bory ;
- le stockage souterrain d'hydrocarbures du Vieux (80 km de galerie) ;
- les travaux de génie civil des quatre tranches de la centrale nucléaire de Dampierre-sur-Bury, pour E.D.F. ;
- la galerie amant, Are, Isère (10 km), pour E.D.F. ;
- le barrage de Puy-de-Roussillon, pour la C.N.R. ;
- les ouvrages d'art sous vote nord-midi de l'aéroport de Bory ;
- le stockage souterrain d'hydrocarbures du Vieux (80 km de galerie) ;
- les travaux de génie civil des quatre tranches de la centrale nucléaire de Dampierre-sur-Bury, pour E.D.F. ;
- la galerie amant, Are, Isère (10 km), pour E.D.F. ;
- le barrage de Puy-de-Roussillon, pour la C.N.R. ;
- les ouvrages d'art sous vote nord-midi de l'aéroport de Bory ;
- le stockage souterrain d'hydrocarbures du Vieux (80 km de galerie) ;
- les travaux de génie civil des quatre tranches de la centrale nucléaire de Dampierre-sur-Bury, pour E.D.F. ;
- la galerie amant, Are, Isère (10 km), pour E.D.F. ;
- le barrage de Puy-de-Roussillon, pour la C.N.R. ;
- les ouvrages d'art sous vote nord-midi de l'aéroport de Bory ;
- le stockage souterrain d'hydrocarbures du Vieux (80 km de galerie) ;
- les travaux de génie civil des quatre tranches de la centrale nucléaire de Dampierre-sur-Bury, pour E.D.F. ;
- la galerie amant, Are, Isère (10 km), pour E.D.F. ;
- le barrage de Puy-de-Roussillon, pour la C.N.R. ;
- les ouvrages d'art sous vote nord-midi de l'aéroport de Bory ;
- le stockage souterrain d'hydrocarbures du Vieux (80 km de galerie) ;
- les travaux de génie civil des quatre tranches de la centrale nucléaire de Dampierre-sur-Bury, pour E.D.F. ;
- la galerie amant, Are, Isère (10 km), pour E.D.F. ;
- le barrage de Puy-de-Roussillon, pour la C.N.R. ;
- les ouvrages d'art sous vote nord-midi de l'aéroport de Bory ;
- le stockage souterrain d'hydrocarbures du Vieux (80 km de galerie) ;
- les travaux de génie civil des quatre tranches de la centrale nucléaire de Dampierre-sur-Bury, pour E.D.F. ;
- la galerie amant, Are, Isère (10 km), pour E.D.F. ;
- le barrage de Puy-de-Roussillon, pour la C.N.R. ;
- les ouvrages d'art sous vote nord-midi de l'aéroport de Bory ;
- le stockage souterrain d'hydrocarbures du Vieux (80 km de galerie) ;
- les travaux de génie civil des quatre tranches de la centrale nucléaire de Dampierre-sur-Bury, pour E.D.F. ;
- la galerie amant, Are, Isère (10 km), pour E.D.F. ;
- le barrage de Puy-de-Roussillon, pour la C.N.R. ;
- les ouvrages d'art sous vote nord-midi de l'aéroport de Bory ;
- le stockage souterrain d'hydrocarbures du Vieux (80 km de galerie) ;
- les travaux de génie civil des quatre tranches de la centrale nucléaire de Dampierre-sur-Bury, pour E.D.F. ;
- la galerie amant, Are, Isère (10 km), pour E.D.F. ;
- le barrage de Puy-de-Roussillon, pour la C.N.R. ;

PROGRES & PHOTOCOPIE



Nouvelles machines. Nouveaux procédés. Nouveaux services

L'introduction du papier ordinaire en photocopie a constitué en son temps une grande révolution. On a assisté alors à une querelle des anciens et des modernes. Papier traité ou papier ordinaire ? Ce fut et c'est toujours la grande question.

Bien sûr, depuis son apparition en photocopie le papier ordinaire joue les vedettes, et recueille les faveurs d'un certain public. Mais après... Pour être réaliste il convient de poser le problème clairement : lorsque les volumes de copies n'atteignent pas de très hauts niveaux, il serait irrationnel de s'encombrer d'un appareil complexe et coûteux (aussi sophistiqué soit-il...) pour opérer à une mode. Ce consommateur le connaît trop bien.

Il faut donc rester clairvoyant et savoir adopter des copieurs en fonction de ses besoins.

Notre rôle, à nous 3M, est de vous aider. Et d'ailleurs cela nous est facile. En effet, manuels ou automatiques, sur papier traité ou sur papier ordinaire, nos copieurs constituent l'une des gammes les plus étendues du marché.

Notre expérience en matière de reprographie, la diversité et l'importance du parc de nos machines en service, nous permettent de répondre à toutes les questions qui se posent à vous. Notre devise se résume en un mot : Adaptabilité.

Chacun de nos photocopieurs a été créé pour s'adapter à vos besoins et à vos goûts, depuis le copieur à sec 217 à usage personnel jusqu'au puissant VHS. Mais nous allons même plus loin puisque nous vous offrons :

- 43 "Centres 3M" qui témoignent d'une volonté d'implantation durable et d'une qui garantissent votre sécurité.
- Une flotte de véhicules de démonstration.
- Un service après-vente continu et total de territoire.

3M a choisi cette année le cadre du Sicob pour vous présenter 2 nouvelles machines qui l'une copie l'autre supportent des solutions originales à la multiplication et à la circulation de l'information.

Il s'agit du VHS. 238 R et du 207.

au Sicob : numéros 5305-5306, Niveau 5 - Zone C, tel. 775.86.89



Un nouveau copieur qui travaille terriblement vite : le 207

Du fait de ses performances, ce nouveau copieur de bureau automatique à sec se classe dans la gamme "haute" des copieurs 3M.

Rapide : le 207 fournit 20 copies à la minute (plus de 100 copies à l'heure). Compte tenu du faible encombrement de l'appareil, ses performances sont remarquables.

Simple et d'entretien : grâce à une nouvelle technique de traitement "froid" de l'image, on supprime le temps de préchauffage. La machine est immédiatement prête à l'emploi. Ainsi, vous ne perdez pas de temps.

Qualité copie : le copieur à sec 207 est équipé d'un papier spécialement traité, offrant une copie en plus d'un relief comparable à la nature, un aspect lumineux.

Avantages particuliers : avec le 207 vous utilisez que le papier dont vous avez besoin. Cette possibilité est une économie de formats, et à l'approvisionnement du papier en rouleaux.

Autre avantage remarquable, le 207 est un copieur très silencieux.

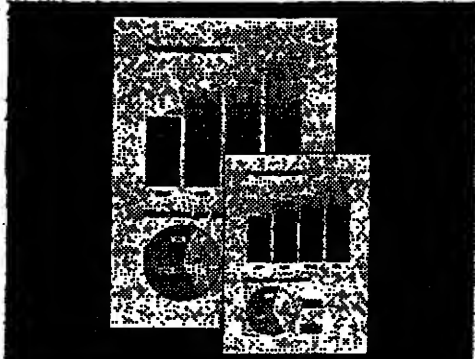


Un copieur puissant "qui réduit les originaux" : le VHS. 238 R

Le VHS. 238 R (son brillant aîné) travaille sur papier ordinaire. La première copie est à 1/2, et pour les petites séries qui sont statistiquement les plus nombreuses (2 à 3 copies d'un même original), le VHS. est de loin le plus performant.

Mémoire et productivité : les performances annoncées de cet appareil ne sont pas théoriques ; en effet le VHS. 238 R enregistre l'original le temps d'un éclair. Grâce à sa mémoire l'appareil continue à débiter ses copies pendant que l'opérateur met en place l'original suivant. La productivité s'analyse donc en temps réel de copie et non en une performance réalisée dans des conditions idéales.

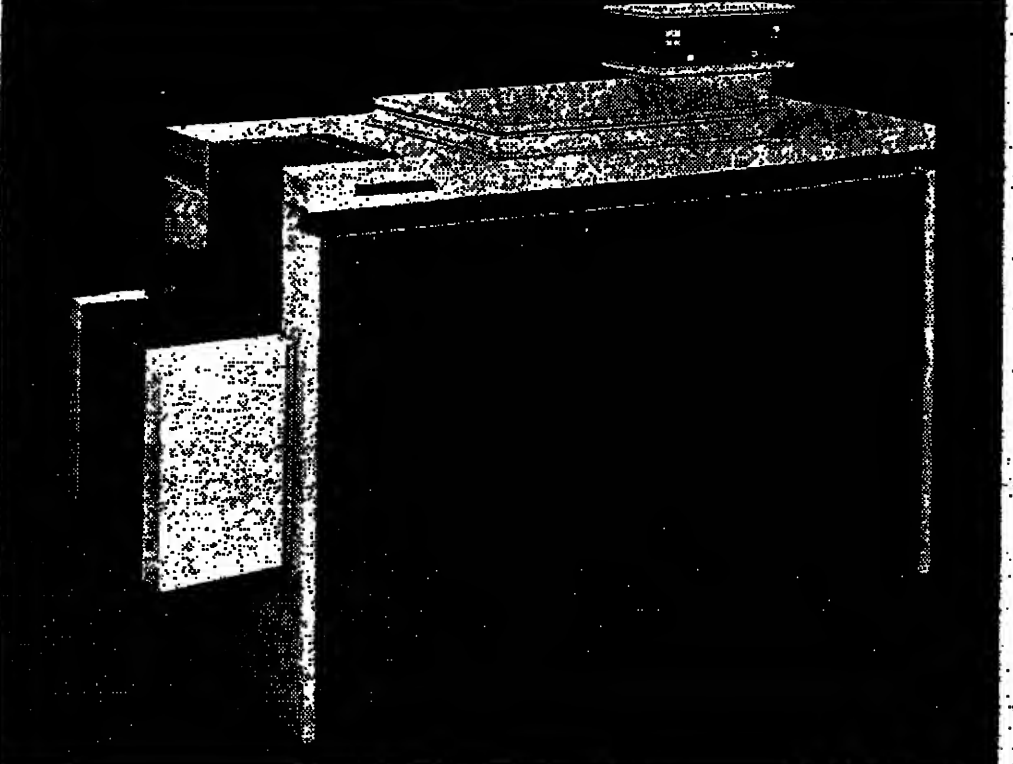
Une nouvelle dimension dans la communication : la réduction. La grande originalité du VHS. 238 R est sa possibilité de réduction. Le VHS. 238 R permet de réduire, selon 3 rapports différents, des documents de dimensions maximum 32,5 x 45,7 cm au format normalisé 21 x 29,7 cm permettant ainsi un archivage et une consultation plus faciles.



des pavants d'ordinateurs, des états comptables, des plans, etc.

Si la reproduction au rapport 1/1 reste la vocation première du VHS. 238 R, sa capacité de réduction représente un atout considérable.

En conclusion, le VHS. 238 R est, sous l'angle du rapport qualité-prix, l'appareil le plus compétitif sur le marché.



43 "Centres 3M" en France 650 spécialistes à votre service



Depuis 1960 3M a cessé d'installer son implantation pour un meilleur service.

Aujourd'hui 650 spécialistes répartis dans 43 Centres 3M assurent démonstration, commercialisation, et service après-vente. Ils répondent ainsi plus rapidement aux besoins de la clientèle régionale, garantissent des réactions immédiates, et veillent en permanence à la santé des machines 3M.

LES DIRECTIONS REGIONALES

- 94700 HAISONS-ALFORT - Zone industrielle des Petites Halles - Avenue Charles Marigny - 92502 RUEIL-MALMAISON - 92, avenue Péri-Doumer - 33083 BORDEAUX - B.P. n° 63 Centre Commercial de Gros - Tél. 28.75.82
- 35000 RENNES - Zone industrielle de Champfle - 8, rue de la Sanyasse - Tél. 50.84.61 et 50.84.62
- ORLÈANS-SAINT-JEAN-DE-LA-RUE - Zone Industrielle d'Ingrès - Rue Lavoisier - Tél. 57.61.62
- 54170 NANCY - Zone Industrielle de L'Esplan - Tél. 27.07.07 et 23.27 MARSEILLE - Zone Industrielle de Viroles - 2, avenue 8 - Tél. 28.25.04
- 52000 NOUVOUX - 45, boulevard Lescage - Tél. 70.64.30 et 69.612 LYON-VILLEURBANNE - 201, route de Genas - B.P. n° 1074 - Tél. 78.68.30 et 78.68.31

2 machines robustes qui ont déjà fait leurs preuves

Le 217 : copieur automatique à sec, c'est le plus performant et le plus silencieux.

Le 207 : le plus performant photocopieur à usage de bureau.

Le 209 : le plus performant photocopieur à usage de bureau.

Le 209 : le plus performant photocopieur à usage de bureau.

Le 217 : le plus performant photocopieur à usage de bureau.

Le 217 : le plus performant photocopieur à usage de bureau.

Le 217 : le plus performant photocopieur à usage de bureau.

Le 217 : le plus performant photocopieur à usage de bureau.

Le 217 : le plus performant photocopieur à usage de bureau.

Le 217 : le plus performant photocopieur à usage de bureau.

Le 217 : le plus performant photocopieur à usage de bureau.

Le 217 : le plus performant photocopieur à usage de bureau.

Le 217 : le plus performant photocopieur à usage de bureau.

Le 217 : le plus performant photocopieur à usage de bureau.

Le 217 : le plus performant photocopieur à usage de bureau.

Le 217 : le plus performant photocopieur à usage de bureau.

Le 217 : le plus performant photocopieur à usage de bureau.

Le 217 : le plus performant photocopieur à usage de bureau.

Le 217 : le plus performant photocopieur à usage de bureau.

Le 217 : le plus performant photocopieur à usage de bureau.

Le 217 : le plus performant photocopieur à usage de bureau.

Le 217 : le plus performant photocopieur à usage de bureau.

Le 217 : le plus performant photocopieur à usage de bureau.

الطبعة من الامم

André Coulaud/Benton & Bowles

LES MARCHÉS FINANCIERS

ÉTATS-UNIS

L'Europe décline
35,5 milliards de dollars de valeurs américaines
L'Europe décline, trois cent trente institutions financières européennes ont vu leur portefeuille de valeurs américaines diminuer de 35,5 milliards de dollars en septembre, contre une augmentation de 1,2 milliard de dollars en août. Les investisseurs européens ont préféré les actions locales et les obligations américaines à court terme. Les valeurs américaines ont perdu 1,2 milliard de dollars en septembre, contre une augmentation de 1,2 milliard de dollars en août.

LONDRES

Toujours déprimé
La semaine a mal débuté à la Bourse de Londres, où les valeurs industrielles ont subi une nouvelle baisse. Les investisseurs ont préféré les obligations à court terme. Les valeurs américaines ont perdu 1,2 milliard de dollars en septembre, contre une augmentation de 1,2 milliard de dollars en août.

B. A. L. O.

Le BALO du jeudi 23 septembre publie notamment les inscriptions suivantes : Société Lorraine et méridionale de la machine à vapeur, 300 000 obligations de 1 000 F, 12 %.

INDICES QUOTIDIENS

Indice	23 sept. 1974	22 sept. 1974
Indice CAC 40	10 150	10 120
Indice DAX	1 200	1 180
Indice Nikkei	15 000	14 800

MARCHÉ MONÉTAIRE

Monnaie	Taux de change
Dollar	1,95
Mark	3,36
Yen	163,60

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

PETROLES D'AUTUNNE — La S.N.P.A. va faire racheter par la filiale australienne 50 % des actions de la société. Les investisseurs ont préféré les obligations à court terme.

VALEURS

VALEURS	Cours	Précéd.	Différence	VALEURS	Cours	Précéd.	Différence	VALEURS	Cours	Précéd.	Différence	VALEURS	Cours	Précéd.	Différence
Alcatel	118	115	+3	De Dietrich	378	375	+3	Lafayette	218	215	+3	Petroleum	105	102	+3
Alstom	375	370	+5	Elf	105	102	+3	Marcegaglia	105	102	+3	Reaumur	105	102	+3
Amal	105	102	+3	Elf	105	102	+3	Marcegaglia	105	102	+3	Reaumur	105	102	+3
Amal	105	102	+3	Elf	105	102	+3	Marcegaglia	105	102	+3	Reaumur	105	102	+3
Amal	105	102	+3	Elf	105	102	+3	Marcegaglia	105	102	+3	Reaumur	105	102	+3

BOURSE DE PARIS - 20 SEPTEMBRE - COMPTANT

VALEURS	Cours	Précéd.	Différence	VALEURS	Cours	Précéd.	Différence	VALEURS	Cours	Précéd.	Différence
Alcatel	118	115	+3	De Dietrich	378	375	+3	Lafayette	218	215	+3
Alstom	375	370	+5	Elf	105	102	+3	Marcegaglia	105	102	+3
Amal	105	102	+3	Elf	105	102	+3	Marcegaglia	105	102	+3
Amal	105	102	+3	Elf	105	102	+3	Marcegaglia	105	102	+3

MARCHÉ A TERME

VALEURS	Cours	Précéd.	Différence	VALEURS	Cours	Précéd.	Différence	VALEURS	Cours	Précéd.	Différence	VALEURS	Cours	Précéd.	Différence
Alcatel	118	115	+3	De Dietrich	378	375	+3	Lafayette	218	215	+3	Petroleum	105	102	+3
Alstom	375	370	+5	Elf	105	102	+3	Marcegaglia	105	102	+3	Reaumur	105	102	+3
Amal	105	102	+3	Elf	105	102	+3	Marcegaglia	105	102	+3	Reaumur	105	102	+3
Amal	105	102	+3	Elf	105	102	+3	Marcegaglia	105	102	+3	Reaumur	105	102	+3

COTE DES CHANGES

Marché	Cours	Précéd.	Différence	Marché	Cours	Précéd.	Différence
Alcatel	118	115	+3	De Dietrich	378	375	+3
Alstom	375	370	+5	Elf	105	102	+3
Amal	105	102	+3	Elf	105	102	+3
Amal	105	102	+3	Elf	105	102	+3

الشرق الأوسط

UN JOUR DANS LE MONDE

227. LES ELECTIONS SENATORIALES

— Les résultats et les commentaires.

8-9. POLITIQUE

— M. Léo Hamon préconise un vaste rassemblement populaire.
— L'Humanité critique M. Rocard.
— Les fédéralistes européens proposent la mise en place d'un comité des sages.

10. EUROPE

— GRANDE-BRETAGNE : lord Chalfont démissionne de parti travailliste.

10. PROCHE-ORIENT

— Le roi Hussein réagit violemment à la décision du Caire et de Damas de reconnaître l'O.L.P. comme « représentant unique du peuple palestinien ».

11. ASIE

— LOIN DES CAPITALES : Vung-Tou : le sel amer de la paix indochinoise.

12. AFRIQUE

— TUNISIE : M. Moudra est confirmé dans ses fonctions de secrétaire général de P.S.D.

12. AMERIQUES

— SPORTS : MOTO CYCLISME : le trentième tour de France.

13. AUTOMOBILISME

— AUTOMOBILISME : trois candidats au titre de champion du monde.

14-15. JUSTICE

— Sur les prisons (II), par Gilbert Cezembre.
— Mme Durieux juge « très insuffisant » le budget pour 1975.

17. EDUCATION

— Les projets de président de l'université de Paris-Nord.
— Des manifestations contre le chômage des maîtres auxiliaires auront lieu le 25 septembre.

17. JEUNESSE

— Le projet de budget de secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports.

17. RELIGION

— Le pasteur Appel, président de la conférence européenne des Eglises.

LE MONDE DE L'ECONOMIE

— PAGES 19 A 22.
— Pourquoi et comment indexer l'épargne.

— Le Fonds monétaire et la recherche de nouveaux statuts et d'une nouvelle politique.

— Une interview de M. André Pons-Vinay : les Etats européens devraient se concentrer sur leur politique d'immigration.

— L'horaire à la carte connaît un déclin de succès en France.

— Une solution au conflit des matières premières : une redistribution mondiale des activités.

24-25. SPECTACLES

— THEATRE : Guy Rétort veut choisir son destin.

35. MEDICINE

— Les salaires des infirmières britanniques sont augmentés de 30 %.

35. SCIENCES

— Pour des raisons de sécurité, quinze réacteurs nucléaires sont arrêtés aux Etats-Unis.

35. EQUIPEMENT ET RESOURCES

— TRANSPORTS : A propos de... la manifestation des routiers : sur le pavé.

36-37. LA VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE

— ENERGIE : « Je ferai baisser le prix du pétrole », déclare M. Yamani.

ACTION SOCIALE

— Les parents d'enfants handicapés : il est plus cité d'affirmer la solidarité nationale que de corriger des inégalités flagrantes.

LIRE EGALEMENT

— RADIO-TELEVISION (23)
— Annonces classées (27 à 33)
— Carnet (26) : Informations pratiques (23) : Médécine (23) : Météo (23) : Finances (30).

— Le numéro du « Monde » daté 22-23 septembre 1974 a été tiré à 503 932 exemplaires.

— Europcar : une voiture quand vous en avez besoin. Réservez à 645.21.25.

— A B C D F G H

RÉUNIS A BRUXELLES

Les Neuf arrêtent le projet de budget de la Communauté pour 1975

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Les Neuf se réunissent ce lundi à Bruxelles afin d'arrêter le projet de budget de la Communauté pour l'année 1975. Ce projet sera soumis au Parlement européen. Au nom de la lutte contre l'inflation, les gouvernements membres semblent décidés à opérer des coupes sombres dans l'avant-projet qui leur a été présenté par la Commission de Bruxelles. Celle-ci proposait il est vrai d'accroître de 37 % le budget de 1974 par rapport à celui de 1973, en inscrivant un total de crédits de 6 852 millions d'unités de compte — une unité de compte = 5,50 F — contre 4 997 millions d'unités de compte l'année précédente.

Les travaux d'experts qui ont précédé cette session du Conseil ont montré que l'ambiance parmi les Neuf était résolument à l'économie. Pour apprécier ce qui sera vraisemblablement les

effets concrets de cette tendance à l'austérité — tendance animée en particulier par la délégation allemande — il faut se souvenir que l'avant-projet préparé par la commission distingue les dépenses résultant d'actions anciennes et celles résultant d'activités nouvelles. En ce qui concerne ces dernières (par exemple la mise en œuvre d'une politique régionale européenne, la participation de la Communauté au fond d'urgence créé sous l'égide de l'ONU en faveur des pays sous-développés les plus touchés par la crise), il n'existe pas encore de décision définitive arrêtée par les Neuf exigeant l'inscription de crédits au budget. On peut s'attendre, dans ces conditions, que le conseil, soucieux de réduire le volume total du budget de la C.E.E. supprime les crédits figurant pour ces postes dans l'avant-projet de la Commission, quitte à approuver des annexes indiquant que des crédits supplémentaires pourront être votés le moment venu lorsque des décisions concrètes concernant ces activités nouvelles seront prises par le Conseil.

Les Neuf s'apprêtent également à réduire de façon substantielle les crédits inscrits au titre des « actions anciennes ». Les Neuf, prévoyant un élargissement du Fonds social européen, ont proposé d'augmenter de 23 % les crédits affectés à ce fonds, qui sera passé de la sorte de 331 millions d'unités de compte à 407 millions. Ce dernier chiffre sera vraisemblablement amputé de 80 ou 100 millions d'unités de compte.

De même, les ministres semblent décidés à diminuer les sommes figurant dans l'avant-projet de budget au titre du soutien aux marchés agricoles. La Commission avait d'ailleurs inscrit dans le budget du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole un crédit bloqué de 200 millions d'unités de compte destiné à faire face, le cas échéant, aux dépenses résultant d'une augmentation des prix en cours de campagne. Les Etats membres sont opposés à la création de cette « réserve », qui constituerait une incitation regrettable à des opérations de révision de prix, qu'ils souhaitent éviter.

Nous enchaînons, les ministres ont l'intention de réduire les crédits prévus par la Commission pour ses dépenses de personnel.

PHILIPPE LEMAITRE.

M. Antonio Cubillo, avocat au barreau de Madrid, secrétaire général du Mouvement pour l'autodétermination et l'indépendance de l'archipel canarien (M.P.A.I.C.), dont le siège est à Alger, de passage à Paris, nous a exprimé son inquiétude devant la dégradation de la situation au Sahara espagnol.

« Nous sommes préoccupés par le sort des soldats canariens en l'autodétermination et l'indépendance de l'archipel canarien (M.P.A.I.C.), dont le siège est à Alger, de passage à Paris, nous a exprimé son inquiétude devant la dégradation de la situation au Sahara espagnol.

M. Cubillo nous a indiqué, à propos de la décolonisation au Sahara espagnol : « Nous ne croyons pas à une solution pacifique, car la voie diplomatique fait le jeu de Madrid. L'intérêt de l'Espagne est que le territoire devienne nominalelement indépendant, étant entendu que la commission d'accords militaires permettra le maintien de garnisons espagnoles à El Aïoun et Villa-Ou-nos ».

M. Cubillo nous a enfin fait savoir que le comité de libération de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.) étudierait, au cours de sa session du mois prochain, la situation dans l'archipel des Canaries.

[On estime à environ vingt mille le nombre des originaires des Canaries actuellement installés au Sahara espagnol : cinq mille militaires incorporés dans les forces de maintien de l'ordre, quinze mille ouvriers et manœuvres, dont un certain nombre employés dans les mines de phosphates et dans les chantiers de prospection pétrolière.]

525.25.25
Gratuitement.
Tous les renseignements sur 30.000 appartements

Information Logement
« vous renseigne sur plus de 600 programmes immobiliers
« vous aide à choisir selon vos disponibilités et vos désirs
« vous donne des descriptions, informations juridiques, conseils fiscaux
« vous indique les possibilités de crédit
Sur simple rendez-vous, un entretien personnalisé

Information Logement
Centre Etoile
49 avenue Kléber Paris 16
525 25 25
Centre Nation
45 cours de Vincennes
Paris 20
346 11 74
Service spécialisé créé par la Compagnie Bancaire

RÉFORME DE L'ENTREPRISE

La commission Sudreau crée douze groupes de travail

La commission pour l'étude de la réforme de l'entreprise que préside M. Pierre Sudreau, s'apprête à créer douze groupes de travail. Ceux-ci, qui feront rapport, en novembre prochain, à la commission plénière, seront consacrés respectivement aux thèmes suivants :
— Conditions de travail et organisation interne des entreprises : ce groupe sera présidé par M. Georges Chavannes, président du conseil de direction de Leroy-Sommer S.A.
— Répartition des responsabilités et déconcentration des décisions : présidé par M. Olivier Giscard d'Estaing, frère du président de la République, administrateur d'U.B.M.-France, ancien P.D.G. de G.D.F. S.I. France, président du conseil de perfectionnement de l'Institut européen d'administration des affaires (INSEAD).
— Institutions de représentations du personnel : présidé par M. Jean-Marcel Verdier, doyen de l'université de Nanterre, professeur de droit.

— Les pouvoirs dans l'entreprise : présidé par M. Jean-Louis Descoires, P.D.G. des chaussures André.
— Statut des actionnaires, présidé par M. Pierre Chastenet, ancien président de la Commission des opérations de Bourse.
— Conflits individuels et conflits collectifs, présidé par M. Albert Deltz, ancien membre de la commis-

sion exécutive de la C.F.D.T., et M. Roger Grégoire, secrétaire général du comité interministériel de la formation professionnelle et de la promotion sociale.
— Statuts d'avant-garde, présidé par M. Claude Lamy, ancien directeur de cabinet de M. Sudreau lorsqu'il était ministre de la construction puis de l'éducation nationale, président de la Commission technique des entreprises et positions dominantes.

— Création d'entreprises et problèmes spécifiques des petites et moyennes entreprises, présidé par Mme Edith Gros, présidente-directrice générale de la société Promocanon-Simon-Lehman.

— Problèmes des entreprises en difficulté, présidé par M. Jean Martinet, président du tribunal de commerce de Paris, P.D.G. de la société d'exploitation de produits pour les industries chimiques (SEPRIC).

— Problèmes propres aux sociétés multinationales, probablement présidé par M. Pierre Jouve, P.D.G. de Peclinty-Ugine-Kuhlmann.

— Entreprises et intérêt général, présidé par M. Jean Bolomont, directeur en chef de « l'Expansion ».

— Statut des sociétés à but non lucratif, dont le président n'est pas encore nommé.

La conférence était présidée à titre personnel par Mme Juge, une militante syndicale de la fonction publique, élue notamment de Mères de rue-Thérèse Eyquem, membre parti socialiste, Cordier, de la société française des femmes diplômées d'université, Folléa, directrice de l'école des parents et des éducateurs, ainsi que les représentants des organisations suivantes : Association familiale laïque, Association des femmes des carrières juridiques, Association des femmes des crèches, Association nationale des femmes chefs de famille, C.N.L.-Michel, Confédération générale du travail (C.G.T.), Fédération française des travailleurs sociaux, Fédération française de la W.T.O. (mouvement socialiste), Femmes de France pour le droit de femmes, Ligue internationale de femmes pour la paix et la liberté, Union féminine civique et sociale, Union des femmes françaises.

(1) Plate-forme d'union pour la femme internationale de la femme, 3, P. 23, 92215 Saint-Cloud.

Après la décision prise vendredi 20 septembre par les autorités espagnoles d'exiger un passeport en cours de validité pour toute personne se rendant en Espagne, la circulation a été longtemps troublée samedi et dimanche aux postes frontaliers des Pyrénées, notamment au col du Pertuis. Un grand nombre de frontaliers qui s'apprêtaient à passer le week-end en Espagne et de nombreux vacanciers ont dû rebrousser chemin. Sans quelques camions chargés de denrées périssables ont été autorisés à franchir la frontière.

Sur la côte basque, l'insécurité domine parmi les réfugiés politiques espagnols. Ceux-ci redoutent que le gouvernement français ne prenne des mesures rigoureuses à leur encontre, obtenant ainsi la pression du gouvernement espagnol.

● Pour la seconde fois en moins de trois jours, un attentat à l'explosif a été commis dans la nuit du 20 au 21 septembre, non loin du village de Zozza, en Corse, sur un chantier, déterminant des dégâts de terrassement.

Le Front paysan pour la libération de la Corse a revendiqué les deux attentats.

YVONNE DE BREMOND D'ARS achète pour collectionneurs : tous beaux meubles signés, tapisseries et tableaux de maîtres.

20, Fg St-HONORE, PARIS 8° - 255.11.03

La CENTRE F.C.P., organisme privé d'enseignement et de formation, 2, avenue du Stade-de-Coubertin, 92100 BOULOGNE, organise un SÉMINAIRE DE NEIGE, à La Plagne, POUR DIRIGEANTS du vendredi 17 (janvier 1975 matin) ou lundi 20 (soir).

Thèmes développés : 1) Comment accroître son EFFICACITÉ PERSONNELLE ; 2) RÉMUNÉRATION, avantages en nature et remboursement de frais des dirigeants (ASPECT FISCAL).

Nous téléphoner au 520-54-03 pour recevoir une documentation détaillée. (Après 18 h., répondre téléphonique).

L'ANGLAIS ET L'ALLEMAND PAR LE CINEMA

Dernières démonstrations gratuites en AUDIVISION à 12 h. 45 - 16 heures - 18 h. 45

ALLEMAND : Elyvel (Salle Chopin), 252, rue du Fg-Saint-Honoré (8°) : mardi 24 et vendredi 27 septembre.

ANGLAIS : Théâtre Caumartin, 25, rue Caumartin (9°) : lundi 23, jeudi 26, lundi 30 septembre et jeudi 3 octobre.

ANGLAIS : Théâtre de Rochefort, 64, rue du Rocher (8°) : mardi 24, vendredi 27 septembre, mardi 1^{er} et vendredi 4 octobre.

Cours : mardi et vendredi. Cinq séances au choix. Début 8 octobre.

À 20 h. 30
ANGLAIS : Elyvel (Salle Chopin), 252, rue du Fg-Saint-Honoré (8°) : mardi 24 septembre, 1^{er} et 8 octobre.

Cours : mardi de 20 h. à 22 h. 30. Début mardi 15 octobre.

Location des cours à Entreprises Formation Continues.

Rens. : D.C.P. - 202-01-89 - 21, rue du Château-d'Eau, Paris (10°)

SICOB : Niveau 2, Zone B, stands 200 et 201 Niveau 4, Zone C, stand 303

DOCUMENTATION : adressez ce coupon à : Gestetner 71 rue Camille Groult 94400 Vitry 754 630 47-85

M. :
Adresse :
désire recevoir la documentation Gestetner « Copieur »

Ce qui est agréable, avec ce copieur, c'est qu'il copie sur papier courant, sans attente de préchauffage, même des livres ou des feuilles agrafées.

Copieur Gestetner FB 12

Copieur Gestetner

Copieur Gestetner

En prévision de l'Année internationale de la femme

DOUZE ORGANISATIONS FRANÇAISES PROPOSENT « PLATE-FORME D'UNION SUR LES REVENDICATIONS FÉMININES »

En prévision de l'Année internationale de la femme, dont célébration est prévue par l'Assemblée nationale, douze organisations françaises ont annoncé la constitution d'une « plate-forme d'union », en vue de mettre point, l'an prochain, des actions communes, « tant auprès des employeurs que des pouvoirs publics et législatifs, pour soient satisfaites les légitimes revendications des femmes que leur soit enfin reconnue la place qui leur est due dans la société » (1).

Cette conférence était présidée à titre personnel par Mme Juge, une militante syndicale de la fonction publique, élue notamment de Mères de rue-Thérèse Eyquem, membre parti socialiste, Cordier, de la société française des femmes diplômées d'université, Folléa, directrice de l'école des parents et des éducateurs, ainsi que les représentants des organisations suivantes : Association familiale laïque, Association des femmes des carrières juridiques, Association des femmes des crèches, Association nationale des femmes chefs de famille, C.N.L.-Michel, Confédération générale du travail (C.G.T.), Fédération française des travailleurs sociaux, Fédération française de la W.T.O. (mouvement socialiste), Femmes de France pour le droit de femmes, Ligue internationale de femmes pour la paix et la liberté, Union féminine civique et sociale, Union des femmes françaises.

(1) Plate-forme d'union pour la femme internationale de la femme, 3, P. 23, 92215 Saint-Cloud.

TISSUS D'AMEUBLEMENT «DIFFÉRENTS»

...différents par le goût, la nouveauté, l'harmonie,

sensibles aux nouvelles tendances de la décoration,

différents par leur raffinement, leur qualité et une gamme de prix abordables (de 15 F à 145 F le mètre)

des velours, des jacquards, des unis, et des imprimés sélectionnés pour décorer votre maison.

Tous nos tissus sont en stock avec les passenneries assorties.

RODIN

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

18 SEPT. VENDREDI 1549

dator 6

10 NOV. MERCREDI 1258

1639

cifra 6

5

1258

cifra 2

solari

des horloges dessinées

documentation gratuite : C.E.Y.M.I. - 15, av. Paul-Jaouen - 75016 Paris

NOM : _____

ADRESSE : _____

SICOB - Niveau 2, Zone B - Stand 200 et 201 - Niveau 4, Zone C - Stand 303

Copieur Gestetner FB 12

Copieur Gestetner

Copieur Gestetner

مكتبة الامم المتحدة